

PSIHOLOGIA SOCIALĂ

Universitatea „Alexandru Ioan Cuza”, Iași

Nr. 53 (I)/2024

POLIROM
2024

Editura Polirom, B-dul Carol I nr. 4;
P.O. BOX 266, 700505, Iași, ROMÂNIA
București, Splaiul Unirii nr. 6, bl. B3A, sc. 1,
et. 1, sector 4, 040031, O.P. 53
Copyright © 2015 by Editura POLIROM
ISSN: 1454-5667
Printed in ROMANIA

Sumar

I. EDITORIAL

Simona CORLAN-IOAN, Abel KOUVOUAMA

Les sciences sociales en Afrique et les défis sociétaux 7

II. LES SCIENCES SOCIALES EN AFRIQUE (2) / ȘTIINȚELE SOCIALE ÎN AFRICA (2)

Charles WOLA BANGALA

L'obsession universitaire au risque de l'excellence scientifique.

Le cas de la République démocratique du Congo 13

Lucrèce NGONO

Institutions universitaires publiques camerounaises et formation

des chercheurs en archéologie : enjeux et défis 27

Louis Stéphane NLATE NTEN

Anthropologie des maladies infantiles locales : savoirs et pratiques

endogènes de soin à Sangmélima (Cameroun) 39

Fiacre VIDJINGNINO

Les stratégies de lutte contre le terrorisme au Bénin : analyse de contenus

et des processus de formulation 47

Simona CORLAN-IOAN

Un continent et son histoire. Les tendances actuelles de l'historiographie

en Afrique de l'Ouest 63

III. ÉTUDES, RECHERCHES ET SYNTHÈSES / STUDII, CERCETĂRI ȘI SINTEZE

Mihai CURELARU

Cercetarea științifică din perspectiva cooperării și integrării disciplinelor 79

IV. JOURNAL DE TERRAIN / JURNAL DE TEREN

Abel KOUVOUAMA

Recherche et réflexivité : sur les rapports entre modernité, politique et religion dans les sociétés d'Afrique centrale 97

V. ESSAI / ESEU

Septimiu CHELCEA

20 de ani, psihosociolog în România socialistă 115

VI. COMPTES RENDUS / RECENZII

Abel Kouvouama, Simona Corlan-Ioan, Frédéric Bidouze (sous la direction),
Les sciences sociales & humaines face aux écritures de soi. Epistémè et production comparée des savoirs France-Roumanie,
Presses de l'Université de Pau et des Pays de l'Adour, 2021
(**Adriana Speteanu-Vasilii**) 123

Simona Corlan-Ioan, Lionel Dupuy, Abel Kouvouama, Ecaterina Lung (eds.),
Voyages réels, voyages imaginaires : perspectives interdisciplinaires, Editura
Universității București, Collection «Sciences Sociales et Humaines en Partage», 2021
(**Laurence Espinosa**) 131

O pledoarie anticapitalistă pentru statul de drept
Carlos Fernández Liria, *Marxismul astăzi. Moștenirea lui Gramsci și Althusser*,
Litera, București, 2021 (**Ovidiu Gherasim-Proca**) 133

Un exercice de sociologie pratique
Valérie Rodrigue, *Rien ne résiste à Romica*. Paris, éditions Plein Jour, 2016
(**Daniel Ilea**) 137

JURNAL DE LECTURĂ : ȘTIINȚELE SOCIALE LA VREME DE RĂZBOI (Mihai Dinu Gheorghiu)

Zoltán Rostás (coord.), *Condamnare, marginalizare și supraviețuire în regimul comunist. Școala gustiană după 23 august 1944*, Cartier, Chișinău, 2021 ;
Viețile sociologului. Academicianul Mihail M. Cernea în dialog cu Zoltán Rostás.
Cuvânt înainte de Zoltán Rostás, Postfață de Sanda Golopenția. Corint,
colecția Istorie, București, 2024 ; Grant T. Harward, *Războiul Sfânt al României. Militarii, motivația și Holocaustul*. Corint, colecția Istorie, București, 2024
[Cornell University Press, 2021] 143

I. EDITORIAL

Les sciences sociales en Afrique et les défis sociétaux

Simona Corlan-Ioan¹, Abel Kouvouama²

Dans ce second numéro de *Psihologia Socială* consacré aux sciences sociales en Afrique, nous avons privilégié les choix thématiques et méthodologiques des productions scientifiques répondant aux deux exigences suivantes : la première consiste à être attentif à la démarche réflexive (Kouvouama, Corlan-Ioan, Bidouze, 2021 ; Bourdieu, 2022) qui prend en compte, non seulement ce qui est en train de se faire ici et là (qu'on l'appelle *atelier de recherche* en français ou *workshop* en anglais) sur le continent africain et hors du continent dans l'espace universitaire (Kouvouama, Corlan-Ioan, Bidouze, 2021) ; mais également les conditions sociales de production des données de recherches concernant des objets d'études variés.

La seconde exigence réside dans la prise en compte par les analystes, des temporalités longues, moyennes et courtes de la recherche (Gheorghiu, Corlan-Ioan, Kouvouama, 2021) et des « régimes d'historicités » (Corlan-Ioan, 2019) qui s'y déploient de part en part. Parce que nous avons la solide conviction selon laquelle, quelle que soit la région du monde, les chercheurs en sciences sociales y compris ceux d'Afrique, ont toujours accordé une attention significative aux défis sociétaux multiples relevant aussi bien du matériel que de l'immatériel. Dans ce sens par exemple, le passage d'une structure à l'autre leur permet de mieux appréhender les formes multiples de mutations sous leurs diverses désignations. En effet le terme « mutation », (au sens sociologique) s'inscrit dans un champ sémantique élargi où se situent des termes en quelque manière parents : changement, évolution, révolution, développement, modernisation, etc. (Balandier, 1971, p. 17). Tous ces termes ont pourtant quelques nuances spécifiques entre eux, lorsque l'on cherche à distinguer les mutations partielles des mutations globales³.

1. Institut d'Etudes Africaines, Université de Bucarest ; E-mail : simonacorlan1@yahoo.com

2. Université de Pau et des Pays de l'Adour ; E-mail : abel.kouvouama@univ-pau.fr

3. Il convient ici de rappeler de manière synthétique avec le sociologue Georges Balandier les principales caractéristiques du concept de mutation : *premièrement*, on peut envisager les mutations sociales comme un changement dans le système des rapports de dépendance et de déterminations définissant les différents types de sociétés. *Deuxièmement*, pour que les mutations soient effectives, il faut que les transformations affectant la société globale soient irréversibles. De ce fait, le problème de l'irréversibilité du changement apparaît comme une question théorique à résoudre ; ceci dans la mesure où toute société est constamment livrée à l'affrontement des facteurs de maintien et des facteurs de transformation. *Troisièmement*, les forces de changement opérant au sein du système social deviennent créatrices de contradictions dynamiques qui s'accroissent à mesure que leur action

Ainsi, les réflexions sur les exigences de l'éthique de la recherche de l'excellence dans la production scientifique sont abordées par Charles Wola Bangala, au regard du malaise observé en République Démocratique du Congo dans le respect des codes universitaires et des mécanismes de formation des élites. Tandis que, de son côté, Lucrèce Ngonu s'emploie à montrer les enjeux et défis que rencontrent les institutions universitaires publiques camerounaises dans la formation des chercheurs en archéologie ; une science sociale peu promue du fait qu'elle n'offrirait pas à l'instar des mathématiques, de la physique ou de la chimie, etc., des possibilités d'accès aux concours d'intégration directe dans la fonction publique ouverts chaque année.

A côté des préoccupations éthiques, institutionnelles et éducatives de certaines disciplines des sciences sociales observées sur des terrains spécifiques, s'ouvrent d'autres pistes de recherche de nature épistémologique¹, telles, avec Louis Stéphane Nlate Nten, qui, à partir de l'élaboration d'une stratégie d'enquête de terrain par immersion, livre son expérience de terrain sur les modalités de production anthropologique des savoirs et pratiques endogènes de soin à Sangmélima au Cameroun. Telle également avec Fiacre Vidjninginou et sur un autre registre d'appréhension de l'objet en sciences sociales. Celui-ci consacre son étude sur acquis et limites de la démilitarisation du pouvoir politique au Bénin, en explorant, d'une part, les stratégies ayant permis au pays de passer d'une force prétorienne à une armée républicaine ; en interrogeant, d'autre part, la solidité d'un modèle d'expérience démocratique africaine² qui fait exception dans une sous-région africaine encore en proie à un activisme prétorien.

Les préoccupations épistémologiques sont également au cœur de la démarche adoptée par Simona Corlan-Ioan sur les tendances actuelles de l'historiographie en Afrique de l'Ouest. En effet, l'objectif de son analyse n'est pas de résumer le parcours sur la base chronologique de l'histoire de l'historiographie africaine en évoquant les ruptures et les mutations épistémologiques ; mais l'intention est plutôt de revenir sur certains problèmes auxquels les historiens africains sont actuellement confrontés, afin de mieux comprendre et révéler leurs préoccupations particulières, ainsi que les efforts qu'ils déploient pour placer leurs recherches dans les cadres thématiques et paradigmatiques contemporains en sciences sociales. Elle conclut au fait que la relation histoire – présent – avenir est plus puissante que jamais et, dans ce contexte, l'historien est obligé de prendre sa place et

se développe ; c'est la réponse à ces dernières sous la forme d'une nouvelle combinaison de tous les éléments composant la société qui ouvrirait la phase de mutation. De la sorte, appréhendée sous l'angle de la dynamique, la mutation est vue comme une rupture dans la continuité, comme une conjonction d'évènements provoquant une transformation profonde et assurant une continuité par d'autres moyens. Enfin, *quatrièmement*, il faut repérer dans toute mutation sociale, le rôle respectif des dynamiques du dehors et des dynamiques du dedans, le mouvement qui provoque le changement, puis la mutation sociale. Cette dernière est généralement vue comme venant de l'intérieur même de la société, comme actualisant ce qui est déjà présent sous forme latente, recouverte, cachée. Conçue selon le modèle organique, la mutation (comme révolution) ferait surgir les configurations jusque-là refoulées et tenues en réserve de l'histoire. La dynamique interne devient le véritable moteur de la transformation (Balandier, 1971, pp. 17-18).

1. Nous pensons aux débats qui ont lieu en cours sur le continent (au sein du Codesria, *Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique*, dans les universités africaines) et à l'international (Europe, les Amériques et l'Asie) sur la décolonisation des savoirs en sciences sociales en Afrique, et qui pourraient ultérieurement faire l'objet de regards comparés.
2. Lire à ce sujet : Fabien Eboussi-Boulage, *Les conférences nationales en Afrique noire. Une affaire à suivre*, Karthala, Paris, 1993 ; Momar Coumba Diop, Mamadou Diouf, *Les figures du politique en Afrique : des pouvoirs hérités aux pouvoirs élus*, Karthala, Paris, 1999.

d'assumer ses responsabilités face à la société, étant en même temps tiraillé entre les impératifs politiques et scientifiques.

Il en est de même pour Mihai Curelaru qui interroge avec beaucoup de finesse d'analyse les rapports que peuvent avoir entre elles les disciplines scientifiques.

On prendra également en regards d'observation critique sur les sciences sociales en Afrique, d'une part, l'essai que consacre Septimiu Chelcea à l'analyse des vingt ans de pratiques psychosociologiques dans la Roumanie socialiste ; d'autre part, la livraison d'un journal de terrain et de recherche des années 2000 faite par Abel Kouvouama. Nous terminerons cet éditorial en soulignant les lectures critiques d'ouvrages faites par Ovidiu Gherasim Proca, Mihai Dinu Gheorghiu, Adriana Speteanu et Laurence Espinosa.

En fin de compte cette entreprise collective de production scientifique des savoirs en partage dans le champ des sciences sociales en Afrique et hors d'Afrique se veut ouverte, inventive et incitative à l'exploration d'autres objets de recherches en cours dans une double perspective comparée, inter-et-pluridisciplinaire.

Références

- Balandier, G. (1971). *Sociologie des mutations*, Anthropos, Paris.
- Bourdieu, P. (2022). *Retour sur la réflexivité*, Paris, Editions EHESS.
- Corlan-Ioan, S. (éd.) (2019). *Les nouveaux visages de l'Afrique*, Editions Université de Bucarest, Bucarest.
- Gheorghiu, M.D., Corlan-Ioan, S., Kouvouama, A. (éd.) (2021). *Itinéraires des élites africaines dans le monde. Réseaux et transferts entre diasporas et «petites sociétés»*, Editura Universității „Alexandru Ioan Cuza”, Iași.
- Kouvouama, A., Corlan-Ioan, S., Bidouze, F. (dir.) (2021). *Les sciences sociales et humaines face aux écritures de soi. Epistémè et production comparée des savoirs France-Roumanie*, Presses de l'Université de Pau et des Pays de l'Adour, Pau.
- Ouedraogo, J.-B., Hazard, B., Kouvouama, A. (dir.) (2021). *Les zones critiques d'une anthropologie du contemporain*, ibidem-Verlag.

II. LES SCIENCES SOCIALES
EN AFRIQUE (2) /
ȘTIINȚELE SOCIALE ÎN AFRICA (2)

L'obsession universitaire au risque de l'excellence scientifique. Le cas de la République démocratique du Congo

*Charles Wola Bangala*¹

Résumé. Depuis quelques décennies, l'on observe en République démocratique du Congo une course effrénée vers les études supérieures et universitaires. Ce phénomène, que je qualifie d'«obsession universitaire», ne touche pas seulement les jeunes qui sortent de l'école secondaire, mais aussi des adultes déjà actifs dans la vie professionnelle voire des personnalités exerçant des fonctions publiques dans les institutions nationales.

Au-delà du fait que le phénomène dévoile un malaise profond dans les mécanismes de formation de ce que l'on peut appeler l'«élite» de ce pays, il met surtout à nu un grave dérèglement de tout le système scolaire, supérieur et universitaire national. Car, dans une telle configuration, ces études *à tout prix* ont fini par avoir raison de l'excellence scientifique.

Mots-clés : études universitaires, formation des élites, dysfonctionnement du système scolaire, excellence scientifique

1. Introduction

Depuis quelques décennies, l'on observe dans les milieux universitaires en République démocratique du Congo un phénomène qui n'intéresse pas grand monde. Il s'agit de ce que j'appellerais volontiers l'«obsession universitaire». À vrai dire, il est difficile de libérer la parole à ce sujet parce que, d'une part, l'on n'y prête que peu d'attention et d'autre part, le dénoncer publiquement peut susciter des réactions préjudiciables à ceux qui le font. Pourtant, il est temps et nécessaire que ledit phénomène fasse l'objet d'une réflexion approfondie et même d'une dénonciation courageuse, car il est devenu une menace voire un obstacle à l'excellence scientifique dans le pays.

En effet, au-delà du fait que le phénomène dévoile un malaise profond dans les mécanismes de formation de ce que l'on peut appeler l'«élite» de ce pays, il met surtout à nu un grave dysfonctionnement dans tout le système scolaire, supérieur et universitaire

1. Enseignant à l'ISTM-Kidima et au Grand Séminaire Abbé Ngidi (République Démocratique du Congo),
E-mail : achawo@yahoo.fr

national. Car le phénomène défigure l'école à tous les niveaux de son organisation et le détourne, à moyen et long termes, de ses objectifs traditionnels, à savoir : la formation intégrale de l'homme et du citoyen. En effet, la première et la plus fondamentale mission de l'école «est de former des êtres humains humains» (Celis, 1990). Or, malgré l'obsession universitaire, telle qu'elle se donne à observer dans la société congolaise, l'école s'éloigne de plus en plus de cette mission de base qui est la sienne. Elle continue de mettre à nu ce que Georges Celis appelait déjà «la faillite de l'enseignement blanc en Afrique noire»¹. Et c'est ce que j'aimerais montrer dans les présentes réflexions.

Je commencerai par définir ce que j'entends par «obsession universitaire» et «excellence scientifique», en pointant en même temps du doigt les causes qui nourrissent ce phénomène dans ses manifestations les plus visibles, à savoir : la pauvreté, la peur du chômage, la volonté de puissance par la diplômanie et le refus de la logique. Ensuite, je m'emploierai à révéler quelques-unes des conséquences néfastes de cette situation dans la société congolaise. Et je terminerai en proposant une piste de solution, avant de conclure.

2. Problématisation du phénomène

J'entends par «obsession universitaire» une tendance presque malade observée, selon laquelle les jeunes congolais sortis des écoles secondaire tiennent à tout prix à poursuivre leurs études. En effet, ils prennent d'assaut les institutions d'enseignement supérieur et universitaire, dès lors qu'ils trouvent un tuteur qui accepte de supporter les frais desdites études. Or, cela se fait, dans la plupart des cas, sans aucun projet véritable, ni personnel ni communautaire.

Et il ne saurait en être autrement parce que la plupart d'entre eux ne le font que par crainte d'affronter le chômage de masse qui sévit dans la société congolaise. Par conséquent, ils préfèrent s'accrocher au soutien matériel et financier qu'ils espèrent conserver grâce au statut d'élève ou d'étudiant. En fait, ils ont honte de rester à la maison après leurs études secondaires ; ils préfèrent entreprendre n'importe quelle formation – scolaire ou extrascolaire –, pour passer plus ou moins utilement le temps (lire Wola Bangala cité par Matanhila Musadila, 2011, p. 57) et pourvu qu'ils ne soient pas «lâchés» par la famille. Il va sans dire que cette sorte de pérennisation ou même de *professionnalisation* du statut d'étudiant est due à l'extrême pauvreté et précarité dans laquelle la jeunesse congolaise vit. Or cela a des conséquences sur la qualité de la formation, surtout pour ceux qui entreprennent des études supérieures ou universitaires, parce qu'ils ne passent pas par la sélection nécessaire, comme cela devrait être le cas.

L'autre aspect de cette «obsession universitaire» s'observe chez de plus en plus de personnalités engagées dans la politique et d'acteurs de la société civile qui ont subitement pris goût à faire des études supérieures ou universitaires pendant qu'ils sont en plein exercice de leurs fonctions publiques. Le phénomène pourrait être banalisé, si cette situation ne posait pas un problème d'éthique sociopolitique à impact néfaste sur la qualité de l'enseignement supérieur et universitaire. En effet, que ces personnalités reviennent aux études, alors même qu'elles sont en responsabilité dans les affaires de la cité, soulève un problème de sérieux et de crédibilité. Et cela, à un triple titre.

Premièrement : pourquoi des personnes encore en besoin de formation devraient-elles continuer à gérer la République, alors que d'autres, qui ont la prétention d'avoir terminé leurs études, sont au chômage et cherchent désespérément du travail ? Deuxièmement,

1. Le thème traverse d'ailleurs tout l'ouvrage, au point même de lui avoir donné le titre.

comment une personnalité qui assume la fonction de gouverneur, de commandant de police, de général d'armée, de sénateur, de ministre, de bourgmestre ou simplement un fonctionnaire de l'Etat à temps plein, pourrait-elle suivre des études régulières, selon les normes en vigueur, avec une présence physique obligatoire dans les auditoriums à un certain niveau du cursus académique ? Et troisièmement, comment peut-on continuer de croire que l'autorité des enseignants et des professeurs reste crédible vis-à-vis de ces étudiants «spéciaux» ?

Il va sans dire que cette situation a des conséquences dans la société nationale, en ce qu'elle transforme tout l'enseignement supérieur et universitaire en République démocratique du Congo en un énorme gâchis. Car, en fin de compte, ceux qui en profitent à l'issue de leur cursus académique, ce sont malheureusement ceux que l'on peut considérer comme des «pirates du système», c'est-à-dire les profiteurs de ce désordre organisé et cautionné par les pouvoirs publics.

Pourtant, le respect des règles en vigueur dans le secteur aurait permis de maintenir ou de restaurer l'ordre requis. Car l'organisation de l'enseignement supérieur et universitaire national obéit à des règles claires et universellement connues. En effet, une sélection assumée des candidats aurait pu permettre de contrôler les effectifs, d'adapter les infrastructures de manière responsable et d'organiser l'insertion des diplômés dans la vie professionnelle.

Par ailleurs, l'interdiction d'accès des officiels en fonction, tant du monde politique que de la société civile, à l'enseignement supérieur et universitaire pourrait, en plus, permettre de limiter les cas de plus en plus flagrants de tricherie et de fraude dans les études. Car, en dehors des nombreuses fautes professionnelles dues à l'immoralité et à la corruption en milieux supérieurs et universitaires, de plus en plus d'exercices et de travaux académiques sont exécutés ou rédigés par des «nègres de service», c'est-à-dire par des personnages autres que les récipiendaires des diplômes eux-mêmes, auxquels l'évaluation desdits travaux donne accès et droit. Faut-il, dès lors, s'étonner que le niveau d'excellence n'ait fait que baisser ?

Or, pour arriver à une telle baisse de niveau, l'on a commencé par laisser s'effriter, lentement et progressivement, la logique dans la pensée et l'action politiques en République démocratique du Congo. En effet, il ne suffit que d'observer comment l'action politique est organisée dans ce pays pour y détecter l'absence criante de toute logique. L'on a l'impression que, dans la conduite quotidienne des affaires publiques, les acteurs publics ne se soucient guère de l'importance de la logique, comme manière d'organiser et d'exprimer ses pensées et ses actions selon des principes. Par conséquent, tout se fait comme «par génération spontanée». Ce qui a pour conséquence, que l'on commet continuellement les mêmes erreurs, mais en espérant que l'on obtiendra des résultats différents voire meilleurs.

Je suis convaincu que la perte, le refus ou même l'oubli de l'importance de la logique est la cause fondamentale qui nourrit la crise permanente dans laquelle la société congolaise est plongée. Et, tant que rien n'en fera prendre conscience, il est à parier qu'il sera impossible d'espérer d'en sortir.

2.1. L'importance de la logique

Les problèmes dans l'enseignement supérieur et universitaire en République démocratique du Congo, avec la baisse subséquente du niveau intellectuel, ont, dans la plupart des cas, leur origine dans la désaffection pour la logique, comme cours obligatoire inscrit au programme des enseignements dispensés. Ce cours est dispensé au début du niveau supérieur et universitaire. Et il sert à initier l'étudiant à la réflexion, à la pensée et à l'expression cohérentes selon des principes précis. Car il existe des règles et des principes qui permettent de réfléchir et de s'exprimer de manière correcte, précise et claire.

Or, il est aisé de constater que la grande majorité des étudiants aimeraient bien entreprendre des études supérieures et universitaires, mais ils éviteraient volontiers le cours de logique, si cela pouvait être possible. Pourtant, le manque de sérieux et de cohérence dans la réflexion, le manque de profondeur dans le raisonnement et le manque de rigueur dans l'action sont notoires dans la société congolaise. Et cela est sans nul doute dû à la désaffection pour la logique, aussi bien à l'école que dans la vie de tous les jours.

En effet, le cours de logique (formelle ou ancienne) est l'un des cours les plus redoutés voire détestés dans les auditoriums des instituts supérieurs et universitaires en République démocratique du Congo. Et cela se ressent dans les résultats aux exercices d'évaluation et, tout naturellement, dans le peu de progrès dans la manière de réfléchir et de s'exprimer des étudiants, que ce soit oralement ou par écrit. Or, de manière générale, ce qui n'a pas été corrigé ou amélioré à l'école reste tel jusqu'au-delà des études. L'on n'a qu'à observer comment la plupart de ceux qui s'appellent «intellectuels» congolais s'expriment dans la vie courante et même professionnelle.

Il ne fait aucun doute que, sur le plan sociopolitique, c'est ce désamour de la logique qui alimente le pseudo intellectualisme et surtout l'esprit grégaire et le fanatisme dans la jeunesse congolaise. Or, qui ne sait pas que le fanatisme¹ est une des sources les plus connues de la pensée illogique, délirante ? Et les conséquences sociopolitiques de cet état des choses sont énormes et se résument dans une déstructuration de toute la société nationale et dans un nivellement généralisé vers le bas. En effet, notre système d'enseignement supérieur et universitaire, parce qu'il est laissé à l'abandon², ne pourra jamais, de l'intérieur, trouver des solutions à ce grand mal. Car une recherche de solutions exige absolument une prise de hauteur. Ce qui n'est pas du tout la préoccupation de ceux qui devraient en avoir la charge. En République démocratique du Congo, ces derniers sont plutôt occupés à garantir leurs petits intérêts personnels, égoïstes.

En effet, cela ne préoccupe aucun ministre de l'Etat que l'on forme de plus en plus de semi-lettrés, des gens presque incapables de lire, d'écrire et de réfléchir correctement, c'est-à-dire de structurer vraiment leur pensée et de l'exprimer avec cohérence et justesse. Or, qui pourrait nier que toute notre existence est expression – orale ou écrite – d'une posture sociopolitique, morale, intellectuelle, spirituelle ? Pourtant, force est de constater

-
1. Tous ceux qui observent la société congolaise peuvent se rendre compte des ravages du fanatisme et, avec lui, de l'intolérance, parmi les jeunes, particulièrement sur la scène politique. Or, fanatisme et intolérance sont deux vices qu'il faut avoir en horreur. Voltaire écrit au sujet du fanatisme, dont il reconnaît du reste qu'il touche en particulier les jeunes, ce qui suit : «Lorsqu'une fois le fanatisme a gangrené un cerveau, la maladie est presque incurable» (Voltaire, p. 128). Au sujet de l'esprit d'intolérance, il écrit qu'il «peut former des monstres» (Voltaire, p. 20). Voir Voltaire, 2006. En République démocratique du Congo, le fanatisme est aussi à la base de l'installation et de la propagation de l'imposture dans les milieux politiques, ainsi que je l'avais montré dans Wola Bangala, 2021, pp. 107-112.
 2. À la vérité, personne ne s'occupe vraiment de l'enseignement en République démocratique du Congo. On a même l'impression que l'Etat se contente carrément d'accompagner et de gérer cette dérive à vau l'eau. Et cela participe de ce que j'appelle «la trahison des élites», lesquelles deviennent, par conséquent, des amis d'une *société close* (voir Wola Bangala, 2019, pp. 129-175). Les «élites» ont tellement trahi qu'elles ont renforcé l'institutionnalisation de la corruption à tous les niveaux de la vie nationale. Il s'observe, par exemple, qu'au niveau de l'enseignement supérieur et universitaire, les étudiants sont obligés de payer de l'argent, sinon de corrompre, pour que les résultats de leurs travaux pratiques et autres épreuves d'évaluation soient retrouvés en cas de perte ! Ils sont obligés de faire de même lorsqu'il s'agit d'entrer en possession de documents académiques qui leur sont pourtant dûs, comme les relevés des cotes et les diplômes de fin de cycle ou de fin d'études !

que, dans la plupart des cas, ce sont de tels universitaires qui sont, malheureusement, aux commandes dans la plupart des secteurs de la vie nationale. Il va sans dire que les résultats sur le terrain parlent d'eux-mêmes.

L'on forme ainsi, pour ne prendre que cet exemple, des «ingénieurs» qui ne savent même pas écrire correctement leur profession ; mais pire encore, qui n'ont même pas de «génie» ni d'«ingéniosité» ! Alors que, partout dans le monde, ce sont les ingénieurs qui sont le fer de lance du développement de leurs pays, ceux de la République démocratique du Congo occupent l'une des places les plus invisibles dans la société. Alors qu'ils ont été formés à l'intelligence pratique pour pouvoir transformer la matière brute en produits de consommation susceptibles d'améliorer les conditions de vie de leurs compatriotes, nos ingénieurs ne savent souvent pas ce qu'est leur vocation en tant qu'«intellectuels» et diplômés d'instituts supérieurs ou d'universités. Or, qu'est-ce qu'un ingénieur ? C'est quelqu'un qui a du génie. En l'occurrence, c'est quelqu'un de formé et qui a développé les aptitudes naturelles de son esprit, au point qu'il est devenu capables de concevoir et de créer des choses d'exception. À ce titre-là, un ingénieur ou quelqu'un qui porte le titre d'«ingénieur» ne devrait jamais être un chômeur ou un désœuvré. Et l'on pourrait allonger la liste des ratés de l'enseignement supérieur et universitaire en République démocratique du Congo.

Si la situation n'était pas dramatique pour l'avenir de la nation congolaise, l'on pourrait en rire et passer cela sous silence ou laisser continuer. Mais, pour tout intellectuel honnête et consciencieux, cela n'est pas supportable. Il faut réagir et agir urgemment pour changer les choses. Oui, il est urgent de repenser voire de refonder l'école en République démocratique du Congo. Cela participe de la logique des choses.

2.2. *Les raisons de renouer avec la logique*

Il faut peut-être commencer par rappeler que la vie et les sociétés elles-mêmes obéissent à une logique interne. De sorte que rien d'illogique ne peut, en réalité, porter et promouvoir la vraie vie. Car tout ce qui vit est organisé. Et cette organisation est justement l'œuvre d'une logique invisible. Or, c'est parce que l'homme est un être vivant qu'il porte en lui les germes de la logique, à laquelle il doit nécessairement se soumettre s'il veut organiser la vie autour de lui. C'est pour cette raison que la logique est un cours *fondamental*¹ parce que structurant. En effet, c'est la logique qui structure aussi bien la pensée que l'expression orale ou écrite. Et chaque fois que l'on rechigne de se soumettre à ses principes, l'on est parti pour vivre dans le désordre permanent.

Mais qu'est-ce que la logique ? Il convient de rappeler, d'entrée de jeu, que, partant des résultats des recherches anthropologiques et historiques, de moins en moins contestés, toutes les sciences et connaissances auraient vu le jour dans l'Afrique noire², par conséquent, la logique aussi. Elle est la science qui révèle ou rappelle les principes ou les règles nécessaires qui permettent à l'homme (comme être doué de raison) de bien conduire sa pensée. Je partirai donc de son étymologie kongo³, qui est «*nlongo*», pour rappeler que le «*nlongi*»,

1. J'entends par cet adjectif ou cet attribut ce qui constitue la fondation de tout l'édifice académique. C'est pour cette raison que le cours de logique figure dans le programme des cours dans toutes les facultés des institutions d'enseignement supérieur et universitaire.
2. Les travaux des professeurs Cheick Anta Diop, Théophile Obenga et Jean-Philippe Omotunde Kalala, pour ne citer qu'eux, l'auront suffisamment montré et démontré.
3. Le Kongo ou Kikongo est une ancienne langue bantoue, parlée sur tout le territoire de l'ancien Royaume Kongo, lequel s'étendait sur une partie de l'Angola, de la République démocratique du Congo, de la République du Congo, de la République du Gabon et même de la République du

c'est le maître qui enseigne ou initie (*longisa*) ; il est le moniteur qui montre (*monisa*) les principes, les règles et les lois susceptibles d'aider les élèves ou disciples à s'orienter dans la vie. En informatique, ce rôle est assigné au logiciel, cet algorithme qui guide et enseigne (*longisa*) comment procéder pour trouver la solution au problème à résoudre.

Par conséquent, la logique n'est pas concevable sans le «*nlongo*», que l'on traduit en français par : principe, règle, loi, norme, médicament, remède. «*Nlongo*» peut aussi être traduit par saint¹ (de sainteté) et sain² (de santé), car la logique a également une fonction sanctifiante et curative. C'est pour cette raison qu'elle est la science qui nous rapproche de la vérité pure, entendue comme norme ou force créatrice, c'est-à-dire qui fait être. Or, sur le plan spirituel-religieux, celui qui n'a pas l'Esprit-Saint (*Mpeve ya nlongo*) ou qui n'est pas conduit par Lui, n'est pas spirituellement fructueux ; il ne peut donc rien réaliser de bon.

Le «*Mpeve ya nlongo*» pourrait être considéré comme étant l'esprit logique, c'est-à-dire l'esprit du *Logos*, entendu comme Verbe créateur ou Raison créatrice. C'est ce Verbe ou cette Raison qui fait être, c'est-à-dire qui fait que les choses soient et qu'elles soient dans l'ordre, c'est-à-dire organisées et ordonnées vers une fin bien précise. Or ceci vaut exactement pour la logique, lorsqu'on l'applique à la vie concrète, aussi bien intellectuelle que sociopolitique. Car elle a effectivement de l'influence sur notre manière de penser et de vivre, c'est-à-dire sur la manière d'exprimer notre être-au-monde en tant qu'humains et citoyens.

En effet, la logique structure véritablement la pensée et l'être ; elle est même la fondation de la pensée et l'essence de l'être. C'est elle qui donne à la pensée toute sa structure et encadre ses différentes formes d'expression. L'ignorer ou refuser de la suivre, c'est tout simplement accepter de désorganiser son monde personnel et notre monde commun de la vie et d'installer devant nous ou autour de nous une sorte de «Tour de Babel»³, un désordre sociopolitique. En d'autres termes, là où la logique ou la Raison est absente, il n'y a en règle générale que confusion et désordre.

C'est une telle confusion et un tel désordre qui semblent s'être durablement installés dans l'enseignement supérieur et universitaire, et même dans toute la société, en République démocratique du Congo, sans que cela n'émeuve les instances sociopolitiques. Or, cela n'arrive généralement que lorsqu'une société est *intellectuellement, spirituellement et moralement* atteinte et déboussolée, c'est-à-dire qu'elle n'a plus de boussole, de barre de direction, et donc qu'elle a perdu le nord.

Je n'évoquerai ici que deux règles ou principes (*minlongo*), dont la violation explique, de manière globale, les problèmes de fond qui affectent l'enseignement supérieur et universitaire dans notre pays. La première est une «règle d'excellence», qui se base sur l'exigence de sélection des meilleurs⁴ pour les études supérieures et universitaires. En effet, dans les

Cameroun. Des recherches historiques, anthropologiques et linguistiques approfondies ont démontré l'origine africaine des langues occidentales, et singulièrement Josias Melo Nzeitu «les racines bantoues du latin», dans un ouvrage de 278 pages, qui porte le même titre et paru en 2010 aux Editions BiToPo. Et, pour être plus précis, tous les termes utilisés ici proviennent du Kiyombe, un des nombreux dialectes du Kikongo.

1. C'est dans ce sens que l'on parle de «*Mpeve ya nlongo*», que l'on traduit dans le domaine religieux par «Esprit-Saint».
2. En prenant «*nlongo*» dans le sens de remède, l'on comprend facilement, qu'il contribue à la santé de l'organisme auquel il est administré.
3. Dans l'histoire biblique du salut, ce n'est pas un hasard, si c'est l'Esprit-Saint (*Mpeve ya nlongo*) qui, à la Pentecôte (Ac 2,1-13), est venu mettre fin au désordre, à la cacophonie de la Tour de Babel (Gen 11,1-9).
4. Il est vrai que la sélection en soi peut être considérée comme discriminatoire, mais tant que la compétition garantit l'égalité des chances, elle peut être considérée comme le moyen le moins

années 1970 et 1980, l'on n'était pas admis à l'université que si l'on avait terminé l'école secondaire et réussi aux examens d'Etat¹ avec un pourcentage d'au moins 60%². Tous les élèves qui avaient réussi aux humanités avec un pourcentage inférieur ne pouvaient être admis que dans les instituts d'enseignement supérieur. Tandis que la seconde est une «règle de bon sens», laquelle devrait interdire que de hautes personnalités de la vie civile ou politique fassent des études supérieures ou universitaires pendant l'exercice de leurs fonctions.

En effet, comment peut-on qualifier ou sanctionner le parcours académique d'un évêque d'Eglise, d'un gouverneur de province, d'un maire de ville, d'un ministre, d'un officier supérieur de l'armée ou de la police nationale, d'un député ou même d'un président de l'assemblée nationale ou provinciale en plein exercice de leurs fonctions? Peut-on vraiment imaginer que les enseignants puissent traiter ces personnalités comme ils traitent le commun de leurs étudiants? N'introduit-on pas ainsi une forme d'«immunité académique» pour cette catégorie des étudiants? Ce qui est sûr, c'est que, face à ces étudiants spéciaux, les enseignants ne peuvent pas garder leur autorité d'enseignants; ils leur accorderont nécessairement un traitement de faveur. Ce qui a des conséquences sur la qualité elle-même de l'enseignement.

Pourtant, il faut souligner que c'est grâce à la première règle – la «règle d'excellence» portée par la sélection – que les instituts d'enseignement supérieur furent jadis orientés et spécialisés dans la formation de cadres destinés à l'enseignement et à la transmission de savoirs d'utilité pratique sur le terrain. Ce que l'on appelait communément «sciences appliquées». C'est ce qui explique la création et la floraison, à cette époque-là, d'instituts supérieurs pédagogiques et des différents instituts supérieurs techniques où sont enseignés différents arts et métiers³.

Sans vouloir soulever l'interrogation sur la justesse de ces deux règles, je trouve néanmoins dans l'omission de leur application la cause de nombreux problèmes que connaît notre système national d'enseignement supérieur et universitaire. Or, comment pourrait-on s'expliquer que tout un peuple semble s'être accommodé à bafouer ou à transgresser ces règles pratiques et structurantes autrement que par un goût immodéré pour l'indiscipline et la superficialité? Cette inclination à l'indiscipline et à la superficialité n'est-elle pas une tragique conséquence du rejet ou du refus conscients ou inconscients, en tout cas assumés, de la logique, par conséquent de l'excellence, par le peuple congolais?

mauvais de choisir les meilleurs. En effet, tous ceux qui concourent aux Jeux olympiques sont les meilleurs dans leurs pays respectifs, mais les trois qui gagnent les médailles sont les meilleurs parmi les meilleurs.

1. Les examens d'Etat sont l'ultime épreuve scolaire organisée par l'Etat congolais pour sanctionner, au niveau national, la fin des études du cycle secondaire. Le diplôme d'Etat, octroyé à l'issue de cette épreuve nationale d'évaluation, est l'équivalent du baccalauréat dans beaucoup d'autres pays francophones.
2. Ce pourcentage est, en fait, le seuil minimum fixé par les organisateurs de l'enseignement universitaire d'alors, qui étaient du reste des ecclésiastiques, pour orienter la sélection des candidats susceptibles d'accéder à ce niveau d'enseignement plus exigeant qu'est l'université. Ce faisant, ils entendaient déjà lutter contre la baisse du niveau intellectuel chez les élèves, mais aussi contre les tentatives de corruption et de népotisme dans le chef des acteurs politiques, deux fléaux qui commençaient déjà à pousser les portes de l'université nationale.
3. C'est dans ce contexte qu'il faudra comprendre l'existence des institutions d'enseignement supérieur comme les ISP (Instituts supérieurs pédagogiques), ISTA (Instituts supérieurs des techniques appliquées), IST (Instituts supérieurs techniques), ISC (Instituts supérieurs de commerce), ISTM (Instituts supérieurs des techniques médicales), INA (Institut national des Arts), ISAM (Instituts supérieurs des arts et métiers), ISCEA (Instituts supérieurs d'études agronomiques), ISDR (Instituts supérieurs de développement/rural), etc.

3. Les conséquences du rejet de la logique au refus de l'excellence

Ce qui a été dit auparavant de l'importance de la logique trouve ici son application concrète. Car il est avéré que l'ignorance, le refus ou carrément le rejet des règles sont des faiblesses ou des tares de toute la structure sociopolitique en République démocratique du Congo. En effet, il n'est pas difficile de constater que, de manière générale, les règles élémentaires de bon sens, de logique et d'organisation du monde commun de la vie ne sont pas acceptées ou respectées dans la société congolaise. Et cela n'épargne presque personne, l'exemple venant souvent d'en-haut.

En ce qui concerne notre sujet, le respect des deux règles évoquées ci-haut – la première, pour des raisons d'excellence, et la seconde, pour des raisons de bon sens –, auraient pourtant pu faire éviter certaines dérives que connaît l'enseignement supérieur et universitaire dans notre pays. Or, face à elles, notre société a cultivé une attitude mercantiliste ; elle les a continuellement marchandées. Ou, pour le dire plus clairement, ces règles sont elles aussi tombées sous le joug de la corruption. D'ailleurs, dans la plupart des cas de leur transgression, le mot trahit souvent la chose, le discours la pensée.

Car, dans toutes les formes de corruption, c'est à la logique qu'on en veut et qu'on s'attaque, en tant que principe d'ordre, principe qui fixe la norme à suivre. En effet, tous ceux qui tiennent au respect des principes, entendent souvent le reproche qu'ils sont «trop logiques». Ce reproche exige clairement «moins de logique» dans ce que l'on fait dans la société. En clair, moins il y a de logique, mieux c'est pour tous les concernés ! Pourtant, qu'est-ce que la logique ? N'est-ce pas la science des principes, des règles, des normes ? Par conséquent, exiger moins de logique ne signifie-t-il pas clairement exiger moins d'ordre, moins de sérieux, moins d'excellence et donc un peu plus de médiocrité ?

Lorsque l'on déplore la baisse du niveau de l'enseignement, il ne s'agit pas seulement du niveau des élèves ou étudiants ; il s'agit aussi du niveau des enseignants eux-mêmes. Car ces derniers travaillent, eux aussi, dans des conditions humaines et professionnelles qui ne permettent ni l'émergence ni l'excellence. En effet, faute de moyens, et parfois du manque permanent de mise à niveau, les enseignants répètent continuellement des matières laissées par l'époque coloniale (voir Mavungu Khoto, 2022, pp. 14-21) et qui n'ont souvent rien à voir avec les réalités du terrain. Ce système d'enseignement, commencé depuis l'école primaire, poursuit les élèves au niveau secondaire et les étudiants au niveau supérieur et universitaire. L'absence des bibliothèques dans la plupart des institutions d'enseignement supérieur et universitaire prive aussi bien les enseignants que les étudiants d'un puissant moyen d'information et de mise à jour. Or, dans un monde de plus en plus complexifié, manquer d'information, c'est carrément se priver de l'indispensable fenêtre qui ouvre l'universitaire ou l'intellectuel sur le monde. L'adage ne dit-il pas : qui n'avance pas recule ?

La conséquence la plus tragique est que les études supérieures et universitaires en République démocratique du Congo ne contribuent pas du tout au développement du pays. Bien au contraire, elles ont conforté les institutions d'enseignement supérieur et universitaire dans une solide position de «fabrique des chômeurs» (Mavungu Khoto, 2022, pp. 14-21). Les raisons en sont toutes simples : ils sont soumis, des années durant, à des formations si théoriques qu'elles ne donnent aucune prise pratique sur le réel. Faudrait-il révéler qu'il existe des ingénieurs informaticiens diplômés, mais qui n'ont pas été en possession d'un ordinateur pendant tout leur parcours académique ? Que dire des institutions supérieures

et universitaires sans laboratoires ni ateliers, et même parfois sans bâtiments ni enseignants qualifiés? (Mavungu Khoto, 2022, pp. 14-21). Par conséquent, quel profil professionnel pourrait-on donner aux étudiants qui sortent de telles institutions, hormis le titre ronflant qu'ils arborent de manière éhontée?

Cela étant, que pourrait-on demander à un tel diplômé, lequel ne sait même pas se servir du «dépôt théorique» qu'il aura amassé durant tout son cycle supérieur et universitaire? Or cette tare est aussi présente chez les rares qui parviennent à trouver du travail. Il va sans dire que, dans ce contexte, l'on ne peut pas rêver d'un développement du pays impulsé par les universitaires. En tout cas pas d'un développement selon l'entendement et les normes occidentaux. Il faut penser plutôt au développement entendu comme un processus «d'évolution, de montée progressive, de graduation...» (Lelo di Mumba, cité par Mavungu Khoto, 2022). Mais, même dans ce cas-là, est-il possible de concevoir un développement de la République démocratique du Congo sans qu'il soit impulsé et porté par des acteurs bien formés et bien outillés?

Une autre conséquence de cette faillite de l'enseignement supérieur et universitaire en République démocratique du Congo, c'est que le pays ne compte aucune université susceptible d'être mise en compétition au niveau continental, encore moins au niveau mondial! (Mavungu Khoto, 2022 ; on peut aussi retrouver la même observation chez KAMO, 2020).

Pourtant les raisons sont connues de toutes les instances dirigeantes. Mais ces dernières sont-elles préoccupées de respecter les règles de la logique et du bon sens? Beaucoup pensent même que l'abandon du système scolaire en République démocratique du Congo participe d'un plan de mise à genoux de ce pays, afin de mieux l'asservir. Il faut dire que cette thèse ne participe pas nécessairement de la théorie du complot. Car l'on sait que, pour soumettre efficacement et durablement un peuple, il faut tout simplement le maintenir dans l'imbécillité et l'abrutissement. Et les moyens pour réussir ce projet d'abrutissement des masses sont multiples dans les sociétés modernes. Il faut noter que ces moyens sont toujours plus efficaces sur les jeunes, surtout parce que ces derniers sont vulnérables : pauvres, mal formés et désœuvrés. En plus, l'Etat n'a aucune politique publique d'encadrement de ladite jeunesse.

Quoi donc de plus normal que la société congolaise ne fasse aucun progrès. Au contraire, la médiocrité et la bêtise tendent à se généraliser, au point de la gangrener complètement. Même sur le plan politique, lequel est le miroir de la vie de toute la nation, tous les actes posés semblent être empreints de médiocrité. Or, et aussi paradoxal que cela puisse paraître, cette appétence sociétale pour la médiocrité et la bêtise semble aller de pair avec l'obsession universitaire. Cette situation confirme l'observation selon laquelle la plupart de ceux qui veulent entreprendre des études supérieures et universitaires ne savent souvent pas à quoi ils s'engagent. Ils ne savent surtout pas qu'ils s'engagent sur un chemin d'excellence.

Il est vrai que l'espoir est permis. Mais cela ne pourra être possible sans un retour consenti à l'ordre et à la discipline, lesquels impliquent une reprise en main et une réorganisation sérieuse et consciente des choses. En clair, cette crise, qui dure depuis bien trop longtemps, oblige à repenser et à refonder tout le système scolaire congolais.

4. Repenser l'école en République démocratique du Congo

En proposant l'idée de repenser tout le système scolaire congolais, l'objectif ultime est de lutter résolument contre l'*idocratie* et la *médiocratie*, et d'empêcher qu'elles s'étendent et prospèrent davantage en République démocratique du Congo. Et, comme j'ai pu le montrer

plus haut, les raisons de repenser l'école dans notre pays sont nombreuses. Cependant, il ne suffit pas de repenser le système d'enseignement ; il faut plutôt repenser toute l'école nationale, la réinventer et la réorganiser dans toute sa structure, en reformulant les buts et les objectifs que l'on voudrait la voir remplir. C'est par là qu'il faudra commencer.

En clair, il s'agit de redéfinir ce que l'on pourrait appeler une «philosophie politique de l'école» (je paraphrase ici Blais, Gauchet, Ottavi, 2002) en République démocratique du Congo. Cela est d'autant plus nécessaire et urgent que nous nous sommes si longtemps habitués à voir et laisser faire dans nos vies et dans notre société nationale des choses qui ne devraient relever que du monde du théâtre¹ de mauvais goût. Or l'accoutumance aux mauvaises habitudes finit toujours par devenir fatale. Et ce qui vaut pour les individus vaut aussi pour les sociétés. Car l'organisation macroscopique des sociétés suit le modèle de l'organisation microscopique des individus. Reste à préciser de quelle école il s'agit et surtout de quelle école le Congo a besoin.

4.1. De quelle école s'agit-il ?

L'école qu'il est urgent de repenser, c'est toute l'école en République démocratique du Congo, depuis la maternelle jusqu'à l'université. Car, telle qu'elle fonctionne, elle est dans une impasse et même dans une situation sans issue. Pour s'en convaincre, il suffit de regarder les Congolais et leur environnement immédiat. En effet, lorsqu'on regarde la plupart des villes et des villages congolais ; lorsqu'on regarde les infrastructures scolaires elles-mêmes ; lorsqu'on regarde les infrastructures routières, etc., il est difficile de croire que ce pays est habité et gouverné par des «citoyens» qui sont passés par le banc de l'école. Or, c'est parce que c'est pourtant le cas, qu'il est urgent que l'école, qui forme de tels citoyens, soit fermée, pour que soit inventée et mise en place une toute autre école.

Car l'école que nous avons présentement – et c'est une autre raison de la repenser – forme plus d'illettrés que de lettrés, plus de consommateurs que de producteurs, voire plus de destructeurs que de constructeurs. En plus, cette école, dont il faut se débarrasser, est une entreprise incroyablement ruineuse. En effet, la République démocratique du Congo est l'unique pays au monde dont l'école, non seulement appauvrit les familles, en ce qu'elle dépouille ces dernières de leurs modiques ressources financières² ; mais elle forme en plus des hommes et des femmes qui détruisent délibérément leur pays et s'en foutent éperdument. Le travail des acteurs politiques et des fonctionnaires de l'Etat en témoigne largement et de manière éloquente. Or, cela arrive parce que, depuis longtemps, l'école en République démocratique du Congo ne forme plus la conscience de l'homme et du citoyen, alors qu'elle promeut et accompagne l'inconscience et les antivaleurs. Et ce qu'il y a de pire, c'est que les pouvoirs publics semblent être pleinement et entièrement satisfaits de ce processus de *médiocrisation* ou de *médiocratisation* et même de crétinisation de toute une nation et de sa population !

Cela étant dit, il m'est permis de poser la question de savoir de quelle école la République démocratique du Congo a besoin.

1. Pour ne donner que des exemples banals, n'est-ce pas devenu normal qu'un universitaire congolais (du reste, imbu de lui-même) dise *phonétiquement* : «Ensemblée nationale» (pour Assemblée nationale), «Rensemblement» (pour Rassemblement) ; ou qu'il lise mal des abréviations pourtant connues en : «JR» (pour Garde républicaine) ou «CG» (pour Secrétaire général d'un parti politique) ? Est-ce normal que tout un pays ait accepté que des erreurs ou fautes de ce genre soient devenues nationales ?
2. L'école en République démocratique du Congo coûte tellement cher que la plupart des parents ne peuvent pas payer les frais des études de leur progéniture.

4.2. De quelle école la nation congolaise a-t-elle besoin ?

Il existe plusieurs formes d'école, selon les objectifs qu'on veut assigner à cette dernière. Ce qui sous-entend clairement que l'école est et demeure une construction sociopolitique. L'on peut dire en ce sens que chaque Etat se dote de l'école dont elle a besoin. En effet, de la même manière que le Zaïre et la République démocratique du Congo ont réussi à déconstruire et à détruire l'école coloniale, de même, il est possible que l'école postcoloniale, qui aura fait son temps depuis la Deuxième République, soit également déconstruite. Car l'on sait, par le biais de l'astrophysique, qu'une étoile, lorsqu'elle ne brille plus, finit par s'effondrer et devenir un trou noir. À ce titre, je pourrais dire, sans crainte d'être contredit, que l'effondrement de l'école en République démocratique du Congo est tellement abyssal qu'elle est devenue un vaste trou noir.

Il est donc temps de restructurer notre école et de lui donner des missions nouvelles. Car l'école n'est pas avant tout une «fabrique de diplômés», mais un atelier de formation ou de construction de l'homme et du citoyen. L'école congolaise n'a que trop failli à cause d'une forme de complaisance nationale généralisée. Il est temps que nous arrêtions d'y former les Congolais *que nous voyons*, pour exiger de notre école qu'elle forme sérieusement les Congolais *que nous voulons*, c'est-à-dire dont la nation a vraiment besoin. C'est une question de volonté politique parce que cela est aussi, pour la nation congolaise, une question de vie ou de mort. Il va sans dire qu'ici, il est déjà question d'excellence, d'une vraie excellence.

La nation congolaise a besoin d'une école qui forme des hommes et des femmes qui ont effectivement le niveau de leurs diplômés, et non pas des individus qui sont porteurs de diplômés dont ils n'ont pas le niveau. Car, lorsqu'on se prévaut d'un diplôme dont on n'a pas le niveau, l'on est forcément, sinon en plein charlatanisme scolaire ou académique, du moins dans le «mercenariat» intellectuel. La nation congolaise a besoin d'une école qui forme de vrais intellectuels, c'est-à-dire des hommes et des femmes, amis de la logique, en tant qu'ils sont capables de voir et de comprendre le fond des choses, et surtout de saisir les liens (logiques), les différences et les nuances entre les jeux et les enjeux de leur existence sociopolitique et de leur être-national-au-monde. Mais, pour qu'une telle école soit possible dans la réalité, il est nécessaire qu'une condition majeure soit remplie, à savoir : l'implication sans faille de l'Etat, en tant que pouvoir organisateur de l'école dans un pays.

4.3. Le rôle de l'Etat congolais

Ici le rôle de l'Etat est aussi bien incessible qu'incontournable. Car c'est lui qui, dans le secteur public¹, doit construire ou au moins financer la construction des infrastructures scolaires à tous les niveaux de l'enseignement : maternel, primaire, secondaire, supérieur et universitaire. C'est aussi à l'Etat qu'incombe la tâche de veiller à ce que les institutions d'enseignement, qu'il a agréées, soient bien équipées et que les enseignants soient conséquemment rémunérés et décentement traités. C'est également l'Etat qui a le pouvoir de restaurer ou d'imposer les règles nécessaires de sélection et d'admission dans les institutions d'enseignement supérieur et universitaire, aux fins de relever le niveau et de réorienter ces dernières vers la recherche de l'excellence. C'est enfin à l'Etat que revient la mission de créer et de promouvoir des institutions de reconnaissance et de récompense des performances ou mérites

1. Même dans le secteur privé, l'Etat a le devoir de contrôler, pour s'assurer que l'école fonctionne selon les normes sur toute l'étendue du territoire national.

civiques des agents qui se distinguent à tous les niveaux de l'enseignement et de la recherche scientifique. Car c'est ainsi qu'il peut motiver les enseignants et susciter parmi eux l'émulation pour l'excellence.

En un mot, l'école dont nous avons besoin sera donc la grande œuvre de l'Etat. Elle sera une école (maternelle, primaire, secondaire, supérieure et universitaire) recentrée sur l'essentiel, à savoir : l'excellence. Elle sera une école susceptible de maximiser les chances de réussite, de vie et d'existence pour tous les Congolais et Congolaises¹. Une telle école portera le souci de former de bons citoyens, c'est-à-dire des hommes et des femmes pourvus d'une formation de qualité et qui, par conséquent, ne seront ni des pourrisseurs de la vie des autres ni de grands perdants ou des blessés permanents de la vie. Et cela n'est possible que si l'Etat congolais a la volonté politique de l'inventer. Car, chaque fois qu'elle donnera un diplôme à un homme ou à une femme qui ne le mérite pas ou qui ne se retrouve pas dans la vie, l'école aura lamentablement échoué. Elle devra même en répondre devant le tribunal de l'histoire.

5. Conclusion

J'aimerais terminer les présentes réflexions sur l'obsession universitaire en République démocratique du Congo² en élargissant leur base logique par une réflexion sur l'utilité du savoir scolaire ou académique. Pour cela, je m'appuierai sur deux ouvrages, à savoir : *Connaissance et intérêt* de Jürgen Habermas (1979) et *Economie de la connaissance* d'Idriss Aberkane (2015). L'enjeu principal de cette réflexion complémentaire est d'interpeller sur la nécessité de prendre en main notre destin national, dont la reconstruction de l'école n'est qu'une des nombreuses facettes. Le but ultime est la *formation*, par une école nouvelle, *d'une nouvelle élite*, capable de saisir clairement cet enjeu global. Car, il faut le redire, l'élite formée par l'école zaïro-congolaise a globalement failli.

J'entends déjà sourdre l'objection suivante, à savoir : comment une élite réputée défaillante pourrait-elle être capable de former une nouvelle, différente d'elle? L'objection serait insurmontable si l'homme n'était pas l'unique animal capable de *metanoia*, c'est-à-dire de se remettre fondamentalement en cause, de se corriger et de donner une tout autre orientation à son existence. Or, l'homme le peut parce qu'il est capable de saisir où son intérêt vital est en jeu. D'ailleurs, la plupart des hommes n'agissent en règle générale que suivant leurs intérêts. C'est une exigence de la «lutte contre la mort». Et c'est sur de tels hommes, capables de se convertir à la philosophie de la lutte contre la mort, que l'on peut compter pour révolutionner une société, parce qu'ils savent saisir leurs intérêts et les vrais enjeux du futur.

Aussi est-il impérieux de comprendre que les connaissances que nous acquérons doivent remplir l'exigence d'intérêt et d'utilité pratique, de même qu'elles doivent contribuer à maximiser les possibilités de vie pour tous ou pour la plupart de ceux qui l'ont en partage dans un espace donné. Pour cela, tout projet d'étude au niveau supérieur et universitaire devrait pouvoir répondre à ce double but, à savoir : pour quel intérêt personnel ou communautaire et à quel prix? Si le coût est supérieur au bénéfice, il est opportun de s'interroger si le

-
1. Pour reprendre une préoccupation portée par le professeur Ngoma Binda, lorsqu'il thématise sa «philosophie inflexionnelle».
 2. Les présentes réflexions ont été développées pour la première fois lors de la Journée scientifique du Grand Séminaire de Boma, le 17 février 2023, sous le thème «Etudes supérieures et universitaires en RDC. Pour quoi faire?»

projet vaut vraiment la peine d'être entrepris. Car l'école (classique) n'est pas une fin en soi ; elle n'est qu'un des nombreux chemins vers l'accomplissement de la vie humaine.

Or l'école de la République démocratique du Congo aura montré, dans sa forme actuelle, qu'elle est un des chemins les plus erratiques et aléatoires de la vie de ceux qui l'ont fréquentée ou qui la fréquentent. Ce, notamment, en ce que, plus les familles font étudier leurs enfants, plus elles s'appauvrissent. S'il est donc vrai que l'on étudie pour la vie, n'est-il pas venu le temps de repenser l'école congolaise et de l'orienter plutôt vers l'apprentissage de savoirs pratiques et techniques susceptibles de faire vivre les Congolais et de transformer la vie de toute la nation ? Voilà qui pourra sortir notre école supérieure et universitaire de la crise et de l'inutilité dans lesquelles elle a été si longtemps enfermée.

Car une école qui appauvrit les citoyens est indigne du pays qui l'organise. Ou, pour mieux l'exprimer, c'est criminel pour un Etat d'organiser une école qui appauvrit ses citoyens, parce que, ce faisant, une telle école étouffe le présent et tue tout espoir pour l'avenir. Or, n'est-ce pas la situation dans laquelle se trouve actuellement l'école en République démocratique du Congo ? En effet, rares sont les familles qui ont vu leur niveau de vie augmenter, c'est-à-dire qui vivent plus aisément parce qu'elles auront payé les frais des études de leurs enfants. N'est-ce pas une grave anomalie, s'il est vrai que «*non scholae sed vitae discimus* – nous apprenons non pas pour l'école mais pour la vie» ?

Abstract. For several decades, we have observed in Democratic Republic of the Congo an unrestrained race forwards higher and university studies. This phenomenon, which I name as an “academic obsession”, does not only concern young people who have just finished the secondary school, but also adults already active in professional life and even public figures who exercise public functions in national institutions.

Beyond the fact that the phenomenon reveals a deep malaise in the training mechanisms of what we can call the «elite» of this country, it above all exposes a serious disruption of the entire national school, higher and university system. Because, in such a configuration, these studies absolutely ended up overcoming scientific excellence.

Keywords : university studies, elite training, dysfunction of the school system, scientific excellence

Rezumat. De câteva decenii, poate fi observată în Republica democratică Congo o cursă dezlănțuită pentru studii superioare și universitare. Acest fenomen, pe care îl calific ca o „obsesie universitară”, nu-i atinge doar pe tinerii absolvenți ai învățământului secundar, ci și pe adulții deja activi în viața profesională, chiar și personalități care ocupă funcții publice în instituțiile naționale.

Dincolo de faptul că fenomenul dezvăluie o problemă serioasă în ce privește mecanismele de formare a celor care pot fi numiți „elita” țării, el semnalează o disfuncționare gravă a întregului sistem școlar, superior și universitar național. Deoarece, într-o asemenea configurație, aceste studii cu *orice preț* au sfârșit prin a discredita excelența științifică propriu-zisă.

Cuvinte-cheie : studii universitare, formarea elitelor, disfuncțiile sistemului școlar, excelența științifică

Références

- Aberkane, I. (2015). *Economie de la connaissance*, Editions Fondation pour l'innovation politique, 48 p.
- Blais, M.-C., Gauchet, M., Ottavi, D. (2002). *Pour une philosophie politique de l'éducation. Six questions d'aujourd'hui*, Bayard, Paris.

- Celis, G.R. (1990). *La faillite de l'enseignement blanc en Afrique noire*, Coll. Points de vue, L'Harmattan, Paris.
- Habermas, J. (1979). *Connaissance et intérêt*, préface de Jean-René Ladmiral, traduit de l'allemand par Gérard Cléménçon, Coll. Sciences humaines et sociales, Gallimard, Paris.
- Kamo, O. (30 novembre 2020). RDC : L'Association ALMA célèbre le centenaire de Mgr Luc Gillon, fondateur de l'Université de Kinshasa, dans *Zoom-Eco*.
- Mavungu Khoto, J.-B. (Octobre-Décembre 2022). «Les universités africaines et le développement», *Afrique Espoir*, N° 100, pp. 14-21.
- Voltaire (2006). *Le fanatisme ou Mahomet le prophète*, Postface de Jérôme Vérain, Paris, Arthème Fayard, Mille et une nuits.
- Wola Bangala, C. (2011). «L'Ecole en République démocratique du Congo. Pour quoi faire ?», dans L. Matangila Musadila (dir.), *La RDC. 50 ans d'indépendance. Les perspectives*, L'Harmattan-RDC, Paris, p. 57.
- Wola Bangala, C. (2019). *Rémanences dictatoriales en Afrique. La société close et ses amis*, (Coll. Etudes africaines), L'Harmattan, Paris, pp. 129-175
- Wola Bangala, C. (2021). *Sommes-nous tous des descendants de Kimpa Vita ? Une question aux historiens congolais*, Coll. Etudes africaines, L'Harmattan, Paris.

Institutions universitaires publiques camerounaises et formation des chercheurs en archéologie : enjeux et défis

Lucrèce Ngono¹

Résumé. L'archéologie selon Laming Empeaire (1963) est une «*technique d'appréhension du passé de l'humanité à travers ses vestiges matériels*». Elle insère par cette définition l'archéologie au rang des Sciences sociales dans la mesure où, la discipline s'intéresse non seulement à l'Homme qui nous a précédé, mais aussi à l'environnement géographique, socioculturel dans lequel il a évolué, à travers l'étude des vestiges matériels collectés. Ces témoins physiques de l'existence humaine encore appelés «culture matérielle» renvoient à «*l'ensemble des objets fabriqués par l'homme et appréhendés sous un angle social et culturel*» (Rosselin, 2005). L'enseignement de l'archéologie en tant que discipline scientifique n'est pas promu au Cameroun en raison du fait qu'elle n'offre pas comme les autres, à l'instar des mathématiques, de la physique ou de la chimie, pour ne citer que celles-là, des possibilités d'accès aux concours d'intégration directe à la fonction publique, ouverts chaque année par le gouvernement. La conséquence immédiate est le manque d'intérêt pour cette formation qui, pourtant, est un levier de développement économique non négligeable. D'où le problème de la place des études archéologiques dans les universités camerounaises. En d'autres termes quelle importance accorde-t-on aux études archéologiques dans les universités? Quels sont les enjeux et les défis auxquels la discipline fait face? Répondre à ces interrogations revient à structurer ce travail en trois parties qui sont, la pertinence des études archéologiques dans notre nation, la difficile initiation à ladite science et le manque à gagner subséquent dans un pays en voie de développement tel que le Cameroun.

Mots-clés : archéologie, enseignement, enjeux, défis, Cameroun

1. Introduction

Le Cameroun est un pays de l'Afrique subsaharienne, ouvert sur l'Océan Atlantique à travers ses régions du Littoral et du Sud. Il peut être scindé en trois grandes aires culturelles à savoir, l'aire soudano-sahélienne qui concerne les trois régions septentrionales du pays, l'aire Beti/Ekang qui se réfère aux trois régions méridionales et enfin, l'aire des Grassfields renfermant

1. Université de Bertoua (Cameroun) ; E-mail : ngonolucece@yahoo.fr.

les régions de tous les hauts plateaux de l'Ouest. L'éducation en général occupe une place importante dans les programmes de gouvernance du pays en ce sens que, trois Départements ministériels sont en charge du développement de ce secteur. Il s'agit respectivement des ministères de l'éducation de base, des enseignements secondaires et de l'enseignement supérieur. Pour ce qui est du dernier, en amorce du processus de régionalisation, l'Etat camerounais a doté chacune de ses dix régions d'une université d'Etat. Les institutions universitaires étatiques et privées constituées généralement de plusieurs grandes écoles spécialisées, ont pour mission de prendre en charge les jeunes étudiants et de les doter de compétences qui leur permettront une meilleure insertion professionnelle ou, encore mieux, les rendront à même d'engendrer des emplois à travers la création d'activités génératrices de revenus. C'est dans ce cadre que l'on note une préférence pour les cursus scientifiques, techniques et technologiques qui offrent des formations plus pratiques et la promesse de lendemains meilleurs, au détriment des sciences sociales qui sont parfois perçues comme des parcours théoriques, abstraits ne s'accordant pas vraiment avec les besoins de développement du pays. Au nombre des dites sciences sociales, l'archéologie dont l'importance n'est pas encore vraiment perçue par les gouvernants, encore moins par la population, est reléguée au bas de l'échelle et ne bénéficie pas d'un soutien institutionnel suffisant. D'où le problème de la promotion des recherches archéologiques en tant que science sociale au Cameroun. En d'autres termes, quelle est la place de l'archéologie au sein des institutions universitaires du Cameroun? Quels sont les enjeux et les défis de l'initiation à ladite science? Répondre à ces questions revient à faire une analyse articulée autour de trois points majeurs, à savoir la pertinence des investigations archéologiques au Cameroun, les enjeux de l'initiation à cette science et les défis que doivent surmonter les amateurs de la discipline.

2. De la pertinence des études archéologiques au Cameroun

Le Cameroun est un pays pauvre en voie de développement, dont la population est constituée à plus de 60% de jeunes qui, pour la plupart, sont à la recherche du travail. Les secteurs industriel et commercial n'étant pas développés, ils se tournent vers l'Etat, principal employeur, en espérant être intégrés à la fonction publique à travers l'un des concours directs ouverts chaque année. Cette situation suscite un intérêt pour les formations qui offrent plus de chance d'admission auxdits concours que pour certaines sciences sociales en général et l'archéologie en particulier. Le résultat est que la filière, souvent assimilée à l'étude des vieilles pierres et des vieux outils, est mal vue par les gouvernants et la population qui malheureusement la relègue au dernier plan. Pourtant, lorsqu'on considère l'essor du secteur touristique et les retombées économiques dues aux investigations archéologiques dans les pays du Maghreb, pour ne citer que ceux-là, la question de l'utilité de la discipline dans un pays en voie de développement comme le Cameroun se pose avec acuité.

2.1. Comprendre l'archéologie et son objet d'étude

L'archéologie semble être perçue par plusieurs comme un métier irréel, rempli de voyages, d'aventures, de longues et interminables recherches sur le terrain. Les archéologues remuent la terre, creusent et exhument de vieilles pierres, de vieux matériels en poterie, en métal, ainsi que des macro-restes d'animaux et de végétaux hérités des générations qui nous ont précédées. Les vestiges issus des fouilles sont entreposés généralement dans des endroits peu commodes tant et si bien qu'ils semblent dégoûter la population qui ne comprend pas

vraiment le besoin de transporter des choses obsolètes, crasseuses et parfois endommagées des lieux de provenance vers la civilisation.

Louis Frédéric (1978) dans son propos essaie de donner la raison d'être de toutes ces recherches en soutenant que :

L'archéologie est la science de l'humanité disparue. C'est la science qui se propose d'étudier tous les documents, de quelque nature qu'ils soient, pouvant apporter quelque lumière sur le passé de l'humanité. Etude essentiellement humaine, l'archéologie n'est pas la science des vieilles pierres, car si elle étudie celles-ci, c'est surtout pour y trouver une présence humaine. Discipline de synthèse, définir l'archéologie en un mot est difficile. Son principal but peut se résumer en se posant la question suivante : «comment vivaient, que pensaient nos ancêtres» ?

D'après lui toute la démarche archéologique bien que mal comprise a pour objectif de connaître l'Homme, et de reconstituer par ce même biais l'environnement dans lequel il a vécu à travers les artefacts récoltés, traités et analysés. Son but est avant tout de nous renseigner sur l'évolution de l'espèce humaine pendant la préhistoire, c'est-à-dire cette période d'avant l'invention de l'écriture. Pesez (1997) souscrit à ce point de vue en ce sens qu'il affirme que l'archéologie est la science qui «*s'adresse aux témoins non écrits du passé, aux vestiges matériels, qu'ils soient enfouis dans le sol, portés par le sol, ou constitués par le sol lui-même et les aménagements d'origine culturelle qu'il a reçus*». Les vestiges encore appelés culture matérielle, pourraient être une grotte, des objets céramiques, des restes d'ancien campements, des gravures rupestres pour ne citer que ceux-là. C'est dire que l'une des raisons principales de l'analyse des reliques des peuples et des civilisations antérieures est de se connaître soi-même, et de comprendre quelques fois les raisons de nos actes. C'est dans ce sillage que Louis Frédéric (1978) affirme que :

Connaître l'homme qui nous précéda, comprendre ses gestes, pénétrer sa pensée, saisir pourquoi il vivait de telle façon, comment il concevait sa vie avant et après la mort, cela ne nous permet-il pas de nous connaître nous-mêmes et nos semblables ? Comprendre les raisons d'être et le développement d'une pensée, n'est-ce pas saisir un peu plus profondément la nôtre ? On peut en effet déduire de l'homme du passé celui que nous sommes, tant il est vrai que l'archéologie a permis au cours des cinquante dernières années de jeter un regard neuf sur le passé dans toute sa variété, depuis l'avènement des *Homo habilis* jusqu'à l'ère industrielle.

En ce qui concerne le Cameroun, il est évident que l'histoire d'avant l'arrivée des premiers explorateurs est peu connue. Elle reste encore à écrire à travers des sources matérielles produites par des sociétés millénaires et conservées dans le sol. Dans un contexte de plus en plus marqué par un repli identitaire observable à travers le foisonnement des associations à caractère tribal et culturel, des peuples issus des mêmes régions ou de groupes linguistiques semblables, les études archéologiques s'avèrent utiles voire indispensables en ce sens que, toute nation a besoin de retracer ses origines historiques et de les maintenir. L'appartenance historico-culturelle entretenue dans un espace géopolitique pourrait constituer un facteur de tolérance mutuelle et partant, de paix, véritable gage de développement dans un pays. C'est ce qui justifie la pertinence et la nécessité des recherches archéologiques dans notre contexte.

2.2. La nécessité des études archéologiques au Cameroun

Le besoin de la formation en archéologie tout comme celui de la promotion de la discipline au Cameroun n'est plus à démontrer. Cette science est jusqu'à présent le seul moyen

susceptible d'apporter un faisceau de lumière à l'histoire réelle du pays, élaguée tant des exagérations que des récupérations tribales, ou même politiques à travers les vestiges collectés. Comme le soulignent Perrois et Notué (1997), chaque vestige exhumé est :

Un témoignage unique dont l'analyse permet de compléter de façon significative et pertinente l'explication des faits historiques, culturels, sociaux et religieux. [...] un témoignage concret du passé, l'illustration des traditions ou de valeurs déjà perdues dans les mémoires, l'ultime message des hommes et des groupes d'autrefois, la trace fragile mais réelle qui va au-delà de la durée biologique et se perpétue de génération en génération.

C'est dire que les artefacts minutieusement collectés, puis bien exploités constituent la documentation de l'archéologue pour restituer les faits. Dans notre contexte particulièrement marqué par la lutte contre les discours de haine dues aux réclamations domaniales, les gouvernants gagneraient à encourager des prospections et des fouilles. Pour un bon rendement, d'Anval Faure (1967) insiste sur le fait que, lors de la collecte des données sur le terrain, un chercheur doit bien : *«rassembler des objets, les étudier, les classer selon des critères bien définis, les replonger dans leur contexte original, les comparer entre eux et dégager d'après eux les éléments d'une civilisation»*. Car il est évident qu'on ne fouille pas pour fouiller, mais pour chercher des éléments de réponse à des problèmes que l'on s'est préalablement posés.

Les études archéologiques promues et subventionnées pourraient servir à endiguer les discours de haine susmentionnés, qui ont par endroit entraîné des débordements soldés par des conflits armés comme dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. A d'autres endroits pareillement, des querelles liées à l'antériorité de l'occupation des territoires ont engendré des luttes sanglantes et des expulsions des communautés dites halogènes et jugées envahissantes par les autochtones. C'est le cas des mouvements populaires enregistrés dans les régions du Sud et de l'Ouest, à l'origine de l'adoption par l'Assemblée Nationale du Cameroun en 2003 de la loi interdisant les discours de haine. Une commission a d'ailleurs été constituée pour parcourir les dix régions du pays aux fins de promouvoir le vivre ensemble dans un Cameroun indivisible, uni dans sa diversité.

Sur le plan économique, il est indispensable pour un pays en voie de développement de disposer de plusieurs équipes de spécialistes en archéologie ; dans un premier temps, celles-ci à travers les fouilles programmées ou de sauvetage font en sorte d'enrichir les collections muséales. En effet, le pillage des sites archéologiques n'est pas un phénomène nouveau. Un site est défini comme étant un *«lieu d'enfouissement ou d'engloutissement des vestiges matériels que les archéologues peuvent trouver et exploiter»* (Lehöerff, 2002), renferme dans beaucoup de cas des objets importants souvent exposés dans des musées d'art locaux comme c'est le cas à Ngan-Ha dans l'Adamaoua, à Yagoua dans l'Extrême-Nord, dans le Littoral entre autres. Ils enrichissent également les musées nationaux, notamment le Musée national du Cameroun cis à Yaoundé.

Mis à part le fait d'enrichir des collections muséales, l'archéologie contribue efficacement au développement du secteur touristique dans un pays. A titre illustratif, les travaux de Nguoh (2008) en rapport avec la question décrivent la tendance observable dans certains pays occidentaux et Nord africains dont le PIB national repose en grande partie sur les visites des sites archéologiques mis en tourisme. Il écrit à ce propos que :

Les témoins matériels du passé que sont les sites archéologiques et les vestiges qui leur sont associés sont des destinations touristiques mondialement reconnues. Ils constituent des sources d'entrée de devises pour les économies des pays tels l'Égypte, le Canada ou la France. Ces

pays figurent parmi les meilleures destinations touristiques proposées par les tours opérateurs. En 2009, la France a reçu près de 74 millions de visiteurs internationaux, pour un revenu de 42 millions de millions de dollars. L'apport du tourisme dans le PIB français est de 6,4%. En Egypte, le tourisme a employé en 2010 près de 12% de la population active. Le pays a été visité par 13 millions de touristes internationaux ce qui a rapporté près de 7 milliards de dollars, et pour un apport de 11% au PIB.

Il en ressort que les «parcs archéologiques» en général et les «musées de sites» (Nivart, Viel, 2007) en particulier sont des atouts de développement dans une nation en ce sens qu'en plus d'être des attractions touristiques certaines, ils constituent des activités génératrices de nombreux emplois directs et indirects. Ce sont des sites archéologiques dans lesquels sont reconstituées la vie jadis vécue et l'atmosphère qui y a régné, sur la base de vestiges archéologiques. Ils sont devenus une tendance observable dans les pays occidentaux. Colardelle (1997) écrit à ce propos que :

Lorsque l'on aménage un site archéologique et que l'on y construit un musée, on cherche à privilégier ce qui est original. A contrario, le choix d'un investissement sur un site est d'autant plus intéressant pour les scientifiques comme pour le public, que les caractéristiques de ce site répondent à un fait de civilisation ou à un trait historique d'importance supra-locale. L'idéal est que l'on puisse cumuler les deux avantages dont l'opposition est moins paradoxale qu'il n'y paraît.

À côté de la dimension économique de l'ouverture des sites au public, on peut également y voir un vecteur émotionnel non négligeable en ceci que ce patrimoine archéologique favorise ou alors crée des liens entre la population et leur histoire. C'est l'avis partagé par Colardelle lorsqu'il dit que :

En mettant face à face l'homme d'aujourd'hui, avec ses doutes voire ses inquiétudes, et ses «ancêtres» parfois extrêmement lointains, il [le patrimoine archéologique] apporte, avec les méthodes et les mots de la science, quelques éléments de raisonnement à qui veut répondre aux grandes questions de l'existence, et contribue à retisser autrement les rapports nécessaires de l'homme avec ses origines, et, par là même, avec l'Univers.

Le Cameroun compte plusieurs sites archéologiques dont quelques-uns ont été mis au jour par une poignée de chercheurs formés, mais dans la plupart des cas, ils sont découverts de manière fortuite à l'occasion des travaux de constructions d'infrastructures. Selon la loi en effet, des entreprises d'ingénierie qui participent à la construction de barrages hydro-électriques, de complexes immobiliers ou de champs pétrolifères sont obligées de procéder à des fouilles archéologiques avant le début de grands travaux, si ceux-ci mettent en danger le patrimoine national. Mais nonobstant les textes juridiques¹, très peu d'archéologues y sont parfois associés en raison du manque d'intérêt des décideurs pour le respect de la loi, mais aussi à cause du nombre d'archéologues très insuffisant.

3. Les défis de la formation en archéologie

Si l'archéologie s'intéresse à l'Homme du passé à travers la culture matérielle laissée par ce dernier, il va de soi que la recherche ainsi que la protection des sites sont au cœur de

1. Loi N° 091/008 du 30 juillet 1991, qui stipule que les entreprises d'ingénieries engagées dans les grands chantiers doivent aménager 5% de leur budget pour les fouilles archéologiques de sauvetage.

ses préoccupations. Cependant, plusieurs sites ne sont pas mis au jour faute de personnels ressources capables de les identifier et d'y mener des investigations. Ce qui amène à examiner la question de l'image qu'on a des archéologues dans la société.

3.1. La perception de l'archéologie professionnelle

La fonction publique camerounaise à travers des concours de recrutement directs lancés chaque année depuis plus d'une décennie intègre des jeunes dans des domaines variés tels que l'enseignement, la justice, l'armée, l'administration, les finances entre autres. Dans le secteur privé, c'est-à-dire au niveau des entreprises, des structures embauchent, mais très souvent les appels d'offres restent ambigus, de même que les critères de sélection. En réalité peu d'entre elles offrent des garanties en ce qui concerne les durées des contrats, la rémunération et la sécurité sociale. La ruée vers le statut de fonctionnaire découle de l'espoir de lendemains meilleurs couplés de l'assurance d'une prise en charge mensuelle, fut-elle insignifiante aux vues du rapport entre les salaires perçus et les services rendus à la nation. Seulement, le nombre de candidats postulant à des concours est extrêmement élevé par rapport aux places ouvertes à cet effet, puisque pour environ deux mille places cumulées, on enregistre très facilement vingt-cinq à trente mille candidats, et parfois même plus.

La pauvreté rampante et, dans une certaine mesure, le manque de volonté des décideurs limitent grandement les initiatives privées en rapport avec la création d'activités génératrices de revenus. Ce décor dirige naturellement les choix des jeunes, des étudiants et même de la population en général vers les formations qui s'insèrent dans les canaux correspondants aux offres de recrutement institutionnels. Les études archéologiques ne trouvent pas vraiment leur raison d'être dans ce contexte marqué par le désir de satisfaction immédiate des besoins. Pour les autres cursus, des profils sont ouverts à partir du diplôme de baccalauréat. Tel n'est pas le cas pour le parcours archéologique, pour lequel le ministère en charge de la fonction publique et de la réforme administrative n'a pas songé à ouvrir un ou des profils de recrutement correspondant aux diplômes qui sanctionnent les fins de cycles d'étude. Seules quelques personnes vraiment passionnées par la préhistoire s'engagent, très souvent à leurs dépens (puisque'il n'y a pas de chantier école où les apprenants sont initiés au travail de terrain, chacun réduit la taille de ses recherches à ses moyens personnels). Elles le font étant conscientes de ce qu'elles pourraient à court et à moyen terme ne pas avoir la garantie d'un poste dans une structure d'Etat ainsi que la sécurité d'une pension de retraite. Joëlle Burnouf (1996), abonde dans le même sens en écrivant que :

L'archéologue doit aussi être un amateur, dans le sens noble du mot : il doit aimer sa tâche. On ajoutera même que le métier d'archéologue est une vocation. Il faut s'y dévouer, y sacrifier beaucoup de soi-même. Le reste est affaire d'études, d'expérience. Il faut une longue formation universitaire ou non. Ce ne sont pas les diplômes qui comptent en archéologie c'est le savoir, la connaissance des choses comme des hommes.

Parlant de longues études universitaires, force est de constater qu'à ce niveau également on observe un manque d'intérêt pour la discipline en ce sens que dans la majorité des institutions académiques étatiques les départements d'archéologie sont inexistantes. La formation en cette discipline est optionnelle dans certains départements d'histoire.

3.2. *Les Institutions universitaires et la formation d'enseignants en archéologie*

Le Cameroun compte onze universités d'Etat réparties respectivement dans les dix régions administratives que compte le pays à raison d'une par unité territoriale et deux dans la capitale politique. On dénombre également plusieurs Instituts privés d'enseignement supérieur (IPES) qui offrent des parcours professionnels. Seules deux Institutions ont des départements d'archéologie séparés nominativement des autres, offrant des parcours types en la matière. Il s'agit de l'Université de Yaoundé 1 et de celle récente de Garoua dont la naissance date du 29 septembre 2022, à la faveur de l'arrêté ministériel N° 230017/MINESUP. A l'Université de Maroua, l'archéologie cohabite avec l'histoire et les sciences du patrimoine dans le Département des Sciences Historiques, Archéologiques et du Patrimoine (SHAP), né en 2014 à la faveur du jumelage du département d'histoire de la faculté des Arts, Lettres et Sciences Humaines (FALSH) à celui des Beaux-Arts et Sciences du Patrimoine de l'ancien Institut Supérieur du Sahel (ISS), transformé en Ecole Nationale Supérieure Polytechnique de Maroua (ESPM).

En dehors de l'université de Yaoundé 2, qui est exclusivement spécialisée dans deux domaines, à savoir les sciences juridiques et politiques d'une part, et de l'autre, les sciences économiques et de gestion, l'archéologie est noyée au sein des départements d'histoire des autres institutions étatiques. Les parcours sont offerts comme de simples options parmi tant d'autres, c'est le cas dans les universités de Ngaoundéré, de Bamenda, de Buéa, de Douala, d'Ebolowa, de Bertoua, et de Dshang. La conséquence immédiate de cette insuffisance de cadres de formation appropriés est le taux anormalement bas de spécialistes et d'enseignants d'archéologie au Cameroun. Une illustration est faite dans le tableau ci-dessous, représentant les données issues des enquêtes menées au sein des Universités d'Etat du Cameroun. Il ressort dans la première colonne le nom des institutions concernées ; la seconde donne les détails sur l'existence des départements d'archéologie ainsi que des fusions avec d'autres départements. La dernière colonne scindée en quatre renseigne sur le nombre d'enseignants de la discipline par grade, y compris dans les établissements où il n'existe que les départements d'histoire.

Tableau 1. *Récapitulatif du nombre de départements d'archéologie et assimilé ainsi que du nombre d'enseignants par université d'Etat au Cameroun*

| Institutions universitaires | Département d'Archéologie et assimilé | Nombre d'enseignants chercheurs d'archéologie par grade | | | | |
|-----------------------------|---------------------------------------|---|------------------|-----------------------|-------------|-------|
| | | Assistants | Chargés de Cours | Maître de Conférences | Professeurs | Total |
| Université d'Ebolowa | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Université de Bamenda | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 |
| Université de Bertoua | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 |
| Université de Buéa | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 1 |

| | | | | | | |
|--------------------------|---|---|----|---|---|----|
| Université de Dschang | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 2 |
| Université de Douala | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 1 |
| Université de Garoua | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Université de Maroua | 1 | 0 | 1 | 1 | 0 | 2 |
| Université de Ngaoundéré | 0 | 2 | 1 | 0 | 0 | 3 |
| Université de Yaoundé 1 | 1 | 1 | 7 | 5 | 4 | 17 |
| Total | 3 | 5 | 13 | 6 | 4 | 28 |

Il ressort d'après le tableau ci-dessus que sur dix universités concernées seules trois offrent clairement des formations en archéologie. En ce qui concerne les spécialistes, on en dénombre vingt-huit au total, dont cinq assistants, treize chargés de cours, six maîtres de conférences et quatre professeurs pleins. Ces chiffres ne représentent pas grand-chose comparés au nombre d'enseignants d'autres disciplines telles que l'histoire, où ils se comptent par dizaines.

4. L'impact du défaut de formation en archéologie

Le manque d'engouement pour ce qui est de l'initiation des jeunes ainsi que la formation des personnes ressources dans la spécialité a une incidence certaine dans les domaines scientifique et institutionnel.

4.1. Sur le plan pédagogique

Le manque de vision des gouvernants en ce qui concerne la vulgarisation de l'archéologie au Cameroun crée un manque à gagner sur le volet pédagogique dans la mesure où, aucune action n'est menée pour la création et l'essor des laboratoires d'analyse physico-chimique dans ce domaine, même si de plus en plus une emphase est mise sur la transdisciplinarité dans les équipes de recherche. Une autre conséquence pas moins dramatique est l'absence non seulement des chantiers écoles, mais surtout de laboratoires spécialisés dans l'analyse et le traitement des vestiges issus des sondages et des fouilles menées sur le terrain. C'est ainsi que toutes les séquences de recherche qui nécessitent des investigations précises sont faites hors du pays, généralement en Afrique du Sud ou en Occident. En dehors de quelques chercheurs associés aux missions de sauvetages qui bénéficient des financements (la construction du pipe-line Tchad Cameroun, le bitumage des routes, la réalisation des ponts), les autres sont obligés s'ils veulent des résultats probants de prendre en charge l'évacuation et l'examen de leurs échantillons. Malheureusement, très peu disposent des moyens nécessaires requis pour ce faire compte tenu des coûts exorbitants de ces opérations. Cet état des choses impacte nécessairement la quantité et la qualité des résultats obtenus.

4.2. Sur le plan patrimonial

Les archives contenues dans les sites archéologiques constituent le patrimoine archéologique. Celui-ci englobe toutes les traces de l'existence humaine et concerne les lieux où se sont exercés les activités humaines quelles qu'elles soient : structures et vestiges de toute sorte abandonnés en surface, dans le sous-sol ou sous les eaux ainsi que le matériel qui est associé. Ils constituent par ailleurs les témoignages matériels sur les activités du passé. La protection et la gestion attentive de ces archives matérielles sont indispensables pour permettre aux archéologues et aux autres scientifiques de les étudier et de les interpréter au nom des générations présentes et à venir et pour leur bénéfice tant il est reconnu que, la connaissance des origines est d'une importance fondamentale pour l'humanité toute entière. Elle lui permet de reconnaître ses racines culturelles sociales dans leur diversité (ICOMOS-ICAHM, 1988). Selon le projet de loi régissant le patrimoine culturel au Cameroun, la protection est :

L'ensemble de mesures juridiques et techniques destinées à défendre le patrimoine culturel contre toute dégradation, pollution, vol, dévalorisation ou autres formes de nuisance liées aux activités de fouilles, de prélèvements, d'aliénation, d'exploitation, de transformation, de conservation ou de démolition, de transport et d'exportation¹.

Cependant, les sites et le patrimoine archéologique qu'ils recèlent sont menacés de destruction par plusieurs facteurs aussi bien anthropiques que naturels, à savoir les extensions des surfaces arables et habitables, la recherche exacerbée des pâturages, le vandalisme, le trafic illicite des biens culturels, l'exploitation minière, le ruissellement des eaux et le drainage des vestiges, et la liste n'est pas exhaustive.

5. Conclusion

Au terme de cette analyse consacrée aux enjeux et défis de la formation des chercheurs en archéologie dans les institutions universitaires étatiques du Cameroun, il ressort que, la science peine à se développer dans le pays en raison du fait qu'elle est mal connue d'une part. D'autre part, elle n'offre pas de possibilités d'employabilité immédiates comme c'est le cas des disciplines pour lesquelles l'Etat a conçu des profils de carrières. Le pays en effet est en voie de développement, mais il traverse une situation de précarité causée par la pauvreté ambiante, qui oriente les choix des décideurs et même celui des populations vers des formations universitaires offrant la promesse d'une intégration dans la fonction publique. Le secteur privé n'est pas mieux en ce sens qu'il est régi par l'incertitude en ce qui concerne la stabilité et la prise en charge à la retraite. L'archéologie aurait pourtant été dans cette ambiance précise, un puissant levier de développement dans la mesure où, elle nous renseigne sur nos origines communes, elle enrichit les collections muséales et génère des emplois à travers l'accroissement des activités touristiques occasionnées par les visites de musées et de sites (grottes, monuments, sites défensifs ou de pleine).

1. Le projet de loi régissant le patrimoine culturel au Cameroun, adopté par l'Assemblée nationale le 09 avril 2013 et promulgué par décret présidentiel le 18 avril 2013, article 1^{er} alinéa 2.

Abstract. Archeology is, according to Laming Emperaire (1963), a “technique for understanding the past of humanity through its material remains”. This definition provides information on the fact that archeology is a social science to the extent that it is interested not only in Man who preceded us, but also in the geographical, social and cultural environment through the study of the material remains that he produced. These physical witnesses of human existence, also called “material culture”, refer to “all objects made by man and understood from a social and cultural angle” (Rosselin, 2005). The teaching of archeology as a scientific discipline is not promoted in Cameroon because it does not offer, like the others, like mathematics, physics or chemistry, to name only these, possibilities of access to direct integration competitions in the civil service, opened each year by the government. The immediate consequence is the lack of interest in this training which, however, is a significant lever for economic development. Consequently, the problem of the place of archaeological studies arises as well as the challenges posed by initiation to this science in Cameroon. This analysis will be structured around three main axes, corresponding to its framework, firstly the relevance of archaeological studies in our nation, hence the difficulty of training in said science and finally the shortfall in a developing country like ours.

Keywords : archeology, social sciences, education, cameroon

Rezumat. Arheologia este, după Laming Emperaire (1963), o „tehnică de însușire a trecutului umanității prin intermediul vestigiilor sale materiale”. Ea se înscrie prin această definiție printre științele sociale în măsura în care disciplina este interesată doar de Omul care ne-a precedat, ci și de mediul înconjurător geografic, sociocultural în care acesta a evoluat, prin intermediul studiului vestigiilor materiale culese. Acești martori fizici ai existenței umane, denumiți „cultură materială” trimit la „ansamblul obiectelor fabricate de către om și abordate dintr-o perspectivă socială și culturală” (Rosselin, 2005). Studiarea arheologiei ca disciplină științifică nu este promovată în Camerun din cauza faptului că nu oferă, asemenea celorlalte, precum matematica, fizica sau chimia, pentru nu le cita decât pe acestea, posibilitatea de a avea acces la concursurile de ocupare directă a posturilor de funcționari publici, concursuri organizate anual de guvern. Consecința imediată este dezinteresul pentru aceste studii care, totuși, sunt un instrument al dezvoltării economice deloc neglijabil. De unde și problema locului care revine studiilor arheologice în universitățile cameruneze. Care sunt mizele și provocările cu care se confruntă disciplina? Răspunsurile la aceste întrebări sunt organizate în trei părți : relevanța studiilor de arheologie pentru națiunea noastră, condițiile inițierii în această știință și pierderile pe care le reprezintă într-o țară pe cale de dezvoltare precum Camerunul.

Cuvinte-cheie : arheologie, învățământ, mize, provocări, Camerun

Références

- Bailloud, G., Guilaine, J. et al. «Europe : préhistoire et protohistoire», dans *Encyclopædia Universalis* [en ligne], <http://www.universalis.fr/encyclopedie/europe-prehistoire-et-protostoire>, consulté le 3 octobre 2015.
- Burnouf, J. (1996). «La formation à la recherche archéologique : les sources archéologiques de l’histoire du Moyen-Age, archives du sol/matière histoire», dans H. Arweiler, M. Cassan et al. (1996). *Premières recherches : débiter dans la recherche historique* ; la boutique de l’histoire, Paris, pp. 125-213.
- D’Anval-Faure, B. (1967). *Pratique de l’Archéologie*, Bordas & Taupin, Paris.
- Essomba, J.-M. (éd.) (1992). *L’Archéologie au Cameroun*, Karthala, Paris.
- Frederic, L. (1978). *Manuel Pratique d’Archéologie*, Robert Laffont, Paris.
- Julien, M.P., Rosselin, C. (2005). *La culture matérielle*, La Découverte, Paris.
- Laming-Emperaire, A. (1963). *Archéologie Préhistorique*, Seuil, Paris.

- Lehöerff, A. (2002). «Le travail de terrain», dans Jean-Paul Demoule et al. (éd.), *Guide des méthodes de l'archéologie*, La Découverte, Paris.
- McDonald, K. (2017). «Prospections exploratoires au sahel : un guide informel», dans A. Livingstone Smith, Els. Cornelissen et al. (2017). *Manuel de terrain en Archéologie africaine*, Collection Musée royal de l'Afrique centrale, Africa, Tervuren, pp. 65-68.
- Ngono, L. (2020). «Occupation humaine de l'abri sous roche de Raou Gormoaya dans la région de l'Adamaoua, apport à l'histoire locale», dans Nizésété Bienvenu Denis, *Archéologie au Cameroun, des strates du sol aux pages d'histoire*, Editions des Midi, Yaoundé.
- Ngono, L. (2020) «Education et formation à la conservation du patrimoine culturel : cas de la localité de Ngan-Ha», dans Bachir Bouba (dir.), *Education, Formation et apprentissage en contexte multiculturel camerounais*, Collection Univers en mutation, Cheick Anta Diop, Yaoundé, pp. 268-283.
- Ngouoh, F. (2008). *Archéologie du Littoral Atlantique camerounais : Etude des sites du bassin de la Lokoundjé*. Mémoire de DEA en Histoire, Université de Yaounde I.
- Nizesete, B. D. (2013). *Apport de l'Archéologie à l'histoire du Cameroun : le sol pour mémoire*, l'Harmattan, Paris.
- Perrois, L, Notue, J. P. (1997). *Rois et sculpteurs de l'Ouest-Cameroun. La panthère et la mygale*, Karthala/ORSTOM Paris.
- Pesez, J.-M. (1997). *L'Archéologie*, Nathan, Paris.
- Weaver, D. B. (2006). *Sustainable Tourism : Theory and Practice*, Elsevier Butterworth-Heinemann, New York, Oxford (Royaume-Uni).

Anthropologie des maladies infantiles locales : savoirs et pratiques endogènes de soin à Sangmélima (Cameroun)

*Louis Stéphane Nlate Nten*¹

Résumé. Comment peut se comprendre la nécessité d'utiliser les savoirs et les pratiques endogènes de soins pour prévenir et traiter les maladies infantiles locales chez les Bulu de Sangmélima (sud-Cameroun)? Telle a été la question charnière qui m'a conduit vers ce terrain bulu dans cette thèse qui s'inscrit dans l'anthropologie de la santé et celle de l'enfance. En vue d'explorer les maladies infantiles locales et les savoirs et pratiques endogènes de soins dédiés à leur prévention comme à leur traitement (auprès des jeunes enfants de zéro à cinq ans) la stratégie d'enquête qualitative a privilégié une ethnographie du détail, une approche mosaïque, des observations, entretiens, récits de vie et focus group pour collecter les données. Cette étude de terrain menée aussi bien en langue vernaculaire (langue locale) que véhiculaire (français) s'est concentrée sur la zone rurale, principal foyer d'observation des interactions et rôles des différents acteurs concernés par cette médecine infantile endogène, et des mécanismes préventifs et thérapeutiques de ces maladies infantiles locales. Tout autant que les maladies infantiles connues de la biomédecine, ces maladies infantiles locales menacent régulièrement la santé des enfants dans cette zone. Cependant, elles ne sont pas intégrées aux statistiques officielles des mortalités infantiles et infanto-juvéniles, car très peu connues et peu considérées par les programmes et les politiques de santé publique de la région. En se focalisant sur leur étude, cette thèse vise à les mettre en lumière ; démontre la nécessité de la plus-value de les connaître à partir des connaissances et des pratiques endogènes de soins «situés» dédiés à leur guérison ; interpelle et éclaire les politiques publiques et sociales de santé infantile qui semblent encore les ignorer. Ce travail montre que deux éléments fondamentaux donnent un sens à la prévention, au traitement ou à la guérison de ces maladies infantiles locales uniquement par les savoirs et pratiques endogènes. Premièrement, le fait qu'elles soient inscrites dans les référents et conceptions endogènes de cette population faisant d'elles des constructions sociales et culturelles partagées ; deuxièmement, du fait d'être des constructions sociales et culturelles partagées induit que les savoirs appliqués endogènes – jugés ancestraux, plus pratiques, plus proches et efficaces par les Bulu – soient habilités à les diagnostiquer et à les prendre en charge, face au système de soin biomédical camerounais, ici perçu comme inadapté et trop peu accessible au quotidien dans ce contexte.

Mots-clés : savoirs et pratiques endogènes, maladies infantiles, politiques publiques et sociales de la santé, communauté Bulu de Sangmélima, sud-Cameroun

1. Universités de Yaoundé et de Bordeaux ; E-mail : nlate_nten2005@yahoo.fr

1. Introduction

Cette réflexion, fruit de six années de travail, s'inscrit fondamentalement dans l'anthropologie de la santé et dans l'anthropologie de l'enfance. Les conditions difficiles marquées par la crise sanitaire de la COVID-19 et par la confrontation «rueuse» avec le terrain de recherche «hostile et complexe» ne m'ont pas empêché d'aller jusqu'au bout de ce travail scientifique qui est brièvement restitué ici, en quatre temps : d'abord, celui du choix du sujet et de la problématique, suivi ensuite, de la présentation des questions méthodologiques et théoriques utilisées ; enfin, le temps de la restitution des résultats et des perspectives de la recherche

2. Choix du sujet et de la problématique

Ma première expérience de terrain sur la santé de la petite enfance se situe entre 2012 et 2013 dans le cadre de mon Master 2 *Cultures, Politiques et Santé* à l'Université Bordeaux 2 Victor Segalen, actuellement Université de Bordeaux. Le sujet portait sur les représentations sociales du paludisme auprès des jeunes enfants de 0 à 5 ans. Simultanément, pendant cette recherche, j'ai remarqué que les mères venaient rencontrer la tradipraticienne avec leurs enfants pour d'autres maladies autre que le paludisme. La tradipraticienne les a appelées «*akon bone ya djal*», c'est-à-dire «les maladies infantiles de chez elles», «de leur culture», «de leur environnement» et dont la prise en charge et les traitements étaient particuliers. Ne sachant pas véritablement de quoi il était question, j'ai trouvé tous ces faits et gestes assez «mystérieux». Ce «mystère» a attiré mon attention et m'a incité à m'y rapprocher afin de découvrir les conduites qui l'entourent. À ce «mystère», est venue s'ajouter, à la suite de mes enquêtes doctorales, la menace que ces maladies infantiles locales, (tout comme la rougeole, la varicelle, la rubéole), représentent pour la santé des plus petits ; car sur 10 enfants rencontrés chez les tradipraticiennes¹ avec leurs mères, 7 souffrent de l'une ou l'autre de ces «maladies infantiles de chez elles».

Des anthropologues africanistes, à l'instar de Sylvie Fainzang (1986), Doris Bonnet (1990) ou John Janzen (1995), ont montré que chaque société a ses maladies ainsi que les manières propres de les interpréter, de les soigner ou les guérir dans des socio-cultures autres que celle des Bulu. J'ai voulu contribuer à la mise à jour de ce principe à partir d'une expérience «inédite» fondée sur les maladies infantiles locales auprès de cette population Bulu du Cameroun. L'étude de ces maladies m'a rapproché des jeunes enfants de 0 à 5 ans, car ce n'est qu'à travers eux, du fait qu'ils soient plus vulnérables et plus menacés par celles-ci, que je pouvais mieux saisir leur ancrage. Je savais déjà aussi que l'enfance est une construction sociale, qu'elle varie selon les normes et les contextes (Bonnet, 1988) ; et que, par son analyse, il est possible de comprendre l'organisation et la structure sociale d'un groupe (Razy, 2007). Il me fallait maintenant comprendre l'enjeu des rapports affectifs qui lient l'enfant à ses ascendants, surtout à sa mère, puisque ce sujet traite, entre

1. Selon l'OMS, un tradipraticien est celui qui «est reconnu par la collectivité dans laquelle il vit comme compétent pour dispenser des soins de santé grâce à l'emploi de substances végétales, animales ou minérales et d'autres méthodes basées aussi sur le fondement socioculturel et religieux que sur les connaissances, comportements et croyances liées au bien être physique, mental et social, ainsi qu'à l'étiologie des maladies prévalant dans la communauté» (Rwagabo, 1993).

autres, de l'enjeu affectif dans la relation thérapeutique mères-enfants-tradipraticiennes. Pour ce faire, il me fallait davantage me former afin d'acquérir davantage de connaissances et compétences relatives à l'enfance ou à la petite enfance ; parce que leurs terrains font nécessairement appel au dialogue pluridisciplinaire, essentiel pour cerner les problèmes sociaux et en saisir leurs particularités (Razy, Campigotto, 2014). Ces ingrédients sont utiles pour l'étude menée sur les maladies infantiles locales face aux savoirs et les pratiques endogènes de soins. La problématique a donc constitué en l'étude des maladies infantiles locales, ainsi que des savoirs et des pratiques endogènes de soin dédiés à leur prévention, ainsi qu'à leur traitement auprès des jeunes enfants de zéro à cinq ans chez les Bulu de Sangmélîma. Le travail s'est alors construit sur une triple démarche :

La première démarche de recherche fondamentale contribue à enrichir théoriquement l'anthropologie de la santé et dans l'anthropologie de l'enfance en élargissant leurs connaissances et leur champ d'intervention à travers l'exploration des maladies infantiles locales, ainsi que des savoirs et des pratiques de soins «situés» ; c'est-à-dire propres à cette communauté Bulu du Cameroun, liés à sa médecine qui n'a jamais fait l'objet de recherche scientifique. Cette étude les a mises en lumière. L'analyse a consisté à montrer d'une part, leurs savoirs locaux de transmission, les mécanismes de diagnostic, de prise en charge et de guérison. Ainsi, huit maladies infantiles locales ont été identifiées : *ebem*, *koé ebem*, *mefulu*, *medime*, *mindip*, *awo'o mbime*, *abobone avous* et *l'agnos* ; d'autre part, sur les manières de l'usage respectif des diagnostics ; sur les mesures de leur complémentarité et sur la transposition dans les pratiques de ces savoirs spécifiques et rares.

La seconde démarche qui fait d'elle une recherche appliquée, du fait qu'elle a cherché à résoudre un problème concret, celui des maladies infantiles locales qui mettent en péril la santé des plus petits, tout en proposant leur reconnaissance par l'interpellation et l'éclairage des politiques publiques et sociales de santé infantile. D'où la nécessité de les considérer, et de les intégrer dans les statistiques sanitaires infantiles et dans les programmes de santé publique infantile.

La troisième démarche est de combler le «vide ethnographique et bibliographique» constaté par Élodie Razy (2007) dans les champs de l'anthropologie de la santé et de l'anthropologie de l'enfance, ainsi que dans ceux de la santé de la petite enfance ; ceci, afin de les enrichir à travers des données inédites sur la médecine infantile endogène, sur les maladies infantiles locales ainsi que sur les manières traditionnelles de les prévenir, les soigner ou les guérir.

3. Cadres méthodologiques et théoriques

Le cadre méthodologique a consisté à élaborer une stratégie d'enquête de terrain par immersion. Le cadre temporel¹ a été de 11 mois, incluant les 03 mois du mémoire de 2012-2013 et les 4 phases de terrain de recherche proprement dites situées entre 2017 et 2023. Dans 101 villages, 4 cantons et 16 groupements, la stratégie d'enquête qualitative

1. Le cadre temporel est le temps passé dans cette zone ; la chronologie et la durée des étapes qui ont marqué mes différentes études de terrain pour collecter les données. Selon Abel Kouvouama (2011, 2019), la temporalité en anthropologie est en même temps un «terrain scientifique», du fait qu'il soit un cadre de production des données ; la durée réelle d'une recherche dans un espace bien déterminé, à laquelle s'ajoute la période d'adaptation et de familiarisation avec le terrain à explorer ; et un cadre de l'expérimentation sociale.

adoptée a privilégié une méthodologie adaptée ; car l'éthique de recherche sur les enfants et leurs terrains a suggéré une démarche assez spécifique et adaptative. On n'aborde pas les enfants, même à travers leurs mères comme on aborderait les adultes. Les enfants sont délicats, y compris leurs terrains. C'est pourquoi, pour collecter les données, j'ai fait appel à l'ethnographie du détail (Razy, 2007), à l'approche mosaïque (Fucci, 2020), associés aux observations, aux entretiens, aux récits de vie et aux focus group. L'objectif était d'être présent, passivement et activement, proche des faits et gestes, d'identifier les informateurs et d'accéder à leurs discours. Menée aussi bien en langue vernaculaire (langue locale) que véhiculaire (français), cette étude s'est concentrée sur la zone rurale, parce qu'elle est le cadre idéal et principal foyer d'observation pour saisir les interactions et les rôles des différents acteurs concernés par cette médecine infantile endogène, et les mécanismes de soins de ces maladies. Pour accéder à ces informations et susciter la confiance des populations, j'ai utilisé l'identité de «jeune chercheur en anthropologie». Cependant, il m'arrivait d'utiliser l'identité communautaire dans des localités très hostiles aux étrangers afin de réduire les distances. C'est ainsi que je suis parvenu à rencontrer 350 informateurs qui ont constitué mon échantillon qui se compose comme suit : 240 mères (donc 240 jeunes enfants), 51 tradipraticiens, 4 chefs de cantons, 16 chefs COSA, 3 responsables du PEV, 10 responsables de maternité et de pédiatrie, 1 phytothérapeute, 8 infirmiers et 10 enseignants retraités et journalistes. Je précise que l'approche de chaque catégorie d'informateurs avait un but bien spécifique dans la construction de ce travail.

Une autre préoccupation a été de cerner le cadre théorique de la recherche. Afin de comprendre et d'analyser l'ensemble de faits, gestes et postures des acteurs de cette médecine, ainsi que son véritable sens dans le contexte des soins infantiles dans cette socio culture, j'ai fait appel aux théories que j'ai jugées mieux adaptées au contexte. Il s'agit de l'anthropologie interprétative de la maladie de Kleinmann et l'ethnométhodologie. Concernant l'anthropologie interprétative de la maladie (Kleinmann, 1980), j'ai mis en évidence les dimensions sociales et culturelles des maladies infantiles locales chez les Bulu. Or, cette théorie éclaire justement sur la saisie des dimensions ou des réalités culturelles de la maladie comme point de départ avant toute interprétation collective, toute mobilisation de divers paramètres, toute recherche de causes et de sens, tout consensus et toutes diverses interactions entre le malade (le jeune enfant), sa famille, la communauté et les tradipraticiens.

J'ai eu également recours à l'ethnométhodologie (Garfinkel, 2007 ; Coulon, 2014) pour comprendre les véritables sens des traditions Bulu dans les soins infantiles ; pour comprendre leur médecine infantile endogène, ses composantes et ses usages. Le sens donné à cette médecine par les Bulu est qu'elle est ancestrale, et que du fait de ses composantes visibles et invisibles, elle est apparue comme l'unique voie fiable pour guérir ces maladies.

4. Quel bilan peut-on faire de ce travail de recherche doctorale ?

En premier lieu, la contextualisation de l'analyse des données afin de se détacher de l'approche «Top-down» pour intégrer celle «Bottom-up» a permis d'expérimenter sur le terrain mes capacités dans travail d'ethnologue ; car je suis allé dans une zone en friche, à la rencontre des enfants à travers leurs mères ainsi que des autres acteurs de cette médecine pour leur donner la parole et comprendre leurs dynamiques, ainsi que les enjeux sociaux et médicaux entourant ces maladies et leurs méthodes traditionnelles de soins. Sans oublier qu'il y a, selon la vision de cette communauté culturelle Bulu du Cameroun, une distinction

qui est faite entre les maladies naturelles¹, qui se cristallisent en maladies mixtes (dont souffrent conjointement les enfants et les adultes), et les maladies socio-culturelles² (auxquelles appartiennent ces maladies infantiles locales ici étudiées).

En second lieu, l'analyse des données montrent que deux éléments fondamentaux donnent un sens à la prévention et à la guérison de ces maladies infantiles locales uniquement par les savoirs et les pratiques endogènes. Premièrement, le fait qu'elles soient inscrites dans les référents et conceptions endogènes de cette population faisant d'elles des constructions sociales et culturelles partagées ; deuxièmement, du fait d'être des constructions sociales et culturelles partagées, induit que les savoirs appliqués endogènes – jugés ancestraux, plus pratiques, plus proches et efficaces pour les Bulu ; lesquels sont habilités à les diagnostiquer et à les prendre en charge, face au système de soin biomédical camerounais, ici perçu comme inadapté et trop peu accessible au quotidien dans ce contexte.

En troisième lieu, cette contextualisation des données a également fait émerger de nouvelles questions :

- La question de «la symbolique de l'enfance dans cette socio-culture». L'enfant est un don de Dieu, une richesse, une semence et un honneur. Le jeune enfant en particulier est perçu comme physiquement, moralement et psychologiquement un être fragile, et qui est sous la socialisation et l'autorité de toute la communauté. C'est un être communautaire, fait dans la communauté et qui se construit avec et par elle. Du point de vue de sa santé, il a une âme et un sang purs ; il est souvent un cadre privilégié de ravaillement de sang pur par les esprits maléfiques, et quelquefois le réceptacle des totems à la recherche des cavités pures.
- La question de «l'intelligence médicale infantile endogène» qui engendre la prise en charge traditionnelle de ces maladies chez ce peuple. Cette prise en charge est basée sur la complémentarité des mondes macrocosmique, méso-cosmique, micro-cosmique qui constituent leur «vision du monde». Cela dit, les soins locaux en général et ceux infantiles en particulier ne se font pas et ne peuvent se comprendre en dehors de cette

-
1. Pour les Bulu, ce qui est naturel (*nkombane ou e yia'ane Zambe*) relève du divin, du global, de l'imprévisible. Par conséquent échappe à leur contrôle parce que difficile à éviter. Il convient dans ce cas de s'y adapter, car elles sont «non voulues», leurs causes ne relèvent pas directement des pouvoirs de l'humain (sorcellerie, mysticisme, etc.), du patient lui-même, encore moins de son entourage. Mais des conditions naturelles, environnementales (climat, espace, agent pathogène, etc.). Du point de vue médical, pour ce peuple une maladie dite «naturelle» réfère à une maladie du sens commun médical ou de la biomédecine, connue et partagée par d'autres sociétés. Généralement ces maladies naturelles sont biomédicales. Elles sont alors désignées en langue bulu de : «*akon ya me nda me biang*» (maladies des hôpitaux, des centres de santé, etc.), «*akon mintan'ane*» (maladies des Blancs), «*akon ya messi messe, akon da soo oyap*» (maladies du monde, les pandémies). Du fait d'être indépendantes du sens médical endogène, leur prise en charge et leur traitement se font prioritairement dans les institutions sanitaires dites «modernes».
 2. Pour les Bulu, ce qui est socio-culturel s'oppose fondamentalement à ce qui est naturel. Les Bulu désignent le «socio-culturel» par : «*afola dang, si djang, si be vamba be nga lik, e faa bi nga bialé*, etc.», c'est-à-dire : «notre espace à nous, notre terre, notre vie, la terre de nos ancêtres, là où nous sommes nés et où sont enterrées nos nombrils...». Du point de vue anthropologique, le socioculturel est donc pour ce peuple sa demeure, sa source de vie, son patrimoine, sa richesse, son tout à partir duquel il s'identifie et se différencie des autres peuples des autres régions camerounaises. Ainsi, les maladies dites socio-culturelles (*okon ya djal, okon be bulu, okon bivindi, okon be vamba*), sont donc leurs maladies à eux, de chez eux, de leur société, de leur environnement, de leur village, de leur espace, de leur cadre de vie, de leur culture, qui existent depuis toujours. Ces désignations tiennent aussi compte des méthodes et moyens locaux mis en œuvre pour les prévenir, les soigner et les guérir.

«vision du monde» : elle est le centre de gravité de cette intelligence médicale infantile endogène. Ainsi, il était nécessaire de s'immerger dans ce cadre de soins infantiles spécifiques pour comprendre son déploiement, notamment les démarches, les mécanismes et les outils de soins ; les acteurs majeurs impliqués, leurs rôles individuels et collectifs ; les sources de pouvoirs des tradipraticiens et leurs liens avec les génies, les totems, les fétiches, les ancêtres défunts ; l'organisation et la structuration des espaces de soins, etc. Concernant les rouages de cette intelligence médicale infantile endogène, mes enquêtes montrent qu'elles sont strictement réservées aux initiés (tradipraticiennes) dont la grande majorité est constituée de femmes âgées (entre 60 et 80 ans... voire plus) ; et que toutes ces maladies infantiles locales peuvent souvent avoir la même démarche diagnostique (divination), les mêmes traitements, mais différentes prises en charge.

- La question de «l'ethnocentrisme médical ou thérapeutique» : cet «ethnocentrisme médical ou thérapeutique» est porteur des éléments de leur savoir-faire médical qui permet à ce peuple d'être singulier et résilient face aux insuffisances de la biomédecine dans ce contexte. Il ne consiste pas, pour cette communauté, à faire de sa médecine infantile endogène une vérité universelle. Mais plutôt une institution spécifique incontournable pour les soins infantiles locaux. Ce type d'ethnocentrisme est à encourager selon Cuche (2010), car il concerne plus globalement la «défense de l'autonomie culturelle liée à la préservation de l'identité collective» (p. 7). À partir de cette idée de Cuche, les Bulu, en mettant en œuvre cette médecine face aux maladies infantiles locales, valorisent et défendent leur autonomie médicale, culturelle et sont dans une logique d'autonomisation, de préservation et de perpétuation de leur identité médicale communautaire.

Beaucoup de piste de réflexions restent à explorer dans cette étude anthropologie des maladies infantiles locales, de la «petite enfance et de la santé» au Cameroun, notamment chez les Bulu. Ce qui met en évidence les insuffisances de cette thèse. Cela dit, premièrement toutes les maladies infantiles locales qui sévissent dans cette zone, n'ont pas été mises en lumière, puisque seulement huit ont été choisies pour des raisons de pérennité et de morbidité ; deuxièmement, une analyse comparée est nécessaire pour approfondir, quelques aspects de la santé infantile extérieure à la communauté culturelle Bulu du Cameroun afin de faire ressortir successivement dans la structure et dans les analyses, les représentations du vaccin et de la vaccination infantiles qui ont déjà fait l'objet d'étude dans la société iranienne contemporaine par l'anthropologue Kotobi (1994-1995) ; l'organisation structurelle et fonctionnelle du programme élargi de vaccination (PEV) ; la prise en charge des maladies infantiles dans les pédiatries et les maternités ; ainsi que les fondements de la complémentarité entre l'ethno-pédiatrie et la pédiatrie dans cette zone, etc.

5. Perspectives de recherche future

Les perspectives de recherche futures permettent de mesurer l'impact d'une telle recherche face à la complexité des réalités étudiées. Dans l'objectif de prolonger ce travail de recherche et d'enrichir la thématique, j'envisage d'autres études dans cette zone d'Afrique centrale en relation avec d'autres pays proches. Une piste de recherche sur les maladies locales génétiques générationnelles et en lien avec la parenté chez les Bulu, par exemple, semble prometteuse. En fin de compte, si les maladies infantiles locales menacent la santé des plus petits dans cette zone d'étude et que leur taux de morbidité est tout aussi important, alors n'est-il pas urgent de mettre en œuvre, comme pour les maladies infantiles biomédicales

citées plus haut, des programmes de santé infantile spécifiques pour elles au Cameroun en général et dans cette zone en particulier autour des tradipraticiennes? L'équité sociale territoriale doit également prévaloir autour des maladies infantiles quelle que soit leur nature. Je laisse le soin à l'Etat camerounais d'y songer.

Abstract. How can we understand the need to use endogenous knowledge and care practices to prevent and treat local childhood illnesses among the Bulu of Sangmélina (southern Cameroon)? This was the pivotal question that led me to this Bulu field in this thesis, which is part of the anthropology of health and childhood. With a view to exploring local childhood illnesses and the endogenous knowledge and practices of care dedicated to their prevention and treatment (among young children aged zero to five), the qualitative research strategy favoured an ethnography of detail, a mosaic approach, observations, interviews, life stories and focus groups to collect the data. This field study, conducted in both the vernacular (local language) and the vehicular language (French), focused on the rural area, the main focus for observing the interactions and roles of the various players involved in this endogenous childhood medicine, and the preventive and therapeutic mechanisms of these local childhood illnesses. Just as much as the childhood diseases known to biomedicine, these local childhood illnesses regularly threaten the health of children in this area. However, they are not included in the official statistics on infant and child mortality, because they are little known, and little considered by the region's public health programmes and policies. By focusing on their study, this thesis aims to highlight them; demonstrate the need for the added value of knowing about them on the basis of endogenous knowledge and practices of "situated" care dedicated to their cure; calls out and enlightened public and social child health policies that still seem to ignore them. This work shows that two fundamental elements give meaning to the prevention, treatment or cure of these local childhood illnesses only through endogenous knowledge and practices. Firstly, the fact that they are part of the endogenous referents and conceptions of this population, making them shared social and cultural constructs; secondly, the fact that they are shared social and cultural constructs means that endogenous applied knowledge – considered by the Bulu as ancestral, more practical, closer to home and effective – should be able to diagnose and treat them, in the face of the Cameroonian biomedical care system, which is perceived here as inadequate and too little inaccessible on a daily basis in this context.

Keywords: endogenous knowledge and practices, childhood illnesses, public and social policies of health, Bulu community of Sangmélina, southern Cameroon

Rezumat. Cum poate fi înțeleasă necesitatea utilizării cunoștințelor și practicilor endogene de îngrijiri pentru a preveni și trata bolile locale ale copiilor Bulu din Sangmélina (sud-Camerun)? Aceasta a fost întrebarea crucială care m-a condus pe acest teren bulu, în cadrul tezei care se înscrie în antropologia sănătății și cea a copilăriei. Pentru a investiga maladiile infantile locale și cunoștințele practice endogene de îngrijiri dedicate prevenirii și tratării lor (a copiilor între zero și cinci ani), strategia de anchetă calitativă a privilegiat o etnografie în amănunțime, o abordare în mozaic, observații, interviuri, povestirile vieții și focus-grup-ul pentru colectarea datelor. Această cercetare de teren, realizată deopotrivă în limba vernaculară (limba locală) și în limba vehiculară (franceza), s-a concentrat pe zona rurală, locul principal de observare a interacțiunilor și rolurilor diferiților actori afectați de această boală infantilă endogenă și a mecanismelor preventive și terapeutice. Asemenea maladiilor infantile cunoscute de către biomedicină, aceste maladii infantile locale amenință în mod regulat sănătatea copiilor din această zonă. Cu toate acestea, ele nu sunt înregistrate în statisticile oficiale ale mortalității infantile și infanto-juvenile, fiind foarte puțin cunoscute și în mică măsură luate în seamă de programele și politicile de sănătate publică din regiune. Dedicându-se studiilor lor, teza mea și-a propus să le scoată în evidență; să demonstreze necesitatea de a le cunoaște pornind de la cunoștințele și practicile endogene de îngrijiri «sitate», dedicate vindecării lor; ea interpelează și lămurește politicile publice și sociale de sănătate infantile care par încă să

le ignore. Această cercetare indică două elemente esențiale care dau un sens prevenției, tratamentului, respectiv vindecării acestor maladii infantile locale doar prin cunoștințele și practicile endogene. În primul rând, faptul că ele sunt înscrise printre referințele și concepțiile endogene ale acestei populații, reprezentând construcții sociale și culturale împărtășite; în al doilea rând, faptul de a fi construcții sociale și culturale împărtășite le atribuie acestor cunoștințe aplicate endogene (considerate ancestrale, mai practice, mai apropiate și eficiente de către populația Bulu) abilitatea pentru diagnosticare și pentru îngrijire, în raport cu sistemul biomedical camerunez, perceput ca fiind inadaptat și greu accesibil în viața de zi cu zi.

Cuvinte-cheie : cunoștințe și practici medicale endogene, maladii infantile, politici publice și sociale de sănătate, comunitatea Bulu din Sangmélima, sud-Camerun

Références

- Bonnet, D. (1988). «Corps biologique, corps social. Procréation et maladies de l'enfant en pays Mossi, Burkina-Faso». *ORSTOM*, coll. Mémoires, n° 110.
- Bonnet, D. (1990). «Anthropologie et santé publique. Une approche du paludisme au Burkina Faso». In D. Fassin, Y. Jaffré (dir.), *Sociétés, développement et santé*. Ellipses, Paris, pp. 243-258.
- Coulon, A. (2014). *L'ethnométhodologie*. PUF, coll. Que sais-je, Paris .
- Cuche, D. (2010). *La notion de culture dans les sciences sociales*. Paris : La Découverte, 4^{ème} Edition.
- Fainzang, S. (1986). «L'intérieur des choses». *Maladie, divination et reproduction sociale chez les Bisa du Burkina*. L'Harmattan, Paris.
- Fucci, S. (2020). «L'écoute des enfants dans les contextes de soins. Une question de participation». *Revue des sciences sociales*, vol. 63, pp. 88-95.
- Garfinkel, H. (2007). *Recherches en ethnométhodologie*, PUF, Paris.
- Janzen, J. M. (1995). *La quête de la thérapie au Bas-Zaïre*. Karthala, Paris.
- Kleinman, A. (1980). *Patients and healers in the context of culture. An exploration of the borderland between anthropology, medicine, and psychiatry*. University of California Press, Berkeley.
- Kotobi, L.-D. (1995). Le vaccin et le Sadaqeh. Etude de représentations de la vaccination infantile en Iran d'aujourd'hui (Thèse de doctorat en sciences sociales, Université Paris V, France, vol. 1 et 2, 539 p.).
- Kouvouama, A. (2011). «Les pratiques de terrain en situation de tensions sociales et de guerre civile au Congo-Brazzaville». *Sociologies, la recherche en actes, champs de recherche et enjeux de terrain*, (en ligne), consulté le 13 juillet 2016. URL : <http://sociologies.revues.org/3724>
- Kouvouama, A. (2019). «Pratiques de terrain et images sonores dans le Bassin du Congo». *Continents manuscrits*, (en ligne), consulté le 14 novembre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/coma/3259>
- Razy, É. (2007). *Anthropologie de la petite enfance en pays Soninké (Mali)*. Nanterre : Société d'Ethnologie.
- Razy, É., Campigotto, M. (2014). «Anthropologie de l'enfance et société : le pari d'un enseignement engagé». *AnthropoChildren* [En ligne], n° 4 (janvier 2014). URL : <https://popups.uliege.be/2034-8517/>
- Rwangabo, P.C. (1993). *La médecine traditionnelle au Rwanda*. Karthala, Paris.

Les stratégies de lutte contre le terrorisme au Bénin : analyse de contenus et des processus de formulation

*Fiacre Vidjingninou*¹

Résumé. Après son indépendance en 1960, le Bénin a été confronté à une instabilité politique chronique marquée par plusieurs coups d'Etat (1963 à 1972) et un régime militaro-marxiste (1972-1990), synonyme de confiscation des libertés fondamentales, de réduction de l'espace civique, de scandales financiers et de retards économiques, etc. Depuis la conférence nationale de février 1990 ouvrant une ère de renouveau démocratique, le pays a engagé une série de réformes institutionnelles sur le plan militaire qui lui ont permis, ces trente dernières années, de vivre une expérience démocratique stable, sans coups d'Etat et sans interventionnisme militaire dans la vie politique. Comment l'ancien «enfant malade de l'Afrique» a pu réussir ce challenge ? Le présent article explore les stratégies ayant permis au pays de passer d'une force prétorienne à une armée républicaine et interroge la solidité d'un modèle qui fait exception dans une sous-région africaine encore en proie à un activisme prétorien.

Mots-clés : Bénin, renouveau démocratique, républicanisation, contrôle civil de l'armée, coups d'Etat

1. Introduction

Après son accession à la souveraineté internationale en 1960, l'armée béninoise a connu une trajectoire erratique. Entre 1963 et 1972, elle a marqué sa présence sur la scène politique nationale en s'imposant comme le «principal arbitre du jeu factionnel» (Banegas, 2003, p. 32) entre les trois grands leaders du pays, Sourou Migan Apithy², Hubert Maga³ et Justin Tométin Ahomadegbé⁴. A la faveur des impasses politiques engendrées par ces acteurs politiques et lieutenants respectifs, le pays a subi, en moins de neuf ans, une douzaine de coups d'Etat dont cinq réussis (1963, 1965, 1967, 1969 et 1972), une dizaine de présidents

1. Doctorat en sociologie politique, Université de Rennes 2.

2. Originaire de Porto-Novo (sud-est), il fut le premier député de la colonie et fondateur du Parti républicain du Dahomey (PRD).

3. Originaire de Parakou (nord), il était à la tête du Rassemblement démocratique dahoméen (RDD) et fut le second élu à la Chambre.

4. Natif d'Abomey (centre), il a fondé l'Union démocratique dahoméenne (UDD), section locale du Rassemblement démocratique africain (RDA).

(six militaires et cinq civils) et cinq changements de constitution (Banegas, 2003). Ce qui lui valut, pendant longtemps, le surnom d'*enfant malade de l'Afrique*.

Contrairement à cette instabilité politique chronique, le dernier coup d'Etat réussi du 26 octobre 1972 a ouvert une ère de stabilité : pendant 17 ans, le régime militaire dirigé par Mathieu Kérékou, avec une option officielle pour le marxisme-léninisme¹, a géré le pays d'une main de fer. Le bilan de cette gestion militaire est lourd en termes de violations massives des droits de l'homme et de prédation des ressources publiques. Pompeusement applaudie au départ par le peuple en 1972, la révolution s'est progressivement transformée en une faillite idéologique, un échec politique et un désastre économique et financier (lire à ce sujet Noudjènoumè, 1993).

En 1989, le déclin des finances publiques était tel que le pays ne pourrait désormais bénéficier d'une assistance extérieure «qu'à la condition d'adopter un programme d'ajustement structurel» (Banegas, 2003), synonyme, à partir du 16 juin 1989, de «réduction des dépenses publiques et réforme fiscale ; privatisation, réorganisation ou liquidation des entreprises publiques ; réforme du secteur bancaire ; libéralisation ; obligation de ne contracter que des emprunts à taux concessionnels...» (Banegas, 2003).

Face à la situation, Mathieu Kérékou, sous la pression de la rue et sans doute de l'extérieur voire sans doute usé par 17 années de pouvoir, convoque une conférence dite des forces vives de la nation en février 1990 (voir Eboussi Boulaga, 1994, pp. 310 et suivantes). A cette assise fondatrice du renouveau démocratique dans le pays, l'armée est fortement critiquée et considérée comme l'élément perturbateur du jeu politique voire comme un frein pour le développement. Les décisions issues de cette assise inédite sont déterminantes pour l'avenir de l'armée béninoise. Marquées par le douloureux souvenir des exactions commises par l'armée sous la révolution marxiste-léniniste, ces décisions, pour la plupart, consacrent l'ostracisme des militaires par rapport à la gestion politique du pays et leur stricte soumission aux autorités civiles démocratiquement élues.

Depuis 1990, les différents régimes tentent, par stratégies diverses, de préserver l'idéal de professionnaliser l'armée c'est-à-dire de la rendre respectueuse des lois et des institutions de la République, soumise à l'autorité civile, apolitique et neutre dans le jeu partisan. Pendant les trente dernières années (1990-2020), le Bénin a vécu une expérience démocratique exceptionnelle sans coups d'Etat réussis et sans interventionnisme militaire dans la vie politique pendant que la sous-région ouest-africaine reste en permanence le théâtre d'irruptions armées sur la scène politique². Quels sont alors les ressorts particuliers du cas béninois dans le maintien de l'armée dans les casernes ?

Le présent article vise à expliquer, à l'aune du contexte de démocratisation du Bénin, les choix particuliers de politiques de défense qui, pendant ces trente dernières années, ont favorisé le passage d'une force prétorienne à une armée professionnelle ou républicaine. Il cherche, dans une perspective néo-institutionnaliste et interactionniste, à comprendre les leviers de ce qui peut être considéré comme le modèle béninois en matière de démilitarisation du pouvoir politique mais aussi à saisir ses limites. Cette problématique est explorée en

1. Il a été qualifié de «laxisme-béninisme» par Banegas parce qu'il n'était qu'un alibi idéologique pour couvrir des pratiques et des dérives très endogènes (Banegas, 2003, pp. 65-91). Le renoncement au marxisme-léninisme en 1989 avec l'aveu de Mathieu Kérékou disant qu'il n'a jamais lu Marx ni Lénine illustre l'une des tromperies dont fut capable le régime militaire pour garder le pouvoir.
2. On y a dénombré 16 cas de coups d'Etat entre 2000 et 2015. Entre 2020 et 2022, quatre présidents ouest-africains ont été renversés par des militaires au Mali (août 2020 et mai 2021), en Guinée Conakry (septembre 2021) et au Burkina Faso (janvier 2022) ... seule la tentative de coup d'Etat en Guinée-Bissau se solde par un échec en février 2022.

avançant l'hypothèse que la fin de l'activisme prétorien de l'armée béninoise s'est produite grâce à la mise en place d'un processus de réformes militaires et sous l'effet d'une démocratisation du régime politique marquée notamment par l'appropriation du contrôle civil de l'armée et la dualisation des capacités militaires. Pour vérifier cette hypothèse, la recherche s'est reposée sur le recueil de données qualitatives et quantitatives et l'observation participante entre 2019 et 2022. Les données qualitatives sont collectées auprès de 469 personnes civiles et militaires, disséminées dans les dix villes du Bénin abritant des infrastructures militaires¹.

La démilitarisation de la gestion du pouvoir politique au Bénin lui a permis de rompre avec le cycle infernal des instabilités sociopolitiques. La prise en compte des leçons tirées de la gestion des réformes militaires devrait non seulement l'aider à consolider son expérience d'alternance politique sans coups d'Etat mais aussi aider la sous-région ouest-africaine à construire une réponse adaptée et durable au cercle infernal des intrusions non démocratiques de l'armée dans la gestion du pouvoir politique.

Le contrôle civil de l'armée est le propre d'une démocratie. L'avènement du renouveau démocratique² au Bénin en 1990 a servi d'ancrage normatif et institutionnel au déploiement de ce principe cardinal consistant à soumettre les militaires à l'autorité hiérarchique des autorités civiles démocratiquement élues. Pour obtenir durablement cette soumission, les réformes ont ciblé plusieurs stratégies dont notamment la mise en quarantaine politique des militaires ; leur occupation à de «saines» activités dans les casernes et dans la cité.

2. Le cantonnement juridique de la fonction militaire hors du champ politique

En 1990, la dépolitisation des garnisons était une bataille facile du fait du consensus dont elle a fait preuve même au sein de l'armée. A la conférence nationale, les militaires eux-mêmes avaient élaboré une proposition écrite pour annoncer la nécessité de leur «retour dans les casernes» et de leur «apolitisme». L'adoption en juin 1990 d'une nouvelle loi sur l'armée mit fin à l'existence des structures politiques au sein de l'armée (comités de défense de la révolution, milice populaire). La nouvelle constitution du 11 décembre 1990 consacre l'interdiction formelle pour les militaires d'accéder au pouvoir ou l'incompatibilité absolue entre la fonction militaire et un mandat électif.

L'article 65 de la constitution élève au rang de «forfaiture» et de «crime contre la nation et l'Etat»³ «toute tentative de renversement du régime constitutionnel par les personnels des forces armées ou de sécurité publique». Lorsqu'intervient un putsch ou une agression de mercenaires, la constitution autorise tout membre d'un organe constitutionnel du pays à

-
1. Ces villes sont : Porto-Novo, Cotonou, Parakou, Adjohoun, Toffo, Ouidah, Dassa-Zoumè, Bembèrèkè, Kandi, Djougou.
 2. Cette expression désigne globalement le retour à la démocratie pluraliste des années 60 après la fameuse expérience du parti unique sous la période révolutionnaire (1972-1989). Lire notamment à ce propos, Adamon, 1995.
 3. La répression de ces infractions est renvoyée au législateur. Le code pénal punit ces faits de 10 ans à la détention criminelle à perpétuité : voir par exemple, l'article 193 du code pénal (2018) : «l'attentat dont le but a été, soit de détruire ou de changer le régime constitutionnel, soit d'inciter les citoyens ou habitants à s'armer contre l'autorité de l'Etat ou à s'armer les uns contre les autres, soit à porter atteinte à l'intégrité du territoire national, est puni de la détention criminelle à perpétuité. La tentative est punie au même titre que l'infraction».

faire appel à tous les moyens pour rétablir la légitimité constitutionnelle, y compris le recours aux accords de coopération militaire ou de défense existants¹ (article 66). Ce même article appelle tout citoyen béninois, en cas de coup d'Etat, à désobéir et à s'organiser pour faire échec à l'autorité illégitime. En 1990, ces dispositions constitutionnelles étaient pratiquement inédites sur le continent. Le Mali² et le Togo³ ne les ont adoptées qu'en 1992. Elles ne figurent pas dans les constitutions ni du Niger ni du Sénégal⁴ par exemple. C'est seulement à partir des années 2000 que les organisations régionales et sous régionales vont s'investir dans l'encadrement normatif des phénomènes des coups d'Etat.

Le coup d'Etat étant le moyen le plus usité par les militaires pour entrer sur la scène politique, son interdiction formelle peut s'analyser comme un verrou destiné à empêcher les gens d'armes de faire de la politique : c'est alors un dispositif de dépolitisation du personnel militaire. Mais comme le montre l'expérience dans d'autres pays de la sous-région comme le Togo et le Mali (qui ont connu des coups d'Etat en dépit de cette interdiction constitutionnelle) voire du Sénégal (qui, sans avoir adopté cette interdiction dans sa constitution, n'a jamais enregistré de coup d'Etat), cette interdiction semble purement formelle et n'a sans doute pas un effet absolu sur la volonté des putschistes. L'adoption de cette interdiction ne peut donc, dans l'absolu, expliquer l'absence de renversement anticonstitutionnel de gouvernement au Bénin mais elle a nourri, ces trente dernières années, la conscience collective et s'impose comme un acquis fondamental de l'éthos militaire dans le pays. Elle ne vaut son pesant d'or qu'en lien avec d'autres éléments tels que l'institutionnalisation de l'inéligibilité du militaire en raison des «traumatismes liés aux multiples coups d'Etat militaires que le pays a connus de 1960 à 1972» (Fondation Konrad Adenauer, 2009, p. 95).

Les articles 51 et 64 de la constitution n'instaurent pas une inéligibilité absolue mais plutôt une incompatibilité entre la fonction militaire et toute fonction politique : cette incompatibilité ne peut être levée que par démission. Ces dispositions d'interdictions ou d'inéligibilité, corrélées à de fortes restrictions de droits en matière d'association et d'expression, forment, en pratique, un régime plus draconien que celui imposé aux fonctionnaires civils. Cependant, elles sont suivies à la lettre par le corps armé. Le fait qu'elles n'aient pas souvent été contestées témoigne de leur acceptabilité dans la société militaire et du niveau de leur pénétration dans la conscience collective nationale. Cette acceptabilité sociale s'analyse comme un support essentiel de la neutralité politique des militaires.

La stratégie de *cantonement juridique* destinée à éloigner les gens d'armes de l'exercice du pouvoir politique serait incomplète ou inefficace si rien n'était fait pour occuper les militaires dans les casernes.

-
1. Comme le précise l'article 67 de la constitution, le président de la République ne peut faire appel à des forces armées ou de police étrangère pour intervenir dans un conflit intérieur qu'en cas de putsch ou d'agression extérieure.
 2. L'article 121 de la constitution malienne du 25 février 1992 dispose : «tout coup d'Etat ou putsch est un crime imprescriptible contre le peuple malien».
 3. L'article 148 de la constitution togolaise du 14 octobre 1992 dispose : «toute tentative de renversement du régime constitutionnel par le personnel des forces armées ou de sécurité publique, par tout individu ou groupe d'individus, est considérée comme un crime imprescriptible contre la nation et sanctionnée conformément aux lois de la République».
 4. Contrairement au Niger, le cas du Sénégal peut se comprendre dans la mesure où il n'a jamais enregistré de coup d'Etat.

3. L'enjeu occupationnel du développement des capacités duales de l'armée

La dualisation de la fonction militaire consiste à renforcer la mission classique de défense de l'armée par une mission accessoire généralement dite d'intérêt public ou de développement. Certes, le principe du dédoublement fonctionnel a toujours existé au sein de l'armée avec la création, dans les années 60, de la compagnie des pionniers, ancêtre du génie militaire. Mais c'est en 1990 qu'il a été consacré : l'article 63 de la constitution habilite le chef de l'Etat à faire concourir l'armée au développement économique de la nation et à toutes autres tâches d'intérêt public, concurremment aux fonctions spécialisées de défense de l'intégrité territoriale dévolues aux militaires. Cette disposition laisse au législateur le soin de définir les conditions d'exercice de cette nouvelle mission de l'armée ainsi formulée pour la première fois dans l'histoire du pays. Même si aucun texte législatif n'a été adopté pour encadrer l'exercice de ces missions extramilitaires, les gouvernements successifs ont, à des degrés divers, essayé de développer les capacités duales de l'armée jusqu'à l'adoption d'une doctrine en la matière par l'Etat-major général des forces armées en 2019. Ce développement doctrinal, sur la base de près de trente années d'expériences de dualisation, établit des principes généraux pour guider l'action publique destinée à faire de l'armée une force duale.

Le génie militaire incarne le mieux cette capacité duale au sein des forces armées béninoises. D'un statut de simple bureau intégré à l'armée de terre dans les années 60 à 90, il est progressivement devenu une structure interarmées¹ chargée, à partir de 2008, de concevoir, de planifier et de mettre en œuvre la politique de participation des forces armées béninoises au développement socio-économique du pays. Avec plusieurs chantiers de travaux publics à son actif notamment entre 2008 et 2015, il a acquis une réputation d'acteur public des grands travaux de qualité et à moindre coût au point d'être sollicité par les particuliers. Comme le reconnaît un ancien directeur du génie, le modèle économique de cette structure est son meilleur atout : «sans obligations fiscales ni charges salariales à payer sur les chantiers, le génie permet à l'Etat de faire de substantielles économies d'échelle». La direction du service de santé des armées (DSSA) est également un organisme interarmées destiné à assurer le soutien des forces en matière de santé. Elle s'est progressivement imposée comme un acteur incontournable de la politique nationale de santé en fournissant des soins aux populations civiles non seulement dans les unités militaires mais aussi lors de campagnes nationales de soins ou de vaccination. Selon des statistiques disponibles au niveau de cette direction, plus de 80% des fréquentations des hôpitaux militaires et des centres médico-sociaux des garnisons concernent les populations civiles.

En dehors de ces deux organismes interarmées, chaque composante des forces armées dispose de capacités duales. Au sein de l'armée de terre, le groupement national des sapeurs-pompiers (GNSP) est une unité spécialisée dédiée à la protection civile. Les forces aériennes, à côté de leurs missions classiques de transport aérien et de soutien aux autres forces, développent des capacités de surveillance des réserves forestières, du patrimoine animalier, des installations pétrolières, des sites miniers et d'appui au secteur agricole (vol d'épandage). Quant aux forces aériennes, elles contribuent activement à la sensibilisation des usagers de la mer sur la protection de l'écosystème marin et des ressources halieutiques et fournissent diverses prestations techniques au profit des structures publiques ou privées.

1. Elle est dénommée aujourd'hui Direction centrale du génie des armées (DCGA).

Selon plusieurs acteurs interrogés, le développement de capacités duales répond surtout à un enjeu occupationnel pour les militaires béninois dont la plupart mènent, sous le treillis, presque une vie civile en tant que médecins, maçons, charpentiers, géomètres-aménagistes, etc. En dépit de leur prégnance dans l'éthos militaire national, ces capacités contributives au développement restent secondaires comme le recommande la doctrine de l'armée béninoise¹. L'intervention des militaires béninois sur les questions de défense reste donc prioritaire et, en l'absence de conflits majeurs à l'intérieur comme à l'extérieur de ses frontières immédiates, le Bénin trouve dans les opérations de paix dans le monde une opportunité pour mobiliser ses forces sur le cœur de métier de la défense : la guerre (ou son versant, la paix).

Longtemps absent sur les théâtres des conflits, le Bénin est devenu, à l'ère du renouveau démocratique, un «acteur assidu» (voir Augé, 2020, pp. 192-201) des opérations de paix sur le continent africain et en dehors nonobstant sa modeste contribution. Cette assiduité n'est pas fortuite. Tout en illustrant sa solidarité internationale envers les pays en conflits, elle procède, comme l'affirment les acteurs du secteur de la défense, d'un engagement à acquérir, dans un environnement international, «des capacités endogènes» (Augé, 2020, pp. 192-201) dans le cadre de l'amélioration de son outil de défense. Elle participe, au même titre que les activités de contribution au développement national, de la stratégie d'occuper l'armée béninoise à des missions plus *productives* en évitant que l'oisiveté ne la pousse à intervenir éventuellement dans la gestion des affaires publiques auxquelles elle avait été habituée entre 1960 et 1989. La participation des militaires béninois aux opérations de paix obéit donc à un enjeu occupationnel tout en contribuant à développer chez eux un comportement républicain et professionnel favorable à la stabilité démocratique du pays. Ainsi, selon la plupart des militaires béninois interrogés dans le cadre de cette recherche, les opérations de paix constituent une école qui forme à l'esprit de paix. «Nous sommes des soldats de la paix non seulement sur les théâtres à l'extérieur mais aussi nous le sommes du retour dans notre pays», déclare un sous-officier qui a fait partie du contingent béninois déployé en Côte d'Ivoire en septembre 2002. Confronté aux horreurs de la guerre, la plupart se disent «à jamais transformés», capables de mesurer le prix d'un seul coup de feu voire d'un coup d'Etat sur la paix sociale. Il résulte des témoignages et points de vue collectés que le séjour des militaires béninois en milieu d'atrocités liées à la guerre est un facteur important – mais non suffisant – de la faible prévalence de projets de renversement anticonstitutionnel de gouvernement dans le pays.

En somme, la stratégie de dépolitisation et celle de dualisation ont contribué à garder les militaires hors de la sphère politique sans constituer, en soi, des éléments rédhibitoires au développement de comportement prétorien. Loin d'avoir opéré toutes seules, ces stratégies ont été fortement soutenues par d'autres facteurs importants : un partage équitable des responsabilités militaires et la démocratisation du pouvoir politique.

4. Le partage des pouvoirs de prise de décisions entre civils et militaires

Selon von Clausewitz, un régime démocratique est caractérisé par la subordination du «point de vue militaire au point de vue politique» (von Clausewitz, cité par Samy Cohen, 2008, pp. 19-28). Dans son ouvrage *De la guerre* (1955), cet auteur justifie cette position par le

1. «La participation aux tâches de développement par les forces armées béninoises reste et demeure une mission secondaire et ne doit pas prendre le dessus sur les missions régaliennes à elles dévolues».

fait que «c'est la politique qui a entraîné la guerre ; la politique est la faculté intellectuelle, la guerre n'est que l'instrument pas l'inverse» (von Clausewitz, cité par Samy Cohen, 2008, pp. 19-28). Il en déduit que le politique est légitime à définir «les grandes lignes d'une guerre, car lui seul détient une connaissance interne de la situation politique que le chef militaire, simple spécialiste, ne peut posséder» (von Clausewitz, cité par Samy Cohen, 2008, pp. 19-28). Ce principe de soumission des militaires aux civils est devenu la caractéristique essentielle d'une démocratie. Par conséquent, l'inverse est le propre d'un régime de dictature. Sous la révolution, les militaires avaient à la fois la gestion exclusive du pays et de l'appareil de la défense nationale. Cette suprématie des militaires dans la prise de décisions militaires est clairement consacrée dans les textes. Ainsi, l'article 42 de l'ordonnance n°74-68 du 18 novembre 1974 portant texte constitutionnel, dispose : «les affaires militaires courantes sont de la compétence des membres militaires du conseil national de la révolution». Ce texte a créé un conseil supérieur de l'armée constitué exclusivement des militaires du conseil national de la révolution (article 38). De plus, le président de la République, tout comme son ministre de la défense, est un militaire. Avec toutes les dérives notées, cette domination des gens d'armes dans le processus décisionnel en matière de défense sera abandonnée à l'avènement du retour à la démocratie. Désormais, les civils jouent un rôle cardinal dans la gouvernance du secteur de la défense notamment au sein de l'exécutif et du parlement.

Au sein de l'exécutif, la prééminence des civils est incarnée d'abord par le président de la République qui, aux termes de la constitution, est le chef suprême des armées. Le constituant béninois ne s'est pas contenté d'affirmer la place du chef de l'Etat au sommet de la hiérarchie militaire. Toutes les dispositions sont également prises pour que ce dernier soit toujours un civil, dans la gouvernance du secteur de la défense, la candidature des militaires à la magistrature suprême, étant formellement écartée. De 1990 à 2020, cette disposition a été scrupuleusement respectée sans connaître la moindre remise en cause. La plupart des officiers interviewés dans le cadre de la présente recherche reconnaissent sa pertinence, affirmant que «le militaire, dans un Etat démocratique, n'a rien à faire dans la gestion des affaires politiques. Sa place est bien dans les casernes...Nous restons concentrés sur nos missions constitutionnelles...». Ces trente dernières années, le Bénin a connu le règne de quatre présidents de la République dont un seul ayant été militaire, Mathieu Kérékou, général de brigade passé à la retraite six ans plus tôt, c'est-à-dire le 1^{er} juillet 1990¹.

Domaine réservé exclusivement aux civils, la magistrature suprême est équipée d'un arsenal institutionnel pour permettre au président de gérer au mieux ses responsabilités militaires. Cet arsenal est globalement composé du conseil supérieur de la défense, d'un cabinet militaire et surtout du ministère en charge de la défense nationale qui, en trente ans de pratique démocratique, n'a jamais été occupé par un civil². Cette pratique institutionnelle est conforme à l'idéal démocratique comme l'exigent les normes internationales en matière de gouvernance du secteur de la défense (voir, par exemple, Sumit Bisarya, Sujit Choudhry, 2021, p. 19).

La prééminence des civils dans la gouvernance du secteur de la défense n'est pas seulement un acquis au sein de l'exécutif. Elle l'est aussi dans le pouvoir législatif où ne

-
1. Voir décret n°90-99 du 11 juin 1990 portant admission à la retraite du Général de Brigade Chaad Mathieu Kérékou Chabi des Forces Armées du Bénin.
 2. Sur les neuf ministres de la défense de l'ère du renouveau démocratique, un seul a été militaire (le général Martin Dohou Azonhiho), retourné à la vie civile après sa retraite le 1^{er} juillet 1997, près d'une décennie avant sa nomination au poste de ministre d'Etat chargé de la défense nationale, le 29 janvier 2006.

siègent que des civils, les militaires étant interdits, lorsqu'ils sont en fonction, de briguer un mandat de parlementaire¹. La constitution de 1990 accorde au parlement de pouvoirs étendus dans le vote des textes relatifs au statut des personnels militaires et aux principes fondamentaux de l'organisation de la défense nationale². La déclaration de guerre est subordonnée à son autorisation préalable (article 101 de la constitution)³. Il en est de même des crédits alloués à l'armée dans le cadre de la loi de finances de chaque année. Dans le cadre de son rôle constitutionnel de contrôle de l'action gouvernementale, le parlement a tout pouvoir pour interpeller le gouvernement sur toute question touchant au fonctionnement de l'armée à travers des questions écrites ou orales ou au moyen d'une commission d'enquête.

Dans l'exercice de ses responsabilités en matière de défense, le parlement dispose d'une commission permanente chargée d'examiner les questions touchant à l'organisation générale de la défense, à la politique de coopération et d'assistance dans le domaine de la défense et de la sécurité, au statut du personnel civil et militaire des armées, à la justice militaire, à l'intégrité territoriale, à la sécurité des personnes et des biens (*cf.* alinéa 5 de l'article 29 du règlement intérieur de l'Assemblée nationale). Comme le reconnaissent les normes internationales, «les commissions parlementaires sont un outil important et efficace pour l'exercice du contrôle civil» (Bisarya, Choudhry, 2021, p. 19). Pour permettre aux membres de la commission parlementaire chargée des questions de défense de jouer pleinement leur partition, l'article 34, alinéa 7 du règlement intérieur du parlement les autorise à faire appel à toute expertise qu'il paraît utile de consulter. Même si les commissions parlementaires chargées des questions de défense sont animées par des élus qui accusent d'importants déficits techniques susceptibles de les empêcher de «poser les bonnes questions et comprendre les réponses données» sur l'outil de défense, il demeure constant qu'une «forte implication du corps législatif dans les questions de sécurité est un bon indice prédictif de relations démocratiques entre autorités civiles et militaires» (article 101 de la constitution).

Le modèle béninois du contrôle civil de l'armée, tout en assurant une forte présence des autorités politiques ou civiles dans le processus décisionnel en matière de défense, conserve aux militaires une autorité technique. L'implication voire l'engagement des militaires pour apporter leur expertise technique dans les instances de prise de décisions est un trait caractéristique du modèle béninois de contrôle civil de l'armée. Ainsi, le président de la République, dans ses fonctions de chef suprême des armées, est appuyé par des structures dans lesquelles les militaires jouent un rôle important d'appui. On peut citer le cabinet militaire et le conseil supérieur de la défense voire le ministère de la défense. Au niveau de ce dernier, occupé depuis le début du renouveau démocratique par un civil, les militaires occupent l'essentiel des autres postes : la direction du cabinet du ministre, le secrétariat général et les trois directions techniques du ministère sont tous occupés par des officiers de l'armée.

Comme on peut le constater, la prééminence des autorités civiles dans le processus de prise de décisions dans le secteur de la défense ne signifie pas, dans la pratique institutionnelle au Bénin, un effacement des militaires. A tous les échelons administratifs de prise de décisions militaires, les gens d'armes sont chargés de nourrir, de leur savoir-faire, la réflexion

1. «Tout membre des forces armées ou de sécurité publique qui désire être candidat aux fonctions de député doit au préalable donner sa démission des forces armées ou de sécurité publique» (article 81 de la constitution).
2. Article 98 de la constitution.
3. Sauf si, «à la suite de circonstances exceptionnelles, l'Assemblée nationale ne peut siéger utilement». Dans ce cas, «la décision de déclaration de guerre est prise en Conseil des ministres par le président de la République qui en informe immédiatement la Nation» (article 101 de la constitution).

stratégique. Formellement, leur avis est consultatif mais en l'absence d'expertise technique alternative, leurs contributions techniques ne souffrent souvent d'aucune discussion dans la pratique tant que le consensus est obtenu en leur sein. La plupart des officiers, interrogés dans le cadre de la présente recherche, ne font pas mystère de la suprématie technique des militaires dans le processus de prise de décisions en matière de défense. Pour eux, «les civils ne prennent pas de décisions militaires... Ils n'en ont ni la compétence ni l'attribution... Ils prennent des décisions politiques et c'est à nous militaires qu'il revient de les traduire en instructions militaires». Pour la plupart des officiers interrogés, «les civils ont progressivement compris les limites à ne pas dépasser...». Et «je crois – souligne un ancien chef d'état-major – que l'un des acquis essentiels de l'implémentation au Bénin du principe de la soumission des militaires aux civils est précisément ce compromis sur le respect des zones d'influence entre les civils et les militaires». Dans la pratique, ce compromis joue une fonction à la fois de contrepoids aux abus éventuels des civils et de reconnaissance du savoir-faire des militaires dans un domaine où ils ont une légitimité intellectuelle incontestable.

5. Un écosystème démocratique favorable mais de plus en plus déliquéscent

La républicanisation de l'armée béninoise ne résulte pas seulement d'une dynamique militaire. Elle a bénéficié de l'environnement institutionnel créé dans le cadre du processus de démocratisation du pays amorcé depuis 1990. La démocratie, en tant que «forme de gouvernement» (Burdeau, 1956, p. 5) garantissant l'essentiel des libertés publiques dont le peuple béninois fut privé sous la révolution militaire, a joué un rôle primordial dans le développement d'une éthique militaire au sein de l'armée béninoise et lui a permis de respecter, sans coup férir, son engagement de neutralité républicaine depuis trente ans. Cet environnement est défendu avec acharnement par un ensemble de chiens de garde de la démocratie que sont une presse libre et pluraliste, une société civile résolument engagée et un juge constitutionnel audacieux. Surtout, ces acteurs opèrent dans un contexte national de consensus en faveur de la démocratie.

Le Bénin a réussi sa conférence nationale en 1990 grâce notamment à la force majoritaire de ceux qui ont aspiré à la démocratie¹ et qui ont rejeté la dictature². Cette force, connue sous le vocable de «*consensus national*» au Bénin, a prévalu pendant toute la conférence nationale, consistant, selon Afize Adamon, à privilégier «toujours l'explication, la discussion aux votes qui...ne pouvaient être que mécaniques» (Adamon, 2018, p. 143). La même force a également régné pendant toute la période de transition en 1991, permettant, par exemple, à l'organe législatif de transition de ne «recourir à un vote qu'une seule fois» (Adamon, 2018, p. 143) pendant tout une année de sessions parlementaires. Pour Afize Adamon, le

-
1. Le préambule de la constitution a clairement réaffirmé l'attachement aux principes de la démocratie et des droits de l'homme et surtout la «détermination... de créer un Etat de droit et de démocratie pluraliste, dans lequel les droits fondamentaux de l'Homme, les libertés publiques, la dignité de la personne humaine et la justice sont garantis, protégés et promus comme la condition nécessaire au développement véritable et harmonieux de chaque Béninois tant dans sa dimension temporelle, culturelle, que spirituelle».
 2. Ce rejet a été exprimé dans le préambule de la constitution sous la forme d'une «...opposition fondamentale à tout régime politique fondé sur l'arbitraire, la dictature, l'injustice, la corruption, la concussion, le régionalisme, le népotisme, la confiscation du pouvoir et le pouvoir personnel».

principal facteur¹ de succès de la démocratie béninoise repose sur l'existence d'un «régime politique de consensus national» (Adamon, 2018, p. 142).

Au Bénin, le consensus national n'est pas un simple mot de la rhétorique politique. Il a été érigé en principe à valeur constitutionnelle, consacré par la haute juridiction constitutionnelle du pays dans sa célèbre décision du 8 juillet 2006. Cette décision illustre l'état d'esprit qui prévaut depuis 1990 dans le pays à propos des acquis démocratiques. Un état d'esprit qui a eu également son effet sur le maintien des militaires dans les casernes. Les éléments du consensus, comprenant notamment le rejet de la dictature, intègrent aussi le rejet d'un régime militaire synonyme pour les Béninois d'autocratie. Du lendemain de la conférence nationale jusqu'à un passé récent, l'esprit de consensus était encore si fort qu'il ne pouvait que créer des conditions d'éclosion des réformes du secteur de la défense en faveur d'une armée républicaine et professionnelle. Il a servi, par conséquent, de rempart à toute remise en cause du nouveau démocratique par l'armée. Ici, l'idée est que la force du consensus est telle qu'un putsch déclencherait au minimum une désapprobation sociale aussi forte que celle qui a provoqué la chute du régime révolutionnaire en 1989. Quelque coup de force engagé dans cette ferveur démocratique n'aura pas beaucoup de chance de prospérer. L'activisme prétorien des militaires béninois est donc, en partie, inhibé pendant le nouveau démocratique par la mobilisation sociale en faveur de la démocratie.

Si la démocratie est l'un des principaux supports de la fin de l'activisme prétorien de l'armée béninoise, sa dégradation constituerait, par voie de conséquence, une grave menace au maintien de la neutralité républicaine des militaires. Cette dégradation s'est notamment accélérée pendant les deux dernières décennies. Aujourd'hui, elle a atteint un point culminant susceptible de saper les fondements de l'édifice démocratique auquel les militaires ont voué jusqu'à présent un puissant attachement républicain.

La baisse de la qualité de la démocratie béninoise a toujours fait l'objet d'une littérature abondante. Cinq ans après l'avènement du nouveau démocratique, Banégas relevait déjà «la reproduction des pratiques du passé (népotisme, clientélisme, régionalisme)...» (1995, p. 2) voire la «marchandisation du vote», montrant en fait que ce nouveau politique a «tout changé pour que rien ne change» (Banégas, 1995, p. 2). Cela engendra une série de «désillusions et de désenchantement» (Vittin, 2004, p. 7) qui permirent à Vittin, au lendemain de la troisième présidentielle du nouveau démocratique (2001), de mettre en lumière, lui aussi, le côté cour de la démocratie béninoise à travers un certain nombre de pratiques dont notamment : «l'inflation des partis et le marchandage politique» (Vittin, 2004, p. 5), le «grenouillage des hommes politiques béninois», la «politique alimentaire» qui transforme le nouveau démocratique en un «renouveau démagogique, réceptacle d'opportunistes et d'usurpateurs bourgeois» (Vittin, 2004, p. 6).

Ces pratiques, dénoncées il y a une vingtaine d'années, n'ont pas véritablement disparu. Au contraire, leur persistance, corrélée à l'apparition de nouvelles conduites politiques ont progressivement contribué à frelater la substance de l'expérience démocratique béninoise. Ces dernières années, le rang du Bénin s'est dégradé dans plusieurs classements sur la démocratie et certains de ses principes majeurs tels que la liberté de la presse. Notamment, sur l'indice établi chaque année par l'Economist Intelligence Unit pour évaluer la démocratie des pays dans le monde, le Bénin, ces quinze dernières années, est passé d'une démocratie

1. L'autre facteur important qu'il a cité, c'est «le soutien actif des démocraties occidentales aux premiers rangs desquelles on peut citer la France, l'Allemagne, les Etats-Unis, le Canada et la Suisse» (Adamon, 2018, p. 144).

imparfaite à une démocratie hybride¹. On note que, sur les seize dernières années, le pays est passé du sixième rang au vingt-unième en Afrique, soit environ un recul de rang chaque année. Au titre des faits emblématiques à l'origine de recul persistant, on cite souvent les restrictions des droits fondamentaux des citoyens comme le droit de grève. Depuis 2018, ce dernier est fortement restreint. La liste des personnels de l'administration publique interdits de grève s'est élargie aux agents du secteur de la santé². La grève de solidarité est interdite (Article 2 [nouveau] de la loi n°2018-34 du 05 octobre 2018 modifiant et complétant la loi n°2001-09 du 21 juin 2002 portant exercice du droit de grève en République du Bénin). Pour tous les autres corps, la durée de la grève est limitée à dix jours par an, soit deux jours au plus par mois et sept jours au plus par semestre (Article 13 [nouveau] de la loi n°2018-34). La violation des dispositions encadrant le droit de grève expose les contrevenants à la sanction suprême : la révocation ou le licenciement de plein droit (Article 11 [nouveau] de la loi n°2018-34). Dans un pays où l'activisme syndical a pesé de son poids dans le mouvement social revendicatif contre l'oppression du régime militaire et pour l'avènement de la démocratie béninoise, de telles mesures sont ressenties comme un recul.

Comme le reconnaît un document de la délégation de l'Union européenne au Bénin, «la liberté d'expression s'est aussi dégradée, notamment sur les réseaux sociaux : de nombreux blogueurs et web-activistes ayant été arrêtés sur base du code du numérique adopté en juin 2020 et poursuivis par la cour de répression des infractions économiques et du terrorisme (CRIET) qui s'est vu attribuer une compétence de juridiction sur les délits d'opinion commis avec des moyens de communication électronique» (Feuille de route pour l'engagement de l'UE avec la société civile au Bénin pour la période 2021-2023, DUE, 25 juin 2021, p. 2.). Après avoir été condamné à plusieurs reprises, le Bénin s'est retiré en avril 2020 du protocole de la cour africaine des droits de l'Homme et des peuples (CADHP), privant ainsi les citoyens et les organisations de la société civile de saisir directement la CADHP en cas de violations de leurs droits et pour leurs demandes de réparation.

Pendant longtemps, les processus électoraux étaient marqués par la marchandisation et la régionalisation du vote. Aujourd'hui, ils sont progressivement devenus peu compétitifs. En effet, ils sont marqués par l'exclusion des forces de l'opposition : législatives d'avril 2019, les communales de mai 2020 et la présidentielle d'avril 2021. «Cette dynamique a été suivie d'arrestations brutales de plusieurs dirigeants politiques sur des accusations douteuses qui suggèrent une répression continue des voix autonomes» (Rapport de l'IDEA, cité par La Nouvelle Tribune, 23 novembre 2021), écrit l'institut international pour la

1. L'indice de démocratie est calculé sur la base de cinq critères (le processus électoral et pluralisme, les libertés civiles, le fonctionnement du gouvernement, la participation politique, et la culture politique) décliné en 60 indicateurs. Le régime de «démocratie imparfaite» concerne les Etats où les élections sont transparentes et libres et les libertés fondamentales sont reconnues mais il est confronté à quelques violations des droits de l'homme, des restrictions de la liberté de la presse, des droits de l'opposition. Le régime «hybride» concerne les Etats où les élections ne sont pas libres et transparentes. Cet Etat a des défauts plus graves qu'une démocratie imparfaite en termes de corruption généralisée, de musellement de la presse, de l'opposition et de contrôle systématique du secteur de la justice. Pour une meilleure connaissance de la méthodologie, voir Democracy Index 2015, 2016.
2. Les magistrats ont failli être sur cette liste de personnels à qui l'exercice du droit de grève est interdit. Les gouvernements de Boni Yayi (2006-2016) et de Patrice Talon (depuis 2016) ont fait la proposition de retirer la grève aux magistrats. Après plusieurs rebondissements, une dernière décision de la cour constitutionnelle (Décision DCC 18-001 du 18 janvier 2018) a jugé la suppression du droit de grève des magistrats contraire à la constitution.

démocratie et l'assistance électorale (IDEA)¹ dans un rapport sur l'état de la démocratie en 2021. Il conclut à une «autocratisation de l'Etat au Bénin [...] susceptible de contribuer à l'instabilité politique et sociale du pays» (Rapport de l'IDEA, cité par *La Nouvelle Tribune*, 23 novembre 2021).

Ces seize dernières années, la situation de la liberté de la presse s'est fortement tassée avec la baisse des productions d'investigations et une absence de critique des gestionnaires publics. Après avoir été le peloton de tête dans les années 2000, le Bénin est sorti du top 10 de la liberté de la presse à partir de 2011 et n'y est plus jamais retourné depuis lors. A partir de 2011, sa situation de la liberté de la presse est jugée «problématique» et s'est même encore dégradée en 2020 en atteignant le niveau «difficile», caractérisé par un contexte de fortes pressions sur les médias proches de l'opposition (voir le site de RSF), l'absence de critiques vis-à-vis du gouvernement afin d'éviter «une fermeture par la HAAC»² et pour appâter les «contrats dits de partenariat» qui les obligent à suivre les «angles» (voir le site de RSF) privilégiés par le gouvernement. Le rapport sur la situation des droits de l'homme au Bénin publié en 2020 par le département d'Etat américain déplore également la même situation (Rapports nationaux sur les pratiques en matière de droits de l'homme pour 2020, p. 11).

6. Conclusion

La républicanisation d'une armée confrontée, pendant longtemps, au prétorianisme, implique la prise en compte de plusieurs dimensions : politique, technique, économique-financière... Le présent article s'est appuyé sur la dimension politique marquée par l'appropriation du principe du contrôle civil de l'armée. Ce choix résulte de l'option privilégiée par le Bénin dans sa réforme des forces armées débutée en 1990 parallèlement aux réformes politiques et institutionnelles exigées par le nouveau démocratique. Pour un pays, agité par une instabilité politique chronique entre 1960 et 1972 lui valant le surnom d'*enfant malade de l'Afrique* et qui a enduré une dictature militaire répressive et ruineuse, le fait de privilégier la dimension politique de la républicanisation est un choix de raison. Il se justifie notamment par le souvenir des séquelles laissées par la dictature militaire et le ras-le-bol de toute une nation qui a crié à la conférence nationale de février 1990 : «plus jamais ça !».

La dimension politique est soutenue par l'avènement du nouveau démocratique qui, en introduisant un profond changement politique et institutionnel, a également exigé de l'armée une profonde mutation. Cette mutation ne fut pas une aventure fortuite mais un processus réfléchi et structuré sur des stratégies de maintien de l'armée dans les casernes. Ces diverses stratégies de maintien des militaires dans les casernes ont manifestement montré leur efficacité en empêchant les militaires de revenir en politique : en trente ans de nouveau démocratique, aucune *alternance par le putsch* synonyme d'une remise en question du principe de la suprématie des civils sur les militaires n'a été enregistrée. Mais

-
1. IDEA est une organisation intergouvernementale fondée en 1995 et regroupant 34 Etats membres.
 2. La Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication est l'organe constitutionnel de régulation du secteur des médias. Elle est souvent accusée de connivence avec le gouvernement. Le rapport sur la situation des droits de l'homme, produit par le département d'Etat en 2020 la qualifie de «commission quasi-gouvernementale». Elle a fermé une demi-douzaine de médias proches de l'opposition (radio Soleil FM, *La Nouvelle Tribune*, Sikka TV) et «bien qu'un arrêt de la Cour d'appel rendu le 15 mai 2019 a fait injonction à la HAAC de procéder à la réouverture immédiate de ce journal sous peine d'astreinte combinatoire de 500 000F par jour de résistance, le tabloïd *La Nouvelle Tribune* est toujours suspendu» (OSIWA, 2020, p. 15).

est-ce pour autant que ces stratégies sont infaillibles et que le Bénin est définitivement à l'abri de putsch? Comme la plupart des officiers rencontrés dans le cadre de ce travail de recherche l'ont défendu, les militaires béninois sont techniquement capables de réussir un coup d'Etat dans leur pays. Pis, ils ne manquent pas de motifs pour engager une telle entreprise. On se souvient que la dégradation de la gouvernance publique dans le pays, marquée par un recul tendancieux de la démocratie, une réduction de l'espace civique, une corruption généralisée, une détérioration de la qualité de la vie y compris dans les casernes, a été le seul motif cité par les militaires en 1990, au moment de leur engagement à retourner dans les casernes, et qui est susceptible de les faire revenir au-devant de la scène politique. En effet, à la fin de leur document de contribution à la conférence nationale de février 1990, les militaires ont lancé: «d'ores et déjà, les forces armées sont prêtes à retourner dans leurs casernes tout en espérant que le jeu démocratique futur qui résultera de cette conférence s'animera dans la transparence, la probité et la sauvegarde de l'unité nationale». Cette mise en garde qui soutient leur vœu perpétuel de séjour dans les casernes, prononcé par les militaires en 1990, est conditionnée à la préservation du jeu démocratique, à l'utilisation transparente et rigoureuse des ressources publiques et au maintien de l'unité nationale. Or sur ces différents points, le Bénin n'entretient pas encore d'acquis permanents. L'intérêt de le savoir devrait pousser le pays à y observer une veille permanente.

Abstract. After gaining independence in 1960, Benin faced chronic political instability marked by several military coups (from 1963 to 1972) and a military-Marxist regime (1972-1990), synonymous with the confiscation of fundamental freedoms, the reduction of civic space, financial scandals, and economic setbacks, etc. Since the national conference of February 1990, which marked the beginning of a democratic renewal era, the country has embarked on a series of institutional reforms on the military front, which have allowed it, over the past thirty years, to experience stable democracy without military coups and without military intervention in political life. How did the former "sick child of Africa" manage to achieve this challenge? This article explores the strategies that have enabled the country to transition from a praetorian force to a republican army and questions the solidity of a model that stands out in a sub-Saharan Africa still grappling with praetorian activism.

Keywords: Benin, democratic renewal, republicanization, civilian control of the army, coups d'état

Rezumat. După obținerea independenței în 1960, Beninul s-a confruntat cu o instabilitate politică cronică, în urma mai multor lovituri de stat (între 1963 și 1972) și a unui regim militar-marxist (1972-1990), caracterizat prin confiscarea libertăților fundamentale, reducerea spațiului civic, scandaluri financiare și regresie economice etc. După conferința națională din februarie 1990 s-a trecut la o nouă eră, de reînnoire democratică: țara s-a angajat într-o serie de reforme instituționale în plan militar care i-au permis, în ultimii treizeci de ani, să parcurgă o experiență democratică stabilă, fără lovituri de stat și fără intervenții militare în viața politică. Cum poate fi explicat faptul că acest „copil bolnav al Africii” a reușit această provocare? Articolul de față explorează strategiile care au permis Beninului să treacă de la o forță pretoriană la o armată republicană și investighează soliditatea unui model care constituie o excepție într-o regiune africană care e încă prada unui activism pretorian.

Cuvinte-cheie: Benin, reînnoire democratică, republicanizare, control civil al armatei, lovituri de stat

Références

Ouvrages et autres publications

- Aivo, F. J. (2014). *La constitution du 11 décembre 1990. Un modèle pour l'Afrique ? Mélanges en l'honneur de Maurice Ahanhanzo-Glèlè*, L'Harmattan.
- Adamon, A. (1995). *Le renouveau démocratique au Bénin, La conférence nationale des forces vives et la période révolutionnaire*, Paris, L'Harmattan.
- Adamon, A.D. (2018). *Le renouveau démocratique au Bénin. La conférence nationale des forces vives et la période de transition*, L'Harmattan, Coll. Points de vue concrets, édition de 2018, p. 143.
- Adjovi, E. V. (2003). Liberté de la presse et «affairisme» médiatique au Bénin. *Politique africaine*, n° 92.
- Ahanhanzo-Glèlè, M. (1969). *Naissance d'un Etat noir. L'évolution politique et constitutionnelle du Dahomey, de la colonisation à nos jours*. Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, Paris.
- Aïvo, J. (2013). *La cour constitutionnelle du Bénin, in Annuaire béninois de justice constitutionnelle. Dossier spécial 21 ans de jurisprudence de la cour constitutionnelle du Bénin (1991-2012)*, Presses universitaires du Bénin, Cotonou.
- Akindès, A. S. (2016). *Essai d'histoire du temps présent au Bénin postcolonial, Tome 1 : 1946-1972, De l'instabilité au marxisme-léninisme*. Star Editions, Cotonou.
- Akindès, A. S. (2017). *Essai d'histoire du temps présent au Bénin postcolonial, Tome 2 : 1972-1990, L'équipée révolutionnaire*. Star Editions, Cotonou.
- Amoussou, F. (2013). *Vaincre l'insécurité en Afrique. Défis et stratégies*. Economica.
- Asso, B. (1976). *Le chef d'Etat africain, l'expérience des Etats africains de succession française*. Albatros, Paris.
- Augé, A. (2020). *Le Bénin et le maintien de la paix : de la contribution aux OP à la construction des capacités endogènes, in Evolutions et défis du maintien de la paix, Recueil de 20 publications de l'Observatoire Boutros-Ghali (2017-2020)*.
- Badet, G. (2013). *Les attributions originales de la cour constitutionnelle*, Cotonou, Fondation Friedrich Ebert.
- Banégas, R. (2003). *La démocratie à pas de caméléon, Transition et imaginaires politiques au Bénin*, Karthala, Paris.
- Bayart, J-J. (1996). *L'Etat en Afrique. La politique du ventre*. Fayard.
- Bayart, J-J. (1996). L'historicité de l'Etat importé. *Les Cahiers du CERI*, n° 15.
- Bénin (2016). «Evaluation du système national d'intégrité, Rapport (résumé & plan d'action)», Transparency International, Cotonou.
- Bisarya, S., Choudhry, S. (2021). La réforme du secteur de la sécurité dans les contextes de transition constitutionnelle, Document d'orientation n° 23, IDEA International & The Center for Constitutional Transitions, Stockholm.
- Blundo, G., de Sardan, J.-P. O. (2001). La corruption quotidienne en Afrique de l'Ouest. *Politique africaine*, n° 83, Editions Karthala.
- Boene, B. (1992). *L'Etat importé. Essai sur l'occidentalisation de l'ordre politique*. Fayard. Paris.
- Boulaga, F. E. (1993). *Les Conférences nationales en Afrique noire, une affaire à suivre*, Karthala, Paris.
- Burdeau, G. (1956). La démocratie, Essai synthétique, Bruxelles, Office de Publicité.
- Chabot, J-L., Pallard H. (1999). *Etat de droit, droits fondamentaux et diversité culturelle*. L'Harmattan. Paris.
- Cohen, S. (2008). Le pouvoir politique et l'armée. *Pouvoirs*, n° 125. Source : <https://www.cairn.info/revue-pouvoirs-2008-2-page-19.htm>
- Democracy Index 2015. Democracy in an age of anxiety, The Economist Intelligence Unit, 2016. Source : <https://www.yabiladi.com/img/content/EIU-Democracy-Index-2015.pdf>

- Dossou, R. (2020). *L'audace, la vérité et l'espérance. La Conférence Nationale : ce que j'en ai dit en trente ans*. Editions Ruisseaux d'Afrique, Cotonou.
- Dubar, C., Tripiet, P. (1998). *Sociologie des professions*. Armand Colin, Paris.
- Fall, I. M. (2011). «Une étude comparative de la contribution des commissions électorales au renforcement de la démocratie».
- Eboussi Boulaga, F. (1994). *Les Conférences nationales en Afrique noire, une affaire à suivre*, Paris, Karthala.
- Fondation Konrad Adenauer (2009). Commentaire de la Constitution béninoise du 11 décembre 1990 : Esprit, lettre, interprétation et pratique de la Constitution par le Bénin et ses institutions, Cotonou.
- Frère, M.-S. (2000). *Presse et démocratie en Afrique francophone. Les mots et les maux de la transition au Bénin et au Niger*, Karthala, Paris.
- Gandaho, J. (1997). *Le renouveau démocratique au Bénin ou la révolution négociée : analyse d'une transition démocratique en Afrique noire, GEMDEV, Les avatars de l'Etat en Afrique*, Karthala.
- Gnamou, D. (2013). «La cour constitutionnelle en fait-elle trop?». *Revue béninoise des sciences juridiques et administratives*.
- Godin, F. (1986). *Bénin 1972-1982, La logique de l'Etat africain*. L'Harmattan. Paris.
- Gonidec, P.-F. (1974). *Les systèmes politiques africains, 2ème partie : les réalités du pouvoir*. LGDJ, Paris.
- Joseph, O. (1985). *Droit constitutionnel et régimes politiques africains*. Berger-Levrault, Paris.
- Laleye, M. (2018). *La cour constitutionnelle et le peuple au Bénin. D'un juge constitutionnel institué à un procureur suzerain*, L'Harmattan.
- Lavroff, D. (1976). *Les systèmes constitutionnels en Afrique noire*, Pedone, Paris.
- La Nouvelle Tribune* du 23 novembre 2021. Source : <https://lanouvelletribune.info/2021/11/le-benin-le-togo-et-le-niger-parmi-les-pays-a-regime-hybride-selon-un-rapport/>
- Le Breton, D. (2004). *L'interactionnisme symbolique*. PUF, Paris.
- Le site de RSF : <https://rsf.org/fr/pays-b%C3%A9nin>
- Martin, M. (1976). *La militarisation des systèmes politiques africains : 1960-1972, une tentative d'interprétation*. Naaman, Sherbrooke.
- Ministère chargé des relations avec les institutions (2007). Les actes du séminaire national sur le recentrage du concept de société civile au Bénin, Cotonou.
- Médé, N. (2020). *Bénin : constitution et documents politiques*. L'Harmattan, Dakar.
- Morissette, J. (2011). Vers un cadre d'analyse interactionniste des pratiques professionnelles. *Recherches qualitatives*, 30(1).
- Nay, O. (2016). *Histoire des idées politiques. La pensée politique occidentale de l'Antiquité à nos jours*. Armand Colin, Paris.
- N'Dah Sékou, L. (2021). Les réformes dans les forces armées béninoises : défis et perspectives de la loi n° 2020-19 du 03 juillet 2020, Ecole nationale supérieure des armées.
- Noudjènoumè, P. (1993). *La démocratie béninoise. Bilan et perspectives*, L'Harmattan, Paris.
- Osiwa (2020). Rapport sur l'état de la liberté de la presse au Bénin (janvier-décembre 2020). MFWA & ODEM.
- Rapports nationaux sur les pratiques en matière de droits de l'homme pour 2020, Département d'Etat des Etats-Unis, Bureau de la démocratie, des droits de l'homme et du travail, p. 11.
- Raynal, J. J. (1994). «Les conférences nationales en Afrique : au-delà du mythe, la démocratie ?». *Recueil Penant*, n° 816.
- Salas, D. (1998). *Le tiers pouvoir. Vers une autre justice*, Hachette, Paris.
- (de) Tocqueville, A. (1999). *De la démocratie en Amérique*, tome 1, Flammarion, Paris.
- (de) Tocqueville, A. (1993). *De la démocratie en Amérique*, tome 2, Flammarion, Paris.
- Vittin, T. (2004). «Le caméléon et le technocrate. Paradoxes et ambiguïtés des élections présidentielles au Bénin», In *Côté jardin, côté cour : Anthropologie de la maison africaine*, Genève, Graduate Institute Publications.

Textes législatifs et réglementaires

Constitution du Bénin du 11 décembre 1990, modifiée par la loi n° 2019-40 du 07 novembre 2019.

Constitution du Mali du 25 février 1992.

Constitution du Togo du 14 octobre 1992.

Décret n°90-99 du 11 juin 1990 portant admission à la retraite du Général de Brigade Chaad Mathieu Kérékou Chabi des Forces Armées du Bénin.

Loi n°90-015 du 18 juin 1990 portant abrogation de l'ordonnance n°77-14 du 25 mars 1977 portant création des forces armées populaires du Bénin.

Loi n°90-016 du 18 juin 1990 portant création des forces armées béninoises.

Loi n°2018-34 du 05 octobre 2018 modifiant et complétant la loi n°2001-09 du 21 juin 2002 portant exercice du droit de grève en République du Bénin.

Loi n°2020-15 du 03 juillet 2020 modifiant et complétant la Loi n°90-016 du 18 juin 1990 portant création des forces armées béninoises.

Ordonnance n°74-68 du 18 novembre 1974 portant création, attribution, composition, organisation et fonctionnement du Conseil National de la Révolution.

Règlement intérieur de l'Assemblée nationale du Bénin.

Un continent et son histoire. Les tendances actuelles de l'historiographie en Afrique de l'Ouest

*Simona Corlan-Ioan*¹

Résumé : L'historiographie africaine est encore jeune, mais riche et variée et son identité est bien précisée. Face à la diversité, l'analyse proposée est limitée aux discours historiographiques en langue française produits dans les milieux académiques ouest-africains. Son objectif est de revenir sur certains problèmes auxquels les historiens africains sont actuellement confrontés, afin de mieux comprendre et révéler leurs préoccupations particulières, ainsi que les efforts qu'ils déploient pour placer leurs recherches dans les cadres thématiques et paradigmatiques contemporains en sciences sociales. Certains thèmes sont encore récurrents, d'autres sont nouveaux répondant aux préoccupations de notre monde globalisé. L'écriture de l'histoire par les africains pour les africains s'est avérée compliquée non seulement à cause des problèmes épistémologiques qui surgissaient inévitablement. En Afrique, l'histoire est appelée à justifier et expliquer le présent et invitée à devenir la clé de l'avenir et, dans ce contexte, l'historien est obligé de prendre sa place et d'assumer ses responsabilités face à la société, étant en même temps tiraillé entre les impératifs politiques et scientifiques.

Mots-clés : historiographie, sources historiques, identité, discours publics

1. Introduction

Au début du XXI^e siècle, un succinct passage en revue des plus récents ouvrages publiés dans les milieux académiques africains et occidentaux démontrent que l'écriture académique de l'histoire de l'Afrique a atteint le temps de la maturité. Un corps professionnel a été créé, au fil des années, après l'indépendance et la création des Etats nationaux, sous l'impératif de la nécessité de sauvegarder le patrimoine, les sources et les utiliser pour que le passé ne reste pas livré aux imaginaires des voyageurs et romanciers. L'histoire est devenue très importante pour les nouveaux Etats nationaux et pour leurs dirigeants politiques. Et le progrès rapide des historiographies nationales démontre une implication du pouvoir qui s'appuie sur le passé pour renforcer son unité. L'histoire et la mémoire ont fourni les arguments dont les nouvelles constructions politiques avaient besoin pour légitimer les valeurs

1. Institut d'Etudes Africaines, Université de Bucarest ; E-mail : simonacorlan1@yahoo.com

et les normes nationales, renforcer les liens affectifs avec la nation, stabiliser les structures étatiques et pour soutenir le processus de modernisation¹.

Les nouveaux impératifs politiques et identitaires ont conduit les historiens à traiter principalement les sujets propres à l'histoire du continent africain. Le déficit d'information accumulé pendant la période coloniale a posé (et pose encore) de sérieux problèmes dans le processus de documentation et de sélection des sources. En même temps, la manière d'utiliser les informations est devenue une importante provocation devant ceux qui se sont engagés dans ce processus. Un nouveau corpus conceptuel et méthodologique a été constitué et la démarche épistémologique adaptée.

Les historiographies en anglais sont plus nombreuses que celles de langue française, en les devançant avec plus d'une génération, mais leurs productions scientifiques, au-delà des différences linguistiques, sont autant riches que diversifiées et leur valeur est incontestable. Des centres de recherche sur l'Afrique ont été créés dans les universités occidentales et les résultats du travail des premières générations d'«africanistes» et les lectures croisées des événements qui ont fait l'histoire du continent ont changé les perspectives coloniales. Les disputes sur la hiérarchie des sources sont bien dépassées et seulement la complexité des méthodes d'investigation pourrait encore provoquer des controverses. C'est contre la conception occidentale sur les différentes périodes de l'histoire de l'Afrique et les types de concepts qui peuvent être utilisés dans les analyses que luttent encore les historiens africains, même si toute une série d'objectifs et d'options méthodologiques se sont constitués en éléments de liaison entre ceux-ci et les historiens «africanistes» des universités et des centres de recherche d'Europe et des Etats-Unis d'Amérique².

L'objectif de cette analyse n'est pas de résumer le parcours sur la base chronologique de l'histoire de l'historiographie africaine en évoquant les ruptures et les mutations épistémologiques. L'intention est de revenir sur certains problèmes auxquels les historiens africains sont actuellement confrontés afin de mieux comprendre et révéler leurs préoccupations particulières et les efforts de placer leurs recherches dans les cadres thématiques et paradigmatiques contemporains en sciences sociales.

1. Certains Etats adoptèrent alors les noms des anciens empires, même si les similitudes géographiques étaient relatives. La Fédération du Mali, créée en 1959 à la suite de l'union du Sénégal et du Soudan, ainsi nommée sur l'insistance de Léopold Sédar Senghor, était présentée par ses artisans comme : «...la résurrection du glorieux Empire du même nom qui, du XIIIe au XVe siècle, domina une grande partie de la savane Soudano-sahélienne depuis Gao jusqu'à la forêt méridionale. Cet empire puissant, en relation avec le monde extérieur, est le symbole de l'épanouissement de la civilisation africaine à un moment important de son histoire.» (Sékéné Mody Cissoko, 2005, p. 90).
2. Catherine Coquery Vidrovitch offre en résumé la perspective complète sur la condition des historiens et le statut de l'historiographie africaine dans le monde actuel : «Aujourd'hui, on peut parler d'une tendance générale à la réappropriation de l'histoire, ou plutôt de l'écriture de l'histoire. Non que cette écriture soit nécessairement différente au fond : compte tenu de la circulation accrue des chercheurs, surtout dans les nouvelles générations, un certain nombre d'historiens africains internationaux ne se pensent pas eux-mêmes différents (pas plus que leurs partenaires étrangers), et ne pensent pas non plus que leur histoire est d'une essence différente des autres. Mais ils se la réapproprient dans la mesure où ils n'ont plus besoin des autres ou du regard des autres pour l'écrire. Ils savent désormais qu'ils sont les plus nombreux et souvent au moins autant, sinon davantage, compétents. Ils entendent donc l'écrire à leur façon ; ils apprécient de pouvoir discuter entre eux de leur histoire, à l'occasion de rencontres interafricaines de plus en plus fréquentes à Dakar, Ouagadougou, Lomé ou Ibadan, Nairobi ou Addis Abeba. Ils demeurent, pour la plupart, à la fois accueillants mais néanmoins méfiants : il n'est plus question d'accepter le regard paternaliste hérité de la période coloniale.» (*Revue Tiers Monde*, n° 216, 2013/4, p. 123)

Grâce à l'opportunité d'une connaissance directe, je me suis proposée de limiter cette analyse aux discours historiographiques en langue française produits dans les milieux académiques ouest-africains. La mission diplomatique que j'ai accomplie pendant cinq années à Dakar (2006-2011) m'a offert la possibilité de voyager dans plusieurs pays de l'Afrique de l'Ouest et de connaître des personnalités intellectuelles qui ont marqué par leurs contributions les milieux scientifiques, universitaires et culturels de la région. Mon intérêt particulier pour les sciences sociales et surtout pour l'historiographie était matérialisé à l'époque par plusieurs heures passées dans les bibliothèques en consultant des thèses de doctorat, des livres et des revues publiés par des maisons d'édition qui ont une très restreinte diffusion dans l'espace académique occidental. L'intérêt n'a pas diminué avec la fin des missions diplomatiques sur le continent. Depuis 2017 et la création de l'Institut Interdisciplinaire d'Etudes Africaines à l'Université de Bucarest, une véritable coopération scientifique a été tissée, l'opportunité pour moi de revenir plusieurs fois au cours des missions universitaires en Afrique de l'Ouest. Dans le cursus universitaire des étudiants en histoire, j'ai également intégré des cours magistraux sur l'histoire de l'historiographie africaine en langue française.

2. Histoire écrite par les Africains et pour les Africains

L'impératif de l'écriture de l'histoire nationale, régionale ou continentale par les africains et pour les africains comme une alternative à la manière occidentale dont elles ont été abordées, plus proche de la vérité des faits passés, étant le résultat d'un regard de l'intérieur sur les sociétés traditionnelles, sur la période coloniale, sur la constitution des Etats, des aires culturelles et économiques, s'est imposé peu à peu dans les milieux académiques en Afrique pendant la période postindépendance. Les années suivant la naissance des Etats nationaux, les historiens groupés dans les écoles de Dakar (le Sénégal), Ibadan (le Nigéria) et Dar es Salam (la Tanzanie) qui sont devenues au cours des dernières décennies du XXe siècle des prestigieux centres autonomes d'enseignement et de recherche, ont imposé une historiographie au service des nouvelles constructions identitaires. Les étudiants, formés dans l'esprit du décryptage et de la transmission des informations sur l'histoire du continent dans la perspective africaine et pour les Africains, sont devenus des professeurs dans l'enseignement primaire et secondaire et ils ont enseigné dans cette manière aux générations nées après la déclaration de l'indépendance. Les rapports entre les deux mondes, celui occidental et celui africain, constituent à partir des découvertes et des récits des premiers voyageurs européens sur le continent, en passant par la période du commerce avec des esclaves, la colonisation et jusqu'aux récentes approches postcoloniales, continuent à se compliquer, les mémoires résiduelles jouant un rôle qui n'est pas négligeable. L'approche du passé colonial, y compris non seulement ses conséquences politiques, idéologiques, économiques, mais aussi culturelles et identitaires, est encore loin de trouver les formules scientifiques qui permettront d'aboutir le plus rapidement possible aux résultats et objectifs souhaités depuis des décennies.

La conférence tenue par le président de la France, Nicolas Sarkozy, à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, le 26 juillet 2007, a représenté le moment déclencheur d'une nouvelle étape dans les débats intellectuels et politiques dont on ressent les conséquences depuis quelques années. Elu à la fonction suprême seulement deux mois auparavant et pendant sa première visite sur le continent africain, le président Sarkozy a tenu un discours qui allait déclencher aussitôt des réactions d'indignation parmi les intellectuels africains et provoquer des réponses à caractère polémique. Considéré «humiliant et inacceptable», le discours de

Dakar dont l'auteur est Henri Guaino, le conseiller spécial du président (qui au cours de plusieurs interventions publiques a assumé point par point les affirmations du discours de Dakar) a remis au premier plan une rhétorique issue de l'héritage culturel où les dominantes étaient les imaginaires coloniaux représentant une Afrique incapable d'assumer son propre destin et de lutter contre un mal dont elle-même était, en grande partie, la responsable¹. La phrase qui a provoqué les plus véhémentes réactions – «Le drame de l'Afrique, c'est que l'homme africain n'est pas assez entré dans l'histoire»². – a remis en mémoire l'un des éléments de la complexe idéologie par laquelle le monde occidental avait justifié la colonisation : l'existence «des espaces sans histoire» puisqu'ils ne disposaient de documents écrits émis par des chancelleries, les seuls considérés crédibles dans le processus de recherche et de découverte du passé.

Le lieu où la conférence a été tenue a eu, par sa valeur symbolique, un rôle important dans ce qui allait suivre. L'Université de Dakar, la plus grande de l'Afrique de l'Ouest, porte le nom de Cheikh Anta Diop, un symbole du discours identitaire africain postcolonial, *lieu de mémoire* (dans le sens défini dans Pierre Nora, 1984) autant pour l'Etat national du Sénégal (qui l'a célébré cette année) que pour l'Afrique unie (M'Baké Diop, 2003). Toute son œuvre a été construite comme un plaidoyer en faveur de l'ancienneté des cultures africaines et comme une réponse avec des arguments dans des domaines divers scientifiques aux théories européennes formulées au cours du XIXe siècle. Les ouvrages du professeur et chercheur sénégalais ont offert dans la deuxième partie du siècle passé des arguments en faveur de la nécessité de la réécriture de l'histoire de l'Afrique, même plus ambitieusement, de l'histoire du monde, de l'histoire des sciences et de l'histoire des arts. La justification du caractère obligatoire de l'écriture de l'histoire de l'Afrique dans la perspective africaine, au-delà de la nécessité d'y rétablir la vérité, était argumentée aussi par le besoin de tourner les pages de l'histoire récente pour pouvoir entrer dans un nouveau temps, celui de la *Renaissance africaine* (Cheikh Anta Diop, 1948). La continuité historique devenait ainsi l'argument dans une perspective optimiste sur le futur proche. Les thèmes (pour les détails voir : Fauvelle 1996) traités par Cheikh Anta Diop ont ouvert plusieurs axes de recherche encore insuffisamment exploités dans les milieux scientifiques, mais qui ont été revistés et investis avec de nouveaux sens dans les premières décennies du XXIe siècle, offrant plusieurs arguments sur lesquels on pouvait élaborer les bases de la nouvelle construction identitaire culturelle africaine argumentée d'une manière cohérente. Le concept d'*identité culturelle africaine* a été défini par Cheikh Anta Diop dans le livre *Nation nègre et culture* (1954) comme étant, dans le cas idéal, une construction à partir de trois facteurs essentiels – l'histoire, la langue et la psychologie – et il est devenu l'un des fondements de l'actuelle vision politique pan-africaine.

Au-delà du caractère offensant, de l'irritation produite, des réactions en chaîne des intellectuels africains et européens des excuses présentées par les hommes politiques, les affirmations du président Sarkozy ont offert aux historiens l'occasion de mesurer l'ampleur des stéréotypes compris encore dans les analyses sur le passé du continent africain. Plusieurs volumes regroupant des textes signés par des spécialistes en histoire, anthropologie, sociologie, sciences politiques et linguistique des universités et des instituts de recherche de l'Afrique et d'Europe, sous la coordination des personnalités reconnues dans les milieux académiques, ont été publiés au cours de l'année 2008. Les thèmes abordés se sont répétés, mais sans être traités de la même manière, tandis que les arguments utilisés dans chaque ouvrage furent encore

1. <http://info.France3fr./France/34916821-fr.php>

2. <http://www.elysee.fr/elysee/root/bank/print/79184.htm>

plus sophistiqués. Quelques citations du discours du président, chaque fois le même, ont constitué le point de départ pour les analyses, rappelant autant à tout le monde scientifique qu'à l'opinion publique intéressé aux problèmes du continent africain, les sujets encore sensibles par leur actualité. Les thèmes abordés ont été les aires culturelles et les formations politiques précoloniales, les traumatismes subis par les peuples de l'Afrique pendant les périodes de l'esclavage et du colonialisme, les culpabilités et les responsabilités, les nouvelles provocations auxquelles ils doivent faire face. L'histoire de l'Afrique, des civilisations africaines, les multiples identités, le panafricanisme, les approches afrocentristes et afro-pessimistes ont engendré des débats d'une impressionnante force académique attirant l'attention sur les perspectives différentes de rapport aux problèmes auxquels sont confrontés les Etats africains, et sur le rôle qu'un continent en émergence jouerait dans le monde globalisé du XXI^{ème} siècle.

Les intellectuels africains ont évoqué tout au long du XX^{ème} siècle pendant les débats publics en Afrique et en Occident les droits d'écrire leur propre histoire pour faire connaître les points de vue africains. La manière avec laquelle l'histoire a été évoquée dans le discours de Dakar a été interprétée par les spécialistes des études africaines du monde entier comme étant tendancieuse, démontrant que les travaux scientifiques étaient ignorés ou mal assimilés¹. Les réminiscences d'une période historiographique militant sont aussi encore perceptibles dans les sujets choisis et dans les manières de les traiter dans certains des textes publiés dans les volumes qui sont devenus des nouvelles leçons d'histoire africaines² et qui peuvent être inclus dans le paradigme de la *Renaissance africaine*. Une autre chose importante à souligner est la volonté de certains historiens d'intervenir là où il existe encore des lacunes dans la recherche. C'est le cas des articles interdisciplinaires rassemblés dans le volume sous la direction de l'historienne malienne Adame Ba Konaré. Dans ce livre, Doulaye Konaté propose comme nouveau modèle d'analyse des réalités africaines «le paradigme de l'opposition tradition/modernité», les types d'approche d'Ibrahima Thioub sur l'esclavage et les traites en Afrique occidentale ou de Kinvi Logossah sur la responsabilité africaine aux origines de la traite négrière transatlantique sont à bien des égards innovants. Les exemples sont nombreux et ils représentent souvent les résultats de documentation et de recherche des écoles historiques africaines qui ont piloté des projets scientifiques interdisciplinaires internationaux.

Les écoles historiques africaines comptent en ce moment parmi les meilleures. Certaines d'entre elles tentent de récupérer les déficits accumulés en choisissant de se lancer dans l'écriture des histoires nationales, régionales, thématiques ou pan- africaines. D'autres abordent des sujets encore insuffisamment traités. Les études relèvent des quelques grandes catégories qui respectent en bonne partie la périodisation occidentale : l'histoire africaine ancienne et l'histoire de grands empires ou royaumes de l'Afrique de l'Ouest, celle d'avant la colonisation, l'histoire de la période coloniale, voir l'histoire politique, militaire, économique et sociale (continuer à produire une histoire factuelle, riche en information parfois inédits ou lancer des analyses thématiques et comparées) et l'histoire immédiate orientée sur des problématiques complexes liées à la gouvernance et à l'expérience démocratique, aux frontières et aux différentes crises migratoires. *L'Ecole de Dakar* (appellation utilisée par l'historien d'origine guinéenne Boubakar Barry, professeur d'histoire moderne et contemporaine à l'Université de Dakar) offre des exemples qui couvrent toutes les thématiques

-
1. Les titres choisis pour les volumes sont suggestifs : *Petit précis de remise à niveau sur l'histoire africaine à l'usage du président Sarkozy* ou *L'Afrique de Sarkozy. Un déni d'histoire et L'Afrique répond à Sarkozy. Contre le discours de Dakar*.
 2. Exemple les articles de l'ouvrage publié en 2008 sous la direction de Makhily Gassama.

considérées prioritaires depuis la naissance de l'Etat national du Sénégal. Abdoulaye Ly et Cheikh Anta Diop, les fondateurs de l'école, ont utilisé tous les moyens pour démontrer le droit de l'Afrique à l'historicité. (Corlan-Ioan, 2009). Le grand projet coordonné par l'historien Iba Der Thiam, en bonne partie achevée jusqu'à sa mort en 2020, a été une histoire générale du Sénégal des origines à nos jours prévue en 25 volumes. Les publications de Mamadou Diouf, Abdoulaye Bathily ou Rokaya Fall démontrent la manière dont les sujets anciens sont traités dans des perspectives contemporaines. Les contributions rassemblées dans le volume publié en 2007 sous la direction d'Ibrahima Thioub soulèvent des questions méthodologiques et des aspects théoriques et pratiques liés au patrimoine et sources historiques en Afrique. Chacune des dimensions analysées sont à prendre en compte par les spécialistes et les institutions qui utilisent ou qui ont en charge la préservation des différents sources historiques pour écrire l'histoire du continent. Pendant les dernières décennies, les chercheurs enseignants de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar se sont engagés dans des réseaux internationaux de recherche académiques et universitaires (CODESRIA, ERASMUS+, CIVIS, AUF, Chaires Senghor de la francophonie, etc.) qui leur offrent l'opportunité de bénéficier de plusieurs publications internationales, de se faire connaître à l'international et d'échanger sur des thèmes d'intérêt commun. Un projet international de recherche sur l'esclavage piloté par Ibrahima Thioub de Dakar et Myriam Cottias du CNRS a conduit à la naissance d'un nouveau centre de recherche à l'Université Cheikh Anta Diop qui a apporté d'importantes contributions dans le domaine de la traite transatlantique. Pendant ces dernières années, trois projets de recherche en coopération avec les collègues de Dakar, d'Abidjan, de Casablanca, de Rabat et de Sfax ont été portés par l'Institut d'Etudes Africaines de l'Université de Bucarest¹.

3. La «bataille» des sources n'est pas encore finie

Les combats pour la réhabilitation de l'histoire du continent menés par les intellectuels des années d'après l'indépendance est gagnée. Le processus a été difficile, les spécialistes ont été pris entre les exigences idéologiques et politiques, et entre les méthodologies de recherche déjà imposées dans le milieu scientifique occidental. Dans les années 1960-1970, avec le processus de constitution des Etats nationaux et sous l'impératif d'une renaissance africaine, les préoccupations pour la réécriture de l'histoire du continent pour les Africains et par les Africains a fait naître un vif enthousiasme pour les sources orales considérées comme propices à l'atteinte de l'objectif. C'est alors qu'on lança des campagnes pour recueillir des informations sur le terrain sur l'histoire des différentes communautés, d'étude et d'interprétation des dates. Les spécialistes des nouveaux centres nés dans les universités africaines et occidentales ont réussi et transformé à ce moment-là, sur la base des règles méthodologiques déjà formulées, ce qu'on avait transmis oralement en sources pour l'écriture des nouvelles histoires de l'Afrique (Gayibor et al., 2013). Avec les années 80-90, l'intérêt pour *une histoire alternative* de l'Afrique, construite par l'apport des mémoires, s'est accru. C'était dans les années lorsque l'espace historiographique occidental a été envahi par les études d'histoire de la mémoire, sur fond d'évolution de l'histoire des mentalités et de la

1. Des colloques et une école d'été traitant des sujets liés à la construction identitaire et à l'héritage, transmission et au patrimoine virtuel ont été organisé avec le financement de l'AUF (Agence Universitaire de la Francophonie) et CIVIS (Alliance universitaire européenne réunissant dix universités de l'Europe et six de l'Afrique).

naissance de l'histoire du temps présent ; lorsque les pratiques mémorielles se sont diversifiées et lorsque, dans le désir de tout garder, se sont imposées comme sources les histoires de vie, les témoignages oubliés, des anonymes, des exclus et des marginaux. Les mémoires ont été autorisées à interroger l'histoire et même de la rectifier. Les chercheurs ont été très préoccupés des *manières* avec lesquelles on pouvait relever sans ambiguïtés, dans le processus de la transmission en transmission, ce qui provenait des constructions mémorielles ou de l'élaboration historique (Ricoeur, 2000). Tandis qu'en Europe les mémoires étaient invitées à interroger en permanence l'histoire, défiaient, envahissaient et même faisaient exploser son champ d'investigation en mettant sous le signe de l'interrogation la rhétorique globale, en relativisant les points de vue au nom de l'authenticité et des identités ; en Afrique les mémoires ont été dès le début interrogées afin d'investir l'histoire dans son rapport avec la vérité. L'appel à la mémoire a représenté l'adhésion à un passé considéré comme toujours présent et familier, malgré l'effort des colonisateurs de le faire oublier. Plus encore, le réveil des mémoires fut l'équivalent de la redéfinition de l'identité¹.

Les sources orales ont posé aux plus prétentieux analystes, au-delà des problèmes liés à la méthodologie d'utilisation, une longue série de questions conceptuelles : pour quelle(s) histoire (histoires) les traditions orales sont-elles des sources, leurs informations sont sur le passé ou (surtout) sur le présent ? (Laya, 1972). Ce sont l'identité et la position sociale de ceux qui transmettent l'information qui deviennent importantes, mais aussi celles de ceux qui l'enregistrent. Beaucoup de ces mythes fondateurs africains ont circulé au XVI^e siècle par filière musulmane, au cours du XVIII^e siècle, ils ont été «romancés» par les chrétiens à l'usage des Européens et, au XIX^e et XX^e siècles, sur le fond des théories raciales et de la maîtrise coloniale, ils se sont transformés, l'accent étant mis sur les valeurs spécifiques des civilisations africaines. La publication, en 1961, du livre de l'historien et anthropologue belge Jan Vansina a offert aux spécialistes en études africaines une méthodologie de travail avec les informations orales qui, reprises et raffinées dans les centres universitaires d'Afrique, d'Europe et des Etats-Unis, ont fait en sorte que les sources orales soient reconnues comme des sources de la plus grande importance dans la reconstitution de l'histoire du continent. La qualité de ces sources est donnée par la richesse et la profondeur des informations et par l'importance que les populations accordent à cette modalité de préservation et de transmission.

Dans les cultures africaines, le privilège de l'évocation des événements et des personnages du passé ne revient pas à n'importe qui. Les informations sont mémorisées et ainsi préservées et transmises seulement par la voix des personnes autorisées – des conteurs «traditionnels» et des conteurs «spécialisés». Aux premiers, il leur revient le droit de raconter l'histoire de la communauté, soit grâce à leur âge et à l'expérience accumulée, soit grâce au statut privilégié dont ils jouissent dans la communauté, en leur qualité de notables appartenant aux catégories sociales proches du pouvoir et étant mandatés directement par un dirigeant à jouer ce rôle. Les conteurs «spécialisés» apprennent à raconter en famille et «le métier» se transmet de père en fils. Ceux qui pratiquent ce «métier», apparu dans les sociétés qui ont connu des diverses formes d'Etat, sont nommés différemment². Récemment, en Afrique de l'Ouest (plus précisément au Sénégal, au Mali et en Guinée), comme un signe

1. Il faut mentionner dans ce contexte le livre publié en 2006 par l'historien malien Doulaye Konaté, *Travail de mémoire et construction nationale au Mali*, qui apporte (à partir de l'ouvrage monumentale, *Les lieux de mémoire*, dirigée par Pierre Nora) des précisions et des redéfinitions très utiles concernant les instruments méthodologiques et conceptuels à utiliser dans le cas de l'Afrique.
2. *Dyeli* et *belein-tigui* au Mali, *awlube* au nord du Sénégal – Fouta Toro, *kpanlingan* au Dahomey – actuel Bénin ou *doma* dans la langue de la population bambara et *gando* dans la langue de la communauté peul.

des changements subis par le statut du «métier», les «possesseurs» de la mémoire des communautés sont désignés tous par le même terme, *griot*. Au-delà des différents noms avec lesquels ils sont désignés, leur statut social et culturel et la mission qu'ils remplissent sont les mêmes. Ce sont eux qui contre une somme d'argent ont la mission de raconter l'histoire des ancêtres et de leurs faits exceptionnels. Ils sont invités pour animer les événements privés à l'occasion d'une naissance ou d'un mariage, aussi les réceptions offertes par les chefs d'Etat et de gouvernements. Le président Abdoulaye Wade avait transformé en tradition le fait d'offrir «la parole» en préambule des visites officielles à ces porteurs de la tradition qui, en se complétant pour ne rien oublier, racontaient l'histoire de l'Etat national du Sénégal. Les parlementaires sénégalais les engagent encore dans leurs prises de parole, dans des occasions spéciales dans le cadre des séances de l'Assemblée nationale pour transmettre leurs messages dans les langues parlées par les différentes ethnies du cadre de l'Etat national. L'historien malien Doulaye Konaté, dans une étude consacrée au rôle de la mémoire dans la construction nationale, considère les *griots* comme des figures emblématiques pour ce que signifie la tradition orale en Afrique en général et, en particulier, en Afrique de l'Ouest, en les assimilant à un *lieu de mémoire*, dans le sens que Pierre Nora avait défini ce concept dans la préface du livre qu'il a coordonné (Nora, 1984 et 1992). La phrase souvent prononcée en Afrique de l'Ouest – «quand un griot meurt, c'est une bibliothèque qui brûle» – rend hommage à son statut de gardien des informations sur les périodes lointaines et de transmetteur des faits immédiats, les plus importants pour la communauté¹.

La tradition orale est vive et, pas rarement, elle est manipulée pour défendre des privilèges ou pour consolider des anciennes prérogatives, pour moraliser l'auditoire et pour flatter l'orgueil en invoquant des héros disparus. Les mémoires des communautés ont été utilisées dans les années de la construction et de la légitimation des Etats nationaux afin que le nouveau pouvoir prenne des racines et pour éviter les éventuelles contestations, devenant des instruments de consolidation du sentiment de l'unité, donnant les premiers héros nationaux, des exemples pour les premières générations d'après l'indépendance. Les dernières années, la ligne traditionnelle d'information (*fassa*) a été adaptée et, en conséquence, on a inséré à côté de séquences d'histoire des informations sur la construction nationale et la manière dont les communautés articulent des nouvelles identités, répondant aux provocations du monde contemporain. En utilisant des lignes mélodiques nouvelles qui répondent aux exigences d'un public moderne, à partir du pop jusqu'à la fusion et hip-hop², les nouveaux

-
1. Les repères historiques, les généalogies et les actes héroïques sont mis dans des formules qui peuvent être facilement retenues, représentant la base sur laquelle le griot construit l'histoire, en y ajoutant ou en simplifiant, selon les circonstances immédiates. Les règles de préservation et de transmission de la tradition sont enseignées aujourd'hui dans des centres spécialisés. Au Mali, par exemple, de tels centres sont renommés : le centre de Kela, à 100 km sud-ouest de la capitale Bamako, vers la Guinée, dans la patrie Mandé et le centre de Kita, dans la région Kayes, au sud-ouest du Mali. Le jeune garçon aspirant au statut de griot, né dans une famille de griots et qui sait montrer les qualités nécessaires (en premier lieu une mémoire exceptionnelle), apprend les diverses techniques de mémorisation d'une séquence d'informations historiques ou généalogiques (*fassa*), à partir de la simple récitation et de la répétition. La manière dont les informations sur le passé sont dites est différente, en fonction de la tradition de l'école et des techniques de mémorisation enseignées, représentant, soit une récitation rapide sur un fond musical, interrompue par un cœur, soit une récitation segmentée par les épisodes de musique qui interviennent seulement à travers le signe de celui qui raconte. Quelle que soit la manière de transmettre, il est important que l'histoire touche et fasse revivre les événements passés auprès de l'auditoire.
 2. *Africa's musical crusaders : New generation of griots*, BBC World News, 04.10.14, <https://www.bbc.com/news/world-africa-29162685>

griots devenus des stars internationales, comme les Sénégalais Youssou N'dour ou Baaba Maal, ont adapté les informations traditionnelles dans l'intention de transmettre les nouveaux messages considérés comme importants pour le monde contemporain et pour pouvoir en critiquer les dérapages politiques et les injustices sociales. Dans d'autres cas, c'est l'exemple de Ablaye Cissoko, le griot choisit de découper les informations considérées essentielles dans la sauvegarde de la mémoire de leur passé, en leur ajoutant des dates sur des événements de l'histoire récente et des messages politiques d'importance immédiate.

La tradition orale supporte toute une série de déterminations (différentes de celles propres à l'écriture), et elle est inégale dans la variété des informations véhiculées ; tandis que la critique des textes oraux prend des formes diverses – à partir d'une critique textuelle à dimension sociologique et culturelle. Malgré les progrès faits sur la ligne méthodologique dans la direction de l'intégration des mémoires des communautés, l'acceptation complète des récits des griots comme un discours historique est loin d'être acquise. «La dispute» entre les histoires écrites dans les milieux académiques et les témoignages traditionnels reste encore actuelle, les derniers ayant la tendance de marginaliser les premières sous l'accusation d'être encore imprégnées par l'esprit méthodologique occidental. Mamadou Diouf a utilisé dans son ouvrage des informations sur les familles aristocratiques de Saint-Louis transmises par les griots qu'il a complétées avec celles des récits de voyage et des manuscrits arabes. Son livre, *Le Kajoor au XIXe siècle. Pouvoir cedido et conquête coloniale* (1990), a suscité une sérieuse polémique entretenue par les descendants des aristocrates dont les mémoires ont constitué l'objet d'étude et qui, apparemment, n'ont pas été utilisées par l'historien de profession tels que la tradition l'imposait.

L'enthousiasme des années de début des historiographies africaines s'est atténué peu à peu parce que la mémoire s'est révélée pauvre, fragile et confuse, soumise aux multiples conditionnements et les méthodologies appliquées limitées. Beaucoup de gardiens traditionnels des informations sur le passé des communautés ont disparu, laissant un vide impossible à combler. Plus intensément que jamais, il s'impose à présent l'élaboration d'une stratégie qui permette la conservation des dates essentielles sur le passé par la collecte systématique et l'archivage des sources encore disponibles. Avec le renouvellement des thèmes de recherche et des stratégies méthodologiques, les fondements des sources nouvellement créés vont offrir pour longtemps un matériau d'analyse pour les spécialistes.

La défiance envers l'histoire écrite pendant la période coloniale et le désir de construire un nouveau discours sur le passé du continent selon le modèle positiviste occidental qui stipule que seulement sur la base de documents, on peut connaître les faits passés «tels qu'ils se sont passés», ont déterminé les promoteurs de la nouvelle histoire de l'Afrique précoloniale d'accorder une importance à part aux anciens manuscrits arabes. Entrés dans le circuit scientifique au cours des premières années du XXe siècle, grâce à l'intérêt manifesté par les administrateurs coloniaux de l'Afrique occidentale française, passionnés d'histoire et d'ethnographie, beaucoup de manuscrits écrits dans la langue arabe classique et les autres langues ethniques transcrites en alphabet arabe attendent encore des spécialistes pour être authentifiés, datés et déchiffrés. Le dernier type de documents est fréquent dans les communautés pulaar, manding et wolof, témoignant des influences de la culture musulmane sur celles autochtones. Ces dernières années, les chercheurs de l'Université de Dakar se sont concentrés sur le déchiffrement des manuscrits découverts dans les bibliothèques du Maroc et de l'Algérie et dans celles privées du sud de la Mauritanie et des villes situées dans la boucle du Niger, dans l'espoir de trouver de nouvelles informations sur les faits d'armes des dirigeants des royaumes et des empires médiévaux ; sur la vie à la cour des souverains et les problèmes politiques et administratifs, mais aussi sur les diverses ethnies

et leurs rapports, sur les vagues de migrations et les relations de ces formations politiques avec le monde arabo-berbère aux siècles qui ont précédé la colonisation.

Les bibliothèques des anciennes familles qui habitent les régions du nord de la République du Mali sont un fascinant exemple pour la sauvegarde des documents tout au long de plusieurs générations, représentant une inestimable richesse. Les histoires de la période d'épanouissement maximum de l'empire du Mali relatent l'existence d'un vrai commerce avec des manuscrits qui arrivaient à Tombouctou en provenance de l'Égypte lointaine et que les savants de la ville payaient en or. Les manuscrits archivés dans les bibliothèques privées, sans avoir une liaison obligatoire avec l'histoire des familles qui les préservent, en grande majorité datant des IX-XVIème siècles et du XIXème siècle, contiennent des informations sur l'islamisation de la sous-région et sur l'histoire politique des empires du Ghana, Mali et Songhaï. En 1973, avec le soutien de l'UNESCO, on a inauguré à Tombouctou un centre de documentation et de recherche – le Centre de documentation et de recherche Ahmed Baba qui est devenu l'Institut des hautes études et de recherches islamiques Ahmed Baba, qui a eu comme mission initiale la réalisation d'une carte des bibliothèques privées du Mali, d'inventorier et microfilmer les manuscrits des bibliothèques des familles de la région pour sauvegarder et protéger ce patrimoine. Le programme s'est déroulé entre 1977 et 1988, période durant laquelle on publia six volumes de catalogues avec 1500 titres pour chaque volume. Les autorités ont décidé de mettre fin au programme en 1989, justifiant leur décision par le fait qu'avec le fichage et la publication des informations sur les documents propriété privée, on ne pouvait pas contrôler la vente des manuscrits et leur entrée dans les circuits organisés des réseaux de trafic international. En 2007, conformément aux dates offertes par *Tombouctou Manuscripts Project*, programme financé par l'Afrique du Sud et réalisé en collaboration avec l'Université publique de Cape Town, l'*Institut Ahmed Baba* disposait d'un fonds de 30.000 de documents, le plus ancien datant de 1204. Après le coup d'Etat du 21 mars 2012, qui s'est soldé par le renversement du président Amadou Toumani Touré, suivi par la révolte des populations touareg, la déclaration d'indépendance de la zone du nord sous le nom d'*Azawad* et l'entrée victorieuse dans Tombouctou de l'émir AQMI Moktar Belmoktar (le 3 avril 2012) et toute la série de conflits militaires, les déplacements de population, les coups d'Etat militaires et l'insécurité (encore non dépassée) qui ont suivi, le sort des manuscrits est devenu incertain. A présent, des experts en manuscrits de différentes institutions maliennes et des spécialistes de l'Université de Hambourg travaillent ensemble pour la restauration, la conservation dans des conditions adéquates et pour un accès permanent à ces documents dans des buts académiques¹.

Les manuscrits arabes sont peu nombreux et offrent des informations partielles sur les périodes lointaines de l'histoire du continent et les sources orales ne sont pas en mesure de couvrir toutes les lacunes d'information ; fait qui explique l'intérêt de ceux qui se sont chargés de la réécriture de l'histoire de l'Afrique de les compléter avec des dates fournies par les fouilles archéologiques. En Afrique de l'Ouest, les travaux archéologiques systématiques datent du début des années 2000, mais déjà ils ont apporté beaucoup de précisions sur des

1. En Afrique, ces dernières années, on a déployé des efforts considérables, avec le soutien des institutions internationales spécialisées (l'UNESCO, l'UAI – Union Académique internationale), par de différents programmes (Fones Historiae Africanae, ISESCO), pour inventorier et numériser les manuscrits, pour mettre en valeur les fonds des archives coloniales. (Bocoum, 2007). L'adoption en 2003, dans le cadre de la XXIIème session de la Conférence générale de l'UNESCO, de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel a ouvert des nouvelles perspectives pour la mise en valeur des civilisations de l'Afrique sub-saharienne. Reste à voir dans quelle mesure les textes normatifs rendront possible l'efficacité de cet instrument.

aires culturelles encore très peu connues. Les recherches menées par l'archéologue Hamadi Bocoum, actuel directeur général du Musée des Civilisations noires de Dakar, sur les monuments mégalithiques de la Sénégambie, traditions très anciennes qui semblent suspendues dans un espace et un temps socioculturel encore mystérieux, représentent un exemple. Aucune des communautés actuelles qui habitent la région n'a revendiqué l'héritage culturel représenté par ces monuments. (Holl, Bocoum, 2014).

4. En quête de conclusions

L'historiographie africaine est encore jeune, mais très riche et variée et son identité est bien précisée. Certains thèmes sont encore récurrents, d'autres sont nouveaux répondant aux préoccupations de notre monde globalisé. La construction des Etats nationaux a mis l'histoire au premier plan en tant que discipline socio-humaniste et dans ce cas, l'écriture du passé devait répondre et mettre l'accent sur des problèmes spécifiques. Entre 1950-1980, une historiographie nationaliste a vu le jour faisant des grands événements le ciment de la nouvelle création politique. Les «auteurs» ont été les intellectuels formés dans les universités occidentales qui ont choisi d'insister sur l'âge d'or du passé du continent, sur les grandes constructions politiques, les royaumes et les empires, sur leurs richesses et sur les contributions à la civilisation de l'universel. Les synthèses de l'histoire de l'Afrique, les ouvrages d'histoire nationale ou régionale ont apporté des informations très précieuses sur les périodes précoloniales et ont dénoncé les différentes manières de présenter de l'histoire du continent dans des perspectives coloniales occidentales. Une ligne de fracture s'est précisée entre la nouvelle historiographie africaine et l'ancienne historiographie coloniale occidentale. L'Afrique indépendante revendiquait le droit de réécrire son histoire, de refonder ses lieux de mémoire et de valoriser son patrimoine, cherchant ainsi ses nouveaux repères identitaires et une place digne dans le système politique mondial et parmi les civilisations du monde.

L'écriture de l'histoire par les africains pour les africains s'est avérée compliquée non seulement à cause des problèmes épistémologiques qui surgissaient inévitablement. Beaucoup des questions liées à l'utilisation des concepts occidentaux sont encore pertinents et en quête de solutions. Les méthodologies de recherche spécifiques à différents types de sources n'attisent plus les controverses du milieu du siècle dernier. L'internet et la mondialisation informatique offrent la possibilité facile d'accéder à la documentation et la communication. Les publications en anglais et en français, les colloques et les congrès internationaux organisés dans les universités et les centres de recherches africains et occidentaux prouvent des réels échanges scientifiques entre les enseignants et chercheurs du Nord et du Sud. On n'assiste pas vraiment à des changements majeurs au niveau des paradigmes épistémologiques et méthodologiques, mais à une tendance à la réappropriation plus nuancée de l'histoire.

L'engagement de l'historien est plus aigu dans le cas de l'Afrique qu'en Occident. L'histoire est appelée à justifier et expliquer le présent et invitée à devenir la clé de l'avenir. Comment autrement la *Renaissance africaine* pourrait-elle être de nouveau imaginée au début du XXI^e siècle ? La relation histoire- présent – avenir est plus puissante que jamais et, dans ce contexte, l'historien est obligé de prendre sa place et d'assumer ses responsabilités face à la société, étant en même temps tiraillé entre les impératifs politiques et scientifiques. La spécificité du parcours historique du continent africain implique des spécificités dans les manières de réagir, mais le passé restera partagé entre les africains et les européens ; et cette réalité ne peut pas être ignorée. Le passé colonial n'est pas encore vraiment assumé, ni en Afrique, ni en Occident, et le présent politique de l'Afrique francophone le prouve.

Rezumat. Istoriografia contemporană africană se dovedește a fi bogată și variată și cu o identitate bine definită. În fața diversității abordărilor, analiza propusă s-a limitat la lucrările în limba franceză publicate în mediile academice din Africa de Vest. Obiectivul urmărit a fost de a identifica și supune investigației o serie de probleme recurente în discursurile despre trecut pentru ca astfel preocupările științifice actuale să poată fi mai coerent explicate, iar eforturile pe care istoricii africani le depun pentru a plasa cercetările lor în cadrele teoretice din științele sociale mai înțelese. Unele teme sunt recurente, altele sunt noi, răspunzând preocupărilor lumii noastre globalizate. Scrierea istoriei de către africani și pentru africani s-a dovedit a fi complicată și nu numai datorită problemelor epistemologice inevitabile. În Africa, istoria este chemată să explice și să justifice prezentul și invitată să devină cheia pentru a anticipa ce va să vină. În acest context, istoricul este chemat să își asume și să își joace rolul în cetate și în același timp să respecte dezideratele științifice ale disciplinei pe care o servește.

Cuvinte-cheie : istoriografie, surse istorice, identitate, discurs public

Abstract. Contemporary African historiography proves to be both rich and varied and to have a well-defined identity. Faced with the diversity of approaches, the proposed analysis was limited to works in French from academic scholars based in West Africa. The objective pursued was to identify a series of recurring problems in discourses about the past, so that the current scientific concerns can be more coherently explained, and that the efforts the African historians make to place their research in the theoretical frameworks of the sciences to be better understood socially.

Some themes are recurring, others are new, responding to the concerns of a globalized world. Writing history by Africans and for Africans proved to be complicated, and not only because of the inevitable epistemological problems. In Africa, history is called upon to explain and justify the present and invited to become the key to unlock what is to come. In this context, the historian is called to assume and play his or her role in the public discourse and at the same time to respect the scientific desiderata of the discipline he or she serves.

Keywords : historiography, historic sources, identity, public discourse

Références

- Ba Konaré Adama (dir.) (2008). *Petit précis de remise à niveau sur l'histoire africaine à l'usage du président Sarkozy*, La Découverte, Paris.
- Bah Moktar Tierno (2020). *Historiographie africaine. Afrique de l'Ouest, Afrique Centrale*, coédition NENA/CODESRIA.
- Barthélémy Pascal (2013). «La quête du récit». Questions de méthode pour l'écriture de l'histoire des premières diplômées d'Afrique occidentale française 1918-1957, in Nicoué T. Gayibor, Dominique Beaulaton-Juhé et Moustapha Gomgnimbou, *L'écriture de l'histoire en Afrique. L'oralité toujours en question*, Kartala, Paris.
- Bocum Hamady, «Patrimoine et sources historiques : enjeux et perspectives pour l'Afrique» in Ibrahima Thioub (dir.), *Patrimoine et sources historiques en Afrique*, Université Cheikh Anta Diop de Dakar
- Cissoko Sékéné Mody (2005). *Un combat pour l'unité de l'Afrique de l'Ouest. La Fédération du Mali (1959-1960)*, Les Nouvelles Editions Africaines du Sénégal, Dakar.
- Coquery Vidrovitch Catherine (2013/4). «L'historiographie africaine en Afrique». *Revue Tiers Monde*, no. 216, pp. 111-127.
- Coquery Vidrovitch Catherine (2021). *Le choix de l'Afrique. Le combats d'une pionnière de l'histoire africaine*, la Découverte, Paris.
- Corlan-Ioan Simona (2009). «Re-scrierea istoriei Africii între normele academice și exigențele memoriilor. Cazul Școlii de la Dakar», în Alin Ciupală și Laurențiu Constantin (ed.), *Orizonturi și direcții în cunoașterea istorică*, Editura Universității din București, pp. 55-79.

- Chrétien Jean-Pierre (dir.) (2008). *L'Afrique de Sarkozy. Un déni d'histoire*, Karthala, Paris.
- Diop Anta Cheikh (1948). «Quand pourra-t-on parler de la Renaissance Africaine?». *Millieux vivants*, nr. 36, novembre, pp.57-65.
- Diop Anta Cheikh (1954). *Nation nègre et culture*.
- Diouf Mamadou (1990). *Le Kajor au XIXe siècle. Pouvoir cedido et conquête coloniale*, Karthala, Paris.
- Fauvelle François-Xavier (1996). *L'Afrique de Cheikh Anta Diop*, Karthala, Paris.
- Gayibor Nicoué T., Juhé-Beaulaton Dominique, Gomgnimbou Moustapha (2013). *L'écriture de l'histoire en Afrique. L'oralité toujours en question*, Karthala, Paris.
- Gary-Toukara Dauda, Nativel Didier (2012). *L'Afrique des savoirs au sud du Sahara (XVIe-XXIe siècle) : Acteurs, supports, pratiques*, Karthala, Paris.
- Gassama Makhily (dir.) (2008). *L'Afrique répond à Sarkozy*, Philippe Rey, Paris.
- Holl F.C. Augustin, Bocoum Hamadi (2014). *Les Traditions mégalitiques de Sénégal*, Editions Errance.
- Konaté Doulaye (2006). *Travail de mémoire et construction nationale au Mali*, L'Harmattan, Paris.
- Laya D. (1972). *La tradition orale. Problématique et méthodologie des sources de l'histoire africaine*, Niamey.
- Leymarie Isabelle (1999). *Les griots wolof du Sénégal*, Maisonneuve & Larose, Servedit.
- M'Backé Diop Cheikh (2003). *Cheikh Anta Diop. L'homme et l'œuvre*, Présence Africaine, Paris.
- Nora Pierre (dir.) (1984). *Les lieux de mémoire*, Gallimard, Paris.
- Ricoeur Paul (2000). *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Le Seuil, Paris.
- Thioub Ibrahima (dir.) (2007). *Patrimoine et sources historiques en Afrique*, Université Cheikh Anta Diop de Dakar.

ÉTUDES, RECHERCHES
ET SYNTHÈSES /
STUDII, CERCETĂRI ȘI SINTEZE

Cercetarea științifică din perspectiva cooperării și integrării disciplinelor

Mihai Curelaru¹

Rezumat. În acest articol vom prezenta principalele modalități prin care cercetătorii provenind din discipline diferite pot coopera în realizarea unor studii științifice. Pentru început, vom indica premisele care au stat la baza procesului tot mai accelerat de interacțiune între diverse domenii ale științei, care până acum câteva decenii aveau frontiere clar definite și derulau cercetări situate doar între aceste limite. Vom analiza apoi principalele forme de cooperare și integrare, respectiv multi-, inter- și transdisciplinaritatea, evidențiind avantajele, dezavantajele și provocările fiecăreia dintre ele. Vom încheia cu o evaluare generală a situației actuale și a obstacolelor privind cooperarea și integrarea disciplinelor științifice în cercetare.

Cuvinte-cheie: disciplină științifică, monodisciplinaritate, multidisciplinaritate, pluridisciplinaritate, interdisciplinaritate, transdisciplinaritate

1. Necesitatea dialogului dintre științe

În cunoașterea științifică conceptul de disciplină are o vechime mare, originile sale găsindu-se în organizarea pregătirii universitare încă din Evul Mediu. Chiar dacă numărul disciplinelor științifice studiate în universități a crescut ulterior, organizarea dominantă a cunoștințelor în secolul XX a rămas disciplinaritatea, segmentarea fiind principiul care determina plasarea acestora în domenii separate (Klein, 2021). Cu timpul, fragmentarea în cercetare și învățare s-a accentuat, motivele principale fiind specializarea și reducionismul științific, empirismul excesiv cu acumulări imense de date, profesionalizarea tot mai înaltă, legitimarea prin grade academice și organizarea pe numeroase departamente de cercetare (Repko *et al.*, 2017).

Însă, începând cu a doua jumătate a secolului trecut, știința s-a orientat treptat spre o direcție nouă în care abordarea clasică, cea care fixa demersul cercetării doar între frontierele unei discipline, este tot mai frecvent însoțită de o perspectivă mai cuprinzătoare, de colaborare între diverse domenii. Astfel, se introduc în curriculumul universitar discipline noi, rezultate din combinarea unora mai vechi, se lansează proiecte de cercetare la care participă oameni de știință provenind din domenii diferite, se înființează departamente multidisciplinare în cadrul universităților și se publică într-un număr crescând lucrări științifice care implică cunoștințe și metode din mai multe arii de cunoaștere.

1. Universitatea „Alexandru Ioan Cuza” din Iași ; E-mail : mihai.curelaru@uaic.ro

Nevoia unor date mai complexe obținute prin cercetare, diversificarea obiectului cercetării, hiperspecializarea și avansul tehnologic sunt principalele premise ale dezvoltării abordării științifice care depășește limitele unei discipline. Chiar și cercetarea militară, care a implicat colaborarea specialiștilor din mai multe domenii (de exemplu, în cazul inventării radarului), realizată încă din perioada celui de-al Doilea Război Mondial, a grăbit dezvoltarea științifică interdisciplinară (Lattuca, 2001). Opinia este împărtășită și de alți autori (a se vedea tabelul 1), care consideră că mai multe descoperiri în inginerie și tehnologie realizate în perioada războiului au stimulat împrumuturile și transferurile de cunoștințe din perioada postbelică, generând științe și teorii noi, ca de exemplu cibernetica, teoria sistemelor sau teoria informației (Klein, 2017).

În opinia noastră, impactul cel mai mare în stimularea cooperării dintre discipline l-au avut dezvoltarea societății și schimbările complexe, foarte rapide și de amploare, din sfera economică și cea tehnologică mai ales, fără precedent în istoria umană, începând cu a doua jumătate a secolului XX. Prin această transformare la scală societală înțelegem nu doar industrializare și creștere economică, ci și apariția unor tehnologii noi, globalizarea, înarmarea, digitalizarea, schimbarea climatică, îmbătrânirea populației, degradarea ecosistemelor prin exploatarea excesivă a resurselor naturale, politici publice noi (de combatere a sărăciei, a foametei și discriminării sau privind imigrarea, reproducerea umană, sănătatea publică) etc. La acestea mai putem adăuga și altele, de factură mai recentă: dezvoltarea inteligenței artificiale, polarizarea politică, *data privacy*, criminalitatea cibernetică, *fake-news*, manipularea genetică, iar lista ar putea continua. Înțelegerea și gestionarea tuturor acestor schimbări la nivel global nu s-au mai putut realiza, ca la începutul secolului trecut, prin programe de cercetare și intervenție monodisciplinare. S-a impus, în aceste condiții, o altă abordare, cu două tendințe majore: (1) cooperarea și integrarea disciplinelor din cele mai diverse domenii științifice și (2) îndreptarea oamenilor de știință dinspre laboratoare și amfiteatre către rezolvarea problemelor generate de transformările societății menționate anterior.

Însă premisele cooperării între disciplinele științifice sunt mult mai numeroase. În tabelul 1 propunem o sinteză a acestora, grupându-le în trei mari categorii: științifice, academice și sociale.

Tabelul 1. Premisele care au stat la baza stabilirii și dezvoltării dialogului dintre discipline în procesul cercetării științifice

| Categorie | Premisă | Autori |
|-------------|---|--|
| Științifice | Explorarea unor teme complexe de cercetare care nu pot fi limitate la o singură disciplină | Gibbons <i>et al.</i> , 1994; National Academies, 2005 |
| | Furnizarea unor perspective diferite asupra unei teme sau probleme studiate | Choi, Pak, 2006; Repko <i>et al.</i> , 2017 |
| | Extinderea cunoașterii științifice și nevoia de restructurare a acesteia | Bernstein, 2015; Frodeman, Mitcham, 2007 |
| Academice | Diversificarea cursurilor și extinderea programelor academice | Bernstein, 2015 |
| | Reforme curriculare universitare care au pus accentul pe inovație și conectarea știință-societate | Lattuca, 2001, Repko <i>et al.</i> , 2017 |
| | Predarea/învățarea interdisciplinară, învățarea colaborativă, educația multiculturală | Repko <i>et al.</i> , 2017 |

| | | |
|--|--|--|
| | Complexitatea inerentă a naturii și a societății (complexitatea problemelor sociale). Necesitatea de a rezolva probleme de amploare societală care depășesc limitele unor discipline (sărăcie, război, schimbare climatică etc.) | Gibbons <i>et al.</i> , 1994 ; Nowotny <i>et al.</i> , 2001 ; National Academies, 2005 ; Choi, Pak, 2006 ; Lawrence, Desprès, 2004 ; Aboelela <i>et al.</i> , 2007 ; Frodeman, Mitcham, 2007 ; Jahn <i>et al.</i> , 2012 ; Polk, 2015 ; Repko <i>et al.</i> , 2017 |
| | Fundamentarea științifică a unor politici sociale și reducerea distanței dintre diferitele forme de cunoaștere, orientări sociale și acțiune colectivă | Renn, 2021 |
| | Impactul apariției noilor tehnologii | Nowotny <i>et al.</i> , 2001 ; National Academies, 2005 |
| Sociale (<i>natură, tehnologie și societate</i>) | Nevoia de conectare a cunoștințelor științifice la domenii specifice ale realității, transferul cunoștințelor spre economie și societate | Aboelela <i>et al.</i> , 2007 ; Russell <i>et al.</i> , 2008 |
| | Proiecte militare complexe (din timpul, dar mai ales după cel de-al Doilea Război Mondial), care au necesitat cooperarea mai multor echipe de cercetători din diverse discipline | Klein, 2000, 2017 ; Lattuca, 2001 ; Frodeman, Mitcham, 2007 |
| | Conectarea științei cu dezvoltarea tehnologică | Repko <i>et al.</i> , 2017 |
| | Radicalismul anilor '60 și '70 a condus la generarea unor câmpuri noi de cercetare (studii etnice, feministe, urbane, critice etc.) | Klein, 2015 ; Repko <i>et al.</i> , 2017 |

În literatura metodologică de specialitate sunt descrise mai multe tipuri de interacțiuni între disciplinele științifice: multidisciplinaritatea (MD), interdisciplinaritatea (ID) și transdisciplinaritatea (TD). Cele trei forme menționate desemnează, desigur, raporturi specifice între discipline în cadrul cercetării, însă ele nu sunt tipuri izolate, ci grade de interacțiune situate pe un continuum (Choi, Pak, 2006). Cu alte cuvinte cu cât ne apropiem mai mult de TD, cu atât nivelul de întrepătrundere, cooperare sau integrare este mai mare (Stokols *et al.*, 2003).

2. Disciplina științifică și monodisciplinaritatea

Considerăm disciplina științifică drept o ramură a cunoașterii umane, a învățării și cercetării, care dispune de teorii, legi și metode proprii și care este asociată unor comunități științifice, didactice și profesionale specifice. După Aram (2004), disciplina se constituie într-un domeniu al gândirii științifice care se caracterizează prin relativă stabilitate, un anumit grad de integrare și funcționare semi-autonomă pe baza unor convenții intelectuale concretizate în elemente cum ar fi teoriile, metodele și problemele de cercetare. Relativa stabilitate a disciplinelor este dată de caracterul lor deschis revizuirii conținuturilor, modalităților de investigare și formulării problemelor de cercetare. Disciplinele sunt parțial integrate deoarece, în cea mai mare parte a lor, sunt structurate în elemente de bază (*core elements*) și o serie de elemente cu statut periferic (*peripheral elements*), primele fiind integrate mai puternic decât următoarele.

Cea de a treia caracteristică este funcționarea semi-autonomă, un rezultat al frontierelor deschise, care oferă posibilitatea disciplinelor să comunice unele cu altele și să coopereze, propunând modalități comune de dialog și cercetare, schimb de cunoștințe și metode.

Cea mai mare parte a cercetărilor se realizează în cadrul unei anumite discipline dintr-un domeniu, într-un cadru conceptual-metodologic delimitat de granițele științifice ale acesteia, situație în care vorbim de o abordare monodisciplinară sau monodisciplinaritate, numită uneori și unidisciplinaritate (Stokols *et al.*, 2003). Membrii comunității științifice din cadrul unei discipline împărtășesc același fond comun al cercetării: paradigme, teme, metodologii, limbaj științific. În cercetarea realizată monodisciplinar vor fi angajate toate aceste aspecte, fără alte intervenții din afara disciplinei respective. Disciplinaritatea este consolidată de mecanisme instituționale precum structurarea pe departamente academice, societăți profesionale, publicații, diplome, reuniuni științifice și segmentarea pieței muncii (Klein, 2021).

Avantajele sunt date de consensul ridicat dintre oamenii de știință, fundamentarea conceptuală comună și verificabilitatea ridicată a cercetărilor, derivată din metodologia unitară folosită. Alte avantaje ale abordării monodisciplinare sunt crearea și menținerea frontierelor care protejează „culturile epistemice” și despărțirea inițiativilor de „outsideri” (Klein, 2021, p. XVI). Dezavantajele majore sunt lipsa de dialog dintre discipline ca urmare a adâncirii specializării (Nicolescu, 2007) și elaborarea unei cunoașteri științifice fragmentate, limitate, trunchiate.

3. Multidisciplinaritatea

Depășirea neajunsurilor generate de abordarea monodisciplinară în cercetare se realizează prin multidisciplinaritate, numită uneori pluridisciplinaritate (PD) (López-Huertas, 2013) sau polidisciplinaritate (Alvargonzalez, 2011). Deși majoritatea autorilor sunt de acord cu sinonimia terminologică tocmai menționată (a se vedea, de exemplu, Gibbons *et al.*, 1984; López-Huertas, 2013; Varghese, 2024), există și opinii potrivit cărora MD nu este același lucru cu PD. După Max-Neef (2005), MD înseamnă a analiza separat, din perspective științifice individuale, un subiect al cercetării, simultan sau secvențial, fără nicio legătură sau cooperare între acestea și fără a genera un raport comun de sinteză. PD ar însemna ceva mai mult, și anume o cooperare între discipline în arii care sunt compatibile (condiție non-necesară în abordarea MD). Cooperarea s-ar manifesta mai ales prin faptul că progresul în cercetare din perspectiva unei discipline ar avea un impact pozitiv asupra avansului cercetării din altă disciplină, ceea ce e evident ar conduce la o mai bună cunoaștere a realității investigate. Deși această diferențiere între cele două concepte nu este lipsită de sens, considerăm totuși că nu are suficiență relevanță pentru a justifica încă un nivel al relațiilor dintre disciplinele științifice. Prin urmare, dintre cei doi termeni vom alege MD, acesta fiind constructul științific prezent în lucrările de referință (a se vedea, de exemplu, Choi, Pak, 2006, 2007; Klein, 2010, 2017, 2021; Nicolescu, [1996]/2007, 2010, 2014 etc.).

În esență, MD presupune utilizarea unui fond științific (paradigme, teorii, metode, instrumente etc.) provenind din mai multe discipline, realizarea unui demers de cercetare având o temă comună și punerea împreună a rezultatelor (publicație, raport de cercetare), dar fără depășirea frontierelor dintre respectivele discipline. Prin urmare, obiectul cunoașterii este studiat simultan prin cadrele conceptuale și metodologice provenind din cel puțin două discipline diferite, fără integrare sau absorbție, într-o relație de relativă simetrie și independență. Definițiile prezentate în tabelul 2 sunt relevante în ceea ce privește aspectele fundamentale ale cercetării MD.

Tabelul 2. Multidisciplinaritatea : definiții

| Multidisciplinaritate | |
|---|--|
| Flinterman <i>et al.</i> , 2001, p. 257 | Se realizează atunci când „o varietate de discipline colaborează într-un program de cercetare fără integrarea conceptelor, epistemologiilor sau metodologiilor”. |
| Stokols <i>et al.</i> , 2003, p. S24 | „Multidisciplinaritatea se referă la un proces prin care cercetătorii din diferite discipline lucrează independent sau secvențial, fiecare din perspectiva specifică disciplinei sale, pentru a aborda o problemă comună”. |
| Balsinger, 2004, p. 412 | Reprezintă situația în care „mai multe programe de cercetare contribuie la o anumită temă din perspective clar disciplinare”. |
| Choi, Pak, 2006, p. 351 | Este o perspectivă care „se bazează pe cunoștințe din discipline diferite, dar rămânând în limitele acestora”. |
| Nicolescu, 2007, p. 51 | Reprezintă „studierea unui obiect din una și aceeași disciplină prin intermediul mai multor discipline deodată.” |
| Repko <i>et al.</i> , 2017, p. 106 | „Multidisciplinaritatea înseamnă punerea în comun a cunoștințelor din două sau mai multe discipline fără a se încerca integrarea lor” |
| Klein, 2017, p. 22 | Reprezintă o perspectivă care implică „juxtapunere, secvențiere, coordonare”. |

În planul cercetării efective, abordarea MD implică participarea specialiștilor din mai multe arii științifice la un proiect comun, pentru o anumită perioadă de timp, definită sau nedefinită. Există un dialog, un plan comun, dar adesea „feliat”, delimitat pe obiective, faze sau etape ale cercetării. Demersul MD nu se constituie într-un proces integrativ al cercetării, ci mai degrabă într-unul aditiv (Klein, 2010).

Spre deosebire de alte forme de cooperare științifică, MD implică un efort mai mic de armonizare conceptuală, permite planuri de cercetare relativ independente și conduce la obținerea unor rezultate semnificative. Pe de altă parte, comunicarea în plan științific este mai dificilă, menținându-se mai degrabă la nivel funcțional. Colaborarea dintre cercetători este de cele mai multe ori contextuală, încetând odată cu atingerea obiectivelor propuse pentru cercetare. În lipsa unui cadru comun de cercetare pot apărea dificultăți în compatibilizarea rezultatelor. Nu există un schimb de cunoștințe real între discipline, nu se dezvoltă abilități comune de cercetare, inovația științifică și schimbările de paradigmă se produc doar accidental pentru că nu sunt formulate explicit între obiectivele demersului științific. Concluzionând, am putea afirma că cercetarea MD aduce un plus de informație științifică și creează punți de dialog între cercetători din domenii diferite, dar nu generează o nouă viziune, noi discipline, concepte sau metode de cercetare.

Temele de cercetare de tip MD nu sunt, de regulă, de mare amploare, dar abordarea lor oferă o informație științifică variată, unghiuri inedite de a investiga subiectul, precum și o interpretare a rezultatelor din perspective diferite. Iată, în acest sens, câteva exemple de teme și proiecte de cercetare: studiul agresivității și problemelor de sănătate mintală ale delicvenților juvenili în detenție (O'Hara *et al.*, 2019), îngrijirea prenatală cu efecte pozitive atât asupra mamei, cât și a copilului (Ickovics *et al.*, 2019), polarizarea socială (Jung *et al.*, 2019), efectele sclerozei tuberoase asupra dezvoltării copiilor (Williams *et al.*, 2019).

Una dintre cele mai mari provocări în studiul MD este formarea și menținerea unei echipe de cercetare. Așa cum menționam anterior, odată cu terminarea proiectului, echipa de cercetare se dizolvă, rămânând evident deschisă posibilitatea reluării colaborării cu prilejul inițierii unor noi teme sau proiecte de studiu. Totuși, după ce se obține un succes științific, se elaborează motivații comune și se depășesc dificultăți în comunicarea atât științifică, cât și interumană, apare tendința de menținere în timp a colaborării. Echipele de succes trec proba

timpului dacă membrii care formează nucleul de bază manifestă flexibilitate, adaptabilitate și un angajament puternic pentru o colaborare pe termen lung (Proctor, Vu, 2019).

4. Interdisciplinaritatea

Spre deosebire de perspectiva descrisă mai sus, ID implică un grad mai ridicat de integrare și interacțiune științifică, deoarece constă într-un transfer de metodologie, în împrumuturi conceptuale și chiar în utilizarea unui limbaj științific comun. În psihologie, ID a fost susținută de cunoscutul psiholog elvețian, Jean Piaget. El remarca încă din anii '70 că, spre deosebire de științele naturale în care cercetările ID erau avansate, în psihologie, deși se recunoștea acest potențial, acestea erau abia la început (Piaget, 1972). În deceniile următoare abordarea ID a cunoscut o dezvoltare remarcabilă.

ID presupune participarea mai multor discipline la aceeași cercetare, dar aceasta nu se realizează ca în MD, ci în cadrul unei „culturi științifice” comune, unice (Tobi, Kampen, 2018). O categorie semnificativă de cercetări ID sunt realizate mai degrabă cu scopul rezolvării unei probleme științifice care poate apărea la un moment dat. Se naște astfel nevoia conștientizată de a recurge la această perspectivă în soluționarea respectivei probleme, deoarece se prezintă ca singura variantă de lucru care asigură depășirea obstacolelor rezultate din limitările științifice monodisciplinare. Există însă și o altă parte a cercetării ID, care se constituie într-un proces de construcție științifică prin redefinirea sau restructurarea conținuturilor disciplinare și chiar fuziunea acestora, având ca rezultat crearea unor discipline noi, integrate. Definițiile selectate din literatura de specialitate și prezentate în tabelul 3 pot oferi o imagine mai amplă asupra diverselor accepțiuni ale cercetării ID.

Tabelul 3. Interdisciplinaritatea : definiții

| Interdisciplinaritate | |
|---|--|
| Gibbons <i>et al.</i> , 1994, p. 29 | Este o formă de cooperare științifică ce „constă în a lucra pe diferite teme într-un cadru comun care este împărțit de disciplinele implicate” |
| Flinterman <i>et al.</i> , 2001, p. 257 | Este „o colaborare între mai multe discipline prin care conceptele, metodologiile sau epistemologiile sunt schimbate între ele și integrate, rezultând o îmbogățire reciprocă” |
| National Academies, 2005, p. 26 | „... este un mod de cercetare realizat de echipe sau indivizi care integrează informații, date, tehnici, instrumente, perspective, concepte și/sau teorii, din două sau mai multe discipline sau corpuri de cunoștințe specializate, pentru a avansa în cunoașterea fundamentală sau pentru a rezolva probleme ale căror soluții depășesc sfera de aplicare a unei singure discipline” |
| Choi, Pak, 2006, p. 351 | Este o abordare care „analizează, sintetizează și armonizează legăturile dintre discipline într-un tot coerent și coordonat” |
| Aboelela <i>et al.</i> , 2007, p. 341 | „... este orice studiu sau grup de studii întreprinse de cercetătorii din două sau mai multe discipline științifice distincte. Cercetarea se bazează pe un model conceptual care conectează sau integrează cadrele teoretice din disciplinele respective, utilizează un design de cercetare și o metodologie de studiu care nu se limitează la un singur domeniu și necesită utilizarea perspectivelor și a competențelor disciplinelor implicate în mai multe faze ale procesului de cercetare” |
| Repko <i>et al.</i> , 2017, p. 107 | Este „un proces cognitiv prin care indivizii sau grupurile (...) integrează perspectivele și modurile lor de gândire pentru a înțelege o problemă complexă” |
| Klein, 2017, p. 22 | Reprezintă o perspectivă care implică „interacțiune, integrare, focusare, amestecare, conectare” |

Sunt două modalități mari, general acceptate, de realizare a cercetării de tip ID (Klein, 2010, 2017).

- (1) Prima este *ID metodologică*. În cadrul acesteia, se realizează schimburi sau transferuri la nivelul metodelor de cercetare de la o disciplină la alta (Nicolescu, 2007). Într-un sens mai larg, deși este numită metodologică, implică și împrumutul posibil al unor concepte din altă disciplină „pentru a testa o ipoteză, pentru a răspunde la o întrebare de cercetare sau pentru a ajuta la dezvoltarea unei teorii” (Bruun *et al.*, 2005, *apud* Klein, 2017, p. 24). Motivația esențială pentru ID metodologică este îmbunătățirea calității rezultatelor (Klein, 2010).
- (2) A doua este *ID teoretică*. Aceasta presupune schimburi și transferuri mai complexe între discipline, extinse la nivelul teoriilor sau al conceptelor. Viziunea este mai cuprinzătoare, implicând chiar crearea unor cadre conceptuale unice prin integrare științifică ID, realizate în scopul analizei unor probleme particulare (Klein, 2017).

Cercetarea ID nu este nici pe departe un demers facil, ci se constituie într-un proces complex, desfășurat în etape. În acest sens, Newell (2007) propune un plan ideal, care ar putea fi urmat de cercetători. Fazele inițiale ale planului au caracter preliminar, cu alte cuvinte sunt menite doar pregătirii terenului. Pentru început, ar trebui să se definească problema cercetării (subiectul sau tema) și să se identifice disciplinele relevante în studierea acesteia. În etapele următoare, se pot selecta din aria acestor discipline acele cunoștințe și practici de cercetare (concepte, teorii și metode) cu caracter util în abordarea științifică a problemei respective. Tot în această secțiune de debut s-ar plasa și o primă studiere din perspectiva fiecărei discipline implicate, urmată evident și de generarea unui prim raport științific realizat separat. Abia după parcurgerea acestor pași, se poate trece la abordarea ID propriu-zisă, care presupune elaborarea unei perspective mai ample, cu caracter integrator. Provocarea majoră constă în rezolvarea unor conflicte/diferențe epistemice (de exemplu, lipsa unui vocabular comun privitor la problemă, existența unor construcții cu suprapuneri conceptuale sau conceptualizări foarte diferite etc.). După rezolvarea acestor conflicte/diferențe care ar putea împiedica avansul, se poate trece la „construcția” unui teren comun de lucru, prin elaborarea unei noi înțelegeri a problemei, identificarea unor relații între variabilele provenind din discipline diferite, realizarea unui model teoretic care să cuprindă noua abordare și, evident, punerea în aplicare a unei modalități de testare empirică a acestuia, concordant cu standardele științifice asumate de fiecare disciplină în parte.

Iată câteva exemple teme de cercetare situate în aria ID, relativ restrânse ca amploare: studiul inteligenței (Palanca-Castan *et al.*, 2021), studiul vieții personale și a practicilor familiale (Martinussen, 2018), cercetarea durerii cronice (Gatchel *et al.*, 2014), cercetarea neuroștiințifică și socială a rolului empatiei în etica afacerilor (Martineau *et al.*, 2020) etc. Cercetarea ID se realizează însă și la nivel mai amplu, pe durate mai lungi de timp. În acest sens, Proiectul Genomului Uman, care a debutat în 1990 și s-a încheiat în 2003, este poate una dintre cele mai relevante cercetări ID, la nivel internațional, implicând oameni din 20 de laboratoare și institute de cercetare și teorii științifice și metode din domenii foarte diverse: genetică, biologie moleculară, chimie, medicină, bioinformatică.

Menționăm și faptul că, din perspectiva organizării, cercetarea ID poate lua următoarele forme: *proiecte temporare* (cu avantajul de a contribui la studiu cu cea mai recentă perspectivă din disciplina proprie), *institute de cercetare* (echipe permanente cu experți din discipline diferite, care vor lucra împreună la mai multe proiecte) și *interdiscipline* (cu avantajul eliminării neînțelegerilor de orice fel, dar cu riscul îndepărtării de cele mai recente perspective monodisciplinare) (Fischer *et al.*, 2011).

5. Transdisciplinaritatea

5.1. *Prezentare generală*

Despre TD s-a discutat pentru prima dată în 1970, la un seminar științific susținut la Universitatea din Nisa, la care a participat, printre alții, și Jean Piaget (Nicolescu, 2010 ; López-Huertas, 2013 ; Bernstein, 2015). Psihologul elvețian a anticipat o evoluție a cunoașterii științifice care ar implica trecerea de la ID spre o fază mai avansată, respectiv TD. În acea etapă, considera Piaget, cunoașterea științifică va însemna mai mult decât interacțiuni între discipline ; ea se va baza pe un set de relații stabilite în cadrul unui sistem total, fără frontierele pe care le au acestea în prezent.

Spre deosebire de modalitățile anterior menționate de cooperare și integrare științifică, în cazul TD este greu să identificăm un discurs științific comun. Perspectivele sunt dintre cele mai variate, cu origini în filosofie, în fizica cuantică și în științele sociale marcate de paradigmele de tip „post”, cum ar fi feminismul, criticismul, poststructuralismul, sustenabilitatea etc., și cu cauze în evoluția societății contemporane (a se vedea tabelul 1). Nu numai că nu există, din păcate, o viziune unificatoare, dar nu există nici măcar o definiție general acceptată (Jahn, 2012). Totuși, se poate spune că unitatea cunoașterii (Nicolescu, 2007 ; Klein, 2021) și perspectiva de tip holistic a cercetării în scopul abordării unei probleme concrete a realității (Flinterman *et al.*, 2001) reprezintă esența TD.

Cu privire la TD există în literatura științifică actuală, după Klein (2010, 2014, 2017), patru discursuri diferite care indică un număr echivalent de tendințe sau direcții de dezvoltare. Primul dintre acestea consideră TD ca fiind o integrare amplă și sistematică a cunoștințelor științifice, un fel de echivalent contemporan al atingerii unui ideal lansat încă din filosofia antică greacă, reluat apoi în Evul Mediu prin cunoașterea scolastică de tip *Summa*, în Iluminism prin *Enciclopedia* etc. Al doilea tip de discurs are în centru ideea „transgresării” ; în acest sens, scopul TD constă în depășirea limitelor generate de rase, clase sociale, gen, etnii sau alte cadre identitare. A treia perspectivă urmărește transcenderea frontierelor disciplinelor pentru a crea „cadre conceptuale articulate” de cunoaștere și înțelegere holistică a realității (Klein, 2010, p. 25). Cel de-al patrulea discurs se axează pe *problem-solving* și, cu toate că implică știința, nu are în centru disciplinele științifice, ci o abordare pragmatică și concretă a problemelor complexe cu care se confruntă lumea de astăzi.

În acord și cu alți autori (a se vedea, de exemplu, Nicolescu, 2010 ; López-Huertas, 2013 ; Augsburg, 2014 ; Bernstein, 2015), considerăm că în prezent se pot identifica cu privire la TD două direcții majore, semnificative : una deschisă de lucrările lui Basarab Nicolescu (1996/2007 ; 2010 ; 2012 ; 2014), iar cealaltă de Michael Gibbons și colaboratorii săi (Gibbons *et al.*, 1994 ; Nowotny *et al.*, 2001). Prima variantă este definită ca „teoretică” (Nicolescu, 2010) și corespunde primului discurs din taxonomia lui Klein, pe care tocmai l-am prezentat. Cealaltă este numită „fenomenologică” (Nicolescu, 2010) sau „contextuală” și are echivalent în discursul despre TD centrat în *problem-solving*. Le vom prezenta pe scurt în rândurile care urmează.

5.2. *TD teoretică*

În opinia lui Basarab Nicolescu, în știința clasică cercetătorul urmărește în cadrul propriei discipline observarea și descrierea realității, descoperirea legilor universale, testarea experimentală a acestora și reproductibilitatea datelor, printr-un proces complex în care acesta

se află într-o *relație de independență* față de obiectul de studiu (Nicolescu, 2007). Prin TD se integrează cunoștințe și metode din sfera științelor naturale, sociale și umaniste în vederea propunerii unor cadre conceptuale și de cercetare noi prin care limitele acestor științe și distanțele epistemologice dintre ele sunt depășite, cercetătorul fiind el însuși *parte a acestui proces* (Nicolescu, 2007, 2012). De asemenea, consideră Nicolescu, TD are în vedere o abordare științifică situată simultan la mai multe niveluri de realitate: „așa cum indică prefixul trans – ceea ce se află în același timp și între discipline, și înăuntrul diverselor discipline, și dincolo de orice disciplină. Finalitatea ei este înțelegerea lumii prezente, unul din imperativele ei fiind unitatea cunoașterii” (Nicolescu, 2007, p. 53). Astfel, principiul de bază este cel al realizării unității cunoașterii prin înțelegerea interacțiunii diverselor niveluri de realitate, caracterizate prin coerență și unitate (unele în raport cu altele, dar și împreună), TD având meritul de a surprinde structura multidimensională și multireferențială a realității (Nicolescu, 2012).

TD se bazează pe trei fundamente sau axiome (Nicolescu, 2007, 2010): (1) Prima dintre acestea, numită axioma ontologică, postulează existența, așa cum am văzut deja, a unor niveluri diferite ale realității obiectului cunoașterii. Între acestea există o discontinuitate (în ceea ce privește conceptualizarea și legile de funcționare), prin urmare nu trebuie confundate cu nivelurile de organizare din perspectiva sistemică, care aparțin aceluiași nivel de realitate. (2) Prin cea de a doua axiomă, intitulată de autor axioma logică, se susține faptul că trecerea de la un nivel al realității la altul este asigurată de logica terțului inclus. În logica clasică, potrivit lui Nicolescu, avem trei axiome fundamentale: a identității (A este A), a non-contradicției (A nu este non-A) și a terțiului exclus, nemaexistând un al treilea termen, T, care să fie și A și non-A. T ar putea fi termenul sau starea prezentă la un anumit nivel care operează unificarea contradictoriilor A și non-A, cu situare la alt nivel, învecinat. După apariția și dezvoltarea logicilor multivalente, un filosof francez de origine română, Ștefan Lupașcu, a propus o logică a terțului inclus, non-contradictorie, în care ar putea exista atât A, non-A, cât și T. Cu alte cuvinte, axioma terțului inclus susține că există și un al treilea termen (T) care este în același timp și A și non-A. Așa cum am precizat deja, în practică unul dintre cei trei termeni se situează la un nivel al realității, iar ceilalți doi la alt nivel. În felul acesta cunoașterea poate depăși principiul non-contradicției. Însă, remarca Nicolescu, să reținem că logica terțului inclus nu o suprimă pe cea a terțului exclus, ci doar îi limitează domeniul de acțiune, aceasta din urmă rămânând valabilă pentru situațiile simple de la un singur nivel al realității. (3) În sfârșit, există și o a treia premisă, axioma epistemologică, prin care se afirmă că structura totalității nivelurilor Realității se caracterizează prin complexitate, toate nivelurile existând în același timp.

Ființa umană, consideră Nicolescu (2007) poate fi studiată ca o realitate complexă, cum și este de altfel, care se manifestă atât la nivel biologic (fizic), cât și psihologic și spiritual. Prin urmare, comportamentele sale pot fi interpretate ținând cont de toate aceste niveluri de manifestare. Genele noastre sunt comune, expresiile feței, calitățile și defectele sunt, de asemenea, comune. Structurile comune de personalitate, calitățile și defectele umane transcend culturile, epocile istorice și regiunile geografice. În ceea ce privește spiritualitatea, Nicolescu consideră că dincolo de diferențele religioase, se pot identifica structuri și căi spirituale similare de raportare și cunoaștere a transcendenței. Experiența sacrului este sursa atitudinii trans-religioase. Cultura poate fi, de asemenea, studiată dintr-o perspectivă TD, depășindu-se astfel perspectivele mai puțin integrate, cea pluri- și cea interculturală. În noua viziune, se va căuta, identifica și descrie ceea ce se poate numi transcultural, adică un nivel al realității care se plasează dincolo de diferențele culturale dintre oameni.

5.3. TD fenomenologică

Cea de a doua formă de TD, fenomenologică sau contextuală, constă în axarea asupra „problemelor dificile”, izvorâte din evoluția complexă a lumii contemporane, care necesită soluții creative, dar elaborate cu participarea tuturor părților interesate, beneficiari și reprezentanți ai științei, angajați și responsabili social (Bernstein, 2015). Această direcție în dezvoltarea TD, numită și *Școala de la Zurich* după orașul în care a avut primul congres internațional pe această temă în 2000, se sprijină pe distincția dintre două moduri de producere a cunoștințelor (Gibbons *et al.*, 1994). Primul tip de producere a cunoașterii corespunde celui tradițional și este numit de autorii citați Modul 1. Cel de-al doilea, intitulat Modul 2, este cel specific cercetării de tip TD.

Prin ce se deosebesc cele două perspective? În *Modul 1* cunoașterea produsă este determinată organizațional/instituțional, informația științifică este structurată disciplinar, ierarhizată și relativ omogenă. Obiectivul major este achiziția de cunoștințe fundamentate empiric, fiabile și generalizabile, cu un grad ridicat de obiectivitate științifică. Disciplinele se constituie în niște „silozuri”, care acumulează resursele și concentrează activitatea de cercetare în cadre izolate, cu șanse mici de interconectare cu alte domenii (Russell *et al.*, 2008, p. 465). Așa funcționează forma tradițională a științei, vârful acesteia fiind reprezentat de ceea ce numim cercetare fundamentală, generatoare de teorii și ipoteze testabile. În *Modul 2*, caracterizat prin sinteză, reconfigurare și contextualizare a informației științifice, cercetarea dezvoltă o cunoaștere care are ca obiectiv aplicarea științei în sectoare sociale precum cel educațional, guvernamental-administrativ sau economic. Ideea este de parteneriat între știință și societate, între cercetător și beneficiarul științei, indiferent cine ar fi acesta. Cunoașterea produsă prin Modul 2 se constituie „într-un mediu nou în care cunoștințele trec cu mai multă ușurință peste frontierele disciplinare, resursele umane sunt mai mobile, iar organizarea cercetării mai deschisă și mai flexibilă” (Gibbons *et al.*, 1994, p. 20). În comparație cu modul anterior de producere a cunoașterii, reprezentanții acestei orientări consideră că Modul 2 se bazează pe mecanisme de cercetare și comunicare mai puțin rigide, implicarea mai multor actori sociali (nu doar oamenii de știință) și locații mult mai diversificate de generare a cunoștințelor (nu doar universități, ci și medii de afaceri, finanțe, guvern, administrație, comunitate etc.). Modul 2 implică o altă atitudine a cercetătorilor față de informația științifică, deoarece se trece de la producerea „cunoștințelor științifice de încredere” la producerea „cunoștințelor robuste din punct de vedere social” (Nowotny *et al.*, 2001, p. 166 și urm.), deci utile în *problem-solving*.

Renn (2021) identifică trei principii majore în abordarea cercetării contextuale TD. (1) Primul este aspectul *practic*. În acest sens, TD dezvoltă modalități de cercetare care depășesc abordările disciplinare, adoptând metode și programe noi mai adecvate pentru înțelegerea unor probleme și situații complexe, precum și pentru dezvoltarea de soluții practice în rezolvarea acestora. (2) Apoi, TD implică un *schimb* intens între cei care se pot numi „producători” ai cunoașterii științifice (oameni de știință, universități, institute de cercetare etc.) și beneficiarii acestei cunoașteri (diverse entități umane și instituționale de la nivelul societății). Se creează, astfel, un spațiu al dialogului dintre știință și politicile sociale, în care înțelegerea și experiența comună asigură învățarea și dezvoltarea umană. (3) Al treilea aspect esențial al TD este șansa științei și a reprezentanților ei de a *ieși din sfera teoretică*, de a se implica în realitatea imediată și în problemele ei, de a crește responsabilitatea cercetătorilor în raport cu descoperirile științifice și impactul acestora în societate. În tabelul 4 am selectat câteva definiții care pot contura mai clar profilul cercetării TD fenomenologice.

Tabelul 4. Transdisciplinaritatea : definiții

| Transdisciplinaritatea fenomenologică (contextuală) | |
|--|---|
| Gibbons <i>et al.</i> , 1994, p. 29 | „...constă într-o continuă conectare și reconectare a cunoștințelor în grupări și configurații specifice, care sunt reunite temporar în contexte specifice de aplicare” |
| Flinterman <i>et al.</i> , 2001, p. 257 | Este „o formă specifică de interdisciplinaritate în care se depășesc limitele dintre și dincolo de discipline și se integrează cunoștințele și perspectivele provenind atât din disciplinele științifice, cât și din surse considerate neștiințifice” |
| Stokols <i>et al.</i> , 2003, p. S24 | „Transdisciplinaritatea este un proces prin care cercetătorii lucrează în comun pentru a dezvolta și utiliza un cadru conceptual comun care reunește teorii, concepte și metode specifice disciplinei pentru a aborda o problemă comună” |
| Balsiger, 2004, pp. 412-413 | Reprezintă „o problemă științifică care transgresează limitele disciplinelor științifice și care apare atunci când : (a) problema este generată într-un domeniu extra-științific (economie, politică, lumea vie) ; (b) o soluție la problemă este solicitată urgent în acest domeniu ; (c) opinia publică consideră acest domeniu relevant ; și (d) atunci când este adusă către știință într-un mod instituțional” |
| Choi, Pak, 2006, p. 351 | Este o perspectivă care „integrează științele naturale, sociale și ale sănătății într-un context umanist ce transcende granițele lor tradiționale” |
| Mittelstrass, 2011, p. 331 | „... este o formă de muncă științifică care apare în cazurile privind rezolvarea unor probleme neștiințifice (...), cum ar fi politicile de mediu, de energie și sănătate” |
| Klein, 2017, p. 22 | „Transcendere, transgresare, transformare” |

În cadrul acestei variante de TD, colaborarea și dialogul între participanți se bazează pe o serie de cerințe care ar putea facilita realizarea proiectului. Dintre acestea menționăm : conducerea comună, de către oameni de știință și practicieni, în toate fazele realizării proiectului ; valorizarea în egală măsură atât a cunoștințelor științifice teoretice, cât și a celor practice ; diferențierea rolurilor în proiect, dar cu recunoașterea autorității fiecăruia în aria sa de competență, a valorilor și a modurilor specifice de gândire a problemei ; generarea în comun a cunoștințelor, însoțită de revizuirea continuă a acestora ; recunoașterea limitelor propriilor abordări, a punctelor slabe, a dependenței de context și a posibilelor înțelegeri greșite (Renn, 2021).

În formele anterioare de cooperare între discipline, și ne referim aici la MD și ID, dezvoltarea științei însăși reprezintă motivația de bază, în timp ce în TD, așa cum am văzut, „motorul” este o necesitate de ordin practic. Privitor la această abordare, centrată pe rezolvarea problemei, Nicolescu (2010) comentează critic, considerând-o limitată la un obiectiv minor, în timp ce obiectivul major al TD este unitatea cunoașterii, care depășește abordarea contextuală, mai pragmatică. Însă ar fi nedrept să simplificăm un fenomen complex ca TD doar la simpla găsire a unor soluții la problemele societății, când experiența ne arată că rezolvarea acestora necesită frecvent un mod nou de a gândi lucrurile. În acest sens, Bernstein (2015) observa necesitatea de „a gândi în mod neconvențional, imaginativ și creativ nu numai la soluțiile problemelor, ci și la combinația de factori care trebuie luați în considerare” (p. 10).

În finalul acestei secțiuni, menționăm câteva dintre numeroasele teme de cercetare din aria TD, desprinse din una dintre revistele de profil¹ : impactul rețelelor de socializare (Facebook și Twitter) asupra capitalului social cognitiv al studenților (Petersen, Johnston,

1. *Informing Science : The International Journal of an Emerging Transdiscipline* (indexare Scopus).

2015), cercetarea fenomenului fake news (Cohen, 2019), impactul inteligenței artificiale asupra abilităților profesionale la locul de muncă (Morandini *et al.*, 2023) etc.

6. Dificultăți în realizarea cercetării bazate pe cooperare și integrare disciplinară

Indiscutabil, MD și ID au intrat în fondul de bază, conceptual și metodologic, al cercetării. În acest sens, stau mărturie jurnalele academice care au acest profil al cercetării declarat în mod explicit, unele având chiar în denumirea lor termenii respectivi. Centrele academice, proiectele de cercetare și studiile publicate atestă din nou, așa cum am arătat pe parcursul acestui text, o dezvoltare tot mai accelerată. Dar chiar și la nivelul acestora apar obstacole.

Rezultatele unei anchete la care au participat 970 de cercetători de la CNRS¹, constituind un eșantion reprezentativ pentru oamenii de știință din toate disciplinele, implicați în cercetări cu caracter ID (Vantard *et al.*, 2023), evidențiază două aspecte relevante. Primul, încurajator mai ales pentru tinerii cercetători, este că implicarea în proiecte ID începe în etapele timpurii ale carierei (doctorat, post-doctorat), iar opțiunea în cauză nu încetinește dezvoltarea acesteia. Cel de-al doilea rezultat principal este însă mai puțin optimist: abordarea ID necesită un timp mai lung pentru realizarea cercetării și revistele de profil sunt puține, ceea ce are ca efect dificultatea publicării.

De asemenea, ne putem pune întrebarea dacă cercetarea de tip MD și ID este mai frecvent citată decât cea monodisciplinară, cu alte cuvinte dacă impactul științific al acesteia este mai ridicat. Problema nu este lipsită de importanță, deoarece în cazul MD și ID investiția este mai mare (resurse umane, financiare și de timp), iar așteptările în privința impactului sunt pe măsură. Cu alte cuvinte, merită efortul, pentru ca astfel să existe și o altă motivație a cercetătorilor în afară de pasiunea pentru cercetare? În acest sens, s-a realizat un studiu prin care s-a evaluat impactul articolelor publicate în Web of Science și Scopus, în mai multe domenii de cercetare (Levitt, Thelwall, 2008). În ceea ce privește științele sociale, rezultatele arată că nu există nicio deosebire din această perspectivă între cele două abordări. Larivière și Gingras (2009) au evaluat la rândul lor impactul cercetării care depășește granițele disciplinelor, în mai multe domenii. În acest caz, ID în cadrul unui articol a fost evaluată prin procentul citărilor provenind din alte discipline. Principalul rezultat, considerat de autori drept o caracteristică comună tuturor disciplinelor, arată că, pe măsură ce caracterul disciplinar sau cel interdisciplinar al articolelor se accentuează, impactul științific al acestora tinde să scadă. Efectul este foarte evident la un nivel foarte ridicat de disciplinaritate (sub 5% referințe din alte discipline) sau la un nivel foarte ridicat de ID (peste 95% referințe din alte discipline). În primul caz, articolul cu problematica sa este plasat într-un plan prea comun (centrul *mainstream*), în cel de-al doilea aceasta este imprecisă, dispersată și incapabilă de a se constitui într-o nișă clar delimitată în raport cu alte discipline. Prin urmare, există un optim, consideră autorii studiului, în raportul dintre deschiderea ID și limitarea monodisciplinară.

În raport cu celelalte două forme de colaborare între discipline tocmai discutate, în cazul TD situația stă oarecum diferit. Deși conceptul este tot mai popular, el este departe de a fi acceptat la nivel academic (Jahn *et al.*, 2012). Lawrence (2014) apreciază că, deși numărul publicațiilor a crescut semnificativ în ultimii ani, TD nu este încă intrată în curentul principal al cercetării științifice, nu are finanțare consistentă, nu este recunoscută pe deplin de

1. *Centre National de la Recherche Scientifique* este cea mai cea mai mare instituție publică de cercetare din Franța.

asociațiile profesionale și nu are acoperire în programele universităților. Abordarea teoretică a TD se prezintă și la această oră, din perspectiva noastră, ca un subiect exotic, puțin înțeles și cu o operaționalizare deficitară în planul concret al cercetării. Perspectiva TD teoretică propusă de Nicolescu este considerată mai degrabă ideală, intelectuală și programatică (Stenner, 2014). În plus, universitățile și institutele de cercetare nu cultivă în prezent deschidere față de proiecte de cercetare TD și nici practici de finanțare a acestora (Jahn *et al.*, 2012).

Care sunt principalele dificultăți cu care se confruntă astăzi cercetarea aflată la congruența dintre disciplinele științifice? Iată câteva probleme dintr-o listă mai lungă propusă de Choi și Pak (2007): selecția inadecvată a disciplinelor și a membrilor echipei, funcționarea deficitară a echipei, evaluarea problematică a rezultatelor cercetării ID (standarde diferite în raport cu cercetarea monodisciplinară), probleme de limbaj științific, timp sau finanțare insuficiente pentru proiect, constrângeri instituționale etc. La acestea mai putem adăuga diferențele dintre paradigmele științifice actuale (monodisciplinare), nivelul încă scăzut al abilităților și competențelor oamenilor de știință implicați (acordarea respectului reciproc, de exemplu) și lipsa cunoștințelor din alte domenii ale științei, contextul instituțional al cercetării care favorizează în evaluare propria disciplină și absența unor structuri organizaționale fixe care să susțină colaborarea (Fischer *et al.*, 2011).

* * *

În concluzie, apreciem că practicarea oricăreia dintre cele trei forme de cooperare între disciplinele științifice descrise în acest articol oferă o mai bună descriere și înțelegere a realității studiate, un transfer de cunoștințe științifice către societate și posibilitatea rezolvării eficiente a problemelor care apar în evoluția acesteia. Menționăm însă, așa cum am arătat în secțiunea anterioară, că trebuie depășite mai multe obstacole pentru a se realiza un dialog veritabil între discipline. De asemenea, ar fi înțelept să ne așteptăm la o evoluție pozitivă, dar de durată a cooperării dintre discipline până când multe din aspectele prezentate în dreptul fiecărei forme (dar mai ales la TD) vor coborî de la statutul de principii și direcții programatice la cel de muncă de teren și practică efectivă de cercetare.

Abstract. In this article we will present the main ways in which researchers from different disciplines can cooperate in carrying out scientific studies. To begin with, we will show the premises that were the basis of the increasingly accelerated process of interaction between various fields of science, which until a few decades ago had clearly defined borders and carried out research located only between these limits. Then, we will analyse the main forms of cooperation and integration, namely multi-, inter- and transdisciplinarity, showing the advantages, disadvantages and challenges of each of them. We will conclude with a general assessment of the current situation and obstacles regarding the cooperation and integration of scientific disciplines in research.

Keywords: scientific discipline, monodisciplinarity, multidisciplinarity, pluridisciplinarity, interdisciplinarity, transdisciplinarity

Résumé. Dans cet article, nous présenterons les principales modalités par lesquelles les chercheurs de différentes disciplines peuvent coopérer pour mener des études scientifiques. Au début, nous montrerons les prémisses qui étaient à la base du processus d'interaction de plus en plus accéléré entre divers domaines scientifiques qui, jusqu'à il y a quelques décennies, avaient des frontières clairement définies et menaient des recherches situées uniquement entre ces limites. Nous présenterons ensuite les principales formes de coopération et d'intégration, à savoir la multi-, l'inter- et la transdisciplinarité, en montrant les avantages, les inconvénients et les défis de chacune d'elles.

Nous finirons par une évaluation générale de la situation actuelle et des obstacles concernant la coopération et l'intégration des disciplines scientifiques dans la recherche.

Mots-clés : discipline scientifique, monodisciplinarité, multidisciplinarité, pluridisciplinarité, interdisciplinarité, transdisciplinarité

Referințe

- Aboelela, S.W., Larson, E.L., Bakken, S., Carrasquillo, O., Formicola, A.J., Glied, S., Haas, J.P., Gebbie, K. (2007). Defining interdisciplinary research: Conclusions from a critical review of the literature. *Health Services Research*, 42(1), pt. 1, 329-346.
- Alvargonzález, D. (2011). Multidisciplinarity, Interdisciplinarity, Transdisciplinarity, and the Sciences. *International Studies in the Philosophy of Science*, 25(4), 387-403. <https://doi.org/10.1080/002698595.2011.623366>
- Aram, J.D. (2004) Concepts of Interdisciplinarity: Configurations of Knowledge and Action. *Human Relations*, 57(4), 379-412. <https://doi.org/10.1177/0018726704043893>
- Augsburg, T. (2014). Becoming Transdisciplinary: The Emergence of the Transdisciplinary Individual. *World Futures: The Journal of New Paradigm Research*, 70(3-4), 233-247. <http://dx.doi.org/10.1080/02604027.2014.934639>
- Balsiger, P.W. (2004). Supradisciplinary research practices: History, objectives and rationale. *Futures*, 36(4), 407-421. <https://doi.org/10.1016/j.futures.2003.10.002>
- Bernstein, J. (2015). Transdisciplinarity: A Review of Its Origins, Development, and Current Issues. *Journal of Research Practice*, 11(1).
- Bruun, H., Hukkinen, J., Huutoniemi, K., Klein, J.T. (2005). *Promoting interdisciplinary research: The case of the Academy of Finland*. Publications of the Academy of Finland. Series #8/05. Helsinki: Academy of Finland.
- Choi, B.C., Pak, A.W. (2006). Multidisciplinarity, interdisciplinarity and transdisciplinarity in health research, services, education and policy: 1. Definitions, objectives, and evidence of effectiveness. *Clinical and investigative medicine. Medecine clinique et experimentale*, 29(6), 351-364.
- Choi, B.C., Pak, A.W. (2007). Multidisciplinarity, interdisciplinarity, and transdisciplinarity in health research, services, education and policy: 2. Promotors, barriers, and strategies of enhancement. *Clinical and investigative medicine. Medecine clinique et experimentale*, 30(6), E224-E232. <https://doi.org/10.25011/cim.v30i6.2950>
- Cohen, E. (2019). Building an informing science model in light of fake news. *Informing Science: The International Journal of an Emerging Transdiscipline*, 22, 95-114. <https://doi.org/10.28945/4486>
- Fischer, A.R.H., Tobi, H., Ronteltap, A. (2011). When Natural met Social: A Review of Collaboration between the Natural and Social Sciences. *Interdisciplinary Science Reviews*, 36(4), 341-358. doi: 10.1179/030801811x1316075591868
- Flinterman, J.F., Teclerariam-Mesbah, R., Broerse, J.E.W., Bunders, J.F.G. (2001). Transdisciplinarity: The New Challenge for Biomedical Research. *Bulletin of Science, Technology & Society*, 21(4), 253-266. <https://doi.org/10.1177/027046760102100403>
- Frodeman, R., Mitcham, C. (2007). New Directions in Interdisciplinarity: Broad, Deep, and Critical. *Bulletin of Science, Technology & Society*, 27(6), 506-514. doi: 10.1177/0270467607308284
- Gatchel, R.J., McGeary, D.D., McGeary, C.A., Lippe, B. (2014). Interdisciplinary chronic pain management: Past, present, and future. *American Psychologist*, 69(2), 119-130. <https://doi.org/10.1037/a0035514>
- Gibbons, M., Limoges, C., Nowotny, H. Schwartzman, S., Scott, P., Trow, M. (1994). *The new production of knowledge: The dynamics of science and research in contemporary societies*. London: Sage.

- Ickovics, J.R., Lewis, J.B., Cunningham, S.D., Thomas, J., Magriples, U. (2019). Transforming prenatal care: Multidisciplinary team science improves a broad range of maternal-child outcomes. *American Psychologist*, 74(3), 343-355. <https://doi.org/10.1037/amp0000435>
- Jahn, T., Bergmann, M., Keil, F. (2012). Transdisciplinarity: Between mainstreaming and marginalization. *Ecological Economics*, 79, 1-10. doi: 10.1016/j.ecolecon.2012.04.017
- Jung, J., Grim, P., Singer, D.J., Bramson, A., Berger, W.J., Holman, B., Kovaka, K. (2019). A multidisciplinary understanding of polarization. *American Psychologist*, 74(3), 301-314. <https://doi.org/10.1037/amp0000450>
- Klein, J.T. (2000). A Conceptual Vocabulary of Interdisciplinary Science. În N. Stehr, P. Weingart (eds.), *Practising Interdisciplinarity* (pp. 3-24). Toronto: University of Toronto Press. <https://doi.org/10.3138/9781442678729-003>
- Klein, J.T. (2010). A Taxonomy of Interdisciplinarity. În R. Frodeman, J.T. Klein, C. Mitcham (eds.), *The Oxford Handbook of Interdisciplinarity* (pp. 15-30). Oxford University Press.
- Klein, J.T. (2014). Discourses of transdisciplinarity: Looking Back to the Future. *Futures*, 63, 68-74. doi: 10.1016/j.futures.2014.08.008
- Klein, J.T. (2015). Reprint of Discourses of transdisciplinarity: Looking Back to the Future. *Futures*, 65, 10-16. doi: 10.1016/j.futures.2015.01.003
- Klein, J.T. (2017). Typologies of Interdisciplinarity: The Boundary Work of Definition. In R. Frodeman (ed.), *The Oxford Handbook of Interdisciplinarity* (pp. 21-39). Oxford University Press. doi: 10.1093/oxfordhb/9780198733522.013.3
- Klein, J.T. (2021). *Beyond Interdisciplinarity. Boundary Work, Communication, and Collaboration*. Oxford University Press.
- Larivière, V., Gingras, Y. (2009). On the relationship between interdisciplinarity and scientific impact. *Journal of the American Society for Information Science and Technology*, 61(1), 126-131. doi: 10.1002/asi.21226
- Lattuca, L.R. (2001). *Creating Interdisciplinarity: Interdisciplinary research and teaching among college and university faculty*. Vanderbilt University Press.
- Lawrence, R.J. (2014). Advances in transdisciplinarity: Epistemologies, methodologies and processes. *Futures*, 65, 1-9. doi: 10.1016/j.futures.2014.11.007
- Lawrence, R.J., Després, C. (2004). Futures of transdisciplinarity. *Futures*, 36(4), 397-405. doi: 10.1016/j.futures.2003.10.005
- Levitt, J.M., Thelwall, M. (2008). Is multidisciplinary research more highly cited? A macrolevel study. *Journal of the American Society for Information Science and Technology*, 59(12), 1973-1984. doi: 10.1002/asi.20914
- López-Huertas, M. (2013). Reflexions on Multidimensional Knowledge: Its Influence on the Foundation of Knowledge Organization. *Knowledge Organization*, 40, 400-407. doi: 10.5771/0943-7444-2013-6-400
- Martineau, J.T., Decety, J., Racine, E. (2020). The Social Neuroscience of Empathy and Its Implication for Business Ethics. În J. Martineau, E. Racine (eds.), *Organizational Neuroethics* (pp. 167-189), Springer, Cham. https://doi.org/10.1007/978-3-030-27177-0_12
- Martinussen, M. (2018). Critical social psychology and interdisciplinary studies of personal life: Greater than the sum of its parts. *Social and Personality Psychology Compass*, 13(1), e12428. doi: 10.1111/spc3.12428
- Max-Neef, M.A. (2005). Foundations of transdisciplinarity. *Ecological Economics*, 53(1), 5-16. doi: 10.1016/j.ecolecon.2005.01.014
- Mittelstrass, J. (2011). On transdisciplinarity. *Trames*, 15(65/60), 4, 329-338.
- Morandini, S., Fraboni, F., De Angelis, M., Puzzo, G., Giusino, D., Pietrantoni, L. (2023). The impact of artificial intelligence on workers' skills: Upskilling and reskilling in organisations. *Informing Science: The International Journal of an Emerging Transdiscipline*, 26, 39-68. <https://doi.org/10.28945/5078>
- National Academies (eds). (2005). *Facilitating Interdisciplinary Research*. Washington: The National Academies Press.

- Newell, W.H. (2007). Decision-making in interdisciplinary studies. In G. Morçöl (ed.), *Handbook of Decision Making* (pp. 245-264). CRC Press.
- Nicolescu, B. ([1996]/2007). *Transdisciplinaritatea. Manifest*. Iași : Junimea.
- Nicolescu, B. (2010). Methodology of transdisciplinarity – levels of reality, logic of the included middle and complexity. *Transdisciplinary journal of engineering and science*, 1(1), 19-38.
- Nicolescu, B. (2012). Transdisciplinarity : The Hidden Third, Between the Subject and the Object. *Human and Social Studies*, 1(1), 13-28.
- Nicolescu, B. (2014). Multidisciplinarity, Interdisciplinarity, Indisciplinarity, and Transdisciplinarity : Similarities and Differences. *RCC Perspectives*, 2, 19-26. <http://www.jstor.org/stable/26241230>
- Nowotny, H., Scott, P., Gibbons, M. (2001). *Re-thinking science : knowledge and the public in an age of uncertainty*. Cambridge : Polity Press.
- O'Hara, K.L., Duchscher, J.E., Shanholtz, C.E., Reznik, S.J., Beck, C.J., Lawrence, E. (2019). Multidisciplinary partnership : Targeting aggression and mental health problems of adolescents in detention. *American Psychologist*, 74(3), 329-342. <https://doi.org/10.1037/amp0000439>
- Palanca-Castan, N., Sánchez Tajadura, B., Cofré, R. (2021). Towards an interdisciplinary framework about intelligence. *Heliyon*, 7(2), e06268. <https://doi.org/10.1016/j.heliyon.2021.e06268>
- Petersen, C., Johnston, K.A. (2015). The impact of social media usage on the cognitive social capital of university students. *Informing Science : the International Journal of an Emerging Transdiscipline*, 18, 1-30. <http://www.inform.nu/Articles/Vol18/ISJv18p001-030Petersen1522.pdf>
- Piaget, J. (1972). *Dimensiuni interdisciplinare ale psihologiei*. București : Editura Didactică și Pedagogică.
- Polk, M. (2015). Transdisciplinary co-production : Designing and testing a transdisciplinary research framework for societal problem-solving. *Futures*, 65, 110-122. doi : 10.1016/j.futures.2014.11.001
- Proctor, R.W., Vu, K.-P.L. (2019). How psychologists help solve real-world problems in multidisciplinary research teams : Introduction to the special issue. *American Psychologist*, 74(3), 271-277. <https://doi.org/10.1037/amp0000458>
- Renn, O. (2021). Transdisciplinarity : Synthesis towards a modular approach. *Futures*, 130, 102744. doi : 10.1016/j.futures.2021.102744
- Repko, A.F., Szostak, R. Buchberger, M.P. (2017). *Introduction to Interdisciplinary Studies*. London : Sage.
- Russell, A.W., Wickson, F. Carew, A.L. (2008). Transdisciplinary : context, contradictions and capacity. *Futures*, 40(5), 460-472.
- Stenner, P. (2014). Transdisciplinarity. In T. Teo (ed.), *Encyclopedia of Critical Psychology* (pp. 1987-1993). New York : Springer.
- Stokols, D., Fuqua, J., Gress, J., Harvey, R., Phillips, K., Baezconde-Garbanati, L., Unger, J., Palmer, P., Clark, M.A., Colby, S.M., Morgan, G., Trochim, W. (2003). Evaluating transdisciplinary science. *Nicotine & Tobacco Research : Official Journal of the Society for Research on Nicotine and Tobacco*, 5(1), S21-S39. <https://doi.org/10.1080/14622200310001625555>
- Tobi, H., Kampen, J.K. (2018). Research design : The methodology for interdisciplinary research framework. *Quality & Quantity : International Journal of Methodology*, 52(3), 1209-1225. <https://doi.org/10.1007/s11135-017-0513-8>
- Vantard, M., Galland, C., Knoop, M. (2023). Interdisciplinary research : Motivations and challenges for researcher careers. *Quantitative Science Studies*, 4(3), 711-727. https://doi.org/10.1162/qss_a_00265
- Varghese, K.G. (2024). Interdisciplinarity. Unpredictable Transitions and Uncommon Encounters. În B.P. Remesh, R. Kumar, *Practising Interdisciplinarity. Convergences and Contestations* (pp. 24-40). New York : Routledge.
- Williams, M.E., Pearson, D.A., Capal, J.K., Byars, A.W., Murray, D.S., ... Krueger, D. (2019). Impacting development in infants with tuberous sclerosis complex : Multidisciplinary research collaboration. *American Psychologist*, 74(3), 356-367. doi : 10.1037/amp0000436

JOURNAL DE TERRAIN /
JURNAL DE TEREN

Recherche et réflexivité : sur les rapports entre modernité, politique et religion dans les sociétés d'Afrique centrale

Abel Kouvouama¹

Résumé. J'ai voulu, dans mon article restituer dans une démarche réflexive, une partie du travail élaboré à la fin de l'année 2001, lorsque j'étais maître de conférences associé au Collège de France, (Centre de Sociologie Européenne) aux côtés de Pierre Bourdieu. Il s'agit d'analyser dans une démarche réflexive les conditions sociales de production des savoirs en sciences sociales à la fois dans ses dimensions particulières et universelles. Deux temporalités résument les multiples champs de mes recherches effectuées au Congo et depuis le Congo. La première temporalité restitue mes champs et thèmes de recherches faites depuis le Congo (1983-1998), au sein du Laboratoire d'anthropologie et d'histoire l'Université Marien Ngouabi, en partenariat avec l'Office français de recherche scientifique et technique d'outre-mer (Orstom) ayant un site à Brazzaville, et le Centre national français de la recherche scientifique (CNRS) ; cela autour de projets scientifiques conçus en commun avec des collègues chercheurs installés en France, sur les thèmes suivants, d'une part, «Modernité et sociabilité en milieu urbain», d'une part ; et d'autre part, sur «Les alternatives stratégiques des ménages congolais face à la crise». La seconde temporalité de la recherche s'est déroulée en France, à l'occasion d'un long séjour scientifique de 8 mois en 1992 et en 1997-1998 en tant que chercheur associé à la fois de l'Orstom et du CNRS sur le thème «Citadins et religions».

Mots-clés : réflexivité, temporalité, modernité, sociabilité, religion

1. Introduction

Pour le journal de recherche et de terrains, j'ai voulu, dans ce numéro 53 de la revue *Psihologia Socială*, restituer dans une démarche réflexive, une partie du travail élaboré à la fin de l'année 2001, lorsque j'étais maître de conférences associé au Collège de France, (Centre de Sociologie Européenne) aux côtés de Pierre Bourdieu. Conscient du fait que ma situation de chercheur associé ne pouvait privilégier uniquement la partie enseignement de la convention qui liait le Collège de France à l'Université de Picardie Jules Verne de Picardie, Pierre Bourdieu avait donné son accord afin que je présente au CNRS, un projet de recherche

1. Université de Pau et des Pays de l'Adour ; E-mail : abel.kouvouama@univ-pau.fr

de six (6) ans avec deux axes thématiques ; cela à la fin des trois années en août 2002 de mon contrat de maître de conférences invité au Collège de France.

Effectuer à présent ce retour réflexif sur les conditions de production scientifique des axes de mon projet de recherche a quelque chose de singulièrement significatif pour moi ; car c'est au même moment dans les années 1999-2000 que Pierre Bourdieu reprenait en les développant de manière rigoureuse les analyses précédentes sur la réflexivité. En effet, le concept apparaît directement ou indirectement dans la plupart de ses œuvres dès le début. Concernant le concept de réflexivité, j'évoquerais ici principalement ses trois ouvrages suivants dans lesquels il est explicitement utilisé par Pierre Bourdieu : *Science de la science et réflexivité*, Paris, Raisons d'agir, octobre 2001 ; *Esquisse pour une auto-analyse*, Paris, Raisons d'agir, février 2004 (ouvrage posthume) ; *Retour sur la réflexivité*, Paris, EHESS, 2021 (ouvrage posthume). «Le retour sur soi qu'exige la méthode réflexive, selon Pierre Bourdieu, va bien au-delà de ce que réclame le point de vue égologique défendu par l'ethnométhodologie. Il ne suffit pas d'explicitement «l'expérience vécue» du sujet connaissant ; il faut, dit-il, objectiver les conditions sociales de possibilité de cette expérience et, plus précisément, de l'acte d'objectivation» (Bourdieu, 2022, p. 46). Restituons à présent de manière synthétique, les exigences épistémologiques et les conditions d'intelligibilité qu'implique, selon Pierre Bourdieu, une telle entreprise intellectuelle. La véritable réflexivité ne consiste pas, dit-il, «à s'adonner, *post festum*, à la réflexion sur le travail de terrain ; elle n'a pas grand-chose à voir avec la réflexivité textuelle, ni avec les analyses faussement sophistiquées du «processus herméneutique de l'interprétation culturelle» et de la construction de la réalité à travers l'enregistrement ethnographique (...) La forme de réflexivité qui me paraît la plus féconde scientifiquement est tout à fait paradoxale, en ce qu'elle est profondément *anti-narcissique*. (...) Les propriétés que découvre cette sociologie toute opposée à un retour intimiste et complaisant sur la personne privée du sociologue (...) Cette sociologie met en question la représentation charismatique qu'ont souvent d'eux-mêmes les intellectuels, et aussi leur propension à se penser comme libres de toutes déterminations sociales. Elle fait découvrir le social au cœur de l'individuel, l'impersonnel caché sous l'intime (Bourdieu, 2022, p. 51).

Ainsi, pour les chercheur-e-s comme moi qui ont pour terrain de recherche principal l'observation et l'analyse des faits sociaux dans les sociétés d'Afrique centrale, il s'agit d'analyser dans une démarche réflexive les conditions sociales de production des savoirs en sciences sociales à la fois dans ses dimensions particulières et universelles. Deux temporalités résument les multiples champs de mes recherches effectuées au Congo et depuis le Congo. La première temporalité restitue donc mes champs et thèmes de recherches faites depuis le Congo (1983-1998), au sein du Laboratoire d'anthropologie et d'histoire l'Université Marien Ngouabi, en partenariat avec l'Office français de recherche scientifique et technique d'outre-mer (ORSTOM) ayant un site à Brazzaville, et le Centre national français de la recherche scientifique (CNRS) ; cela autour de projets scientifiques conçus en commun avec des collègues chercheurs installés en France. La seconde temporalité de la recherche s'est déroulée en France, à l'occasion d'un long séjour scientifique de 8 mois en 1992 et en 1997-1998 en tant que chercheur associé à la fois de l'ORSTOM et du CNRS.

2. Synthèse des recherches antérieures au projet envisagé en 2001

Mes recherches accompagnées d'enseignement ont été menées au Congo de 1983 à 1998 (Kouvouama, 1990, pp. 31-38 ; Kouvouama, 1991, pp. 50-66 ; Kouvouama, 1997, pp. 151-158), d'abord au sein du Laboratoire d'Anthropologie (1984-1994), ensuite au sein du Laboratoire Philosophie comparée (1995-2000) à la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines de l'Université de Brazzaville ; puis de 1997 à 2001 comme associé, tour à tour à l'Office de recherche scientifique et technique d'Outre-mer (ORSTOM) et au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), au sein de l'Equipe «Citadins et religions en Afrique Noire», au Centre d'Etudes Africaines (CEA) de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS), à l'Institut d'Etudes Politiques, IEP- Paris, et au Centre d'Etudes, de Formation et de Recherches en Sciences Sociales (CEFRESS) de l'Université de Picardie Jules Verne, Faculté de Philosophie, Sciences Humaines et Sociales.

2.1. *Axe 1 – Modernité et sociabilité en milieu urbain*

Les recherches et enquêtes de terrain ont été menées tour à tour, de 1988 à 1993, d'abord dans l'espace urbain de Brazzaville ; ensuite dans d'autres villes secondaires du Congo-Brazzaville (Kouvouama, 1993, pp. 68-105).

A) C'est ainsi que de 1992 à 1994, j'ai effectué des enquêtes auprès de d'une association d'entraide dans l'arrondissement 5 Ouenzé de Brazzaville. Les associations d'entraide de ressortissants d'une même région installés en ville ont pour activité principale l'entraide entre les membres. Quel rôle jouent-elles dans la transmission des valeurs du groupe entre les aînés qui ont connu le village et les cadets nés ou grandis en ville ? Constituent-elles une forme de repli sur une culture de terroir susceptible de générer en ville un cloisonnement identitaire ? Je me suis alors posé deux questions :

Premièrement, les mouvements associatifs peuvent-ils être appréhendés comme la permanence en milieu urbain brazzavillois, d'institutions et de pratiques du monde rural ? Ou bien sont-ils au contraire des formes sociales et culturelles parmi tant d'autres, de réponses et d'«ajustements sociaux» aux sollicitations quotidiennes du monde urbain, aux exigences pressantes de la modernité (problèmes de la maladie, de la misère, de la pauvreté, du chômage, des échecs conjugaux et scolaires, de la sorcellerie, etc.) ? Ceci dans la mesure où les institutions étatiques et les familles sont loin, aux yeux des individus, d'assurer la prise en charge de l'infortune et du malheur.

Deuxièmement, quels sont les motifs qui sous-tendent chez les individus, leur choix d'un mouvement associatif d'entraide ? Et peut-on ainsi affirmer que ces choix individuels répondent à des logiques sociales d'appartenance et à des stratégies d'adaptation, de survivance ou de recherche de nouvelles formes de socialité ?

J'ai privilégié les enquêtes qualitatives basées sur des entretiens semi-directifs auprès de groupes-cibles (responsables et membres ordinaires) à travers leurs manifestations sociales ; les enquêtes documentaires en recueillant des informations relatives aux statuts et règlements intérieurs des mouvements associatifs retenus, ainsi que les objectifs poursuivis et les domaines privilégiés d'action sociale. Ceci, tout en sachant que la nature des propos tenus de valorisation du mouvement peut être influencée par la position occupée par chacun d'eux dans la hiérarchie des pouvoirs au sein du mouvement associatif. Les

interviews ont été réalisées à partir d'un guide d'entretien comprenant les quatre champs de préoccupation suivants :

1. L'obtention des renseignements généraux sur la personne responsable ou membre de l'association ; et comment elle en est devenue membre.
2. La restitution aussi exhaustive que possible de l'histoire du mouvement associatif en dégageant notamment sa nature, ses objectifs et ses buts, les domaines d'action sociale.
3. Le service et le bénéfice que les individus attendent de leur appartenance à un ou plusieurs mouvements associatifs.
4. La finalité de l'association. Constitue-t-elle pour les individus une nouvelle «famille» ? Et qu'est-ce qui définit alors cette nouvelle appartenance sociale ?

C'est à partir de ces informations rassemblées que j'ai étudié les mouvements associatifs constitués à partir des solidarités ethniques à l'instar de l'association regroupant, à Brazzaville, des originaires du village Tchikapika du groupe ethnique Mbochi (région de la Cuvette, au Nord Congo), et dénommée «Amis Tchik la Belle». La spécificité de ce mouvement associatif réside dans le fait que tous les membres sont des femmes.

De plus, cette dynamique associative d'«Amis Tchik la Belle» semble avoir été aussi favorisée par l'appartenance de la plupart des femmes à l'ancien parti unique, le Parti Congolais du Travail (PCT) et à la centrale syndicale féminine, l'Union Révolutionnaire des Femmes du Congo (URFC) : „Nous sommes toutes du PCT, parce que nous travaillons pour la plupart à l'URFC (Union révolutionnaire des femmes du Congo ; mais d'autres ont quitté le PCT pour adhérer à d'autres partis qui ont vu le jour (...). Mais à la réunion, on ne parle pas de politique ; ce qui est fondamental, c'est l'entraide et l'assistance, c'est tout (...). Notre association est une «famille», elle reçoit tout le monde.» Cette socialité fonctionnelle dans un milieu urbanisé comme Brazzaville, où l'individualisation des rapports sociaux conduit le plus souvent à l'éclatement des familles, contribue davantage au maintien du groupe ethnique et social ; puisque chaque membre peut toujours obtenir aide et assistance auprès du mouvement associatif qui sert également de caisse de «sécurité sociale». De la sorte, par l'échange de services et de dons en nature, chaque adhérent prend conscience de la nécessité de renforcer les liens du groupe, de participer aux activités sociales prévues, assurant ainsi la reproduction du système d'entraide selon les normes établies. Au regard de leurs pratiques sociales, j'ai observé que les différents membres du mouvement associatif «Amis Tchik la Belle» sont effectivement unis tant dans leur réalité culturelle et sociologique que dans leur vécu quotidien ; ces efforts d'adaptation et ces stratégies de survie en milieu urbain sont décelables dans les modalités particulières de redistribution des revenus des salariés au sein du groupe ; dans l'instauration des réseaux «familiaux», au sens métaphorique du terme, de solidarité et dans la mise en place d'une mutuelle de la débrouillardise, renforcée dans sa dynamique par le facteur ethnique.

Les premiers acquis de la recherche m'ont conduit à dire que, dans l'espace social et politique congolais coexistent deux logiques sociales qui se dévoilent dans les comportements des agents sociaux : d'une part, une logique sociale caractérisée par le primat du groupe (famille, ethnie, parenté, etc...) sur l'individu ; d'autre part, une logique sociale qui assure le triomphe de l'individu, de l'agent social sur le groupe ; cette dernière véhiculant la logique de la citoyenneté dans l'affirmation du sujet qui assume ses rôles dans les situations particulières. Cela m'a amené à voir dans le télescopage de ces deux logiques sociales, la combinaison de normes sociales et de référence dans lesquelles, la rationalité politique et sociale des individus est, à la fois, inscrite dans des rapports contractuels de type vertical

et dans une vision néo-patrimoniale (lire notamment Bayart, 1989). Cette association continue d'exister à Brazzaville grâce à l'intégration des descendantes de premiers membres de l'association «Amis Tchik la Belle».

B) Ensuite de 1995 à 1998, j'ai participé à des recherches collectives pluridisciplinaires portant sur «Les alternatives stratégiques des ménages congolais face à la crise». Ces recherches ont été réalisées au sein du réseau collectif de recherches sur les Politiques Sociales en Afrique de l'Ouest et du Centre (RPSA/OC). La création de ce réseau a été rendue nécessaire par l'absence d'un cadre cohérent de mesures et d'actions, en vue d'un développement humain durable et harmonieux. Il a été créé à la suite du séminaire organisé à Saly Portudal (Sénégal) en Janvier 1994 par le Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI) du Canada) sur la problématique des politiques sociales en Afrique de l'Ouest et du Centre. Le réseau qui regroupait huit pays : Burkina Faso, Cameroun, Congo, Côte-d'Ivoire, Guinée, Ghana, Mali et Sénégal, était un cadre de concertation entre les décideurs, les chercheurs, les organisations non gouvernementales et tous les opérateurs de développement. Le réseau était aussi un lieu d'expertise et de recherches prospectives pour éclairer, en toute connaissance de cause, les décisions en matière de politiques sociales. L'un des défis à relever était l'intégration des politiques sociales et leurs liens avec les politiques économiques de manière à mettre en place un processus de développement harmonieux et cohérent qui prend en compte les besoins et les priorités des populations. Ceci suppose la compréhension de la part des décideurs et planificateurs du concept de politiques sociales, voire de développement humain qui met l'accent sur l'humain et non sur les institutions.

Les recherches ont été menées sur le terrain congolais dans quatre villes principales et secondaires du Congo (à savoir, Brazzaville, Mouyondzi, Lékana et Vindza). L'étude a été conduite selon une approche quantitative au moyen d'un questionnaire normatif et une approche qualitative avec un guide d'entretiens comme support de collecte de données afin de : (i) décrire le phénomène dans le contexte du Congo, (ii) analyser les politiques et les stratégies proposées au niveau de l'Etat et des collectivités décentralisées et au niveau individuel et (iii) enfin suggérer des pistes d'action. Les enquêtes ont été réalisées en janvier-février 1997 auprès de 1.300 ménages en zone urbaine (Brazzaville) et en zone rurale (Mouyondzi, Lekana et Vinza). Nous avons tenu des réunions de groupes avec les responsables des collectivités décentralisées, les jeunes et les femmes et autres personnes telles que les (les sages, les dignitaires politiques, les autorités religieuses, etc.).

L'objectif général du projet était de contribuer à la mise en oeuvre du Programme d'actions sociales du Gouvernement congolais dans la lutte contre la pauvreté. Ces recherches ont fait l'objet d'une première évaluation et de la valorisation des résultats de la recherche en février 1998, en présence du Gouvernement congolais, des organismes spécialisés des Nations Unies (PNUD, UNESCO, FAO), et des chercheurs de plusieurs institutions scientifiques congolaises. L'étude sur la pauvreté au Congo-Brazzaville a tenu en compte de l'étroite interrelation des aspects économiques, politiques, psychologiques, culturels, sociaux du phénomène, de la diversité de leur combinaison. Le Congo ayant choisi à une époque de son histoire l'option politique du socialisme scientifique a bénéficié au cours de la même période de la manne pétrolière. Ce concours de circonstance a permis de renforcer un Etat patrimonial qui redistribuait la rente issue des ressources tirées presque exclusivement du pétrole. Les populations avaient déjà acquis un niveau vie et des comportements qui ne leurs permettaient pas d'imaginer la pauvreté telle qu'elle est décriée maintenant. En effet, la lecture des indicateurs des figures de la pauvreté n'indique presque pas de différences entre

les catégories des pauvres et des non pauvres. Dans certains cas (la propriété du logement par exemple), les pauvres paraissent les mieux lotis que les non pauvres. Les mauvais choix des politiques d'investissement publics, les détournements des deniers publics, auxquels sont venus s'ajouter les effets pervers des Programmes d'ajustement structurel, de la dévaluation du franc CFA, ont induit la pauvreté dans un pays qui, jusqu'à la décennie 1980, était considéré comme pays à revenu intermédiaire mais qui est actuellement tombé dans la catégorie des pays à revenu faible. La pauvreté affecte de manière différentielle les catégories de la population. A ce titre, les femmes sont les premières victimes. En milieu rural, les femmes sont touchées par des formes particulières de pauvreté qui dérivent de leurs multiples responsabilités dans la création du revenu familial, et la gestion de l'univers domestique. Les enfants abandonnés, phénomène surtout observé dans les grandes villes, les handicapés physiques, les sinistrés des guerres civiles et politiques, sont aussi de grandes victimes de la pauvreté du Congo.

La limite temporelle de la phase d'enquête proprement dite et l'insuffisance des moyens financiers n'ont pas permis d'approfondir l'investigation sur ce phénomène de pauvreté ; toutefois cette étude a eu le mérite de fixer le seuil de pauvreté au Congo tant en zone rurale qu'en milieu urbain. Le champ d'étude qui est suffisamment représentatif peut donner une indication sur le caractère national du phénomène. Les conséquences de cette pauvreté sur la scolarisation sont telles que le Congo était non seulement en régression, mais hypothéquait surtout ses atouts de développement. En effet, le développement des capacités des ressources humaines est la condition sine qua non d'un développement socio-économique harmonieux et durable.

Il faut cerner la pauvreté comme une question socio-économique dont les causes et les dimensions sont inséparables du développement de l'économie mondiale dominante : la pauvreté ne peut plus être vue comme un phénomène pathologique, car elle est devenue fonctionnelle. En effet, les règles de fonctionnement du système dominant exigent une sorte d'équilibre conflictuel entre la nécessité d'assurer la survie et la reproduction de la force de travail à un coût économiquement acceptable, tout en garantissant un niveau de vie minimum qui soit politiquement acceptable, c'est-à-dire suffisant pour minimiser les risques d'explosions sociales. Les dimensions structurelles de la pauvreté ne peuvent être comprises qu'à travers les mécanismes d'aggravation du mal développement. Ce qui revient également à dire, que dans le contexte actuel de la mondialisation des économies, une étude sur l'inégalité et la pauvreté au Congo ne saurait se situer en dehors du contexte général des rapports entre pays fortement industrialisés et pays faiblement industrialisés. Ainsi, la pauvreté apparaît par ses ramifications comme un phénomène totalisant. Donc, l'étude de ses causes ainsi que la formulation des stratégies de lutte contre la pauvreté, doivent s'intégrer dans le cadre d'une théorie unifiante du développement. Les autorités du Congo ont quant à elles, choisi de définir la pauvreté, non pas uniquement comme un défi économique, mais aussi comme la somme des urgences sociales et politiques qui freinent l'épanouissement de l'individu. Une bonne frange de la population souffre du manque de besoin tout aussi élémentaire que la nourriture : l'accès à l'eau potable, la possibilité de se soigner, de s'éduquer.

En conclusion, comme stratégies de lutte, les approches de compartimentalisation sectorielle et de fragmentation de la pratique sont loin de résoudre le problème de la pauvreté, ses causes et ses remèdes qu'il convient de considérer fondamentalement, comme un problème d'inégalité et de changement social. Ce changement social étant considéré

comme un ensemble d'exigences de justice sociale et de participation populaire des couches les plus défavorisées. Les stratégies de lutte doivent être conçues à différents niveaux, mais elles doivent surtout être orientées vers l'allocation des ressources vers les pauvres eux-mêmes. Par ailleurs, ces stratégies doivent aussi constituer une opportunité pour la création et la mobilisation de l'épargne pour l'investissement dans les secteurs de la production populaire et des économies régionales.

Pour ce faire, les stratégies à mettre en œuvre devraient permettre de promouvoir des mesures et des actions visant à :

- améliorer la productivité et les revenus des emplois existants dans les secteurs de production populaire (agriculture, élevage, pêche pisciculture, foresterie, artisanat). Ces secteurs sont en effet contrôlés par les producteurs paysans et les artisans urbains ;
- créer de nouvelles opportunités d'emplois et de revenus notamment dans les divers secteurs structures et informels, c'est-à-dire dans les sphères économiques des pauvres.

Dans cette perspective, les politiques d'investissement, de formation, de structuration, d'organisation et d'appui divers aux secteurs les pauvres et les plus pauvres devraient être coordonnées et synchronisées dans le cadre d'une stratégie globale de développement. Enfin, les stratégies de lutte intègrent les rapports anthro-sociologiques en ce qu'elles sont, au plan individuel, sociétal et/ou groupal, des réponses données en fonction de la perception culturelle de la pauvreté. La dimension culturelle de la pauvreté apparaît ainsi comme une des composantes essentielles qu'il faille prendre en compte dans les stratégies à proposer. La prise en compte de cette dimension contribue à améliorer davantage l'approche du développement ancrée dans la sphère des pauvres qui représentent une expression particulière et dynamique d'aspirations, de préférences, de rapports avec les biens et outils ou avec les autres, etc., en fonction desquels ils réagissent devant la situation de pauvreté.

2.2. Axe 2 – Figures politiques et religieuses de la modernité

Cet axe 2 s'est nourri de recherches et d'enseignements effectués d'une part, de 1989 à 2000 sur le thème «citadins et religions» du Centre national de recherche scientifique (CNRS) dirigée par Jean-Claude Barbier et Lucile Dubourdieu. Il s'agissait d'un programme pluridisciplinaire présenté par l'équipe sur quatre terrains distincts (Brazzaville, Cotonou/Porto Novo, Ouagadougou et Tananarive) qui ont en commun un passé révolutionnaire, et dont le champ socio-politique tout comme l'espace urbain ont été marqués par l'héritage d'un encadrement socialiste et par un développement accéléré de l'activité religieuse. La problématique commune est axée sur le rôle des nouveaux acteurs religieux dans le réaménagement des sociétés, des espaces et des pouvoirs urbains. Il s'est agi d'étudier les mouvements religieux comme émergence d'instances concurrentielles de forte mobilisation sociale susceptibles de modifier les structures de pouvoir et les processus de revendication à diverses échelles de l'espace urbain.

La première démarche a alors consisté à prendre en compte de manière extensive, la rapidité de développement et l'hétérogénéité croissante du champ religieux dans les grandes villes concernées, y compris parmi les «nouvelles églises», marquées tant par leur origine historique et géographique que par leurs modèles culturels, leur idéologie et leur éthique ou leur mode de fonctionnement matériel. L'observation du renouveau religieux constitue un angle particulièrement intéressant pour appréhender les processus de différenciations socio-spatiales de plus en plus fortes qui caractérisent les sociétés et les espaces urbains

africains. En tenant compte des fonctions croissantes investies par les acteurs religieux dans la gestion de la cité (au double sens de l'entité urbaine et de l'entité civile), il s'agissait :

- de s'interroger sur l'autonomie du religieux par rapport au politique, et sur son rôle dans le transfert du pouvoir politique à la « société civile » ;
- de savoir si les leaders émergents de la mouvance religieuse traduisent un renouvellement ou seulement un recyclage des acteurs urbains ; s'ils sont porteurs et acteurs d'un projet politique pour la cité ou seulement d'un « projet identitaire » susceptible de gérer ou de déplacer les frustrations, tensions et clivages sociaux ;
- de s'interroger sur l'impact des Eglises dans la gestion de la crise sociale, et en particulier l'intégration des jeunes sans emploi. L'approche extensive a pris en compte l'aspect proprement culturel, rituel et doctrinal de ces Eglises, ainsi que leurs pratiques de guérison, dans la mesure où elles permettent de comprendre les processus d'émergence, de regroupements d'églises en réseaux et fédérations, leur attractivité auprès de catégories socialement différenciées. Des enquêtes systématiques (quantitatives, qualitatives, recensement exhaustif, rue par rue et localisation sur fond de carte à 1/50000ème des 250 lieux de cultes), ainsi que la collecte de documents, le dépouillement des revues et archives au Congo et en France ont permis d'atteindre des résultats satisfaisants.

L'étude du pluralisme religieux est apparue comme une dimension centrale dans l'analyse des recompositions sociales, et s'inscrit de manière différentielle dans le tissu urbain, suivant les logiques de différenciation socio-spatiales. L'expansion parallèle et contradictoire à Brazzaville d'Eglises pentecôtistes, fortement ouvertes sur le monde anglo-saxon et adoptant une logique de fonctionnement mondiale en réseau et d'une multitude de petites églises néo-traditionnelles traduisant au contraire une logique de repli ethno-régional a retenu mon attention, dans la mesure où leurs acteurs, leurs discours, leurs implantations spatiales, leur mode de fonctionnement interne et leurs liens avec les pouvoirs publics s'opposent en tous points.

C'est sur la base de ce principe de regroupement et d'autres critères liés au mode de fonctionnement du pouvoir religieux qu'il a été possible d'établir des catégories entre : a) les Eglises « historiques » institutionnelles ; b) les Eglises prophétiques et messianiques ; c) les Eglises néo-traditionnelles (qui revendiquent avec force l'ancrage identitaire ethno-régional) ; d) les Eglises de Réveil (Eglises autonomes appartenant à la mouvance évangélique ou pentecôtiste) ; e) les Mouvements spiritualistes et les sectes transnationales. Après recensement et localisation quasi exhaustifs des mouvements religieux existant à Brazzaville, on a observé que les quartiers ont des profils religieux extrêmement tranchés qui concordent avec leur différenciation sociale, ethnique, politique. (Dorier-Apprill, Kouvouama, 1998, pp. 58-76).

Dans l'ensemble, l'attention a été centrée sur l'approche du phénomène religieux au quotidien pour comprendre quelles sont les logiques urbaines qui sous-tendent les comportements des chefs d'Eglises dans le choix des lieux d'implantation de leurs cultes, et ce qui les amène à investir et à reconverter les espaces publics les plus inattendus de la ville : cinémas, bars-dancings, stade, parlement, bois d'eucalyptus, écoles, lycées ? Et de quelle façon se réalise dans la temporalité quotidienne, le passage dans ces lieux, d'une convivialité profane à une convivialité sacrée et religieuse. L'attention a été également portée vers l'étude des réseaux sociaux afin de voir comment ceux-ci structurent le champ religieux et le champ politique en milieu urbain. De nombreuses églises brazzavilloises, en effet, même minuscules, tendent à se structurer en réseaux, fédérations et alliances plus ou moins formelles, à l'échelle locale, urbaine, nationale ou internationale. C'est donc vers une analyse dynamique

du pluralisme religieux et de la modernité socio-politique en milieu urbain brazzavillois que le travail a été orienté.

Le bilan de l'évolution urbaine des religions et églises prophétiques indépendantes (tels le Kimbanguisme, le Matsouanisme et le Ngounzisme) (voir mon ouvrage, Kouvouama, 2018) et des cultes néo-traditionnels, sous l'effet de la concurrence de ces nouvelles églises internationales montre que ceux-ci prennent de nouvelles formes en s'adaptant sous la pression des jeunes dans un contexte de conflit de générations assez marqué qui se combine avec la manipulation politique des identités. On observe également que dans les Églises indépendantes notamment, les innovations religieuses post-traditionnelles vont de pair, surtout dans les quartiers sud de Brazzaville, avec des recompositions identitaires autour de l'ethnicité qui permettent de comprendre l'évolution socio-politique de la société urbaine brazzavilloise (Dorier-Apprill, Kouvouama, Apprill, Martin-Granel, 1998). On a pu lire alors dans le champ religieux, deux versants symétriques de la modernité urbaine avec l'existence d'une culture religieuse prophétique et messianique territorialisée et d'une culture de réveil caractérisée par un universalisme prononcé du message biblique à travers un processus d'ouverture médiatique et d'insertion dans des réseaux internationaux ramifiés. La contradiction entre ces deux formes de culture religieuse antinomiques, et le fait qu'elles connaissent toutes deux un succès récent (Réveil pentecôtiste et néo-traditionnalismes) constitue l'une des meilleures traductions de la crise de modernité que l'on peut observer à Brazzaville. L'avenir se construit semble-t-il, à l'articulation ou dans la fracture entre ces deux logiques d'identité et de sens ? Les premiers résultats de la recherche ont été livrés lors des différents séminaires en Afrique et en Europe, puis valorisés dans mes publications, articles et ouvrages et ouvrages (Kouvouama, 1985, pp. 208-215 ; Kouvouama, 1992, pp. 61-72).

En partant des enquêtes qualitatives, des analyses de contenus des discours d'acteurs politiques et religieux, j'ai étudié les processus de rationalisation et d'individualisation croissante à travers la quête permanente du nouveau et de l'éphémère, Je me suis employé à :

- Souligner l'importance de l'histoire en Afrique subsaharienne, celle des périodes anté-coloniale, coloniale et post-coloniale pour évaluer la portée des dynamiques politiques et sociales endogènes / exogènes.
- Montrer comment à travers l'histoire des pays d'Afrique centrale interfèrent le politique et le religieux, et comment dans les productions politiques et religieuses en Afrique s'articulent le principe individuel et le principe communautaire.
- Montrer aussi comment dans les recompositions du politique et des modalités du croire, surgissent alors des formes nouvelles de subjectivité et de production d'identités multiples.

Ainsi, c'est en tenant compte de mes recherches antérieures que j'ai proposé le thème suivant du projet de recherche soumis au Centre National de la Recherche Scientifique, et intitulé, «Modernité politique et religion dans les sociétés contemporaines d'Afrique centrale». La problématique était axée sur le rôle des nouveaux acteurs politiques et religieux en Afrique dans le réaménagement des sociétés, des espaces et des pouvoirs urbains. Les mouvements religieux y sont étudiés comme émergence d'instances concurrentielles de forte mobilisation sociale susceptibles de modifier les structures de pouvoir et les processus de revendication à diverses échelles de l'espace urbain. Il s'est agi dans un premier temps, de poser d'abord les préalables épistémologiques et de partir des considérations historiques et socio-politiques sur la question de la modernité dans les sociétés africaines en mutation, particulièrement celles d'Afrique centrale (Congo-Brazzaville, Congo-Kinshasa, Gabon, Centrafrique, Angola), afin de cerner les domaines du politique et du religieux en insistant surtout sur leurs formes

contemporaines. Dans un second temps, j'ai analysé les modes de recompositions politiques, religieuses et la question du renouvellement des élites africaines à travers les expériences de démocratisation (conférences nationales, «réconciliation nationale» etc.). Enfin, j'ai examiné les problèmes d'exercice de la citoyenneté (Kouvouama, 1986, pp. 32-36 ; Kouvouama, 1997, pp. 269-281 ; Kouvouama, 1997, pp. 115-127 ; Kouvouama, 1998, pp. 229-241) en Afrique dans des contextes sociaux marqués par des revendications identitaires, politiques, religieuses.

2.2.1. *A propos du politique*

Au cours des douze dernières années, les conférences nationales (Kouvouama, 1982, p. 15 ; Kouvouama, 1986, pp. 5-8 ; Kouvouama, 1988, pp. 62-65 ; Kouvouama, 1998, pp. 387-412 ; Kouvouama, 1999, pp. 79-91) n'ont cessé d'être à la mode, associées aux entreprises de transition politique et de démocratisation des sociétés africaines. Des expériences inédites de transfert de pouvoir et de modalités de succession politique ont vu le jour dans certains pays. De nouveaux acteurs issus de la société civile ont fait irruption sur la scène politique ; la logique de leur production obéissant à des stratégies politiques, religieuses et ethniques complexes et variées (Bazenguissa-Ganga, 1997 ; Chabal, Daloz, 1999). D'aucuns, à l'instar des bailleurs de fond ont tenu des discours en faveur d'une plus grande implication de la société civile, ceci sur fond d'un constat sévère de la déliquescence de l'Etat africain, de sa perte de légitimité et de son impuissance à assurer le rôle qui lui est traditionnellement dévolu. D'autres discours ont relevé l'ambivalence des situations contemporaines de l'Etat en Afrique dans ce que des analystes avertis désignent par la „privatisation des Etats” (lire notamment, Hibou, 1981 ; 1998 ; 1999a ; 1999b ; 2000 ; 2001) caractéristique d'une part, du processus d'émergence d'acteurs privés, de réseaux, de marchés, ainsi que du rôle accru des logiques économiques et financières ; d'autre part, du processus de formation de l'Etat à travers les formes de négociation des rapports entre la sphère publique et la sphère privée. Or, la plupart de ces pays ont connu en même temps dans leurs expériences d'invention et/ou de réinventions démocratiques, des périodes de troubles sociaux et de guerres civiles. Tout en se démarquant de la thèse de la déliquescence de l'Etat en Afrique qui ne rend pas suffisamment compte des transformations internes du fait de la poussée des forces endogènes et des greffes exogènes, on inclinera davantage pour celle de son inachèvement dont le processus s'accompagne d'une reconfiguration de l'Etat en Afrique dans un contexte national et international très mouvementé, fait de contraintes et d'opportunité.

J'ai voulu dans la dimension sociologique du programme de recherche mettre l'accent sur les expériences de démocratisation à partir des conférences nationales et poser en hypothèse que ce mode de régulation et de légitimation politiques est, à bien des égards, constitutif de la modernité politique africaine, où la refondation de l'être-ensemble passe par l'usage de toutes les ressources langagières, matérielles et symboliques n'excluant pas la violence. En donnant ici à la notion de démocratisation le sens que lui en donne Mamadou Diouf comme «le procès par lequel tente de s'établir un mode de gouvernement proposant aux citoyens des possibilités de contester les choix politiques et de participer de manière effective à la vie politique» (Mamadou Diouf, 1998, p. 9). C'est pourquoi, en posant un regard critique et distancié sur les conférences nationales, j'ai pu y déceler à première vue cette contradiction : celles-ci inventeraient le désordre général pour produire de l'ordre politique d'une autre facture ; ordre politique envisagé sous le signe paradoxal de la permanence et de la rupture. Cet ordre politique s'opèrerait à partir de trois registres significatifs de la régulation politique.

Le premier registre de la régulation du pouvoir est la *duplicité de l'acte politique* caractérisée à la fois par la portée novatrice de la dynamique de cette entreprise de démocratisation par la conférence nationale. Celle-ci a cherché à réaliser la difficile adéquation entre une volonté de rupture marquée par une logique de dénonciation des formes anciennes de gestion du pouvoir politique et une volonté de réconciliation dominée par la logique du pardon à l'endroit des dirigeants qui auraient reconnu leurs fautes.

Le second registre a trait à *l'émergence de nouveaux acteurs* inexpérimentés issus de la «société civile» dans un champ politique où les logiques et enjeux s'articulent à des contraintes transrégionales et mondiales.

Le troisième registre concerne *l'imbrication du politique et du religieux* dans la refondation de la société politique. De plus, les «efforts» qu'auraient accompli les différents acteurs politiques, religieux et culturels pour réaliser une transition démocratique pacifique n'ont cependant pas empêché la multiplication des violences politiques, ethniques et de proximité ; ce qui m'a conduit à m'interroger sur le rôle d'autres facteurs et sur la complexité des situations locales dans les pays où les «sorties» des conférences nationales ont débouché sur des guerres civiles.

Par ailleurs, la plupart de ces conférences nationales ont été dirigées par des hommes d'églises, particulièrement de l'Eglise catholique. Ce qui a montré la double inscription de ces «palabres nationales» dans le registre du politique (avec la logique de dénonciation d'anciens dirigeants politiques), et du religieux (avec la logique d'acceptation publique de ses fautes suivie de l'accord du pardon collectif). Dans la majorité des cas, si la médiation religieuse utilisée pour réintroduire l'éthique en politique a permis momentanément de pacifier l'espace du politique, elle n'a pas empêché la multiplication de la violence ; une violence aux dimensions multiples. Ces références implicites au fonctionnement du politique et du religieux dans différents espaces sociaux en Afrique centrale notamment suggèrent qu'une lecture des conférences nationales avec les instruments d'analyse de la prospective politique et de la sociologie politique est utile pour l'analyse du religieux à l'ère démocratique et ses constantes influences sur l'évolution politique des pays d'Afrique centrale en particulier.

2.2.2. *A propos du religieux*

Les mouvements religieux y sont étudiés comme émergence d'instances concurrentielles de forte mobilisation sociale susceptibles de modifier les structures de pouvoir et les processus de revendication à diverses échelles de l'espace urbain. Et la particularité des villes d'Afrique centrale retenues tient au fait qu'elles ont en commun des expériences dont le champ socio-politique et l'espace urbain sont marqués par la permanence d'un encadrement autoritaire (Congo-Brazzaville, Congo-Kinshasa, Angola, Centrafrique) et par un regain de l'activité religieuse depuis les dix dernières années. La reprise d'initiative du religieux s'y exerce donc dans un champ social en situation d'urgence après l'implosion des régimes à parti unique. C'est pourquoi, ma réflexion est partie de cette idée principale : la multiplication et la visibilité plus grande des Eglises et mouvements religieux depuis 1990 consécutives à l'ouverture d'espaces démocratiques, constituent un moment important de la dynamique de la modernité religieuse et de la modernité politique de ces pays. L'une des hypothèses a consisté à dire que ces espaces démocratiques sont marqués par un pluralisme religieux tout à fait significatif, d'une part, de l'émergence des cultures politiques et religieuses plurielles, concurrentielles à la fois, plus localisées et plus diversifiées, d'autre part, par la montée des nouvelles élites politiques et religieuses ouvertes à une modernité urbaine

fondée sur les échanges et la mobilité, ainsi que dans un «mondialisme» revendiqué. De plus les grandes Eglises de l'oecuménisme institué et les grandes Eglises prophétiques autochtones sont concurrencées par des mouvements religieux radicalement différents comme les Eglises chrétiennes dissidentes, les Eglises de réveil, et les Eglises pentecôtistes d'origine américaine. Quelles sont les logiques qui sous-tendent les comportements des acteurs religieux face au politique? Et de quelle façon se réalise dans la temporalité quotidienne, le passage d'une convivialité profane à une convivialité religieuse? Quel sens politique et anthropologique peut avoir dans l'espace différencié du politique et du religieux, les stratégies des acteurs et la lutte pour le monopole des biens de salut par des spécialistes religieux qui s'opposent et rivalisent à coups de slogans, de réunions publiques démonstratives de guérisons-miracles ayant des incidences dans l'espace public du politique?

Je me suis alors intéressé aussi aux dynamiques et aux enjeux socio-politiques des Eglises (catholique, protestante, kimbanguiste, Christianisme céleste), des mouvements prophétiques et de réveil (Ngounzisme, Pentecôtisme), afin de :

- Comprendre le succès auprès des jeunes, notamment des jeunes diplômés de la nouvelle éthique puritaine qui est véhiculée par ces églises, associant conservatisme moral et valorisation de l'individu et de l'initiative individuelle. Les nouveaux acteurs religieux, s'imposent comme les porteurs d'une modernité urbaine dynamique liant la compétence intellectuelle et la «compétence» religieuse.
- Cerner cette nouvelle culture urbaine qui émerge par le biais du religieux, si elle est susceptible de s'investir et transformer le mode de fonctionnement du champ politique et plus spécifiquement urbain.
- Comprendre et expliquer le processus d'individualisation, de territorialisation et de reconstruction de l'identité des adeptes, ainsi que la centralité du corps dans le processus de conversion des individus. Ces recherches s'appuieront sur des matériaux de terrain, et les enquêtes seront poursuivies chaque année.

2.2.3. *Méthodologie et hypothèses de travail*

Il m'est apparu donc nécessaire de prendre en compte dans la «longue durée» des études faites sur le religieux en Afrique sub-saharienne notamment. Cette démarche doit permettre de mesurer à la fois la prégnance, les formes de recompositions politiques, religieuses et les modes de transactions du sacré dans les villes africaines. Elle permet aussi de mettre en perspective historique des travaux de référence et de donner des éléments de réinvestissement dans le débat scientifique sur les formes contemporaines des christianismes africains (voir notamment Chrétien, 1993 ; Constantin, Coulon, 1996). En effet, depuis quinze ans surtout, le pluralisme croissant des demandes de significations individuelles du croire et des productions imaginaires qui leur correspondent émerge dans un contexte général de pluralisme politique et de crise des Etats. La succession d'analyses parfois contradictoires sur la signification des «effervescences religieuses» ainsi que les problèmes d'interprétation entre religion et crises socio-politiques ont remis à l'ordre du jour, l'interrogation sur les liens entre politique et religion, ainsi que sur le phénomène de la sécularisation. Je me suis alors demandé, en ce qui concerne particulièrement les prophétismes africains des périodes coloniale et post-coloniale, dans quelle mesure l'articulation de l'instance politique et de l'instance religieuse devient-elle en réalité socialement pertinente pour les agents sociaux en période de fortes crises?

Tel est l'exemple la société brazzavilloise où le religieux a pu être analysé de manière différente au fil des événements dramatiques de l'actualité socio-politique récente. Les travaux sur le religieux ont correspondu à des périodes d'effervescence et de tournants

politiques cruciaux qui se sont accompagnés à chaque fois d'une forte mobilisation religieuse dans un contexte colonial (Balandier, 1951) et post-colonial dominé par le parti unique (Sinda, 1972). Mes propres recherches au sein de l'équipe «Citadins et religions» démarrent, après une première phase sous le monopartisme (Kouvouama, 1979), dans un contexte d'ouverture démocratique et d'éclosion des libertés fondamentales ; elles se poursuivent dans un autre contexte de guerres urbaines très localisées (Kouvouama, 1997), où le religieux apparaît d'abord comme un refuge, un lieu de gestion de l'infortune ; puis de préservation du lien social susceptible de contribuer à l'émergence d'une nouvelle citoyenneté à travers la montée de nouvelles élites, et d'ouverture au monde. Mais les événements des dernières marqués par la guerre politique généralisée, l'effondrement de l'Etat et des valeurs sociales et politiques posent à nouveaux frais la question du sens du recours au religieux, du rôle effectif des acteurs religieux dans la cité.

En partant des enquêtes qualitatives, des analyses de contenus des discours d'acteurs politiques et religieux, j'ai étudié à travers la quête permanente du nouveau et de l'éphémère, les processus de rationalisation et d'individualisation croissante. On s'emploiera, à travers les hypothèses ci-après, à :

- Souligner l'importance de l'histoire en Afrique subsaharienne, celle des périodes anté-coloniale, coloniale et post-coloniale pour évaluer la portée des dynamiques politiques et sociales endogènes / exogènes.
- Montrer comment à travers l'histoire des pays d'Afrique centrale interfèrent le politique et le religieux, et comment dans les productions politiques et religieuses en Afrique s'articulent le principe individuel et le principe communautaire.
- Montrer aussi comment dans les recompositions du politique et des modalités du croire, surgissent alors des formes nouvelles de subjectivité et de production d'identités multiples.

3. Conclusion

Le lecteur peut se demander quelles sont alors les retombées actuelles de mes recherches individuelles et collectives menées dans les années 1990-2000 ? Je puis confirmer leur poursuite avec d'autres chercheurs sur les terrains urbains et ruraux du Congo-Brazzaville. L'usage des réseaux de communications et des outils numériques permet aussi de faire état en distanciel comme en présentiel des résultats de nos recherches à travers les ateliers de recherche, les séminaires et les colloques nationaux et internationaux. Car, l'étude des «nouveaux mouvements religieux» à côté des églises «historiques» et des églises prophétiques en Afrique centrale, ainsi que dans leur «voyages migratoires» en Europe, est une invite à la lecture des analyses de l'évolution des problématiques sur le religieux et de ses formes institutionnelles dans les sociétés contemporaines marquées par l'interférence du local et du mondial. Quand bien même dans leurs principes et dans leurs formes institutionnelles, la politique et la religion se trouvent séparées. Les logiques de classification des églises ont pris en compte leur mode institutionnel de légitimation et de fonctionnement rituel catholique, idéologique protestant et associatif charismatique de gestion de la vérité ; ainsi que leurs logiques communautaire, émotionnelle, éthique et culturelle de construction religieuse de la lignée croyante. (Hervieu-Léger, 1993). Le recours à l'analyse comparée nous aide également à mieux cerner, non seulement la pertinence des regards sociologiques et anthropologiques sur la coexistence des dynamismes internes et des dynamismes externes ; mais également celle sur la globalisation du religieux et les dynamiques associatives observables à différentes échelles des sociétés globalisées. Le projet de recherche s'est

inscrit d'une part, par sa contemporanéité dans le domaine de recherche sur les crises, sur les recompositions politiques et religieuses en milieu urbain ; d'autre part, par son aire culturelle, dans les domaines de la modernité politique et religieuse ainsi que des identités abordés à partir de l'Afrique. Enfin, pour les nécessités d'une étude comparative sur les sociétés d'Europe, d'Amérique latine et des Caraïbes, les recherches de ces aires géographiques constituent également un autre axe de convergences thématiques.

Abstract. In my article, I wanted to restore, in a reflective approach, part of the work developed at the end of 2001, when I was an associate lecturer at the Collège de France (Centre for European Sociology) alongside Pierre Bourdieu. It is a question of analyzing in a reflexive approach the social conditions of production of knowledge in the social sciences both in its particular and universal dimensions. Two temporalities summarize the multiple fields of my research carried out in the Congo and from the Congo. The first temporality restores my fields and themes of research carried out in Congo (1983-1998), within the Laboratory of Anthropology and History of Marien Ngouabi University, in partnership with the French Office for Scientific and Technical Research Overseas (ORSTOM) with a site in Brazzaville, and the French National Center for Scientific Research (CNRS) ; this around scientific projects designed jointly with fellow researchers based in France, on the following themes, on the one hand, "Modernity and sociability in an urban environment", on the one hand ; and on the other hand, on "The strategic alternatives of Congolese households facing the crisis". The second temporality of the research took place in France, during a long scientific stay of 8 months in 1992 and in 1997-1998 as an associated researcher at both ORSTOM and CNRS on the theme "City dwellers and religions".

Keywords : reflexivity, temporality, modernity, sociability, religion

Rezumat. Mi-am propus să restitui în acest articol printr-un demers reflexiv o parte din munca depusă la sfârșitul anului 2001, pe când eram conferențiar asociat la Collège de France (Centre de Sociologie Européenne), alături de Pierre Bourdieu. Urmăream să analizez condițiile sociale de producere a cunoștințelor în științele sociale în dimensiunile lor particulare și universale deopotrivă. Două sunt temporalitățile care reunesc câmpurile multiple ale cercetărilor realizate în Congo și plecând de la Congo. Cea dintâi temporalitate restituie câmpurile și temele de cercetare realizate în Congo (1983-1998), în cadrul Laboratorului de antropologie și istorie al Universității Marien Ngouabi, în parteneriat cu Oficiul francez de cercetare științifică și tehnică de peste mări (ORSTOM), care dispune de un site la Brazzaville, și Centrul național francez al cercetării științifice (CNRS) ; proiectele științifice erau concepute în comun cu colegi cercetători stabiliți în Franța și au abordat următoarele teme : pe deoparte, „Modernitate și sociabilitate în mediul urban”, pe de alta „Alternativele strategice ale familiilor congoleze confruntate cu criza”. Cea de-a doua temporalitate a cercetării s-a desfășurat în Franța, cu ocazia unui stagiu științific de 8 luni în 1992 și în 1997-1998, în calitate de cercetător asociat la ORSTOM și la CNRS pe tema „Cetățeni și religii”.

Cuvinte-cheie : reflexivitate, temporalitate, modernitate, sociabilitate, religie

References

- Abel Kouvouama (1979). *Messianisme et révolution au Congo*, Thèse de Doctorat de 3è cycle en anthropologie sociale et culturelle, Université René Descartes Paris 5 – Sorbonne, Paris.
- Abel Kouvouama (1985). *Les mythes du salut*, Encyclopédie Mythes et croyances du monde entier, Tome III, Ed. Lidis-Brepols, Paris, pp. 208-215.
- Abel Kouvouama (1986). Stati e identità culturale, *Scienza societa*, n°23-24 (settembre dicembre), Roma, pp. 32-36.

- Abel Kouvouama (1990). Le concept de modernité, *Cahiers de philosophie comparée, n°1*, Faculté des Lettres et des Sciences Humaines, Brazzaville, 1990, pp. 31-38 .
- Abel Kouvouama (1997a). Réinvention démocratique face aux enjeux du développement. Dans Claude Beauchamp (dir.), *Démocratie, Culture et développement en Afrique noire*, L'Harmattan, Montréal/Paris, pp. 115-127.
- Abel Kouvouama (1997b). Citoyenneté, ethnicité et ethnocentrisme : les enjeux de la démocratie en Afrique. Dans P. Yengo (dir.), *Identité et démocratie*, L'Harmattan et Association Rupture, Paris, pp. 269-281.
- Abel Kouvouama (1998a). Conférence nationale et modernité religieuse au Congo. *Questions sensibles*, Centre Universitaire de Recherches Administratives et Politiques de Picardie, PUF, Paris, pp. 387-412.
- Abel Kouvouama (1998b). Démocratie et citoyenneté. *Rupture, Revue Africaine d'Echange et d'Intervention pour une alternative démocratique*, n° 11-12 juin, Pointe-Noire, pp. 229-241.
- Abel Kouvouama (1991). Les Sciences Sociales en Afrique face aux défis de la modernité, *Débats Démocratiques*, n°1, Brazzaville, pp. 50-66.
- Abel Kouvouama (1992). Du devenir du Matsouanisme dans le Congo contemporain. Dans M.-E. Gruenais, A. Kouvouama, J. Tonda, *Prophètes, prophéties et mouvements religieux dans le Congo contemporain*, ORSTOM, Paris, pp. 61-72.
- Abel Kouvouama (1993). Socialité et modernité : les mouvements associatifs en milieu urbain brazzavillois. Dans Joseph Tonda, Abel Kouvouama, *Nature des recours thérapeutiques et modalité de recherche de la guérison au Congo*, ORSTOM, Paris, 1993, pp. 68-105.
- Abel Kouvouama (1997). Modernités paradoxales : le cas africain. *Les Cahiers de l'imaginaire de l'Université Paul Valéry*, Montpellier III, n°14-15, Paris, L'Harmattan, pp. 151-158.
- Abel Kouvouama (2018). *Une histoire du messianisme. Un «monde renversé»*, Karthala, Paris.
- Béatrice Hibou (dir.) (1981). *Les chemins de la démocratie*, N°43, Paris, Karthala.
- Béatrice Hibou (dir.) (1999). *La privatisation des Etats*, Paris, Karthala.
- Revue Politique africaine. Les deux Congos dans la guerre* (1998). N°72, Paris, Karthala.
- Revue Politique africaine. L'Etat en voie de privatisation* (1999). N°73, Paris, Karthala.
- Revue Politique africaine. Philosophie et politique en Afrique* (2000). N°77, Paris, Karthala.
- Revue Politique africaine. Enfants, jeunes et politique* (2001). N°80, Paris, Karthala.
- Danièle Hervieu-Léger *La religion pour mémoire* (1993). Editions du Cerf, Paris.
- Elisabeth Dorier-Apprill, Abel Kouvouama (1998). Pluralisme religieux et société urbaine à Brazzaville. *Afrique Contemporaine*, n° 186 : La Documentation Française, avril-juin, Paris, pp. 58-76.
- Elisabeth Dorier-Apprill, Abel Kouvouama, Christophe Apprill, Nicolas Martin-Granel (dir.) (1998). *Vivre à Brazzaville, modernité, crise au quotidien*, Karthala, Paris.
- François Constantin, Christian Coulon (dir.) (1996). *Pluralisme religieux et transitions démocratiques en Afrique*, Paris, Karthala.
- Georges Balandier (1951). La notion de situation coloniale. Approche théorique. *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. 11, Paris, pp. 44-79.
- Jean-François Bayart (1989). *L'Etat en Afrique, la politique du ventre*, Paris, Fayard.
- Jean-Pierre Chrétien (dir) (1993). *L'Invention religieuse en Afrique, histoire et religion en Afrique*, Paris, ACCT-Karthala.
- Mamadou Diouf (1998). *Libéralisations politiques ou transitions démocratiques : perspectives africaines*, Dakar, Codesria, p. 9.
- Martial Sinda (1972). *Le Messianisme congolais et ses incidences politiques, kimbanguisme, matsouanisme, autres mouvements*, Payot.
- Patrick Chabal, Jean-Pierre Daloz (1999). *L'Afrique est partie. Du désordre comme instrument politique*, Paris.
- Pierre Bourdieu (2022). *Retour sur la réflexivité*, Paris, Editions EHESS.
- Rémy Bazenguissa-Ganga (1997). *Les voies du politique au Congo*, Paris, Karthala.

V. ESSAI / ESEU

20 de ani, psihosociolog în România socialistă

*Septimiu Chelcea*¹

Rezumat. Scopul acestui eseu este de a arăta, prin trimerile la lucrările pe care le-am publicat, care a fost situația psihosociologiei, ca domeniu al sociologiei, în perioada 1965-1989. Opinez că, în ciuda cenzurii ideologice, s-au realizat progrese față de perioada 1947-1964.

Cuvinte-cheie : psihosociologia în socialism, cenzură ideologică, performanță științifică

Primii 20 de ani din activitatea mea didactică și de cercetare psihosociologică, din 1969 până în 1989, s-au petrecut în orânduirea socialistă. Sunt anii în care am învățat, cât am fost capabil și cât s-a putut la acea vreme (cărțile și revistele de specialitate din Occident ajungeau destul de greu în România), teoriile, metodele și tehnicile de investigare ale psihologiei sociale (din punctul meu de vedere, psihologia socială este deopotrivă parte componentă a sociologiei și a psihologiei).

1. Cărțile care mă definesc

În anii 1969-1977 am încercat să transmit din cunoștințele acumulate studenților de la Secția de Sociologie a Facultății de Filozofie din cadrul Universității din București și, între anii 1977-1989, celor de la Academia de Studii Social-Politice (fostă „Ștefan Gheorghiu”). Lucrările pe care le-am publicat stau mărturie despre modul în care mi-am făcut datoria ca om al catedrei universitare, dat fiind faptul că cele mai multe lucrări și articole științifice scrise în acea perioadă au fost destinate studenților.

După un stagiu de documentare de trei luni la Zentralarchiv für Empirische Sozialforschung, Universität zu Köln, în anul 1970, am scris și încercat să public o carte despre rigorile cercetărilor sociologice de teren. Este vorba despre *Chestionarul în investigația sociologică*. În 1973, am predat manuscrisul la Editura Științifică din București. Luni de zile am așteptat verdictul editurii. Când în sfârșit l-am aflat, deziluzie : H. C., cel care întocmise referatul – nu-i menționez decât inițialele numelui, pentru că nu mai este printre noi –, a apreciat pozitiv manuscrisul, dar în încheiere a recomandat editurii să nu publice lucrarea, pentru că s-ar putea acredita ideea periculoasă că investigația sociologică s-ar reduce doar la aplicarea

1. Universitatea București ; E-mail : schelcea@yahoo.com

chestionarelor și îndemna autorul să publice mai întâi un manual de metodologie a cercetării sociologice și după aceea o monografie despre una dintre metodele de investigare. La acea dată, la noi apăruse doar primul volum din *A.B.C.-ul investigației sociologice* al profesorului clujean Achim Mișu. Un an mai târziu, profesorul Henri H. Stahl a publicat *Teoria și practica investigațiilor sociale*. H. C. îmi ridicase ștacheta prea sus. Abia după mai mult de 30 de ani am reușit să public un manual de metodologie a cercetării sociologice.

Revizuit și adăugit, *Chestionarul în investigația sociologică* a apărut totuși în anul 1975. Una dintre concluziile acestei cărți viza necesitatea înființării unei arhive pentru cercetări sociologice și în România, după modelul celei de la Universitatea din Köln (Republica Federală Germania): „Înmulțirea organismelor de cercetare sociologică și creșterea numărului de anchete sociale, concomitent cu lărgirea ariei lor de cuprindere, reclamă înființarea unei arhive pentru cercetări sociologice și la noi. Pentru început, scopul unei astfel de arhive ar fi nu numai acela de colecționare a chestionarelor în vederea inventarierii a ceea ce s-a făcut, a valorificării și controlului materialelor primare. Valorificarea metodologică ar rezulta din posibilitatea comparării diferitelor modele de chestionare aplicate, în timp ce virtuțile instructiv-formative pentru tinerii cercetători sociologi s-ar vădi în contactul acestora cu anchetele devenite clasice. Într-o astfel de arhivă ar urma să fie sistematizate chestionarele de anchetă, lista codurilor, dublurile tabelelor centralizatoare și de corelație, copia raportului de cercetare și, unde este cazul, lucrarea tipărită” (Chelcea, 1975, p. 26).

Am propus, fără succes, înființarea unei astfel de arhive într-una din ședințele Laboratorului de Sociologie al Universității din București. Mi-aduc aminte că mulți dintre colegii mei au râs pe înfundate când profesorul Henri H. Stahl, involuntar, a făcut legătură între „chel” și numele meu, spunând: „Sociologiei îi trebuie acum ceea ce îi trebuie chelului: tichie de mărgăritar”. Cu destulă tristețe, constat că nici până azi o astfel de arhivă nu există în România, fapt ce face aproape imposibilă analiza secundară a cercetărilor sociologice.

Vreau să mă destăinui spre a fi mai bine înțeles. Mă simt marcat de „Complexul Dinicu Golescu”: admir la străini ceea ce este de admirat și doresc să fie și la noi la fel. Așa cum Dinicu Golescu, „Pelegrinul valah”, a fost uimit să vadă, în 1826, la Viena că există statui, eu m-am entuziasmat când în 1970 am aflat că există arhive pentru cercetările sociologice de teren. Nu idealizez Occidentul, dar nici nu trec cu vederea performanțele economice, sociale și culturale din țările Europei de Vest sau din SUA în numele unui „patriotism orb”.

Experimentul în psihosociologie (Chelcea, 1982) și *Semnificația documentelor sociale* – lucrare pe care am coordonat-o în 1985 – sunt, în fond, capitole mai ample din ceea ce va alcătui volumul *Metodologia cercetării sociologice. Metode cantitative și calitative*, apărut în 2007. Lucrarea despre metoda experimentală în psihosociologie reflectă convingerea mea că nu poate fi numit psiholog social cel care nu a făcut niciodată un experiment, la fel cum nu poate fi considerat sociolog cel care nu a proiectat și desfășurat o cercetare de teren. În anii '80 ai secolului trecut, unii „povestitori de psihologie socială” se pretindeau psihosociologi. Am dorit să demantelez această stratagemă și, în același timp, să definesc domeniul de cunoaștere numit psihologie socială sau psihosociologie. Studenții știau de la cursurile de materialism dialectic și istoric că psihologia socială, ideologia și știința alcătuiesc conștiința socială.

În *Dicționar de filozofie* (1978, p. 571) se precizează că psihologia socială este „Studiul specializat al psihicului colectiv (social), ca fenomen care preocupă atât pe psihologi, cât și pe sociologi”, și că „în psihologia socială burgheză se manifestă tendința de psihologizare a explicării proceselor sociale, de absolutizare a factorului psihic în comportarea grupurilor sociale, înfățișat drept factorul determinant”. Am considerat că o astfel de prezentare a psihologiei sociale este limitativă și că psihologia socială burgheză este excesiv criticată.

În lucrarea *Experimentul în psihosociologie* (1982), am propus următoarea definiție a psihologiei sociale: „Psihosociologia constituie un domeniu interdisciplinar de studiu aflat nu numai la confluența psihologiei cu sociologia, ci și cu științele politice și juridice, economice și tehnice, biologice și umane. Dezvoltarea ei este impulsionată de progresele fiecărei discipline științifice care concurează la marcarea domeniului de studiu al acestei științe comportamentale. Fără a avea pretenția unei definiții cu totul originale, considerăm psihosociologia ca fiind *studiul interacțiunii comportamentale și al proceselor psihice umane*; ea studiază totodată rezultatele acestei interacțiuni: stările și procesele psihice colective, situațiile de grup, personalitatea” (Chelcea, 1982, p. 7).

Cât privește „psihologia socială burgheză”, aceasta a fost o sursă de inspirație și în epoca socialistă, dar și după prăbușirea comunismului în 1989. În lucrarea *Experimentul în psihosociologie*, spre exemplu, am prezentat experimentul pe care l-am realizat în 1974 la Întreprinderea „Industria Lemnului” din Beiuș (Județul Bihor), în cadrul practicii de cercetare sociologică a studenților de la Secția de Sociologie a Universității din București. „Ipoteza [acestui experiment] ne-a fost sugerată de studiile clasice ale inițiatorului «Teoriei câmpului social», Kurt Lewin (1947), privind schimbarea atitudinală mai pronunțată atunci când informația este introdusă într-un grup de discuție decât atunci când este transmisă unui public pasiv” (Chelcea, 1978, p. 215). Rezultatele experimentului nu mi se par banale: 1) Grupul de discuții este operant în schimbarea atitudinilor; 2) Cu cât crește ponderea argumentelor „contra”, cu atât sporește participarea indivizilor la discuții; 3) Influența argumentelor „pro” și „contra” în procesul de schimbare a atitudinilor variază în funcție de nivelul de cultură al participanților din grupul de discuții.

Și tehnicile de cercetare din „psihologia socială burgheză” mi-au servit în studierea proceselor sociale din epoca socialistă. În 1966, student fiind, am fost cooptat în echipa de cercetare condusă de Vasile V. Caramelea, considerat fondatorul antropologiei culturale în România. Am aplicat testul sociometric, deși sociometria, elaborată de Jacob L. Moreno în 1934, ca teorie, era criticată din punct de vedere marxist. „Testul sociometric aplicat de noi a fost construit după două criterii și prevedea două alegeri:

- Dacă ar trebui să lucrați de acum încolo într-o echipă formată numai din trei muncitori, cu care din tovarășii dv. de echipă ați vrea să lucrați mai departe?
- Cu care nu ați vrea să lucrați?
- Dacă ați avea în familie o nuntă, un botez, o petrecere, pe care din tovarășii din echipa dv. i-ați invita să petreacă cu dv.?
- Pe care nu i-ați invita?” (Chelcea, 1971, p. 23)

Prelucrarea datelor obținute prin aplicarea testului sociometric s-a făcut utilizându-se formulele indicate de Peter R. Hofstetter (1964, p. 191). În afara acestora, semnalam „stabilirea de către noi a unei relații matematice, care, prin compararea sociogramelor reale cu cele imaginate, permite exprimarea concentrată a gradului de conștientizare a raporturilor reciproce din grupă. [...] Prin aplicarea testului sociometric s-a constatat că, în subteran, nu există antipatii, respingeri – când este vorba despre structura funcțională a echipelor. Comparativ, se poate urmări sociograma unei echipe de muncitori agricoli – stropitori de pomi fructiferi –, realizată la Cooperativa Agricolă de Producție Băilești, județul Argeș, în care respingerile sunt relativ numeroase” (Chelcea, 1971, p. 24).

Date fiind elementele de noutate, lucrarea *Semnificația documentelor sociale* (1985), la care am fost coordonator, ocupă un loc special în biobibliografia mea. Împreună cu mai mulți sociologi și psihosociologi tineri cu vocație de cercetători științifici (Cornel Constantinescu,

Ioan Mărginean, Mihai Milca, Adrian Neculau, Dumitru Sandu, Alin Teodorescu), am pus în discuție valoarea și limitele documentelor sociale oficiale cifrice (statistici, recensăminte etc.) și neoficiale (biografii, jurnale de însemnări etc.). Personal, am arătat că „valoarea informativă a datelor statistice sociale depinde, în principal, de doi factori :

- sistemul de recoltare și prelucrare a datelor statistice ;
- vizibilitatea faptelor, fenomenelor și proceselor sociale. [...]

Vizând scopuri strict determinate, statisticile oficiale referitoare la unul și același fenomen pot implica situații diferite. Este greșit, în aceste condiții, să se acorde încredere deplină doar uneia dintre statistici. Pentru a le stabili valoarea, statisticile trebuie raportate la sistemul de evidență general coroborându-le, fără a exclude de la început vreuna din ele” (Chelcea, 1985, pp. 26-27). În subtext, cine știa să citească printre rânduri înțelegea că statisticile oficiale triumfaliste nu trebuie luate *tale quale*.

Afară de cărțile cu profil didactic, în perioada amintită am publicat, ca unic autor și în colaborare cu soția, Adina Chelcea, cinci cărți de informare științifică (dintre care două lucrări înainte de 1981), în special pentru tineri, dar și pentru adulții interesați să-și completeze cultura psihologică și sociologică. Nu voi stărui asupra acestora. Amintesc doar că, după interzicerea în iulie 1981 de către Departamentul Securității Statului a experimentului „Meditația transcendențială” și desființarea Institutului de Psihologie al Academiei RSR, urmată de trimiterea forțată la muncă necalificată a unor psihologi valoroși, cu doctorate în URSS și cu stadii de documentare în universitățile și centrele de cercetare din Occident, editurile se fereau să mai publice cărți de psihologie. După acest moment nefast pentru psihologie și psihosociologie, am încercat, prin ceea ce am publicat, să arăt rolul acestor discipline științifice în dezvoltarea personalității și vieții sociale. Pentru ca lucrările respective să treacă de „ochiul vigilent” al cenzurii ideologice, am afirmat că „Dezvoltarea psihologiei nu se poate realiza plener decât pe fundamentul solid al materialismului dialectic și istoric (Chelcea, Chelcea, 1983, p. 6). Acesta a fost prețul informării publicului larg despre studii și cercetări din revistele franceze *Psychologie*, *Science et vie*, *Science et avenir* și din revista americană *Scientific American*. În alte cărți, am citat din „cuvântările Tovarășului” sau din documentele PCR pentru că redactorii de la edituri, timorați și ei ca și mine că și-ar putea pierde slujba, mi-au cerut acest lucru, sau pentru că citatele exprimau un crez popular, gen „Nici muncă fără pâine, nici pâine fără muncă”, „Să facem totul pentru ridicarea patriei pe noi culmi de civilizație, bunăstare și progres”.

De-a lungul celor 20 de ani de activitate didactică și de cercetare științifică în domeniul psihosociologiei, al științelor socioumane, în general, din perioada socialistă a istoriei României, am avut privilegiul de a fi colaborat cu studii în volumele coordonate de Traian Herseni (1970), Miron Constantinescu și H. H. Stahl (1970), Cătălin Zamfir (1980), Angela Botez, Vasile Tonoiu, Cătălin Zamfir (1981), Ion Rebedeu și Cătălin Zamfir (1982), Ana Tucicov-Bogdan (1984), Adrian Neculau (1987). Voi aminti doar că în lucrarea *Psihologia socială în România*, coordonată de Ana Tucicov-Bogdan, mi-am exprimat poziția în legătură cu metodele și tehnicile de cercetare în psihosociologia românească, detașându-mă de reduționismul celor care considerau obiectul psihologiei sociale ca fiind doar studiul fenomenelor spirituale, neglijând astfel fenomenele comportamentale individuale, de grup sau colective, și de viziunea simplistă a celor care defineau psihologia socială ca „știință de graniță” între psihologie și sociologie. Am considerat că psihologia socială este „un domeniu interdisciplinar de cunoaștere situat la confluența nu numai a psihologiei și sociologiei, ci și a biologiei,

ecologiei, etologiei umane, neurofiziologiei, geneticii, pedagogiei, politologiei, economiei politice, științelor juridice, administrative și organizaționale” (Chelcea, 1984, p. 165).

În încheierea acestei succinte trecerii în revistă a cărților pe care le-am publicat în anii socialismului, amintesc și faptul că am coordonat, împreună cu conf. Univ. dr. Gheorghe Vlăduțescu, lucrarea *Rațiune și credință* (două volume). Au semnat studii extrem de valoroase Ilie Bădescu, Gheorghe Cazan, Ion Chelcea, Dumitru Ghișe, Mihai Golu, Ion Ianoși, Vintilă Mihăilescu, Ilie Pârvu, Vasile Tonoiu, Ion Ungureanu. Așa cum afirma Gheorghe Vlăduțescu în „Cuvânt înainte” „s-a avut în vedere, în primul rând, sensul dominant, cel de opoziție dintre rațiune și credință, dar și celelalte, care, zicând ca Hegel, stau sub semnul deosebirii” (Vlăduțescu, 1983, p. 10).

2. Instituțiile de învățământ în care am predat

Am precizat de la început că în anii socialismului mi-am desfășurat activitatea în două instituții de învățământ: Facultatea de Filozofie (Secția de Sociologie) a Universității din București și Academia de Studii Social-Politice (ASS-P). Îmi amintesc cu drag de acei ani, măcar și pentru faptul că eram mai tânăr, dar nu numai pentru aceasta. În ambele instituții am cunoscut oameni dedicați învățământului și cercetării științifice: la Universitatea din București pe Ilie Bădescu, Vasile V. Caramelea, Gheorghe Vlăduțescu, Cătălin Zamfir, la ASS-P pe Petru Berar, Ioan Mărginean, ca să îi amintesc doar pe cei cu care am avut în timp legături profesionale, chiar sentimente de prietenie. Sigur, i-am cunoscut la Facultatea de Filozofie pe profesorii Tudor Bugnariu, Gheorghe Cazan, Miron Constantinescu, Ioan Drăgan, Ștefan Georgescu, Gheorghe Enescu, Constantin Nicuță, iar la Academia de Studii Social-Politice, pe Dumitru Ghișe, Ion Iordăchel, Dumitru Popescu, Leonte Răutu, Tudorel Postolache. De la unele din aceste personalități am învățat cum să fiu, de la altele cum să nu fiu.

Despre atmosfera din cele două instituții de învățământ și despre șefii pe care i-am avut am mai scris. Voi insera în continuare câteva fragmente din *Mărturii și mărturisiri* (Chelcea, 2021).

„În Facultatea de Filozofie a Universității din București, dezghețul ideologic a fost bine controlat de către organele de partid. Unii profesori se obișnuiseră cu șuba pe ei. Alții – Tudor Bugnariu, Gheorghe Vlăduțescu, Gheorghe Cazan, Cătălin Zamfir, Tiberiu Bogdan, Paul Popescu-Neveanu ș.a. – au respirat din plin aerul curățat de zgura stalinistă. Totuși, partidul și «mâna lungă» a Securității își mențineau vigilența. Au continuat demascările și înscenările din perioada Gheorghe Gheorghiu-Dej. Mă refer la exmatricularea pe motive politice a unor studenți de la Secția de Filozofie, în anul 1965. Exmatricularea a fost pusă în scenă după tot tipicul proceselor publice staliniste: acuze vehemente, recunoașterea vinovăției, huiduieli, bătaie. Am fost obligați să participăm la pronunțarea sentinței în Aula Magna a Universității din București. Ni sa spus că respectivii studenți se organizaseră într-un grup de tip fascist, preluând codificat salutul hitlerist (HH, *Heil Hitler*). S-au făcut liste cu zeci de studenți care urmau să vorbească la adunarea de desolidarizare de grupul lui Stelian Vasar, Nicolici, Turcu, Bădin – dacă îmi aduc bine aminte. Deși «procesul de condamnare» a durat mai multe ore, nu toți studenții de pe lista întocmită la Comitetul de partid pe facultate au fost chemați să vorbească. Secretar de partid era Constantin Nicuță, decan, Tudor Bugnariu, rector, academician Gheorghe Mihoc. La ieșirea din Aula Magna, transformată în sală de judecată, studenții condamnați au trecut printre colegii lor, care iau apostrofat și lovit cu pumnii și picioarele. Au luat-o la fugă. Pe treptele Universității, studenții „revoluționari” au continuat săi lovească. I-au alergat pe Bulevardul Gheorghe Gheorghiu-Dej. După această

răfuială a partidului cu studenții, profesorul Tudor Bugnariu a fost scos din funcția de decan. Mai trebuie să spun că profesorul Constantin Nicuță ia luat locul ? ! Mi se pare de prisos, după cum de la sine înțeles mi se pare și faptul că niciun student și niciun profesor nu le-a luat apărarea studenților «fasciști», nimeni nu a cerut lămuriri : cum este posibil ca Stelian Vasar, evreu, să adopte ideologia fascistă ? ” (p. 83).

Dezghețul de după moartea lui Gheorghe Gheorghiu-Dej (19 martie 1965), dozat de partid, pentru că – nu-i așa ? ! – dezghețul brusc poate provoca inundații, la Facultatea de Filozofie a fost și nu prea a fost. Secretarul de partid pe facultate, sub îndrumarea Centrului Universitar PCR, a continuat să aibă un rol dominant asupra mersului lucrurilor. Alegerea comitetului de partid pe facultate declanșa nu o luptă ideologică, ci o luptă de interese între grupurile de profesori, toți fiind membri PCR. Adunarea de partid pentru alegerea secretarului dura ore în șir, se prelungea până târziu în noapte. Se relua votul pentru că niciunul dintre cei propuși nu obținea majoritatea.

Când, în 1977, m-am transferat la Academia de Studii Social-Politice, am fost uimit că la alegerea secretarului de partid pe Academie nu a fost niciodată balotaj : se știa dinainte cine va fi uns secretar de partid. „Abia venit de la Universitate, cunoscând luptele crâncene ce se dădeau pentru funcția de secretar al comitetului de partid pe facultate, nu mai știam pe ce lume mă aflu, nu-mi venea să cred ochilor și urechilor. A început ședința de alegeri. Un scurt raport de activitate prezentat de vechiul secretar. «Și acum, tovarășii, trecem la alegerea noului comitet de partid și a noului secretar. Știți că trebuie să-i alegem pe cei mai buni dintre noi. Propun să nu ne pierdem timpul cu propuneri din sală. Am aici lista cu cei mai buni. De acord ? Se opune cineva ? Abțineri ? Vă mulțumesc ! » Apoi s-a citit lista. S-a trecut la vot prin ridicarea mâinii. Unanimitate ! «Conform prevederilor, comitetul nou ales ar trebui să se retragă din sală și să propună un secretar, care să fie votat de dvs. Să nu pierdem timpul, tovarășii. Ce rost are să mai ieșim afară, să stăm după ușă ? Secretarul de partid, în continuare, voi fi eu. Vreau să văd cine este împotriva, cine se abține ! Vă mulțumesc». Ședința de alegere a organelor, care la Facultatea de Filozofie dura 56 ore, aici, la Academie, s-a încheiat în cel mult o oră. Neseriozitate ? Pragmatism, cinism ? De ce să mai facem mascaradă, să mimăm democrația ? ! ” (p. 192).

Studenții și cursanții de la ASS-P, bărbați și femei în toată firea, cunoșteau prea bine situația critică din țară, neajunsurile și nemulțumirile oamenilor, spre deosebire de studenții de la Universitate, adolescenți sau abia trecuți de vârsta adolescenței, care erau mai degrabă încrezători că pot contribui la viitorul luminos al țării. Cadrele didactice de la ASS-P puteau fi împărțite în două categorii : profesori (a) și activiști de partid (b). Afirm fără nicio ezitare că în Catedra de Sociologie am avut colegi și colege cu vocație didactică. De altfel, câțiva veniserăm prin transfer de la Universitate. În planurile de învățământ, orele de sociologie erau din an în an tot mai puține, iar în orar erau trecute fie luni de la ora 8, când mulți studenți și cursanți din provincie veneau direct de la gară, fie sâmbăta la sfârșitul programului, de la ora 12, când navetiștii aveau lângă ei în sala de seminar geamantanul. La jumătatea săptămânii figurau în orar disciplinele de bază : construcția de partid, socialismul științific, istoria mișcării comuniste și muncitorești.

Într-o ședință de analiză a activității Catedrei de Sociologie la care a participat Leonte Răutu, rectorul Academiei, m-am plâns : „Tovarășe Rector, planificarea orelor de sociologie este în afara principiilor didacticii : luna dimineața și sâmbăta, înainte de plecarea studenților acasă, în provincie. Vă rugăm să atrageți atenția secretarei responsabile cu întocmirea orarului.

— Problema asta puteți să o rezolvați și singuri. De câte ori ai fost dumneata la secretariat cu un buchet de flori ? ” (p. 205).

Nu am luat în serios sugestia Rectorului, care nu a înțeles sau s-a făcut că nu înțelege nemulțumirea mea în legătură cu statutul științelor sociale în instituția pe care o conducea. Sociologia era considerată o materie ajutătoare, era Cenușăreasa Academiei. Mereu se puneau problema orelor de sociologie, că sunt prea multe, că nu sunt partinice, că profesorii din catedră nu au experiență ca activiști de partid în teritoriu etc.

Prin 1988 s-a întocmit chiar o listă cu cadrele didactice care nu lucraseră în munca de partid. Ni s-a cerut să alegem județul în care să lucrăm șase luni în cadrul comitetelor de partid județene și perioada în care avem mai puține cursuri (semestrul întâi sau semestrul al doilea). Unii colegi din catedră s-au înscris printre primii, eu mai la urmă” (p. 205).

Dar a venit Decembrie 1989 și am scăpat fără să regret acest privilegiu.

Abstract. The purpose of this essay is to show, through references to the works I have published, what was the situation of psychosociology, as a field of sociology, in the period 1965 to 1989. I believe that, despite the ideological censorship, progress was made from the period 1947 to 1964.

Keywords: psychosociology under the socialist regime, ideological censorship and scientific performance

Résumé. L'objectif de cet essai est de montrer, en renvoyant aux travaux que j'ai publiés, la position occupée par la psychosociologie, en tant que domaine de la sociologie, entre 1965 et 1989. A mon avis, des progrès ont été réalisés, malgré la censure idéologique, par rapport à la période d'avant, de 1947 à 1964.

Mots-cles: psychosociologie sous le régime socialiste; censure idéologique et performance scientifique

Referințe

- Chelcea, Septimiu (1968). „Aspecte psihosociale privind schimbarea mediului de muncă”, *Revista de Psihologie*, 14, 1, pp. 19-31.
- Chelcea, Septimiu (1975). *Chestionarul în investigația sociologică*. București, Editura Științifică și Enciclopedică.
- Chelcea, Septimiu (1982). *Experimentul în psihosociologie*. Editura Științifică și Enciclopedică.
- Chelcea, Septimiu, Chelcea, Adina (1983). *Eu, tu, noi. Viața psihică – ipoteze, certitudini*. București, Editura Științifică și Enciclopedică.
- Chelcea, Septimiu (1984). „Contribuții la dezvoltarea metodelor și a tehnicilor de cercetare în psihosociologia românească”, în A. Tucicov-Bogdan (coord.). *Psihologia socială în România* (pp. 162-176). București, Editura Academiei RSR.
- Chelcea, Septimiu (coord.) (1985). *Semnificația documentelor sociale*. Editura Științifică și Enciclopedică.
- Chelcea, Septimiu (1985). „Documentele sociale în investigația socioumană”, în S. Chelcea (coord.). *Semnificația documentelor sociale* (pp. 11-60). Editura Științifică și Enciclopedică.
- Chelcea, Septimiu (1988). *Lungul drum spre tine însuși*. București, Editura Militară.
- Chelcea, Septimiu (2007). *Metodologia cercetării sociologice. Metode cantitative și calitative*. București, Editura Economică.
- Chelcea, Septimiu (2021). *Mărturii și mărturisiri. 1945-2020*. București, Editura Pro Universitaria.
- Golescu, Dinicu [1826] (1971). *Însemnare a călătoriei mele*. București, Editura Mihai Eminescu.
- Hofstetter, Peter R. (1964). *Sozialpsychologie*. Berlin, Walter de Gruyter & Co.
- Lewin, Kurt (1947). „Group decision and social change”, în E. Swanson, T. M. Newcomb, E. L. Hartley (eds.). *Reading in Social Psychology*. New York, Holt, Rinehart and Wilson.

- Mihu, Achim (1971/1973). *A.B.C.-ul investigației sociologice* (vol. 1 ; vol. 2). Cluj, Editura Dacia.
- Moreno, Jacob L. (1934). *Who Shall Survive ? A New Aproach of Human Interrelations, Nervous and Mental Disease*. Washington, Nervous and Mental Disease Publishing Co.
- Stahl, Henri H. (1974). *Teoria și practica investigațiilor sociale*. București, Editura Științifică.
- Vlăduțescu, Gheorghe, Chelcea, Septimiu (coord.) (1983/1988). *Rațiune și credință* (vol. 1 ; vol. 2). București, Editura Științifică și Enciclopedică.
- Vlăduțescu, Gheorghe (1983). „Cuvânt înainte”, în Gh. Vlăduțescu, S. Chelcea (coord.). *Rațiune și credință* (vol. 1). Editura Științifică și Enciclopedică.
- *** *Dicționar de filozofie* (1978). București, Editura Politică.

COMPTES RENDUS / RECENZII

**Abel Kouvouama, Simona Corlan-Ioan,
Frédéric Bidouze (sous la direction),
*Les sciences sociales & humaines face aux écritures
de soi. Epistémè et production comparée des savoirs
France-Roumanie, Presses de l'Université de Pau
et des Pays de l'Adour, 2021***

Most of the texts contained in the volume have been presented in the context of Franco-Romanian seminar *Les sciences sociales et humaines face aux écritures de soi, épistémè et production comparée des savoirs*, which took place between 6–7 June 2019 at the University of Pau and the Adour Region, in France. This volume integrates a series of studies developed around the connection between narration and memory, and based on historical-comparative, anthropological, geographic, literary, philosophical and psychological perspectives. It also brings into discussion the current status of the social sciences and of the humanities in correlation to the accelerating geopolitical and socio-economic paradigm shifts characteristic of the past 30 years, through the distinctive markers that have influenced various states in Europe, Asia, Africa and Latin America, in a more and more globalised world, affected by cumulative crises.

First section : *Narration, writing, memory*

The study written by Ovidiu Verdeș, “Le pacte autobiographique (Ph. Lejeune) et la question du nom propre”, opens the first segment of the volume and proposes an analysis from the perspective of the theory of the “autobiographic pact”. The autobiographic genre (frequently approached in the Romanian context after 1990), is represented through the *Autobiographic Pact* written by Philippe Lejeune, in which he theorised the existence of a recognisable genre of the autobiography. The author synthesises the main contributions of Ph. Lejeune, starting with *L'autobiographie en France* (1971). The texts are separated in two categories,

consisting of the *prehistory* (comprising all the, more or less, autobiographic texts starting with the medieval period) and the *history* (starting with Rousseau's *Confessions*) of the genre. The expression "autobiographic pact" was given based on the specific type of discourse addressed to the reader and Lejeune names "autobiography" all the texts (narrations, journals, letters) in which the self appears to be engaged in an psychodynamic interaction with itself in an attempt to elucidate the truth, reality, to state objectively. Evidently, the theory has generated criticism, starting from a series of "inconveniences" such as the thin demarcation between truth and fiction in any historic period, as well as in connection to the practical interests of the autobiographic author concerning the accumulation of success and money.

The book *Le pacte autobiographique* (1975) presents a much more theoretical character than *L'autobiographie en France*. Ovidiu Verdeş synthesizes the main interpretative frameworks: studying the autobiography from a historic perspective, as a part of a general "evolution of the systems of reading"; the notion of "real person", which is substituted by the more neutral term "somebody"; the "author-narrator-character" composite identity.

Ovidiu Verdeş analyses the sometimes contradictory aspects of the concept, the author himself suggesting a nuanced utilisation in which it can have diverse functions, occupying a dominant or marginal position in relation to the text, to which elements such as the notoriety, or symbolic capital of the author, the professional domain of activity, editorial conventions, and so forth, are added. At the end of the study the famous critique developed by Pierre Bourdieu in the *Biographical Illusion* is presented, an empirical perspective through which the highly influential French sociologist argues that "the life history" is a just a "theory" of "popular" origin, that has entered "by force" in the academic field. Its main negative effect is identified in the fact that the self-narrative subject "becomes the ideologist of his/her own life", as well as in the problem of subjective perceptions influencing the sociological approach itself.

Lionel Dupuy's article, "S'écire en un lieu. L'imaginaire géographique proustien de À la recherché du temps perdu" is focused on the Proustian geographical structures of the imaginary, including elements referring to a unique relation between *time, subject and narration*, that can be identified in three important studies in the corresponding domain.

Specific, delineated locations are fundamental notions in geography. Thus, the fictional town of Combray, in which most of the action in Proust's novel takes place, exemplifies the complexity of a place that anchors the memories and thoughts of a character who interrogates both time and space. In fact, the geographic imaginary results in an oppositional structure that manifests itself in the conception developed in correlation to time. The analysis of Lionel Dupuy integrates this type of imaginary to the concepts of *topos* and *chora*.

The concept of space is also utilised in terms of rhetoric, mobilising a geographic construct of the imaginary specific to the Proustian cycle, which overcomes the reflection on time, supplementary integrating one extended upon space and the concurrent evolving relations developed between people and certain places.

Jean-Clause Bayakissa's contribution, "Temps et mémoire chez Paul Ricoeur", proposed a discussion regarding the problem of the interaction and dynamic concretised between the concepts of time and memory in Paul Ricoeur's work. For the author, the challenges of the present form an equivalent in connection to a paradigm shift or to the formulation of a new *regime of historicity* (François Hartog), in the sense that contemporary societies assume the *present* or a certain present time/state in a constant correlation with history and memory.

In one of his last books, *La Mémoire l'Histoire l'Oubli*, Ricoeur proposes the operation of a distinction between memory as simple recollection and memory as a conscious,

systematic cognitive process of establishing the “past”, in the sense proposed as “politique de la juste mémoire”, as a civic theme.

Jean-Claude Bayakissa synthesises the problem of approaching myths as it was delineated by Ricoeur in the '70s and '80s, starting from the central idea that humans are the only animals on this planet which have the intuition of time, a certain comprehension of this phenomenon through the process of utilising especially long-term and medium-term memory, which stores experiences and images, thus storing the concept of *time* itself, as a continual process, as evolution or succession of distinctive events. In this sense, individual and collective memory is simultaneously connected to both imagination and history. As a logical extension, Ricoeur expressed a particular interest for memory in relation to the historic past. In his conception, memory can be *preventive* (the recollection of traumatic events, such as wars and genocides), *manipulative* (its instrumentalisation in an ideological or dogmatic sense, legitimising regimes of power in general), or *compulsive* (the constant reminder regarding certain historic events). The labour of memory consists in an attempt to overcome the last two typologies through which the discourses of hegemony are imposed.

Contemporary culture is, for Ricoeur, an excessively historic and historicising culture, characterised by *abuses* of memory. It is, in the same time, the matrix that expresses the present, but which is connected to the past and, in various modes, announces the future. As in Proust's literary output, the lost time is, concurrently, a rediscovered time.

Second section : *Self-writing and temporalities*

Frédéric Bidouze's study, “Le communisme, l'histoire et moi : d'une jeunesse de combats à une écriture performative de l'histoire”, presents various biographical aspects in the context of the progressive, „communist education” he received, in which his childhood and adolescence have been characterised by memories and emotions from a period oriented toward the concurrent socio-economic and political ideals of the movement, and, from a more “technical” perspective, to the principles of democratic centralism, currently almost forgotten.

His participation at demonstrations supporting the general causes of the communist movement, together with his family, and the internalisation of these moments, subsequently represented a practical experience for the author, which offered him lucidity in the process of analysing systems of thought.

Frédéric Bidouze establishes a synthesis of his book concerning the parliamentary history of the Ancien Régime in relation to the French Revolution. Analysing the cultural and religious sources of revolutionary phenomena, he argues in the direction of the incipient modernity of the late Ancien Régime, the Revolution itself becoming a logical historical continuum, not a complete brake on the parameters of the former system of political power and socio-economic arrangements. Thus, applying the sociological methodology developed by Pierre Bourdieu, the author considers that the concept of freedom and equality, which forms at least the nominal basis of contemporary democracy, was not invented in 1789, and that, in metaphoric terms, “the Revolution didn't exist”.

In this sense, there was a culture of contestation developing before that famous year, especially through the possibilities opened by Enlightenment, segments of the French society already living and variably interacting with a system marked by the binomial conceptual and ideological oppositions, conflicts and dichotomies which still form an essential characteristic of most contemporary societies : Revolution-Counterrevolution, Enlightenment-Counter-Enlightenment, Progress-Conservatism and Reactionaryism.

The study concludes with an observation regarding the political engagement of historians and the pressures and difficulties that derive from it, especially in the case of affirming positions oriented against the hegemonic discourse.

The second study of this section, “De la pharmacie à l’anthropologie. Cinétique sociale et politique d’une bifurcation académique”, belongs to Patrice Yéngo-Ngoma, who retraces his professional evolution, from studies in the domain of pharmacy, to that of the social sciences, after approximately 20 years. The first part of his presentation is marked by underlining the influence of his grandfather during his childhood in the Republic of the Congo, studies at the seminar of Saint-Paul from Mbamou and the departure in the USSR. Obtaining a scholarship in pharmacy in the Soviet Union in the 1970-1976, the author has benefitted, as a student, from numerous facilities, such as the access to various cultural events and prestigious concerts. The University of Kharkov was, during the '70s, a cosmopolitan environment, a “Tower of Babel”, in which students from almost all nationalities were present, with the exception of Albania, China and the USA, in the case of each from different causes.

Afterwards, enrolled at the Faculty of Pharmacy from the René Descartes University in Paris, with the goal of studying traditional African medicine, and thus connecting the domain of pharmaceutical studies to the social sciences and the humanities, the author recalls, in this case, the political-cultural atmosphere in late '70s France. A comical episode is illustrative in this sense: an article that the author had written and sent to a French political journal was rejected outright, without any peer review, because he was not formally affiliated to that specific academic domain, but it was subsequently accepted in a journal from Italy in the same area of research, under a pseudonym, which the author invented to manage to have it published. This situation demonstrates the still existing taxonomic rigidity which manifested itself even in France, a country whose academic system proposed some of the most transdisciplinary approaches mobilised in that period.

Returning to his native country, in the position of employee of the University of Health Sciences from the capital, Brazzaville, he would be forced by the difficult political and social circumstances (the civil war that erupted in 1993) to take refuge in France, reorienting himself toward a new domain of study and consequent professional activity – historical, social and political anthropology – integrating thus older interests, such as the social representations of diseases and their causalities, as well as traditional or ethno-medicine.

At the end of the study, the author observes, starting from the Republic of the Congo Civil War, the discontinuity manifested in the transition from a bipolar world order, to a unipolar-type imperial domination – that exercised by the United States of America. The author elucidates the fact that the war was almost exclusively analysed from the comparatively limited perspective of “ethnic animosities”, without taking into account the complex dynamic of socio-economic and political mutations on the African continent.

The concept of democracy in the African environment implies, in fact, a manipulation and instrumentalisation of ethnicity, a process through which the economic marginality and dependency of the continent is maintained and even accentuated. In this context, the Dependency Theory developed by the influential Egyptian-French economist Samir Amin represents an essential analytical tool, explaining, in a systematic manner, the causes for the reproduction of the serious economic, infrastructural, technological and power asymmetries quantifiable on a global scale, and which affect almost all regions outside the historic and current centres of the capitalist system (Western states, some of which controlled colonial empires in the recent past, and East Asian countries), and especially Africa.

The author concludes his study by underlining the fact that the current African elites that have been educationally and professionally formed in state-socialist countries (the USSR, Eastern European countries, China, Cuba) deserve systematic studies.

The second section ends with the article of Rodica Zane, “L’ethnologie, domaine académique dans la Roumanie postcommuniste – regard de l’intérieur”, which summarises the transformations in the domain of ethnology from the last 30 years in Romania, by following the group of “folklorists” from the Faculty of Letters (University of Bucharest). Literary folklore was favoured before 1990, subsequently going through a modification, from the Romanian language and literature plus a foreign language specialisation, to Romanian language and literature plus ethnology. The activity of Professor Mihai Pop, whose contributions in the area of folklore and ethnology have been recognised on a European level, is considered essential in the development of the discipline in the national academic context.

As a result of the implementation of the Bologna Process, Rodica Zane notes the unequal status of the domain of anthropology in Eastern Europe in relation to that existing in Western Europe, in the terms of its underdevelopment in Romania, a practical fact expressed through the difficult access to scholarships, financing, a limited number of untenured or tenured positions, research equipment, as well as income disparities. An essential dilemma in this situation is that concerning the means through which new study objectives are formulated, together with a new, competent and sustainable academic community. In fact, the problem itself was analysed by the most influential Romanian anthropologist of the past two decades, Vintilă Mihăilescu, who produced a radiography of the present national ethnological and anthropological domain, his conclusion being that they consist of an obsolescent national ethnology and of an “anthropology without anthropology”.

Next to the presentation of her own professional evolution, the author identifies the difficulties and various tensions and contradictions that affect the discipline, in a context of theoretical and epistemological reformulations, under the influence of the Western, and especially Anglo-American discursive space. Consequently, this area of research still maintains a relation marked by the ambiguous frontier reproduced between a national ethnology and an international, or at least more internationally inclined, ethno-anthropology, allowing the political and ideological instrumentalisation of this internalised ethnological and folkloristic approach, taking it beyond the scientific sphere, with the concurrent risks.

Third section : *Social sciences and humanities. Spaces of intersection*

The article of Laurent Jalabert, “Les intellectuels français et la Roumanie de 1945 à 1991 : un pays méconnu et mal connu”, opens the last section of the current volume, presenting the particular status of Romania as a Francophile state and which, in its ethno-linguistic characteristic as a Latin country, participated in various international cultural activities in this sense, during the mentioned period.

The perception of French intellectuals regarding Romania was influenced by the closing, in the 1948-1956 period, of the French Institute in Bucharest, and by the travels made only based on the historic Franco-Romanian friendship and controlled by political factors. Thus, in this first phase, Romania is perceived a seldom visited country, which is not known to well, a kind of “diligent pupil” of Moscow.

The '60s constitute a new phase of this interest, the official French press, such as *Le Monde*, in which Romania was considered as being an exception in Eastern Europe, exploring its own developmental direction, between the variable interests and relations with the Soviet Union and China. After the political paradigm shift represented by the start of the Nicolae Ceaușescu leadership in 1965, Romania started to be more and more visited by foreign tourists, the idea of the independently-oriented “Romanian nationalism” being developed by in the studies of geographers and historians from the '70s and '80s. Laurent Jalabert also presents contexts which perceived Romania as a “totalitarian state”, ranging from classic anti-communist positions such as those of the group formed around Raymond Aron, or those expressed by Paul Goma, Catherine Durandin, or Doina Cornea. Thus, in certain quarters of French society Romania was classified as an authoritarian state among others, including from a Marxian-influenced left-wing perspective. On the other side of the argument, journalists and researchers who visited the country and, concurrently, studied it directly, formed the exceptions in this later context, while the '80s made Romania more visible in connection to the specific internal situation.

The study of Simona Corlan Ioan, “Institutionnalisation des études africaines à l'Université de Bucarest: Entre parcours intellectuel et essai d'ego-histoire”, follows the intellectual and professional evolution of the author, a representative of the first generation of Romanian researchers interested in the domain of African Studies.

In the context in which social sciences (history, sociology, ethnology, economics) are, through the nature of their epistemic content, more prone to instrumentalisation by various political interests, history, as a domain, has benefitted though from several moments of coupling to new methodologies, analyses and research strategies, such as the organisation in Bucharest of the Franco-Romanian Colloquium in 1969 and of the International Congress of Historic Studies in 1980, as well as thanks to publication of the highly important books written by the historians belonging to the Annales School.

The interest of the author for the history of Africa was stimulated during the university studies by professors affiliated to the Faculty of History of the University of Bucharest, although there wasn't a systematic institutional focus for this domain during the state-socialist period, in spite of the implementation of an external policy which was actively oriented towards collaborations, bilateral treaties, commercial agreements, various exchanges, as well as toward the enrolment of a large number of African students in Romanian universities. From the stated perspective, this was a different situation from that existing in neighbouring countries, like the Soviet Union, Bulgaria, or Poland, where institutes specialised in African studies already existed and were developing various research projects in the respective domain, including collaborations with universities based on the African continent.

During the '90s the Centre for the History of the Imaginary was founded, being initially coordinated by Lucian Boia, who also published an important book in that decade, *History and Myth in the Romanian Consciousness*. In the same period, a series of young Romanian researchers benefitted from grants provided by the French government, as well as other opportunities. In this context, Simona Corlan-Ioan became an important Africanist, her doctoral thesis being developed around an analysis concerning the evolution of the Timbuktu legend from a European perspective in the 19th century. As a logical continuation of this academic path, the professional component was concretised by a ten-year diplomatic career as Romania's ambassador to Senegal (also being, by extension, the representative of nine other states from West Africa) and Morocco.

At the end of the study, the author mentions the current relevant studies conducted in Romania in the corresponding domain, as well as the project developed by Professor Mihai Dinu Gheorghiu regarding the professional pathways of African specialists who studied in Romania, concluding that such initiatives must be continued.

The volume ends with the study written by Abel Kouvouama, “De Bossangoa à Pau : trajectoires intellectuelles, cumul des identités et trajets urbains” in which the author presents his intellectual trajectory, punctuated by the most important moments of his life, from the youth and childhood spent in a colonial and post-colonial context, in what was the Ubangi-Shari territory controlled by France, and immediately afterwards in the newly established Central African Republic, the Republic of the Congo, and subsequently to France. All these geographic locations represent multidimensional factors in the author’s intellectual and professional development, alongside distinctive phases in the system of “identity accumulation”, each of the periods and places constituting, spatially as well as temporally, configurations of cognitive horizons, methodological clarifications, transformations and modulations in the introspective process of self-comprehension and self-actualisation, and in the rapport with the outside world.

Thus, for Abel Kouvouama, each evoked city represents a route that leads him to a “memorial library”. After the primary and secondary school studies in Bossangoa, and the high-school level ones in Brazzaville, the author obtained a scholarship in France which allowed him to study philosophy at the University of Clermont-Ferrand, between 1971-1975, a context in which he experienced the French intellectual, cultural and social life from that period. Returning in the Republic of the Congo, he worked at the University of Brazzaville in the domains of philosophy and anthropology, being active in numerous projects and social programmes, aspects that he considers as being the practical equivalent of an observational and also participative laboratory in the area of socio-political paradigm shifts.

Having returned to France in the context of the two civil wars (1993-1994 and 1997-1999), initially in the capacity of an invited researcher, Abel Kouvouama conducted several studies concerning the political system and the formulas of identity manifested in the cities of Central Africa, in connection to the new complex challenges of globalisation.

The studies contained in this volume provide a larger picture regarding complex and ever-shifting phenomena, presenting intersections of essential research domains that constantly interact. At the same time, the approaches integrate a personal dimension of pathways, in the sense of the educational, intellectual and professional formation of the authors, next to the contexts, conceptual configurations and the cumulative processes that they have experienced.

Adriana Speteanu-Vasiliu¹

1. Universitatea București, E-mail : adriana.speteanu@istorie.unibuc.ro

Simona Corlan-Ioan, Lionel Dupuy, Abel Kouvouama, Ecaterina Lung (eds.), *Voyages réels, voyages imaginaires : perspectives interdisciplinaires*, Editura Universității București, Collection «Sciences Sociales et Humaines en Partage», 2021

Comme le soulignent Abel Kouvouama et Lionel Dupuy dans l'introduction, cette recherche sur le voyage est une approche multi et interdisciplinaire. Les SHS, l'art, la littérature ou les langues sont convoquées pour aborder les thèmes et notions de mobilité, errance, rencontre, ailleurs ou exotisme. Les autrices et auteurs sont ainsi invités(e)s à se questionner sur les articulations complexes entre réels et imaginaires ou celles entre sujet, lieu et récit. À cet effet, l'étude est divisée en cinq parties :

1. Le voyage comme expérience ;
2. Dire le monde par le récit ;
3. Le voyage dans tous ses états ;
4. L'épistémologie du voyage ;
5. Territoires de l'imaginaire.

Dans la première partie, le voyage comme expérience est celui qui est vécu, ressenti, incarné ou détourné. Le voyage réel poétisé peut refléter l'intime (Astrid Fizycsak, p. 39). Le fiasco du Scioto, dans le contexte de la Révolution française au XVIII^e siècle discrédite le départ vers un ailleurs à construire et finit par induire un «imaginaire utopique de l'intérieur» (Frédéric Bidouze, p. 23). Au gré des circonstances, le voyage implique des distances à la fois géographiques, sociales (Alexandra Litu, Alexandra Târlea, p. 61) ou émotionnelles (Ecaterina Lung, p. 81).

Dans la deuxième partie, le voyage est, en quelque sorte, projeté. Ecrit, il raconte le monde et permet de s'en libérer (Shusheng Zhang, p. 99). Il dit l'Autre à sa façon (Pauline Philipps, p. 111). Il jongle avec les temporalités afin qu'hier devienne un atteignable (Blanca Navarro Pardiñas, p. 125). Il favorise le va et vient subtil du réel et de l'imaginaire dans l'univers de Le Clézio (Orphée Goré, p. 151) ou promène Angkor de la ruine romantique au cliché instagrammé (Sébastien Preuil, p. 165).

Dans la troisième partie, le voyage se lâche. Il s'insinue de ports en pores, de divagation en érudition. Il est géosophie d'après le concept dû au géographe américain John Kirtland Wright (1891-1969) (Ema Galifi, p. 183), initiatique (Fabien Lacouture, p. 199), connaissance mouvante (Mihaela Pop, p. 221), reniflé ou plus élégamment humé (Luminita Diaconu, p. 239). Il a fait de l'Afrique un creuset de conquêtes et d'imaginés (Simona Corlan-Ioan, p. 251).

La quatrième partie veut comprendre le voyage dans ses motivations et acceptions. Il révèle l'histoire en train de se faire (Rodica Zane, p. 269). Il s'accorde des échappées dans l'errance dont il n'a pas le sens (Graziano Tassi, p. 313). Il est pérégrination et mission (Mianda Cioba, p. 323). Il est la mort, «l'archétype de tous les voyages» (Ionel Buse, p. 283).

Dans la cinquième partie, le voyage flirte avec la création. Aménageurs, peintres, chanteurs et écrivains s'en remettent au voyage pour émanciper leurs œuvres d'un trop plein d'évidences (Belinda Redondo, p. 339, Juliette Degennes, p. 351, Abel Kouvouama, p. 381, Lionel Dupuy, p. 391).

Ce livre aux destinations multiples est une invitation aux voyages dans lesquels j'ai pioché des moments d'écritures comme autant de lieux à découvrir. Dans la diversité offerte, j'ai pu côtoyer des migrantes japonaises (Kanakano Takeda, p. 369) et des Vlachs du XIII^e siècle (Marius Androne, p. 297).

Le voyage apparaît déséquilibrant. Il nous fait marcher sur la terre ferme avec la tête prise dans les brumes. Il nous assaille de questions. Arthur Rimbaud (1854-1891), l'homme rude, négociant à Aden, est-il le jeune poète de Charleville-Mézières ? Sa soif de liberté suffit-elle à rendre l'écart acceptable, à moins que ne nous refusions cette compatibilité ? (Mendel Péladeau-Houle, p. 141). Je ne crois pas que le voyage réel puisse être raconté. Le récit de voyage n'est pas qu'un voyage par procuration, il en est une catégorie à part entière. Le voyage écrit est la trace d'un nécessaire (?) retour (Lucie Houdu, p. 51). Tim Ingold a retrouvé le chemin de sa maison après avoir marché avec les dragons, (*Marcher avec les dragons*, Bruxelles, Zones sensibles, 2013, 379 p.).

Le voyage renvoie instinctivement au mouvement. Cependant, le livre se referme presque sur une photo de portiques dans une station de métro vide (Vladimir Cretulescu, p. 411 – illustration p. 420). Cette illustration d'une enquête sur un non-lieu au sens de Marc Augé, (*Non-lieux : introduction à une anthropologie de la surmodernité*, Paris, Editions du Seuil, 1992, 149 p.) apparaît comme une exhortation à suspendre le temps et l'espace pour s'offrir une pause lecture, introduction à un voyage opportunément désorganisé.

Laurence Espinosa¹

1. Anthropologue ; Laboratoire ITEM, Université de Pau et des Pays de l'Adour.

O pledoarie anticapitalistă pentru statul de drept

Carlos Fernández Liria, *Marxismul astăzi. Moștenirea lui Gramsci și Althusser*, Litera, București, 2021

Carlos Fernández Liria este profesor de filozofie și scriitor. Predă la Universidad Complutense de Madrid, are o prodigioasă activitate publică și un canal pe YouTube unde oricine îi poate audia unele dintre cursuri și o serie de interviuri. A publicat numeroase lucrări în limba spaniolă despre educație, cetățenie, democrație, capitalism, marxism și diverse alte subiecte, semnând uneori sub titluri ce stârnesc curiozitatea instantaneu, precum: „Școală sau barbarie: între neoliberalismul sălbatic și delirul stângii” (*Escuela o barbarie: entre el neoliberalismo salvaje y el delirio de la izquierda*, 2017) sau „În apărarea populismului” (*En defensa del populismo*, 2016).

Lucrarea la care ne referim, *Marxismul astăzi. Moștenirea lui Gramsci și Althusser (El marxismo hoy. La herencia de Gramsci y Althusser)*, a apărut într-o primă ediție în 2015, într-o colecție accesibilă, de felul celor ce însoțesc jurnalele, care își propune popularizarea cunoașterii filosofice (*Descubrir la Filosofía*), fiind apoi tradusă în limba română de Iulia Dromereschi atunci când colecția a fost preluată de editura Litera.

Este scrisă într-un stil seducător – simplu, direct, fluent, pedagogic. Textul este concis, include o cronologie, casete și câteva ilustrații, dar cititorul va descoperi în el mai mult decât o excelentă introducere în opera celor doi filosofi marxiști numiți în titlu. Liria folosește prilejul pentru a interpela conștiința publicului contemporan în legătură cu realitățile crude ale sistemului social capitalist, pentru a ilustra actualitatea marxismului și pentru a prezenta unele dintre interpretările proprii¹ în ceea ce privește starea stângii politice în momentul de resuscitare a mișcărilor protestatare populare din perioada 2010-2014². Scopul declarat este acela de a explica actualitatea marxismului, iar mijlocul este expunerea contribuțiilor lui Gramsci și Althusser, care au devenit referințe fundamentale pe măsură ce mulți dintre teoreticienii sau activiștii radicali occidentali au încercat să facă uitată istoria dramatică și

1. Este vorba mai ales de ideile prezentate în 2010 în lucrarea „Ordinea din «Capitalul». De ce să continuăm să-l citim pe Marx” (*El orden de 'El Capital'. Por qué seguir leyendo a Marx*).
2. Acest moment, deja uitat în așteptarea următoarei crize economice convulsive, urmasse marii operațiuni globale de salvare a sistemului financiar capitalist – operațiune la achitarea costurilor căreia statele alinate pe direcția „consensului de la Washington” și-au obligat cetățenii după șocul bancar american din 2008. Atunci, consecințele insolvenței marilor afaceri speculative pe care se sprijinea acest sistem falimentar le-a adus aminte multora de scrierile lui Karl Marx.

diabolizată a marxism-leninismului est-european. Așa că, după un capitol introductiv în care își anunță intențiile, autorul dedică două capitole lui Althusser („Recitirea structuralistă a lui Marx” și „Polemica pe tema antiumanismului”), unul lui Gramsci („Popularitatea în creștere a gândirii lui Gramsci”), pentru ca abia în capitolul final să scrie despre prezentul și mai ales despre viitorul marxismului („Marxismul actual”).

Paginile dedicate lui Althusser și Gramsci, precum și influenței gândirii lor, sunt deosebit de instructive și funcționează la fel de bine ca o sumară introducere în câteva dintre temele majore ale scrierilor lui Karl Marx.

De departe secțiunea cea mai interesantă a cărții, ultimul capitol prezintă o pledoarie anticapitalistă pentru statul de drept, afirmând că opera lui Marx este întrutotul compatibilă cu proiectul iluminist al cetățeniei republicane, prin contrast cu ordinea politică a statului capitalist. Capitalismul, departe de a realiza idealurile iluminismului, le-ar fi subminat. El nu poate crea condițiile materiale care fac posibilă cetățenia și este incapabil să susțină statul de drept. Pe de altă parte, încercarea comuniștilor de a depăși idealul „statului de drept” printr-o organizare proletară superioară din punct de vedere moral „dreptului burghez” ar fi fost o greșeală. Comuniștii ar fi insistat să creeze „un om nou”, un „cavalier moral ipotetic, care făcea inutile legea și dreptul” (p. 99).

„Este adevărat – scrie Liria – că toate acestea se bazează pe o convingere acerbă a marxismului: ideea (...) că o viitoare societate comunistă ar trebui să înlocuiască o societate burgheză, pentru care statul de drept nu ar fi decât suprastructură. Astfel, în acest viitor ipotetic, ar trebui să inventăm ceva mai bun decât «cetățenia» (liberală, burgheză, republicană), așa cum a fost gândită în Declarația drepturilor omului și ale cetățeanului, ceva mai ingenios chiar și decât drepturile omului în sine. Mai bine decât *indivizi și cetățeni*, marxismul ar fi inventat un viitor al *tovarășilor*. Forma istorică în care s-a materializat acest efort marxist de a suprima așa-numitul «drept burghez» a dus, de fiecare dată, spre un fel de moralism politic cu orientare foarte voluntară, sau mai mult, spre un cult al personalității, al lui Stalin, Mao, Che, sau, în Coreea de Nord, al lui Kim Ir-sen, și acum al urmașilor săi. Ce numim «drept» a fost singura scară pe care oamenii au putut-o inventa pentru a se urca deasupra consistenței lor antropologice. Dacă încerci să depășești însăși «scara» și să inventezi ceva mai bun decât dreptul, pășești în gol și, inevitabil, cazi înapoi pe pământ. Ori de câte ori s-a pretins inventarea a ceva mai bun decât dreptul (presupus «burghez»), s-au inventat de fapt cultul personalității și supunerea religioasă față de presupuse valori morale comunitare. Nevoia de vigilență morală și nu doar legală se impunea, așa că toate garanțiile procedurale au devenit nepractice și au dus, inevitabil, la un sistem de teroare politică” (pp. 99-100).

Astfel de pasaje lasă să se întrevadă preocuparea stângii radicale occidentale de a înfrunta retorica goală de conținut a politicienilor capitaliști cu privire la „statul de drept”¹ în timp ce se debarasează de experiența istorică a statelor comuniste și caută bunăvoința unui public bombardat până la ruină intelectuală cu stereotipuri. Astfel, este exagerată atât centralitatea temei „omului nou” în doctrina comunistă, cât și îndepărtarea statelor socialiste de bazele republicanismului și chiar de litera sistemului de drept occidental – cineva ar putea susține argumentat că, de fapt, regimurile comuniste au preluat prea mult din „dreptul burghez”, spre exemplu, legislația penală ce incrimina relațiile homosexuale. La fel și îndepărtarea marxismului de spiritul idealurilor iluministe prezent în opera lui Marx. Pe de altă parte, legătura de cauzalitate între încercarea de a depăși „dreptul burghez” și apariția „cultului personalității” rămâne să fie demonstrată. Nu cumva era și acesta din urmă, ca și violența

1. A se vedea ineficacitatea epocală a Uniunii Europene în a-l garanta între propriile frontiere.

politică, un rezultat al stării de război neîntrerupt în care s-au aflat aceste regimuri încă de la momentul apariției? Să ne amintim vechea întrebare: moralismul avocatului Maximilien Robespierre („Incoruptibilul”) a creat Marea Teroare în 1793 sau reacția Republicii față de amenințarea invaziei militare și a războiului civil?

De altfel, autorul arată că este conștient de rolul pe care l-a avut agresiunea continuă în subminarea vocației democratice a socialismului atunci când explică felul în care mișcările revoluționare au trebuit să înfrunte de-a lungul timpului nenumărate lovituri de stat, invazii militare și blocate economice. Potrivit acestei perspective, capitalismul ar fi fost mai favorabil democrației, astfel încât comuniștilor li s-a permis să participe la alegeri, dar nu să le și câștige, „pentru că atunci când [aceasta] s-a întâmplat sau a fost pe punctul de a se întâmpla, democrația a luat sfârșit, la fel și alegerile și drepturile” (p. 113). Prin contrast, comuniștii nu au permis susținătorilor capitalismului să concureze pentru conducerea societății, îngrădind astfel propria deliberare democratică: „Din păcate, trebuie să se recunoască odată că secolul XX nu le-a permis niciodată socialiștilor să aleagă între un Allende și un Fidel Castro. A fost fie Castro viu, fie Allende mort. Aceasta este realitatea crudă” (pp. 112-113).

Liria susține că „(...) ar trebui să repetăm că, pentru Marx – și împotriva a ceea ce a pretins mereu marxismul –, comunismul nu a fost un scop, ci un mijloc de a obține altceva, ceva care, pe de altă parte, este atât de inalienabil, încât și cei mai corupți mafioți ai castei noastre politice îl apără: ordinea constituțională a statului de drept. Comunismul nu este o idee mai bună decât ordinea republicană a cetățeniei. Este, așa cum am spus, singura manieră de a reuși ca această ordine să nu fie o farsă” (p. 117).

Carlos Fernández Liria ar putea fi etichetat drept „marxist” dacă nu ar pune el însuși la îndoială conținutul termenului respectiv. Este marxist prin faptul că încearcă să aducă în actualitate gândirea lui Karl Marx. Nu este marxist prin faptul că se situează în opoziție cu destul de mulți susținători ai marxismului. De asemenea, el acuză nu numai riscul dogmatismului („marxismul scolastic”), ci și reducerea gândirii lui Marx la exprimarea sa determinată istoric, care, în mod inerent, o limitează. Din acest punct de vedere, el se alătură lui Althusser în proiectul ambițios – unii ar putea spune „pretențios” – de „a fi mai marxist decât Marx” sau de „a-l salva pe Marx de marxism”.

Pledoaria anticapitalistă pentru statul de drept cuprinsă în această carte este rezultatul unei încercări de adaptare a marxismului la condițiile istorice actuale, în care proiectele emancipatoare radicale și-au pierdut capacitatea de a crea mișcări revoluționare de masă și supraviețuiesc cu greu luptelor electorale sau ambițiilor personale ale liderilor. Este vorba de o repliere ușor de înțeles. În definitiv, ideologiile socialiste au apărut din nevoia de a aduce la îndeplinire pentru majoritatea oamenilor promisiunea emancipării, pe care liberalismul a pus-o în slujba unei minorități, iar aceasta implica inclusiv revendicarea cetățeniei democratice și a domniei legii. Rămâne de văzut în ce măsură ea va înregistra succesele practice de care are atât de mare nevoie pentru a-și dovedi utilitatea. Dacă autorul are dreptate, rezultatele concrete nu vor întârzia.

În ceea ce privește aparenta contradicție dintre pledoaria aceasta și marxismul statelor socialiste, ea este în mare măsură rezultatul distanței enorme dintre condițiile istorice ale secolului XX și cele ale secolului XXI. Acest tip de discurs, modest dar optimist, adaptat circumstanțelor, este o foarte interesantă încercare de remodelare ideologică a marxismului prin aruncarea peste bord a ceea ce autorul percepe probabil drept „balast” (lest) al istoriei mișcării comuniste. Totuși, balastul are în navigație un rol practic bine definit. Este greu, încetinește mișcarea, însă are o valoare practică suficient de mare pentru a justifica cheltuiala de energie cu care este transportat. El dă stabilitate, iar odată ce îl arunci peste bord nu îl

mai poți recupera. Din perspectiva stângii radicale europene, care a naufragiat în apele turburi ale capitalismului târziu, același lucru se poate spune și despre memoria experienței statale comuniste din secolul XX, mai ales că ea este aruncată peste bord înainte de a fi fost examinată critic¹, aproape exclusiv pe baza judecăților de valoare care au triumfat în Războiul Rece și care au creat regimul neoliberal pe care îl deplânge Liria. În plus, este legitim să ne întrebăm care este conținutul și forma „dreptului” care ar trebui să ralieze întreaga societate în sprijinul „statului de drept”. Experiența republicii postcomuniste românești, de pildă, a arătat că „dreptul”, „doctrina juridică”, „principiile” și „procedurile” înregistrează un deficit major de raționalitate și se opun brutal simțului comun. Nu există motive să credem că lucrurile stau cu totul altfel în Regatul Spaniei. În mâinile clasei conducătoare actuale, „dreptul” are consistența plastilinei. Cine își propune să apere „ordinea constituțională a statului de drept”, așa cum se arată ea cetățeanului care nu are condițiile de viață ce l-ar predispuce să viseze la o utopie kantiană a libertății prin drept, va reuși cu greu să-i dea o descriere minimal coerentă.

Ovidiu Gherasim-Proca²

-
1. Spre exemplu, dacă ne referim la sistemul de drept al statelor socialiste prin comparație cu „dreptul burghez”, o monografie științifică amplă, care să-l facă realmente cunoscut, se lasă încă așteptată.
 2. Ovidiu Gherasim-Proca este lector în Departamentul de Științe Politice, Relații Internaționale și Studii Europene al Universității „Alexandru Ioan Cuza” din Iași.

Un exercice de sociologie pratique

Valérie Rodrigue, *Rien ne résiste à Romica*. Paris, éditions Plein Jour, 2016

Dans le récit *Rien ne résiste à Romica* de Valérie Rodrigue, on suit une poignante enquête-reportage, le parcours existentiel de la jeune Rom roumaine Romica en France ; mais, simultanément, on pourrait y voir une brillante thèse de doctorat de sociologie pratique, appliquée. S'il ne s'agit pas là d'un roman (même si les noms ont été changés), c'est que la beauté crue de ce livre paraît arrachée à la vie même ; cependant, puisqu'il y a la distance de l'écriture, le style, on pourrait lire ce texte comme une fiction, aussi.

Un jour de l'hiver 2012, la narratrice, sous-chef fraîchement virée d'un «magalogue» («magazine-catalogue») habitant dans la banlieue parisienne et faisant, entre autres, «de l'aide aux devoirs au sein d'une association caritative», rencontre, devant la poste principale, comme si elle venait de «tomber du ciel avec la neige», Romica, vingt-deux ans, née au bord de la mer Noire, à Constanța, qui fait la manche avec son bébé, Sara-Maria, et qui, en plus, est enceinte, dans les six mois. La narratrice apprend, stupéfaite, que Romica faisait la manche devant cette même poste depuis quatre ans : or, elle vient tout juste de remarquer sa présence ! Elle les invite (Romica et Sara-Maria) à prendre un chocolat chaud. Elles commencent à se voir plus souvent, presque régulièrement, et l'affection et la tendresse de la narratrice vont en croissant, car elle sait écouter Romica et a l'intuition que celle-ci aura la force de s'en sortir ; qu'il lui faudra seulement lui accorder du temps, lui remonter le moral et, certes, l'aider un peu du côté administratif.

Voilà le programme. Pour commencer, elle l'emmène aux «Médecins du monde» pour un bilan de santé, un suivi de grossesse, ainsi que les vaccins pour Sara-Maria ; après, elle la ramènera en voiture chez elle et verra son camp... Romica parlant assez bien le français, elle lui parlera longuement de sa vie : mariée de force, à quatorze ans, à un jeune Rom de dix-sept ans du nom d'Izac, qui est là, avec elle, mais qui ne fait pas la manche, et ne travaille pas non plus ; enceinte pour la quatrième fois (et, on le verra, ce sera encore d'une fille !) ; ses deux filles aînées sont restées au pays, chez sa mère ; chaque matin le boss du camp (sis dans l'Essonne), un certain Rolex, la dépose devant la poste puis la ramène et la taxe d'une partie de ses gains. Elle est juste un rouage dans cet engrenage d'exploitation, dans ce nouveau type d'esclavage de la femme rom.

La manche, c'est l'un des «métiers» des Roms, surtout en Occident, et Romica la pratique, tout en le cachant à sa mère restée en Roumanie. Elle en a honte, elle en a marre, mais comment faire autrement ?

Là, il faut rappeler aussi le mépris raciste que les Roms de Roumanie ont dû essayer durant des siècles, et qu'ils doivent essayer encore de la part des Roumains. N'oublions jamais que les Tziganes des principautés roumaines (la Moldavie et la Valachie) sont restés des esclaves jusqu'en 1844, date de leur affranchissement.

On apprend que notre vaillante narratrice est quadragénaire, une Juive sépharade française, dont la famille a été rapatriée pendant la guerre d'Algérie, et toujours célibataire. Née «[...] dans un petit village au pied des Alpes où, tout seule, jetée, laissée pour compte, j'attendais sur la grand-place la visite des forains, cirque, manèges, pour avoir moi aussi ma part de rêve. Je n'allais pas à la messe, on n'était pas catholiques, ça m'a valu le bagne. Je n'étais pas invitée, ni aux anniversaires ni aux sorties, à cause des origines». Elle nous parle de ses parents, et de ses ancêtres juifs, d'éternels nomades, eux aussi, qui, après la grande expulsion d'Espagne au XV^e siècle, arrivèrent en Turquie, s'éparpillant depuis un peu partout dans le monde : bref, du destin fascinant de la Diaspora.

Au cours des cinq dernières années, le groupe de Roms de Romica s'est vu expulser sept fois de ses campements. C'est vrai que les conditions de vie, d'hygiène, etc. au camp (appelé aussi «platz») sont dégradantes pour l'espèce humaine ; mais (comme Romica disait), pour eux : «C'était une ville, il y avait des gens, plein de gens». Or, là, de nouveau, «[...] à six heures du matin, ils – la police, les CRS – avaient donné des coups de pied dans les caravanes et les cabanes, défonçant les portes. Ils avaient aligné les familles dehors, eu de la considération pour les chiens du chef de camp mais pas pour les enfants ni pour les femmes enceintes». «Un minibus attendait les familles à qui on avait proposé l'hôtel social», toutefois «Romica avait refusé, comme la plupart». Pourquoi ? Parce que ç'aurait été juste pour quelques jours, et dans l'intervalle les autres auraient trouvé un autre terrain pour un nouveau camp : «Mais après, quand on revient, y a plus de place sur le platz».

Romica est très croyante : «Même après l'expulsion, blottie sur le banc, elle priait sa Marie Vierge de l'aider et d'aider tout le monde». La narratrice l'invite chez elle avec Sara-Maria, pendant que son mari, Izac, vingt-cinq ans, s'en va avec les autres chercher une autre place pour le «platz». Elle a «sorti des draps qui sentaient bon la lessive». Mais Romica, petite brune fragile, «[...] gisait sur sa chaise, incapable d'avaler quoi que ce soit. En fin de grossesse, toutes les mères s'extasiaient d'un mouvement du fœtus devenu plus gros que leur ventre [...] Romica, c'était une grossesse de survie, le fœtus d'un côté, la mère de l'autre».

Pourtant, désormais, tout se passera comme si sa «Marie Vierge», qu'elle prie chaque jour, l'avait entendue : les bonnes rencontres s'organisent autour de et pour Romica, dont le cerveau, le maître de cérémonie, sera la narratrice, que Romica baptisera «son *Angelash*, son *Angel*». Grâce à Inès, une bénévole de la délégation locale, «Romica s'est vu offrir l'hospitalité à la salle paroissiale de Longpont-sur-Orge, le temps de l'accouchement et des relevailles».

Izac, lui, restera avec les autres, et le chef Rolex finira par trouver un nouveau terrain «entre une bretelle d'accès et des champs». Bien croqué, le portrait de ce Rolex et de l'organisation mafieuse du petit monde sur lequel il régnait : «Ce qui distinguait Rolex, [...] à part l'étalage de ses petites richesses – une caravane potable, des voitures immatriculées RO –, c'était une famille tentaculaire. Les cousins, oncles, neveux et fils, par leur simple présence, faisaient respecter son autorité de chef. Son business tournait à plein gaz. Pour s'y installer, sur le nouveau terrain, il fallait lui payer un droit d'entrée, une location d'emplacement et le prix du matériel de construction. [...] Avec l'argent des allers-retours Roumanie-France, des locations de cabanes, de la vente de cigarettes roumaines, du rechargement des téléphones sur son groupe électrogène, le chef s'assurait des revenus confortables : il se faisait construire non pas une mais plusieurs maisons au pays».

La cruauté même de leur vie faisait qu'il y ait assez peu de d'affection, de solidarité entre les Roms d'un camp. Romica dira à «Angel»: «L'amour, tu parles!... Y a eu cet incendie, j'ai tout perdu... Personne m'a hébergée, ceux qui avaient une cabane ou encore un bout de caravane m'ont laissée dehors, parce que j'avais pas d'argent...». Le propre père de Romica était à la tête d'un réseau de prostitution, en Italie.

Mais, revenons à nos moutons : on apprend que «c'est le prêtre Damien qui a trouvé le prénom» de sa quatrième fille, Cesaria (d'après Cesaria Evora), et que c'est toujours par lui qu'elle fut baptisée à l'église de Longpont, avec Inès pour marraine.

Hélas, après cette fête et ce moment de récupération, très vite, Romica «avait repris sa place devant la poste, deux heures de train de banlieue depuis l'Essonne», avec Sara-Maria et le bébé Cesaria endormie dans son landau : «Sara-Maria, bien soignée, avait retrouvé de l'énergie et suivait les gens à l'intérieur de la poste. Cette toute petite fille enjouée, avec son bonnet noué sous le menton, s'attirait des sourires bienveillants. Romica, assise devant son gobelet, bouillait, rappelait sa fille à l'ordre, sûre qu'elle dérangeait, agaçait, mendiait. À cette idée, elle était morte de honte, détestant celles qui font 'faire la misère' à leurs enfants».

Telle sa belle-sœur Bonita, qui «poussait sa gamine sur les passants en lui répétant : 'On est des reines, ma fille, les mendiants, c'est eux.'»; «Elle collait les gens à l'entrée des magasins, pour du cash ou des choses à leur faire acheter. J'avais repéré son petit manège. Au lieu de s'attirer la sympathie, elle faisait fuir les gens. Drôle de reine».

Parfois «Angel» ira faire un tour avec Sara-Maria – «tourniquet, toboggan, petit train» –, pour que Romica soit un peu plus tranquille : façon de dire, car assise par terre des heures avec Cesaria, respirant ensemble le gasoil des pots d'échappement. Le résultat ? «5 euros, sale journée.» Si «Angel» lui parle de la santé de ses filles, elle rétorque, sur la défensive : «Mais je peux pas laisser mes enfants tout seuls à la salle paroissiale ou au platz».

Notre Romica a depuis toujours un rêve : devenir médecin, mais elle comprend bien qu'elle devra le revoir à la baisse ; pour une première étape, elle se battra pour s'arracher à la manche : «Quatre ans assise par terre comme ça, ça m'a bouffée, je suis devenue zéro». Sa mère «[...] qui était allée à l'école, qui avait souffert du mariage forcé [...] lui avait imposé la même chose. Romica parlait de l'injustice d'être née de cette mère-là et de cette mère patrie, la Roumanie, qui rejette ses enfants roms».

Elle ne pouvait ou ne voulait s'habituer à vivre dans la salle paroissiale, car sachant qu'un jour elle devrait la quitter. Anda, sa voisine de chambre, a trouvé un hébergement sur la commune, obtenu un travail et sa carte de séjour. Son mari Izac, Romica «ne l'aimait pas d'amour mais de larmes et de sang, d'avoir eu froid avec lui, d'avoir eu des enfants de lui». Elle est allée voir les nouvelles cabanes du platz et cela l'a fait pleurer de rage : «L'odeur de la terre et du fer lavés par la pluie [...]».

Mais elle a des droits, et elle va les obtenir ! «Angel» l'accompagnera partout : d'abord, pour l'Aide médicale d'Etat, «un premier pas vers le droit d'exister». Romica est fière d'avoir obtenu sa carte AME : «J'aimerais bien pouvoir dire : 'Je suis palefrenière ou femme de ménage'. Mendicante, c'est pas un métier».

Par bonheur, à Longpont il y avait des bénévoles, ou plutôt des «anges gardiens» pour les Roms et autres immigrés : Damien, le prêtre ; Martin, père de huit enfants, «qui se battait pour une certaine idée de la France» ; Inès, la marraine de Cesaria – «Dans les années soixante, sa famille avait fui le Portugal de Salazar [...]». Divorcée, sans enfant, Inès voyageait pour photographier des arbres [...]. Elle espérait publier un livre-album ; Mehdi, prof d'espagnol, fils d'immigrés algériens – «il avait vu son père trimer sur les chantiers». Les deux derniers «avaient en commun les récits des camps d'immigrés, le camp portugais en Seine-et-Marne, les camps algériens à Nanterre, dans les années soixante». Ils savaient

monter des dossiers, connaissaient bien les droits des étrangers et les textes de loi, accompagnaient les familles dans leurs démarches administratives.

Tendre et sensuel, le portrait qu'«Angel» fait de Romica : «J'aimais bien ses grimaces, la bouche en biais, les yeux qui roulent». Et puis : «Ses cheveux s'échappaient de l'élastique, avec le vent des mèches lui revenaient dans la figure. Je la retrouvais telle que je la voyais devant la poste, brouillonne et belle comme une gamine qu'on tire du sommeil».

Maintenant, à l'ordre du jour, une nouvelle étape à franchir : une proposition de boulot de ménage déclaré (pour que Romica puisse obtenir son permis de travail : «Elle avait envie de ressembler à tout le monde, avec une carte d'abonnement et un croissant acheté à la va-vite à la gare. Passer inaperçue dans le train, montrer un titre de transport au contrôleur et entendre en retour 'merci madame'»). «Angel» lui en trouve donc un chez une amie à elle, qui apprend à Romica comment choisir les produits d'entretien, comment se servir d'un fer à repasser... «Angel» lui remet aussi un jeu de clés de son appartement, «pour qu'elle se sente chez elle quelque part». Romica va la questionner : «T'as déjà regretté de m'avoir donné tes clefs ?» Elle m'a posé la question cent fois, pour entendre, cent fois : «Non. Si c'était à refaire, je referais la même chose.» Je revois son sourire enfantin. Les clés de la maison mais aussi celles d'un pays, d'une culture».

Le titre de séjour a été obtenu, victoire ! Et la joie d'«Angel» éclate : «Les chats ne font pas des chiens ; même si je n'étais pas sa mère, elle me ressemblait». Et puis : «comme quoi la joie, la route ensemble, ça tient lieu de gênes communs.» Mais que de tracas jusqu'à obtenir ce sacré titre de séjour, surtout qu'il restait valable seulement «jusqu'au janvier 2014, fin des mesures transitoires, après quoi on pourrait hacher menu la carte de séjour et la jeter à la poubelle», puisque les Roumains allaient enfin devenir de vrais Européens.

Enfin, le travail comme femme de ménage, après sélection (que dix de choisies sur les cinquante candidates !). Elle travaille six jours par semaine : «il lui restait le dimanche, pour souffler et voir ses enfants». Or : «Plus elle repassait, frottait, aspirait, briquait, cirait [...], plus Romica imaginait autre chose. En six mois, son vieux rêve de médecine a refait surface, se modelant petit à petit ; elle se voyait à l'hôpital, aide-soignante plutôt que cardiologue, les études longues après le bac, ce n'était pas dans ses cordes, elle le savait bien». «Pourquoi la médecine ?» Et Romica de répondre : «Je sais pas... En Roumanie, si t'es rom, si t'as pas d'argent, t'es pas soigné. Ici, la médecine, c'est une solidarité». Elle aimerait aider les autres, et il y a aussi ses deux filles aînées, qu'il faudra faire venir un jour en France...

Izac ne travaille toujours pas, il garde juste les filles, et Romica le lui reproche : «Quelle vie de pacha, t'es le roi des Roms, toi !». Romica voudrait divorcer, «puisque seule ou avec lui, disait-elle, ça revenait au même». En fait, Izac n'est pas bien du tout, il aimerait retourner en Roumanie : «Il tournait en boucle avec ses idées noires, répétait 'ici, je suis zéro'. Zéro parce que pas de travail, zéro parce que mauvais niveau de français – mais il n'allait pas non plus au cours où on l'avait inscrit –, parce que déprime, parce qu'envie de dégager avant qu'on le dégage...». C'est vrai que «pour lui aussi, cela avait été un mariage forcé, se marier à 17 ans sans avoir fait sa vie, qui veut ça ? Mais avec le temps, il avait aimé Romica, ce n'était pas réciproque, une de ses qualités, à Romica, c'était la franchise, et pour ça aussi, il l'aimait. Ils avaient tout encaissé ensemble, la peur, le froid, la faim, la honte [...], comme des soldats». «Angel» le questionne sans détours : «Pour ses enfants, Amalia, Naomi, Sara-Maria et Cesaria, Izac n'avait-il pas envie de mettre une dalle sur ses tourments, de se poser vraiment ? 'Claro que si', il a répondu dans un souffle [...]». Il lui faudra donc trouver un travail, lui aussi, c'est clair !

Bien que détestant la paperasse, «Angel» poursuit de plus belle la bataille administrative : «J'avais construit la base – déclaration à la CPAM, AME puis CMU, CAF, feuilles

d'imposition au TP, titres de séjour, fiches de paie et inscription aux HLM pour obtenir un numéro de dossier nécessaire dans toute demande adressée aux Pôles d'insertion par le logement».

Enfin ils vont avoir un logement, provisoire mais rien que pour eux quatre, dans une commune proche de celle d'«Angel»: «Ils se sont installés dans leur petit logement au onzième étage d'une tour de banlieue et, durant un bon mois, n'en sont sortis que pour l'essentiel. Romica, Izac, Sara-Maria et Cesaria: la famille était enfin réunie. Longtemps après, je me souviendrai de leur joie à me faire visiter leur deux-pièces à chaque fois que je venais; c'était devenu un rituel.»

Le contrat avec l'association d'insertion était à renouveler tous les trois mois, pendant deux ans maximum. «N'empêche, Romica se croyait installée. Elle voulait faire venir tout de suite ses aînées de Roumanie.» Or, «l'hébergement n'était pas prévu pour six mais pour quatre et Izac n'avait toujours pas de job». Ils sont donc repartis en Roumanie pour en ramener les grandes, mais l'adaptation d'Amalia et de Naomi a été très difficile, et les voisins ont commencé à se plaindre, des complications... pour finir, ils ont dû déménager. «L'association a repris l'appartement pour les installer en résidence sociale», et c'était mieux, beaucoup mieux, maintenant: «[...] les parents ont leur alcôve et les enfants une chambre pour deux. Il n'y a pas de cuisine, les repas sont pris au réfectoire et c'est un chef qui prépare sur place. Il y a une laverie avec des machines dernier cri. Tout ça pour soulager les mères, car ce sont toujours les femmes qui se chargent de la bouffe, du ménage, de la lessive».

Enfin, tout s'arrange, petit à petit, sur presque tous les plans, et, surtout, le dossier de Romica sera accepté pour le concours d'entrée à la formation d'aide-soignante: «Elle avait un bon curriculum vitae, la petite, trois ans de ménage chez des particuliers, dont des personnes âgées, une formation de trois jours 'soins et hygiène' au GRETA, que des employeurs proches lui avaient offerte. Et puis cette envie de travailler là-dedans, chevillée au corps». Comme prévu: «Elle a réussi les écrits et les oraux. Pour l'orthographe, ils passaient dessus, des remises à niveau étant prévues. À l'oral, elle les a impressionnés, par son niveau de langue, son projet professionnel, planifié, mûri, réaliste. Elle est entrée en formation rémunérée, pour six mois. De ce jour, sa colère est tombée, elle s'est mise à voir le verre à moitié plein [...]».

Enfin: «Elle l'a eu, son stage, en maison médicalisée, là où on soulage les fins de vie».

Sa vie continue, auprès de ses quatre filles et d'Izac: Romica est une gagnante, mais à la sueur de son front; la lutte avec les embûches continue aussi, elle est prête à se bagarrer, une bagarre qui ne peut que renforcer sa joie de vivre: car, comme on l'a vu, «rien ne résiste à Romica»!

Daniel Ilea¹

1. Chercheur indépendant.

JURNAL DE LECTURĂ

Științele sociale la vreme de război

Zoltán Rostás (coord.), *Condamnare, marginalizare și supraviețuire în regimul comunist. Școala gustiană după 23 august 1944*, Cartier, Chișinău, 2021, 454 p.

Viețile sociologului. Academicianul Mihail M. Cernea în dialog cu Zoltán Rostás. Cuvânt înainte de Zoltán Rostás, Postfață de Sanda Golopenția. Corint, colecția Istorie, București, 2024, 383 p.

Grant T. Harward, *Războiul Sfânt al României. Militarii, motivația și Holocaustul*. Corint, colecția Istorie, București, 2024 [Cornell University Press, 2021], 527 p.

Istoria științelor sociale din România (și nu numai) înregistrează încă două cărți bogate în informații și analize datorate profesorului Zoltán Rostás, a cărui operă impresionează deja nu doar prin dimensiuni, ci și prin continuitate și perseverență, și de asemenea prin capacitatea de mobilizare a membrilor și simpatizanților școlii gustiene în restituirea istoriei acesteia. Impresia pe care mi-o provoacă bibliografia mereu completată a autorului și

editorului Zoltán Rostás este aceea a unui mare puzzle, la care se adaugă mereu noi piese de referință.

Cele două cărți pe care le semnalez aici privesc, prima, anii 1940-1950 (lucrare colectivă având deja trei ani vechime, conținând și contribuții maghiare, ceho-slovice și bulgare), în vreme ce cea de-a doua se înscrie în seria interviurilor de lungă durată realizate de Zoltán Rostás îndeosebi cu membri ai școlii Gusti (dintre care se distinge figura lui Henri H. Stahl), dar nu numai.

Condamnare, marginalizare și supraviețuire... este rezultatul unei conferințe organizate de Cooperativa Gusti și IICCMER (Institutul de Investigare a Crimelor Comunismului și Memoria Exilului din România) în 2017, concentrându-se asupra etapelor traversate de știința socială în procesul proscrierii sociologiei „burgheze” din perimetrul științelor sociale controlate de partidul comunist. Sunt însă și alte teme abordate în acest volum, sociologia maghiară din Ardeal din aceeași perioadă, receptarea și influențele școlii de la București în Cehoslovacia, dar și sociologia în Bulgaria înainte și după 1989. De menționat faptul că volumul este bilingv, textele care privesc sociologia în România fiind în română, celelalte în engleză.

Destinele școlii Gusti în perioada postbelică sunt ilustrate aici de șase figuri-cheie : Gusti însuși (Zoltán Rostás), Mircea Vulcănescu (Ionuț Butoi), Henri H. Stahl și Șerban Voinea (Alina Juravle), Anton Golopenția (Sanda Golopenția), Gh. Retegan (Corina Doboș), Ernest Bernea (Irina Nastasă-Matei), Traian Herseni (Dragoș Sdrobiș). Am lăsat deoparte articolele care se ocupă de sociologia din alte arii culturale, deși ar merita pe deplin o lectură comparativă.

Perioada „neagră” (roșie?) a sociologiei de după 1945 a fost îndeobște puțin studiată sau circumscrisă doar destinului individuale, dar nepuse, ca aici, într-o serie explicită și comparabilă. Introducerea semnată de Zoltán Rostás și Ionuț Butoi se delimitează de la prima frază de „logica maniheismului anticomunist” care condamnă „desființarea brutală a Școlii sociologice de la București”, urmărind „înțelegerea procesului istoric al destrămării unei școli științifice și a unui domeniu”, conform preceptelor istoriei sociale (p. 15). Este vorba prin urmare de a observa schimbările *mediate*, nu doar pe cele imediate, intervenite odată cu schimbarea regimului politic. O perspectivă „internalistă” (cu ghilimelele autorilor) a destinului sociologiei care reușise să ocupe o poziție academică înaltă în perioada interbelică. Subscriu multora dintre afirmațiile din acest text introductiv : a refuza postura de judecători ai oamenilor trecutului, ai raporturilor complicate întreținute cu noul regim, ai modului lor de raportare la socialism și la regimul impus de ocupația sovietică.

Pe de altă parte, nu cred că sociologia a fost în mod direct victima războiului, chiar dacă unele semne ale declinului apăruseră deja în perioada dictaturii regale. Evenimentul care urma să marcheze recunoașterea ei internațională a fost Congresul internațional de sociologie care trebuia să aibă loc la București în 1939, dar a fost anulat din cauza izbucnirii războiului, „actele” congresului fiind totuși publicate¹. Cooperativa Gusti a publicat pe site-ul ei un articol despre această manifestare care n-a fost să fie². Un articol de acum aproape două decenii atrăgea atenția asupra caracterului excepțional al unor asemenea manifestări științifice, într-o epocă în care circulația internațională nu avea intensitatea și

-
1. Al XIV-lea Congres internațional de sociologie din 1939. Documentar, autori : Marin Diaconu, Zoltán Rostás. 2014, 468 p.
 2. Vezi Zoltán Rostás, L'histoire d'un congrès qui n'a pas eu lieu : le XI^e Congrès international de sociologie, Bucarest (1939), <https://www.cooperativag.ro/lhistoire-dun-congres-qui-na-pas-eu-lieu-le-xive-congres-international-de-sociologie-bucarest-1939/>

facilitățile de azi, iar luările de poziție savante aveau conotații diplomatice explicite¹. 250 de savanți din 21 de țări urmau să vină la București în august 1939. Întrerupt din cauza izbucnirii iminente a războiului, congresul a avut totuși loc în cele din urmă, în 1950, la Roma, dar nu mai era aceeași participare și cifra 14 era într-un fel uzurpată². Mai bine de un deceniu separă cele două evenimente, cel nepetrecut de cel petrecut, și el marchează trecerea sociologiei de la războiul „de intensitate înaltă”, cum se zice astăzi, la cel „rece”, devenit azi „hibrid”.

Volumul recent despre „Școala gustiană după 23 august 1944” (supratitlul „Condamnare, marginalizare și supraviețuire în regimul comunist” pare a fi mai degrabă unul comercial propus probabil de editor) se concentrează, cel puțin în ce privește biografiile protagoniștilor școlii, asupra deceniilor 1940-1950, dar și, în cazul lui Bernea și al lui Herseni, pe deceniile următoare, 1960-1980. Zoltán Rostás atrage atenția asupra reprezentării schematice și contrafactice care situează sfârșitul școlii odată cu instalarea regimului comunist. Cei patru ani ai acestei tranziții (august 1944 – iulie 1948) au fost o luptă pentru supraviețuire, în care Gusti a încercat reinternționalizarea școlii sale, după eșecul congresului amintit. Principalele figuri ale științelor sociale din România sunt puse în fața unor alegeri dramatice, între riscurile legate de rămânerea în țară (pierderea locului de muncă, declinul poziției sociale, chiar arestarea) și emigrarea, în condițiile restrângerii libertăților publice și a posibilităților de exercitare a profesiei. Patru dintre cei șase citați mai sus aveau să fie condamnați la închisoare, Vulcănescu, Golopenția, Herseni și Bernea, primii doi sfârșindu-și zilele în detenție. Fără a fi vorba de a stabili aici proporții în privința orientărilor politice diverse ale membrilor școlii, legăturile cu extrema dreaptă (participarea lui Vulcănescu la guvernul pronazist al lui Antonescu, militantismul legionar al lui Herseni și Bernea) nu pot fi considerate simple detalii biografice. Chiar dacă Gusti s-a ținut departe de asemenea angajamente politice, lipsește o analiză critică retrospectivă care să marcheze această distanță și respectiv ruptura față de un „trecut care nu trece”. Sigur, pot fi înțelese în context legăturile nu doar sociale țesute în decursul timpului între unii și alții, care explică prezența unora dintre membrii școlii printre martorii apărării în cadrul acestor procese. și totuși! Sentințele justițiare și măsurile administrative să nu fi avut chiar nicio justificare?

Ionuț Butoi, autorul unei teze de doctorat dedicată lui Mircea Vulcănescu, insistă asupra caracterului pronunțat politic al proceselor (și al pedepselor fără procese) intentate criminalilor de război din țările denazificate, schițând cadrul istoric în care se înscrie și „justiția retributivă în comunismul de tranziție”. Descrierea celor două faze ale procesului (sau a celor două procese?) este orientată către disculparea lui Vulcănescu în raport cu principalele capete de acuzare: „militarea pentru hitlerism, permiterea intrării armatelor germane în țară și continuarea războiului contra URSS”, renunțându-se la „acuzările de edictare de legi rasiale” (p. 56). Articolul consemnează o întreagă serie de manifestări de solidaritate și de argumente în apărarea lui Vulcănescu, de la jurnalul soției care cuprinde secvențe din desfășurarea procesului (soldaților care-l păzeau le dau lacrimile la aflarea sentinței!) la diversele depoziții ale martorilor apărării la proces. Printre acestea și cea a lui Gusti, care insistă, ca și alții, asupra calităților intelectuale ale fostului său student, aducând printre

-
1. Peter Schöttler, Marc Bloch et le XIVe Congrès international de sociologie, Bucarest, août 1939. In *Genèses. Sciences sociales et histoire*, 20, 1995, pp. 143-154.
 2. Sanda Golopenția, The Fourteenth International Congress Of Sociology (Bucharest 1939 – Rome 1950), în *Revista română de sociologie*, serie nouă, anul XXVI, nr. 3-4, pp. 145-206, București, 2015, pp. 145-206.

probe articolele acestuia despre economia sovietică. De cealaltă parte, presa comunistă, printre ai cărei semnatari este și Miron Constantinescu, și el fost student al lui Gusti, îl acuză direct de complicitate cu criminalii de război condamnați de Tribunalul Poporului, și în fond cu cei judecați la Nurenberg. Limbajul „dezumanizant și stigmatizant” cu care sunt desemnați subsecretarii de stat ai guvernului Antonescu, „tehnicienii”, printre care Vulcănescu, drept „foști lachei ai lui Hitler, constituiți în banda antonesciană” (p. 59) corespunde totuși canoanelor vremii. Condamnarea lor ar fi condamnabilă azi din punct de vedere juridic, deoarece are un caracter politic și era bazată pe un „raționament al răspunderii colective” (p. 63). Apărarea este descrisă ca fiind politic, intelectual și emoțional solidară cu Vulcănescu: „Pledoariile avocaților apărării [pleonasm totuși, n. M.D.G.] sunt expozeuri dezvoltate de un înalt nivel academic și cultural. Nici nu este de mirare, având în vedere unele nume grele” (sic, p. 65, unde sunt prezentate carierele lui Anibal Teodorescu și Hurmuz Aznavorian). Solidaritatea „numelor grele” cu un „înalt nivel” ar fi în acest caz mai degrabă deplorabilă.

Ionuț Butoi se distanțează de principalii critici ai responsabilităților lui Vulcănescu, începând cu Matatias Carp (*Cartea neagră...*, 1947) și Jean Ancel (*Distrușgerea economică a evreilor români*, 2008), care au arătat responsabilitatea directă a lui Mircea Vulcănescu în acțiunile de spoliere a evreilor români, relativizând acuzațiile în acest sens (p. 71, n. 146). Tot într-o simplă notă de subsol este expedită și cartea lui Vladimir Solonari (*Purificarea națiunii*, Polirom, 2015), fiind respinsă teza unui „consens general al elitelor românești interbelice”, respectiv al unui „consens al celor implicați, la diferite niveluri, în guvernarea Antonescu” (p. 70, n. 143)¹. Caracterul politic al proceselor imediat postbelice nu putea fi evitat și acest lucru nu-i disculpă pe colaboratorii lui Antonescu, la diferitele niveluri ale guvernării. Însuși regele, care și-a salvat pentru o vreme tronul prin actul de la 23 August 1944, a „colaborat”, mergând pe front și binecuvântând războiul.

Însemnările soției lui Vulcănescu nu sunt lipsite de inflexiuni antisemite când vorbește de „o tânără evreică îmbrăcată într-o ținută ce se vrea elegantă, dar nu reușește să fie decât de o cochetărie afectată”, aflând apoi că respectiva este soția lui Pătrășcanu. Decorul este o sală de tribunal arhiplină care le amintește celor prezente de cursurile lui Nae Ionescu, conform acelorași însemnări de jurnal (p. 81).

Ultimele pagini (86-91) prezintă oportun receptarea polarizată a biografiei lui Vulcănescu și reprezentările contrastante ale personalității sale. Pe de-o parte, „exponent genial al tinerei generații interbelice”, pe de alta, „tehnocrat al regimului opresiv etnic al lui Antonescu”. O asemenea reprezentare induce (și reproduce) stereotipul unei singure categorii de victime a acestui regim: evreei (și romii). Criticii din „perspectivă comunistă” îi reproșează discipolatul în raport cu Nae Ionescu și „misticismul”, în vreme ce reprezentanții „exilului” românesc (între care mai mulți cu un trecut marcat de participarea la mișcarea legionară)

1. Citez, pe contrasens, din concluziile articolului semnat de Petru Negură despre cartea lui Solonari: „În România, și cu atât mai puțin în R. Moldova, acest subiect [Holocaustul] este tratat în continuare cu un soi de „conformism de rezistență” de către decidenți și agenții intermediari (cum ar fi profesorii de istorie), dacă nu chiar printr-o negare pe față, în lipsa unei dezbateri publice reale. Dar această carte are o relevanță certă și pentru prezentul și viitorul imediat al societăților noastre. Discursul care circulă în prezent în spațiul nostru public cu privire la diverse minorități, dar și față de refugiații din Orientul Mijlociu și Africa, se aseamănă ca două picături de apă cu limbajul naționalist din interbelic. Cu singura deosebire că cei de atunci nu știau la ce va duce acel discurs, pe când noi știm sau ne complacem în ignoranță. Cartea lui Solonari este, așadar, un apel la memorie, adresat nouă tuturor, nu doar unor specialiști setoși de erudiție.” (Petru Negură, Cum a fost purificată națiunea română?, în *Observator cultural*, 13 mai 2016).

îi întrețin cultul, în presa exilului și la Radio Europa Liberă, însă, din anii 1980, și în unele publicații din țară după. Clasat lider al generației interbelice, martir propus la canonizare, în 1993, de biserica ortodoxă, figurând printre „sfinții închisorilor”, Mircea Vulcănescu este, în opinia lui Ionuț Butoi, lipsit de o discuție serioasă și victimă a unor confuzii, printre care cea dintre faptele pentru care a fost condamnat și reproșurile care i se aduc azi. Nu sunt convins de această teză, de vreme ce acest text se înscrie el însuși în dezbateră care ar fi inexistentă. Notele de subsol de la pp. 90-91 menționează de altfel luările de poziție în acest caz ale lui Liviu Rotman și Alexandru Florian, respectiv Gabriel Andreescu, cu ecouri în câmpul cultural și în spațiul academic¹. Ceea ce demonstrează în cele din urmă că o poziție „neutră” nu este aici posibilă.

Ce ar mai fi de spus? În primul rând, ceva despre strategiile de supraviețuire ale membrilor școlii Gusti, care își arată devreme disponibilitatea în colaborarea cu noul regim politic. Articolul Alinei Juravle este o scurtă și semnificativă istorie a manualului de sociologie semnat de Henri H. Stahl și fratele său vitreg Șerban Voinea (dar se pare scris doar de primul), publicat în 1947 sub titlul *Introducere în sociologie* la editura partidului social-democrat. Autoarea pune de la început întrebări bune, între care aceea a reorientării lui Stahl, critic al URSS într-un articol din anii războiului pentru a deveni pe urmă apologet al rezultatelor acestuia. Este comparată această ediție din 1947, a doua, cu prima, din 1945. Orientarea este deschis marxistă, capitole sunt dedicate lui Marx și Gherea, dar și lui Gusti. În ce privește articolele publicate de Stahl în 1942, în care s-ar situa „pe o poziție puternic antisovietică” (p. 109), autorul le revendică de o „obiectivitate deplină” și nu conjuncturale sau de propagandă. Caracterul vehement antisovietic al opiniilor lui Stahl din 1942 l-ar fi făcut să se ascundă câteva luni după 23 august 1944. Primii ani postbelici par să confirme prestigiul școlii lui Gusti, Gusti însuși e președintele Academiei române, calitate în care merge la Moscova, cu o delegație primită de Stalin și declară la întoarcere că asemănările dintre doctrina marxistă și sistemul lui sunt mari, întrebându-se „dacă eu, Gusti, sunt stalinist ori dacă, nu cumva, generalisimul Stalin e... gustist!” (p. 113).

*

Războiul Sfânt al României. Militarii, motivația și Holocaustul este cartea unui tânăr istoric american (n. 1986), o teză de doctorat la origine (traducere din limba engleză de Alina Pavelescu și prefață de Mioara Anton)². Lucrarea impresionează prin mulțimea datelor adunate și ordonate pentru a descrie în detaliu ce și-a propus, anume acțiunile militare ale armatei române pe frontul de Est (22 iunie 1941 – 23 august 1944), dar și, succint, epilogul campaniei militare pe frontul de Vest, după întoarcerea armelor; de asemenea, motivația ideologică și propaganda care au susținut acest război, contribuția României la fenomenul istoric cunoscut azi ca fiind Holocaustul. Nu mi-am propus o recenzie propriu-zisă a acestei cărți, dar mi s-a părut semnificativ modul în care se poziționează autorul față de versiunea mitologizantă a participării României la cel de-al Doilea Război Mondial, care ocultează dimensiunile „Războiului Sfânt”, punând în prim-plan mai ales campania alături de Aliați. Dacă prioritate este acordată mai ales desfășurării operațiunilor militare, nu sunt trecute cu vederea victimele, acestea într-un număr impresionant, inclusiv cele din rândurile combatanților.

1. Este semnificativ faptul că toți trei sunt profesori de științe politice, primii doi la aceeași universitate, SNSPA.
2. Grant T. Harward este istoric militar american, dar în România a venit mai întâi (în 2005-2007) în calitate de misionar al Bisericii lui Isus Hristos a Sfinților din Zilele din Urmă. Greu de spus dacă ceva din acest misionariat a jucat vreun rol în alegerea temei sale de cercetare.

Ceea ce Harward numește „Nota de plată de pe Frontul de Est” a fost foarte ridicată pentru Războiul Sfânt dus de „cel mai valoros aliat al armatei germane” : 71.585 de morți înregistrați cărora li s-au adăugat 243.622 de răniți și 309.533 dispăruți, dintre care 187.367 au fost prizonieri ai armatei roșii (132.000 fiind repatriați până în 1956, ceea ce înseamnă că în jur de 60.000 au murit în prizonierat) ; 120.000 ar fi fost numărul morților neidentificați. O contabilitate macabră la care se adaugă aceea a victimelor de după întoarcerea armelor : 21.035 militari români morți, 90.344 răniți, 58.433 dispăruți. De cealaltă parte, și fără a lua în considerare aici numărul militarilor sovietici morți în război (estimarea totală a pierderilor sovietice depășind 20 de milioane), regimul Antonescu este ținut responsabil de moartea a 300.000 evrei români și sovietici, uciși în Bucovina, Basarabia și Transnistria (132.000 au fost uciși în Transilvania de Nord, trimiși la Auschwitz de regimul hortyst ; pp. 492-493).

Istoricul american trece în revistă procesele Tribunalului Poporului, recunoscând caracterul lor politic, fără a minimaliza însă vina celor condamnați : „Partidul Comunist Român a folosit procesele criminalilor de război în scopuri politice, dar acești oameni erau cu adevărat vinovați. De fapt, au fost mai mulți soldați care ar fi trebuit făcuți responsabili pentru multitudinea de crime de război comise de armata română pe Frontul de Est” (p. 495).

În ce privește propaganda din timpul războiului, prezentarea este restrânsă la mijloacele direct angajate pe front (ziare, post de radio) și ignoră participarea intelectualilor animatori ai războiului. Responsabilitatea acestora era notorie, cum se vede dintr-o celebră scrisoare a lui Eugen Ionescu din septembrie 1945 către Tudor Vianu, în care îi desemna pe Mircea Eliade, Emil Cioran, „imbecilul Noica” ori „grasul Vulcănescu” printre „atâția alții” drept „victimele odiosului defunct Nae Ionescu”, din cauza căruia „toți au devenit fasciști”¹. La modul general, Grant Harward nu ia în seamă costurile economice, sociale și morale ale „războiului sfânt”. Efectele pe termen lung sunt vizibile și azi, inclusiv în ce privește judecata morală a responsabililor.

*

O carte pasionantă, care completează în mod necesar puzzle-ul istoriei sociologiei românești este cea care cuprinde convorbirile lui Zoltán Rostás cu Mihail Cernea. Ele au avut loc în 2007 la Washington și Bethany, încheindu-se printr-un epilog la București, în 2010, deci după trei ani. Lor li s-au adăugat alți 14 până la ieșirea cărții de sub tipar, ceea ce ne face să ne gândim la un laborios proces de revizuire a transcrierii convorbirii orale inițiale. Cartea se încheie printr-o postfață semnată de Sanda Golopenția, „Mihail M. Cernea : un mentor internațional” (pp. 373-381, text datat 2022). Cariera internațională a lui Mihail M. Cernea este impresionantă și ar putea fi pusă sub semnul „ruptură și continuitate” în raport cu Școala Gusti. Ruptură, deoarece cariera lui Cernea în România, începută în 1962, se petrece într-o perioadă în care opera școlii era proscrisă, semnele controversatei reabilitări de după 1965 ne fiind încă publice. Continuitate, deoarece Cernea colaborează strâns cu Henri H. Stahl, între alții, în primele lui studii și moștenirea cercetărilor monografice se transmite, fie și prin „subterană”. Cernea este un adevărat protagonist al sociologiei afirmate în noul ei format ideologic, care-și revendică titlul de „marxistă”, în opoziție declarată cu cea „burgheză”. În dialogul cu Zoltán Rostás, Mihail Cernea explică modul în care a evitat închiderea dogmatică, optând pentru conștiința socială

1. Citat de Irina-Nastasă Matei, Ernest Bernea și legionarismul. Opțiunile ideologice ale unui sociolog și consecințele lor postbelice, în *op.cit.*, p. 224, n. 539. Vezi și M. D. Gheorghiu, Quelques révélations sur Eugène Ionesco, în : „*Liber*”, 26, martie 1996, pp. 8-10.

și contradicțiile în socialism ca arie conceptuală permițând libertăți analitice. Prin cercetările efectuate, publicații și premiile primite, Cernea era deja, la o vârstă tânără, un sociolog recunoscut internațional, vicepreședinte al unei asociații internaționale a sociologilor lumii rurale, invitat la congrese și beneficiar al unei burse excepționale la Stanford, cooptat într-un *think tank* (echivalent *Center for Advanced Studies*, respectiv *centres d'excellence*) american al științelor sociale.

Mihail Cernea a putut beneficia de anii „deschiderii” de după 1965, părăsind România în 1974, când a acceptat un post la Banca Mondială. 1974 a fost și anul morții lui Miron Constantinescu și al începutului declinului sociologiei în universitățile românești. La Banca Mondială, Mihail Cernea a putut promova sociologia ca știință aplicată într-o serie de proiecte de importanță internațională. Considerat *transfug* din România și pus la index, a continuat să-și ajute foștii colegi, cu care reușea să comunice pe căi „subterane”. Este primit cu onoruri în România după 1990: *doctor honoris causa* al Universității „Alexandru Ioan Cuza”, din orașul pe care îl părăsise la 12 ani, după ce supraviețuise pogromului din iunie 1941, membru corespondent, apoi membru deplin al Academiei Române, Cernea a propus atribuirea titlului de membru post-mortem al acestui înalt forum lui Anton Golopenția, mare personalitate a școlii gustiene. Prin el, la modul simbolic în plan internațional, cercul istoric al acestei școli pare să se fi închis. Și totuși, multe au mai rămas de spus¹.

1. De exemplu, despre internaționalizarea științelor sociale, vezi Johan Heilbron, Nicolas Guilhot, Laurent Jeanpierre, *Internationalisation des sciences sociales : les leçons d'une histoire transnationale*. In *L'espace intellectuel en Europe*, La Découverte, 2009. Sau despre Banca Mondială, vezi Éric Toussaint, *Banque mondiale. Une histoire critique*. Syllepse, Paris, 2022, 536 p. ; „À contre-courant du discours selon lequel la Banque mondiale serait destinée à combattre la pauvreté, Éric Toussaint dépeint une institution financière internationale (IFI) qui a toujours défendu «les intérêts du capital et des pays les plus riches et les plus puissants». Les prêts accordés représentent des instruments d'asservissement politique et économique des pays par une banque elle-même «soumise de manière systématique à l'influence des Etats-Unis» et conçue pour en cimenter la domination. Depuis sa création en 1944, la Banque mondiale, toujours accompagnée du Fonds monétaire international (FMI), finance directement ou indirectement des régimes dictatoriaux et des projets désastreux aux niveaux environnemental et humain. Cet ouvrage relève l'échec du modèle de développement promu par ces IFI : les gouvernements «complices» et les grandes institutions multilatérales «ont instrumentalisé le remboursement de la dette publique» pour généraliser des politiques néolibérales au détriment des conditions de vie des populations exploitées.” Cf. Eliott Aubert, in *Le Monde Diplomatique*, Mars 2022, p. 25.

www.polirom.ro

Editura Polirom, B-dul Carol I nr. 4 • P.O. BOX 266
700505, Iași, Tel. & Fax : (0232) 21.41.00 ; (0232) 21.41.11 ;
(0232) 21.74.40 (difuzare) ; E-mail : office@polirom.ro
București, Splaiul Unirii nr. 6, bl. B3A,
sc. 1, et. 1, sector 4, 040031, O.P. 53
Tel. : (021) 313.89.78 ; E-mail : office.bucuresti@polirom.ro

Tiparul executat la S.C. ADI CENTER S.R.L.